



Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes États financiers
des ministères

1998-1999

VOLUME

1



Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes États financiers
des ministères

1998-1999

VOLUME

1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	v
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses	
Détail des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie des dépenses — Capital	1-20
Annexe 1 Rapprochement du Trésor et des états financiers Recettes	1-22
Annexe 2 Rapprochement du Trésor et des états financiers Recettes par ministère	1-23
Annexe 3 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses	1-24
Annexe 4 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses par ministère	1-25
Fonds ontarien d'initiative	1-26
Section 2 — Annexes — Opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-3
Prêts et dotations en capital	2-5
Produit de la dette	2-6
Remboursements de la dette	2-10
Dépôt à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif (net)	2-13
Annexe aux opérations d'Ontario Hydro	2-16
Section 3 — Annexes — Actif et passif	
Prêts et dotations en capital - Sociétés, conseils et commissions	3-3
Prêts aux administrations locales	3-4
Autres prêts	3-5
Dépôts et autre passif	3-7
Sommaire de la dette contractée	3-11
Encours de la dette contractée	3-14
Passif éventuel - Obligations garanties par la province de l'Ontario	3-36
Créances exigibles de la Couronne	3-44

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

	Page
Section 4 — États financiers des ministères	
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles	4-2
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Fonctionnement	4-4
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Capital	4-6
Affaires civiques, Culture et Loisirs	4-9
Affaires intergouvernementales	4-25
Affaires municipales et Logement	4-33
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	4-53
Bureau de l'Assemblée législative	4-69
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	4-77
Bureau du Conseil des ministres	4-83
Bureau du directeur général des élections	4-89
Bureau du lieutenant-gouverneur	4-95
Bureau du vérificateur provincial	4-101
Cabinet du Premier ministre	4-107
Consommation et Commerce	4-113
Développement du Nord et Mines	4-129
Développement économique, Commerce et Tourisme	4-139
Éducation et Formation	4-149
Énergie, Sciences et Technologie	4-163
Environnement	4-173
Finances	4-185
Office des affaires francophones	4-207
Ombudsman Ontario	4-213
Procureur général	4-219
Richesses naturelles	4-237
Santé	4-253
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4-273
Secrétariat du Conseil de gestion	4-279
Services sociaux et communautaires	4-295
Solliciteur général et Services correctionnels	4-307
Transports	4-325
Travail	4-341
Index général des dépenses	4-359

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES *COMPTES PUBLICS*

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 1998-1999 comprennent les états financiers et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des dépenses ainsi que les salaires des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) Annexes — Opérations financières

(3) Annexes — Actif et passif

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-2 à 4-7, un sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique « Autres comptes » on retrouvera le total par ministère des prêts et dotations en capital et autre passif en excluant le financement à base de prêts. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-9 à 4-357, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les sept états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) « État des dépenses par programme »

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

(b) « État des dépenses par programme et activité »

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Trésor, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses »

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant des véhicules et des ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment bonifications d'intérêts et subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

(d) « État des recettes »

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leur états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et dotations en capital »

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) « État de l'autre passif (net) »

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport sur les finances de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Le rapport inclut une version sommaire des états financiers. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto.

Plans d'activités du gouvernement de l'Ontario

Tous les ans, dans la foulée du budget de l'Ontario et de la publication des budgets des dépenses, chaque ministère produit un plan d'activités. Le plan d'activités souligne les réalisations du ministère au cours de l'année écoulée, les prévisions pour l'année à venir, les objectifs qui ont été établis et la façon dont les résultats seront mesurés. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour une version électronique, visitez le site Web www.gov.on.ca/mbs/french/press/plans98.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances, 3^e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère des Finances, 5^e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

NOTE

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au (416) 326-5300, ou au 1 800 668-9938 (interurbain sans frais); On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.gov.on.ca/fin et en cliquant sur « Budget ».

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.gov.on.ca/fin and click on « Budget ».

section 1

**Annexes —
Recettes et dépenses**

DÉTAIL DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1999 \$	1998 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 747 749 032	16 439 107 410
Taxe de vente au détail	11 410 164 827	10 655 157 198
Impôt sur les sociétés	7 675 720 111	7 313 610 513
Impôt-santé des employeurs	2 890 144 599	2 774 190 150
Taxe sur l'essence	2 141 556 268	2 005 130 335
Taxe sur les carburants	589 900 531	562 831 419
Droits de cession immobilière	486 208 478	541 421 989
Taxe sur le tabac	471 870 793	431 387 212
<i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i>	63 632 061	67 924 855
Impôt sur les recettes brutes - <i>Loi de 1997 sur le financement</i> <i>équitable des municipalités</i>	51 145 081	48 973 698
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	33 137 772	50 150 131
Impôt sur les bénéficiaires miniers	26 704 313	42 577 997
Impôt foncier provincial	10 327 414	7 227 345
Taxe sur le pari mutuel	5 245 868	5 352 528
Droits de succession	1 630 303	2 686 198
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	1 578 952	1 614 508
Commission des sports professionnels	68 851	3 918
Impôt sur les concentrations commerciales	(1 505 533)	(1 573 175)
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique	(2 281 952)	24 223 914
TOTAL DES RECETTES FISCALES	42 602 997 769	40 971 998 143

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province représente 48 % de l'impôt fédéral de base en 1997, 42,75 % en 1998 et 40,5 % en 1999. Le budget de 1999 propose de réduire le taux d'imposition pour le faire passer à 39,5 % de l'impôt fédéral de base en 1999. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 1 025 112 319 \$ en 1997 et 1 040 183 208 \$ en 1996 et, d'autre part, les frais d'administration de 8 102 911 \$ et de 8 160 026 \$ imposés par le gouvernement fédéral en 1997 et 1996.

Les contribuables à revenu élevé sont assujettis à un impôt équitable pour soins de santé. Une surtaxe de 20 % de l'impôt de l'Ontario sur le revenu exigible en sus de 4 555 \$, ainsi qu'une taxe supplémentaire de 26 % de l'impôt sur le revenu exigible en sus de 6 180 \$ ont été perçues en 1997. Pour 1998, l'impôt équivaut à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 4 057,50 \$, plus 33 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 5 217,50 \$. Pour 1999, l'impôt équivaut à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 3 845 \$, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 4 800 \$. Le budget de 1999 propose de modifier la surtaxe afin qu'elle représente 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 3 750 \$, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario excédant 4 681 \$.

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du (de la) déclarant(e), il se peut que le montant qu'il (elle) ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Le montant déterminant de base en 1997 est de 171 \$, auquel on ajoute 334 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le (la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 1998 est de 160,50 \$, auquel on ajoute 328 \$ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le (la) déclarant(e) demandant la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 1999 est de 160 \$, auquel on ajoute 325 \$ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le (la) déclarant(e) demandant la réduction d'impôt.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur, n'incluant pas la taxe sur les produits et services. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 \$, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance automobile font l'objet d'une taxe de 5%, tandis que les autres primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Une taxe aux fins de consommation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 \$ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 \$ le litre de bière et le litre de vin. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux d'imposition général sur les bénéfices des sociétés est de 15,5 %. Les revenus provenant des entreprises actives minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation sont assujettis à un taux moindre de 13,5 %. La première tranche de 200 000 \$ de revenu tiré d'une petite société privée dont le contrôle est canadien est assujettie à un taux moindre. Le 1^{er} janvier 1999, le taux est passé de 9,5 % à 8,5 % et sera réduit de 0,5 point de pourcentage le 1^{er} janvier de chaque année jusqu'au 1^{er} janvier 2005 où il atteindra 5,5 %; il passera à 4,75 % le 1^{er} janvier 2006. Dans le cas d'un revenu imposable de plus de 200 000 \$, le taux s'accroît progressivement jusqu'à concurrence de 15,5 % pour un revenu imposable de 500 000 \$. Depuis le 1^{er} janvier 1994, la province perçoit un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. Les banques sont également assujetties à une surtaxe provisoire de 10 %. Par ailleurs, la province offre un éventail de crédits d'impôt remboursables qui servent de stimulants fiscaux pour des activités particulières. Il s'agit des crédits d'impôt suivants : i) le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'innovation, ii) le crédit d'impôt pour l'éducation coopérative, iii) le crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, iv) le crédit d'impôt pour l'insertion professionnelle des diplômés, v) le crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition, vi) le crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques, vii) le crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, viii) le crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production, ix) le crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques et x) le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore, qui représente généralement entre 10 et 20 % des dépenses admissibles. En dernier lieu, la province offre une série de déductions pour stimuler les dépenses associées au matériel antipollution, à la recherche-développement et aux travaux effectués pour munir les lieux de travail de garderies et les rendre accessibles aux personnes ayant un handicap.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance versent une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties au même taux d'impôt sur les primes d'assurance des assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés doivent également verser une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Les petites entreprises ont droit à une réduction d'impôt sur le capital et les compagnies d'assurance ne versent pas d'impôt ordinaire sur le capital; les compagnies d'assurance-vie paient plutôt un impôt provisoire spécial et supplémentaire de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu donne également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et est calculé sur la masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 \$ et moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario varie de 200 000 \$ à 400 000 \$ versent l'impôt à raison d'un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à raison d'un taux de 1,95 %.

À compter de 1997, on a introduit une exonération progressive de l'impôt-santé sur la première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale en Ontario pour les employeurs du secteur privé. Cette exonération est de 200 000 \$ pour l'année 1997, de 350 000 \$ en 1998 et de 400 000 \$ en 1999 et pour les années subséquentes.

L'impôt-santé des employeurs est perçu également auprès des travailleurs indépendants sur leurs revenus nets de travail indépendant. L'impôt-santé des employeurs est aboli progressivement pour les travailleurs indépendants depuis 1997. Pour l'année d'imposition 1997, la première tranche de 200 000 \$ de revenus nets de travail indépendant est exonérée de cet impôt; ce montant passe à 350 000 \$ en 1998. Le taux d'imposition afférent aux revenus supérieurs au montant de l'exonération est de 1,95 %. Un crédit d'impôt de 22 % de l'impôt payable est offert en compensation de la non-déductibilité de cet impôt aux fins de l'impôt sur le revenu. L'impôt-santé des employeurs est éliminé à partir de 1999 pour les travailleurs indépendants.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe pour tous les carburants d'aviation est de 2,7 cents le litre. Ce sont principalement les grossistes d'essence et de propane (sociétés pétrolières) qui perçoivent la taxe pour le compte de la province, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel utilisé comme carburant pour le transport. Le taux de taxe pour le carburant diesel est de 14,3 cents le litre. Le taux de taxe du carburant diesel utilisé dans les locomotives est de 4,5 cents le litre. La taxe est principalement perçue pour le compte de la province par les grossistes de carburant diesel (les sociétés pétrolières), mais elle peut, dans certains cas, être acquittée directement par les utilisateurs.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs de l'Ontario. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % (en plus du 1,5 %) s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 \$, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996.

Tous les produits du tabac sont taxés; cette taxe représente 1,70 cent par cigarette et par gramme pour le tabac coupé fin ou pour tout autre produit du tabac, sauf les cigares, pour la période allant jusqu'au 28 novembre 1996, date à laquelle elle est passée à 2,05 cents. Le taux est passé à 2,35 cents le 14 février 1998, en raison de la hausse de la taxe d'accise fédérale, à laquelle se conforme la législation ontarienne. Ce sont principalement les grossistes de produits de tabac qui perçoivent la taxe pour le compte du gouvernement provincial, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

L'impôt sur l'administration des successions a été instauré en 1998. Cet impôt doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter en vertu de la nouvelle loi est le même que le montant des droits de succession qui étaient exigés auparavant. Il équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 \$.

Toute société de télégraphe et téléphone qui mène des activités en Ontario est tenue de verser un impôt sur les recettes brutes. En 1998, cet impôt de 5 % sur les recettes des entreprises tient lieu d'impôt foncier sur leurs poteaux et lignes télégraphiques. Pour 1999, l'impôt représente 4 %. En vertu du remaniement des services locaux, cet impôt a été transféré des municipalités de palier inférieur à la province à compter du 1^{er} janvier 1998. Cet impôt est payé en quatre versements. La somme de 51,1 millions de dollars pour 1998-1999 ne tient pas compte d'environ 140 millions de dollars en paiements tardifs.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers découlant de l'extraction de minerais. Le taux d'imposition de 20 % s'applique à la tranche des bénéfices de l'exploitant qui dépassent 500 000 \$.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5 % des recettes brutes des sociétés de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

La *Succession Duty Act* a été abrogée en 1979. Les droits perçus sont reliés à des successions non réglées à la suite de décès s'étant produit avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Depuis le 1^{er} janvier 1990, un impôt sur les concentrations commerciales est perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisation dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 \$ le mètre carré dans la région du grand Toronto; elle a été éliminée graduellement à partir du budget de 1993 (concernant l'année en cours 1994) et dans les années subséquentes.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés constitue une remise partielle de l'impôt fédéral sur le revenu connexe. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique* (Canada).

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement des dépenses		
Logement social	133 195 361	161 044 958
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	86 769 770	121 046 937
Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens	76 589 528	83 520 978
Aide à l'employabilité des personnes handicapées	65 362 001	55 835 130
Expansion du bilinguisme	61 209 974	51 662 515
Subventions canadiennes pour études	60 379 086	6 251 734
<i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	58 693 473	56 289 172
Aide juridique	33 428 508	39 082 288
Programme d'amélioration stratégique des transports	30 855 198	20 178 857
<i>Loi nationale sur la formation professionnelle</i>		5 129 771
Autres	71 720 451	79 285 483
	<u>678 203 350</u>	<u>679 327 823</u>
Autres		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	3 887 737 583	3 899 160 000
Autres	7 237 599	7 237 599
	<u>3 894 975 182</u>	<u>3 906 397 599</u>
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	<u>4 573 178 532</u>	<u>4 585 725 422</u>

Les remboursements associés au logement social représentent la part fédérale des frais de subvention des programmes de logement à loyer modique. Les déficits d'exploitation des corporations de logements sans but lucratif sont subventionnés et les versements sont effectués pour les unités couvertes par le Programme de logement sans but lucratif fédéral-provincial, qui constitue une entente entre l'Ontario et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Le programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario est un accord qui a été signé en 1994 par le gouvernement fédéral, la province et les municipalités. Dans le cadre de cet accord d'une durée de cinq ans, le gouvernement fédéral assume le tiers des coûts engagés pour les projets d'immobilisations.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

En 1998-1999, l'entente sur l'aide à l'employabilité des personnes handicapées a remplacé l'Entente sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées. En vertu de la nouvelle entente, le gouvernement fédéral et l'Ontario se partagent également le coût des programmes et des services de réadaptation professionnelle des personnes ayant un handicap ainsi que des programmes de réadaptation pour les toxicomanes.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française. Les ententes qui avaient été conclues entre les paliers de gouvernement ont pris fin en 1998; on est en train de négocier de nouvelles ententes en vue du partage des coûts jusqu'en 2003.

Les Subventions canadiennes pour études sont accordées par le gouvernement fédéral afin d'aider les étudiants qui ont des personnes à charge, qui étudient à temps partiel et qui ont des besoins pressants, qui ont un handicap et les femmes qui étudient en vue de l'obtention d'un doctorat. En vertu des règlements pris en application de la *Loi fédérale sur l'aide*

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

financière aux étudiants, le gouvernement fédéral alloue annuellement un certain montant à chaque province en fonction de sa part de la population du pays.

En vertu des ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse des frais engagés par la province pour financer les services de justice prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Du mois d'avril 1989 à mars 1996, la contribution fédérale a été gelée au taux de 1988-1989, soit à 61 millions de dollars par an. En 1996-1997, la contribution fédérale a été réduite de 3,86 % et de 3,5 % de plus en 1998-1999.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'aide juridique conformément à l'entente relative à l'aide juridique pour des questions de droit pénal et des questions touchant la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Cette entente a été conclue pour une durée de cinq ans, soit de 1996 à 2001. La contribution fédérale est établie en fonction des tendances historiques de financement du gouvernement fédéral et de la population de la province.

Le Programme d'amélioration stratégique des transports constitue une entente de partage égal des coûts avec le gouvernement fédéral. En vertu de ce programme pluriannuel, qui a débuté en octobre 1993, le gouvernement fédéral a fourni 106,3 millions de dollars au titre des services de transport en commun municipaux, des routes provinciales, des routes municipales et de l'aviation. Seuls les projets pour lesquels des fonds ont déjà été engagés feront l'objet d'un partage des coûts après 1998-1999.

Les paiements effectués en vertu de la *Loi nationale sur la formation professionnelle* par le gouvernement fédéral servent à l'achat de places pour des programmes de formation et d'apprentissage en établissements d'enseignement. L'Entente nationale sur la formation professionnelle a pris fin en 1994 et les fonds nécessaires au programme ont été éliminés. En 1997-1998, les fonds ont été versés dans le cadre d'un accord provisoire.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

- a) des versements de 10 936 855 \$ dans le cadre de l'entente Canada-Ontario de contribution sur le bois d'œuvre. En vertu de cette entente, le gouvernement fédéral impose des droits d'exportation sur les expéditions de bois d'œuvre aux États-Unis qui dépassent des quotas trimestriels convenus. Les recettes issues de ces droits sont ensuite partagées avec les gouvernements provinciaux touchés par l'entente, proportionnellement aux montants perçus dans chaque province.
- b) des versements de 9 377 028 \$ en vertu de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration. Le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen ou une enquête de l'immigration, ou qu'elles soient retirées.

Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux est un financement global accordé par le gouvernement fédéral dans le cadre des programmes sociaux régis par la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Pour être en mesure de recevoir ce financement en espèces, les provinces doivent se conformer aux exigences de la *Loi canadienne sur la santé* et elles ne peuvent imposer de contraintes en matière de résidence pour établir l'admissibilité à l'aide sociale.

Les droits à l'échelle nationale dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ont été distribués aux provinces durant l'exercice 1997-1998 en fonction des parts historiques du Financement des programmes établis (FPE) de l'exercice 1995-1996 et des parts du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) revenant aux provinces pour l'exercice 1994-1995. La formule servant à allouer les montants a changé en 1998-1999. Ainsi, 90 % du montant est en fonction de la part historique dans le cadre du FPE et du RAPC et 10 % en fonction du pourcentage de population.

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

Les droits en espèces sont établis en fonction de la différence entre le total des droits d'une province et la valeur des points de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les sociétés transférés à la province en 1977-1978. Au cours de l'exercice 1997-1998, le gouvernement fédéral a relevé le plancher des droits en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux afin de garantir chaque année des droits en espèces à l'échelle nationale d'au moins 12,5 milliards de dollars.

Le montant reçu en 1999 comporte un versement de 5 553 583 \$ dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada relativement aux demandes présentées pour le projet d'adaptation au travail entre 1991-1992 et 1995-1996.

Les autres recettes provenant du gouvernement fédéral englobent des subsides annuelles de 7 015 325 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*, des intérêts de 142 414 \$ du compte de dette du gouvernement du Canada et des intérêts de 79 860 \$ du fonds des écoles publiques.

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

	1999 \$	1998 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des casinos de l'Ontario	869 619 400	433 342 212
Régie des alcools de l'Ontario	776 000 000	745 000 000
Société des loteries de l'Ontario	534 500 000	737 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2 180 119 400	1 915 342 212
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	191 465 292	95 900 021
Droits, permis et autorisations		
Certificats d'immatriculation et droits de transferts de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	858 513 747	768 735 385
Commission des permis d'alcool - Droits	519 471 583	505 656 582
Autres droits et permis		
Droits de garantie de la dette d'Ontario Hydro	155 312 385	155 802 045
Registrateurs	40 153 329	37 223 542
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	40 146 460	36 558 203
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i>	38 267 479	67 157 103
Services d'enregistrement immobilier	33 361 788	42 523 739
<i>Loi sur les assurances</i>	21 648 999	22 471 980
Autres	190 760 566	127 303 289
	519 651 006	489 039 901
	1 897 636 336	1 763 431 868
Redevances		
Droits sur le bois de la Couronne	157 452 258	178 063 158
Énergie hydraulique	121 107 830	125 956 545
Autres	19 644 651	20 254 746
	298 204 739	324 274 449
Recouvrement de dépenses des années précédentes	142 663 853	92 380 821
Remboursement des dépenses		
Remaniement des services locaux - remboursement	2 229 189 976	176 002 573
Remboursement des dépenses	244 804 725	262 527 012
	2 473 994 701	438 529 585
Amendes et pénalités	61 679 534	134 471 644
Divers	70 616 415	157 504 706
TOTAL DES AUTRES RECETTES	5 136 260 870	3 006 493 094

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

Les recettes des entreprises publiques représentent le montant des bénéfices nets de fonctionnement qui ont été versés par ces trois entreprises à la province.

Les recettes de la Société des casinos de l'Ontario proviennent de deux sources. La première, la « taxe sur les gains », équivaut à 20 % des recettes d'exploitation brutes des activités de jeu dans les casinos commerciaux de l'Ontario. La deuxième comprend les recettes nettes gagnées par la Société. La Société des casinos de l'Ontario assure l'exploitation des trois casinos commerciaux de la province, soit le casino permanent de Windsor (qui a remplacé le casino provisoire de Windsor et le casino du bateau fluvial Northern Bell le 29 juillet 1998), le casino provisoire de Niagara et le casino de Rama.

Les recettes de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO) sont issues de la marge bénéficiaire et des droits perçus sur les spiritueux, le vin et la bière. Ces marges bénéficiaires et ces droits varient selon le produit et sa provenance (produit local ou importé). Les transferts effectués au Trésor sont représentatifs des bénéfices nets de la RAO.

Les recettes de la Société des loteries de l'Ontario ont diminué en raison des coûts associés à l'établissement de casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes et du fait que les frais de construction ont été assumés par la Société à partir de ses bénéfices non répartis. Les produits nets que la Société a obtenus des loteries traditionnelles ainsi que des casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes ont été imputés aux ministères et aux programmes suivants : un montant de 14 millions de dollars a été remis au Secrétariat du Conseil de gestion aux fins du Programme d'avance de fonds qui permet aux organismes de bienfaisance touchés par l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes d'obtenir un financement de transition; 10 millions de dollars ont été versés en subventions à la Fondation Trillium de l'Ontario, qui les distribuera aux organismes de bienfaisance; 3 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé aux fins de stratégies visant la prévention, la recherche et le traitement en ce qui a trait au jeu compulsif; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé.

Sous la rubrique «Ventes et locations», on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, incluant la vente de biens immobiliers aux sociétés de la Couronne, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne et du refinancement des éléments d'actif.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la route publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits peuvent varier entre 74 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires pesant 3000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ dans le Nord de l'Ontario. Les droits pour le renouvellement du permis sont de 10 \$ chaque année. Les droits d'obtention d'un permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement de frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur la route nécessaires à l'obtention du permis de conduire.

Les droits perçus par la Commission des permis d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits des producteurs incluant un tarif de base et des droits sur le volume de bière expédiée pour la vente en Ontario. La Commission perçoit également les droits des titulaires de permis de vente de boissons alcooliques et les droits sur le vin vendu dans les magasins exploités par les producteurs de vin ontarien.

En vertu du règlement 691/89 de l'Ontario pris en application de la *Loi sur la Société de l'électricité* tel que modifié par le règlement 98/91 de l'Ontario, la province perçoit des droits annuels pour garantir la dette d'Ontario Hydro. Les droits sont de 0,5 % de la dette non réglée.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est l'organisme de réglementation chargé de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. La *Loi sur les valeurs mobilières* établit diverses exigences réglementaires qui doivent être respectées par les participants du marché. Des droits sont associés à ces exigences, qui comprennent notamment l'enregistrement (comme courtier, par exemple), le dépôt (de prospectus) et la publication de renseignements.

DÉTAIL DES RECETTES (fin)

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario s'est engagée à revoir les droits qu'elle impose, en collaboration avec l'industrie des valeurs mobilières et d'autres territoires canadiens. Dans le cadre de ce processus, on visera à protéger les investisseurs et l'efficacité des marchés financiers afin qu'ils puissent stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Les frais de service des sûretés mobilières sont des droits acquittés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données à titre de garantie pour un emprunt. Ils sont versés au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits d'enregistrement perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) se composent de droits de succession établis en vertu du règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Conformément au Règlement 220/91 de l'Ontario, et à ses modifications, et à l'article 14 de la *Loi sur les assurances*, la province recouvre toutes les dépenses engagées par la Commission des assurances de l'Ontario. Au cours de l'exercice 1997-1998, la province a recueilli 22 471 980 \$, dont quelque 20 % provenaient de droits, licences et permis, 20 % d'arbitrages et d'appels, et 60 % de cotisations des compagnies d'assurance.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés produits et le volume de la récolte. Des droits minimaux fixes par mètre cube, qui sont rajustés annuellement, sont versés à la province. Ce tarif est actuellement de 2,85 \$ par mètre cube pour la plupart des bois. La province perçoit également des frais de valeur résiduaire, fondés sur la valeur marchande des produits forestiers finis; ces frais varient de zéro à 20 \$ par mètre cube selon les conditions du marché et ils sont rajustés mensuellement. De plus, la province perçoit des frais de régénération forestière.

Les redevances au titre de l'énergie hydraulique couvrent l'utilisation des terres de la Couronne pour les centrales hydroélectriques. Pour les producteurs privés, le tarif de la location pour l'année civile 1998 était de 3,7958 \$ par mégawatt-heure (frais d'énergie). Ontario Hydro paie des frais d'énergie de 1,2653 \$ par mégawatt-heure, mais paie également des frais de puissance de 14,0501 \$ pour chaque kilowatt installé dans ses centrales. Dans l'ensemble, les frais payés par Ontario Hydro et les producteurs privés sont à peu près les mêmes.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Dans le cadre du remaniement des services locaux, un certain nombre de programmes ont été transférés aux municipalités. Comme mesure de transition, la province continuera à assurer la prestation de ces programmes au nom des municipalités en attendant leur transfert. La province reçoit un remboursement des dépenses engagées au nom des municipalités pour la prestation de ces programmes.

La rubrique «Amendes et pénalités» est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

	1999 \$	1998 \$
TOTAL DES RECETTES	54 492 556 571	50 479 558 871

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-14.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada		Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
		Remboursements de dépenses	Autres			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles, Culture et Loisirs		2 027 293				
Affaires intergouvernementales .				500		
Affaires municipales et Logement		190 181 478		830 259 742	3 668 435	
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales		4 310		244 369	413 185	
Bureau de l'Assemblée législative					13 320	
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine						
Bureau du Conseil des ministres						
Cabinet du Premier ministre					35	
Consommation et Commerce	68 851	118 835			711 976 937	142 590
Développement du Nord et Mines	1 578 952	4 071 451			717 024	1 590
Développement économique, Commerce et Tourisme		12 357 007		933 933	1 178 295	
Éducation et Formation .		142 614 352		79 863	8 829 321	
Énergie, Sciences et Technologie				9 536 830	3 350	
Environnement				170 490	6 426 110	
Finances	42 601 349 966	3 887 737 583	7 237 599	203 471 963	225 310 033	9 500
Office des affaires francophones		1 061 129				
Ombudsman Ontario ...						
Procureur général		39 908 700		106 856 094	61 869 714	60 512 753
Richesses naturelles ...		3 119 107		2 976 366	1 959 308	14 098
Santé		46 568 571		219 389 797	6 879 647	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario						
Secrétariat du Conseil de gestion		957 307		32 956	769 761	
Services sociaux et communautaires		141 583 699		747 026 912	754 536	
Solliciteur général et Services correctionnels ..		58 214 449		212 194 623	4 271 354	
Transports		35 406 333		110 828 098	861 780 597	560 928
Travail		9 329		29 992 165	815 374	438 075
Total des Ministères	42 602 997 769	4 565 940 933	7 237 599	2 473 994 701	1 897 636 336	61 679 534

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 1999

Ventes et locations	Redevances	Recettes des entreprises publiques	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
\$	\$	\$	\$	\$	\$
106 940			585 071	154 094	2 873 398
10			50 668		51 178
12 834 095			206 422	1 007 579	1 038 157 751
639 760			510 325	139 708	1 951 657
87 118			51 894	1 629	153 961
			10 552	5	10 557
			1 125	664	1 789
				1 067	1 102
42 298	10 270 787	776 000 000	672 862	802 992	1 500 096 152
1 464 539	3 275 122		125 127	51 168	11 284 973
308 751	480 920		1 276 349	20 492 257	37 027 512
374 098			55 183 085	923 188	208 003 907
1 561			10 664	14 014 990	23 567 395
82 020			3 964 037	473 723	11 116 380
1 537 288			7 677 137	4 002 370	46 938 333 439
				53	1 061 182
7 680			118 043		125 723
210 496	918 935		454 652	13 283 636	284 014 980
46 533 716	283 128 574		562 173	977 447	339 270 789
1 382 657			15 378 583	4 188 046	293 787 301
			605 137		605 137
84 604 997		1 404 119 400	49 671 368	6 502 022	1 546 657 811
349 263			2 063 209	1 444 824	893 222 443
8 784 058	130 401		843 145	157 651	284 595 681
31 984 846			2 517 180	1 184 815	1 044 262 797
129 101			125 045	812 487	32 321 576
191 465 292	298 204 739	2 180 119 400	142 663 853	70 616 415	54 492 556 571

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitments et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	35 779 057	8 944 716	3 086 098	23 949 268	1 797 886
Affaires intergouvernementales	2 282 499	577 627	305 440	962 735	246 746
Affaires municipales et Logement	65 167 047	14 881 687	6 610 943	46 233 761	3 051 800
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	39 674 476	10 031 292	6 500 162	41 789 834	2 266 941
Bureau de l'Assemblée législative	56 128 424	10 992 935	6 739 730	16 442 642	8 835 558
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	3 351 793	723 621	375 781	2 069 806	216 266
Bureau du Conseil des ministres	7 763 194	1 519 658	409 966	4 023 678	780 758
Bureau du directeur général des élections Bureau du lieutenant-gouverneur	599 776	98 138			
Bureau du vérificateur provincial	395 548	82 138	15 469	49 006	23 676
Bureau du vérificateur provincial	4 515 588	875 784	149 401	1 676 856	132 772
Cabinet du Premier ministre	2 085 659	249 899	177 560	352 486	32 443
Consommation et Commerce	68 715 064	15 138 332	8 107 256	39 062 058	7 573 374
Développement du Nord et Mines	21 053 972	4 513 123	4 602 344	18 505 235	2 792 256
Développement économique, Commerce et Tourisme	32 104 623	7 393 847	6 668 367	66 653 042	3 439 773
Éducation et Formation	94 933 226	21 896 386	17 666 745	85 156 516	15 618 768
Énergie, Sciences et Technologie	9 486 579	1 740 025	1 013 698	12 987 609	1 889 731
Environnement	77 107 444	17 021 860	6 120 318	53 548 829	10 388 561
Finances	223 247 083	73 273 978	16 415 494	110 898 978	26 205 497
Office des affaires francophones	965 881	174 959	105 350	1 005 874	77 257
Ombudsman Ontario	4 340 312	958 913	452 045	1 641 404	596 646
Procureur général	318 845 757	68 931 679	21 382 929	144 864 061	16 531 613
Richesses naturelles	210 585 940	42 952 965	26 218 892	229 661 671	248 460 594
Santé	438 805 987	102 522 291	33 736 563	167 709 133	80 136 029
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2 910 673	532 308	365 281	1 965 469	132 428
Secrétariat du Conseil de gestion	66 805 020	226 460 063	67 478 742	236 982 669	19 556 639
Services sociaux et communautaires	347 677 822	87 989 788	17 823 814	144 550 407	25 970 526
Solliciteur général et Services correctionnels	760 939 403	162 049 656	55 340 688	210 227 158	104 036 782
Transports	257 516 048	69 092 400	24 634 171	346 151 784	100 962 336
Travail	66 831 202	14 843 206	8 161 793	28 517 533	5 093 617
Total des Ministères	3 220 615 097	966 463 274	340 665 040	2 037 639 502	686 847 273
Moins recouvrements	138 173 050	25 298 140	65 699 005	297 745 665	41 517 144
TOTAL	3 082 442 047	941 165 134	274 966 035	1 739 893 837	645 330 129

La répartition des sommes à recouvrer de (652 442 701 \$) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page v à vii un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 1999

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
\$	\$	\$	\$	\$
	248 552 177		(2 415 181)	319 694 021
	119 600			4 494 647
	1 415 130 563		(81 057 866)	1 470 017 935
	188 022 606	353 764	(619 365)	288 019 710
	166 000		(132 125)	99 173 164
	13 271 797			20 009 064
		4 387 369		14 497 254
		105 800		5 085 283
	50 000			671 637
		500 000	(2 118 835)	7 400 401
			(14 927 599)	2 898 047
162 640 546	64 898 503			136 977 249
				264 078 380
	40 505 975	10 106 775	(5 721 478)	161 150 924
5 610 380	12 306 780 523		(1 286 482)	12 546 376 062
	305 665 374		(241 800)	332 541 216
1 266 065	49 935 844		(2 155 701)	213 233 220
	1 138 480 864	8 907 766 367	(18 435 679)	10 477 852 582
	285 000			2 614 321
				7 989 320
73 395 737	249 479 778	5 596 997	(37 390 209)	861 638 342
1 466 717	50 734 337		(131 991 618)	678 089 498
1 802 093	19 027 455 564		(5 000 809)	19 847 166 851
	13 922 380			19 828 539
1 215 000	194 632 253	10 002 133	(133 702 268)	689 430 251
	7 250 029 748			7 874 042 105
	75 419 475	7 854 932	(9 606 397)	1 374 033 222
7 771 525	388 593 076	872 772 293	(190 262 842)	2 454 371 530
584 912 264	5 989 233	24 344	(15 376 447)	114 084 481
840 080 327	43 028 120 670	9 819 470 774	(652 442 701)	60 287 459 256
4 185 630	77 805 048	2 019 019	652 442 701	
835 894 697	42 950 315 622	9 817 451 755		60 287 459 256

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitments et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	35 779 057	8 944 716	3 086 098	23 949 268	1 797 886
Affaires intergouvernementales	2 282 499	577 627	305 440	962 735	246 746
Affaires municipales et Logement	65 167 047	14 881 687	6 610 943	46 233 761	3 051 800
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	39 674 476	10 031 292	6 500 162	41 789 834	2 266 941
Bureau de l'Assemblée législative	56 128 424	10 992 935	6 739 730	16 442 642	8 835 558
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	3 351 793	723 621	375 781	2 069 806	216 266
Bureau du Conseil des ministres	7 763 194	1 519 658	409 966	4 023 678	780 758
Bureau du directeur général des élections	599 776	98 138			
Bureau du lieutenant-gouverneur	395 548	82 138	15 469	49 006	23 676
Bureau du vérificateur provincial	4 515 588	875 784	149 401	1 676 856	132 772
Cabinet du Premier ministre	2 085 659	249 899	177 560	352 486	32 443
Consommation et Commerce	68 715 064	15 138 332	8 107 256	39 062 058	7 573 374
Développement du Nord et Mines	21 053 972	4 513 123	4 602 344	18 505 235	2 792 256
Développement économique, Commerce et Tourisme	32 104 623	7 393 847	6 668 367	66 653 042	3 439 773
Éducation et Formation	94 933 226	21 896 386	17 666 745	85 156 516	15 618 768
Énergie, Sciences et Technologie	9 486 579	1 740 025	1 013 698	12 987 609	1 889 731
Environnement	77 107 444	17 021 860	6 120 318	53 042 417	10 388 561
Finances	223 247 083	73 273 978	16 415 494	110 898 978	26 205 497
Office des affaires francophones	965 881	174 959	105 350	1 005 874	77 257
Ombudsman Ontario	4 340 312	958 913	452 045	1 641 404	596 646
Procureur général	318 845 757	68 931 679	21 382 929	144 864 061	16 531 613
Richesses naturelles	210 585 940	42 952 965	25 812 551	214 367 249	55 385 203
Santé	438 805 987	102 522 291	33 736 563	167 709 133	80 136 029
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2 910 673	532 308	365 281	1 965 469	132 428
Secrétariat du Conseil de gestion	66 805 020	226 460 063	67 478 742	226 497 669	19 556 639
Services sociaux et communautaires	347 677 822	87 989 788	17 823 814	144 550 407	25 970 526
Solliciteur général et Services correctionnels	760 939 403	162 049 656	55 340 688	187 825 596	104 036 782
Transports	167 542 564	44 917 073	17 270 507	168 631 879	70 681 571
Travail	66 831 202	14 843 206	8 161 793	28 517 533	5 093 617
Total des Ministères	3 130 641 613	942 287 947	332 895 035	1 811 432 201	463 491 117
Moins recouvrements	135 217 320	25 295 960	65 651 408	127 283 310	37 878 963
TOTAL	2 995 424 293	916 991 987	267 243 627	1 684 148 891	425 612 154

La répartition des sommes à recouvrer de (465 341 173 \$) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page v à vii un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 1999

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
\$	\$	\$	\$	\$
	244 314 628		(2 415 181)	315 456 472
	119 600			4 494 647
	1 253 066 803		(81 057 866)	1 307 954 175
	188 022 606	353 764	(619 365)	288 019 710
	166 000		(132 125)	99 173 164
	13 271 797			20 009 064
		4 387 369		14 497 254
		105 800		5 085 283
	50 000			671 637
				7 400 401
		500 000	(2 118 835)	2 898 047
	16 711 967		(9 727 599)	136 977 249
				58 451 298
	40 505 975	10 106 775	(5 721 478)	161 150 924
11 845 251 286			(1 286 482)	12 079 236 445
305 665 374			(241 800)	332 541 216
7 725 572			(2 155 701)	169 250 471
1 138 480 864		8 907 766 367	(18 435 679)	10 477 852 582
285 000				2 614 321
				7 989 320
249 479 778		5 596 997	(37 390 209)	788 242 605
45 531 088			(129 634 890)	465 000 106
18 857 264 682			(5 000 809)	19 675 173 876
	4 199 863			10 106 022
	194 632 253	10 002 133	(133 702 268)	677 730 251
	7 223 455 148			7 847 467 505
	75 419 475	7 854 932	(9 606 397)	1 343 860 135
	215 934 052	872 772 293	(10 718 042)	1 547 031 897
	5 989 233	24 344	(15 376 447)	114 084 481
	41 925 543 044	9 819 470 774	(465 341 173)	57 960 420 558
	71 995 193	2 019 019	465 341 173	
	41 853 547 851	9 817 451 755		57 960 420 558

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitments et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles, Culture et Loisirs					
Affaires municipales et Logement					
Développement du Nord et Mines					
Éducation et Formation					
Environnement				506 412	
Procureur général					
Richesses naturelles			406 341	15 294 422	193 075 391
Santé					
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario					
Secrétariat du Conseil de gestion				10 485 000	
Services sociaux et communautaires					
Solliciteur général et Services correctionnels				22 401 562	
Transports	89 973 484	24 175 327	7 363 664	177 519 905	30 280 765
Total des Ministères	89 973 484	24 175 327	7 770 005	226 207 301	223 356 156
Moins recouvrements	2 955 730	2 180	47 597	170 462 355	3 638 181
TOTAL	87 017 754	24 173 147	7 722 408	55 744 946	219 717 975

La répartition des sommes à recouvrer de (187 101 528 \$) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page v à vii un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - CAPITAL*

le 31 mars 1999

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
\$	\$	\$	\$	\$
	4 237 549			4 237 549
	162 063 760			162 063 760
162 640 546	48 186 536		(5 200 000)	205 627 082
5 610 380	461 529 237			467 139 617
1 266 065	42 210 272			43 982 749
73 395 737				73 395 737
1 466 717	5 203 249		(2 356 728)	213 089 392
1 802 093	170 190 882			171 992 975
	9 722 517			9 722 517
1 215 000				11 700 000
	26 574 600			26 574 600
7 771 525				30 173 087
584 912 264	172 659 024		(179 544 800)	907 339 633
840 080 327	1 102 577 626		(187 101 528)	2 327 038 698
4 185 630	5 809 855		187 101 528	
835 894 697	1 096 767 771			2 327 038 698

Compte - Capital

Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 1998	<u>24 034 687 791</u>
Solde de clôture au 31 mars 1999	<u>26 361 726 489</u>

Annexe 1

Rapprochement du Trésor et des états financiers

Recettes

Province de l'Ontario				
Au 31 mars 1999 (en millions de dollars)	Trésor	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation ¹	États financiers
Impôt sur le revenu des particuliers	16 748	442		17 190
Taxe de vente au détail	11 410	241		11 651
Impôt sur les sociétés	7 676	(229)		7 447
Impôt-santé des employeurs	2 890	(8)		2 882
Impôt sur l'essence	2 142	(74)		2 068
Autres impôts	1 738	101		1 839
Gouvernement du Canada	4 573	(312)	254	4 515
Investissement dans les entreprises publiques	394		2 153	2 547
Autres recettes	6 922	(106)	(1 169)	5 647
Total des recettes	54 493	55	1 238	55 786

¹ Se reporter à l'annexe 7 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Annexe 2

Rapprochement du Trésor et des états financiers

Recettes par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 1999 (en millions de dollars)	Trésor	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation ¹	États financiers
Ministère				
Affaires civiques, Culture et Loisirs	3	(1)	25	27
Affaires intergouvernementales				
Affaires municipales et Logement	1 038	(43)	551	1 546
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2	(3)	69	68
Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine				
Bureaux du corps exécutif				
Commission de régie interne				
Consommation et Commerce	1 500	(2)	(5)	1 493
Développement du Nord et Mines	11		(19)	(8)
Développement économique, Commerce et Tourisme	37		40	77
Éducation et Formation	208	(73)		135
Énergie, Sciences et Technologie	24	(1)		23
Environnement	11	(3)	15	23
Finances	46 938	112	81	47 131
Office des affaires francophones	1			1
Procureur général	284	34		318
Richesses naturelles	339	59		398
Santé	294	(38)	32	288
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1			1
Secrétariat du Conseil de gestion	1 547	33	359	1 939
Services sociaux et communautaires	894	30		924
Solliciteur général et Services correctionnels	285	(41)		244
Transports	1 044	(15)	90	1 119
Travail	32	7		39
Total des recettes	54 493	55	1 238	55 786

¹ Se reporter à l'annexe 7 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Annexe 3

Rapprochement du Trésor et des états financiers

Dépenses

Province de l'Ontario

Au 31 mars 1999 (en millions de dollars)	Trésor	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation ¹	États financiers
Traitements et salaires	3 082	(128)	337	3 291
Avantages sociaux	578	(66)	64	576
Transports et communications	275	(1)	72	346
Services	1 740	103	338	2 181
Fournitures et matériel	645	(194)	136	587
Acquisition/Construction d'immobilisations	836	76	54	966
Paiements de transfert	41 843	(1 149)	(379)	40 315
Intérêt sur la dette	8 908	42	66	9 016
Régimes de retraite	1 470	(1 622)		(152)
Restructuration		76		76
Autres	910	(470)	146	586
Total des dépenses	60 287	(3 333)	834	57 788

¹ Se reporter à l'annexe 7 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Annexe 4

Rapprochement du Trésor et des états financiers

Dépenses par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 1999 (en millions de dollars)	Trésor	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation ¹	États financiers
Ministère				
Affaires civiques, Culture et Loisirs	320	12	19	351
Affaires intergouvernementales	4			4
Affaires municipales et Logement	1 470	(267)	470	1 673
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	288	(9)	31	310
Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine	20			20
Bureaux du corps exécutif	18	(1)		17
Commission de régie interne	120	(3)		117
Consommation et Commerce	137	(5)	4	136
Développement du Nord et Mines	264	(1)	(4)	259
Développement économique, Commerce et Tourisme	161	(20)	18	159
Éducation et Formation	11 439	(209)		11 230
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 107	(1 040)		67
Énergie, Sciences et Technologie	333	23		356
Environnement	213	(17)		196
Finances	1 570	53	57	1 680
Intérêt sur la dette publique	8 908	42	66	9 016
Office des affaires francophones	3			3
Procureur général	862	(38)		824
Richesses naturelles	678	(74)		604
Santé	19 847	(134)	31	19 744
Secrétariat des affaires autochtones	20			20
Secrétariat du Conseil de gestion	326	196	55	577
Régimes de retraite des fonctionnaires/du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	363	(582)		(219)
Services sociaux et communautaires	7 874	(188)		7 686
Solliciteur général et Services correctionnels	1 374	(50)		1 324
Transports	2 454	(1 015)	87	1 526
Travail	114	(6)		108
Total des dépenses	60 287	(3 333)	834	57 788

¹ Se reporter à l'annexe 7 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Fonds ontarien d'initiative

Au 31 mars 1999

(en millions de dollars)

Dette aux fins de la province (1 ^{er} avril 1998) ₁	105 474 \$
Plus : Besoins d'emprunt pour financer le déficit prévu de 4 224 millions de dollars et des investissements dans les organismes	8 241 \$
Diminution des réserves de liquidité	<u>(2 634) \$</u>
Augmentation de la dette	5 607 \$
Dette avant la création du Fonds ontarien d'initiative	111 081 \$
Moins :	
Fonds ontarien d'initiative	
Excédent de l'objectif de réduction du déficit pour 1998-1999 (Incluant les contributions provenant des Ontariens) ₂	<u>1 907 \$</u>
Solde du Fonds alloué à la réduction de la dette	(1 907) \$
Dette aux fins de la province au 31 mars 1999 ₁	109 174 \$

1 La dette aux fins de la province comprend les emprunts contractés aux fins de la province, les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres éléments de passif indiqués dans les états financiers.

2 Les contributions des Ontariens se sont élevées à 164 365 \$ en 1998-1999.

section 2

**Annexes —
Opérations financières**

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-6) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1999 \$	1998 \$
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Municipalities re School Boards	1 384 904 455	
Ministère des Finances		
Prêts de l'Office ontarien de financement à :		
Ville de Toronto	100 000 000	
Société d'investissement dans les transports de l'Ontario	18 900 000	1 304 076 886
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	6 000 000	138 907 836
Centre Centennial des sciences et de la technologie	1 000 000	3 592 659
Fins municipales	315 537	322 657
Commission de transport Ontario Northland	277 380	
Collège Humber		(66 476)
Corporation de la ville de Windsor		9 579 029
Office ontarien de financement		12 429
Société des casinos de l'Ontario		144 717 646
Agence ontarienne des eaux	55 720 117	233 850 209
Société de développement de l'Ontario – Remboursements de prêts – Organismes	47 177 724	99 353 841
Société de développement de l'Ontario	14 082 260	27 881 597
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	380 775	1 226 933
Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme		
Développement du tourisme	1 000 000	
Secrétariat du Conseil de gestion		
Société immobilière de l'Ontario		94 300 000
	<u>1 629 758 248</u>	<u>2 057 755 246</u>
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	10 486 877	11 874 732
Ministère des Finances		
Fins éducatives	3 643 304	5 519 887
Bibliothèques publiques		103 000
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	587 304	895 905
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	329 777	546 873
Programme opération logement de l'Ontario	171 135	346 453
Assistance pour les travaux municipaux		37 056
	<u>15 218 397</u>	<u>19 323 906</u>

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (fin)

	1999 \$	1998 \$
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Finances		
<i>Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie - Obligation</i>	863 577	2 064 177
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	231 699	689 736
Secrétariat du Conseil de gestion		
Société foncière de l'Ontario	159 463	304 941
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	114 196	138 611
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Drainage agricole dans le nord de l'Ontario - Principal	17 115	40 842
Parcs à bestiaux de l'Ontario - Principal		3 946 269
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
Science Nord - Cinéma Imax		8 441
Ministère d'Éducation et de Formation		
Remboursements - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	900	
	<u>1 386 950</u>	<u>7 193 017</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>1 646 363 595</u>	<u>2 084 272 169</u>

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-6), le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistrés à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1999 \$	1998 \$
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère d'Éducation et de Formation		
Prêts et dotations en capital Paiements aux conseils scolaires	2 462 976 482	
Ministère des Finances		
Prêts de l'Office ontarien de financement à :		
Ville de Toronto	100 000 000	
Société d'investissement dans les transports de l'Ontario	22 590 000	1 652 423 821
Commission de transport Ontario Northland	17 845 000	
Corporation de la ville de Windsor	7 592 388	21 107 102
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	2 857 731	177 181 055
Centre Centennial des sciences et de la technologie		5 192 659
Collège Humber		(66 476)
Office ontarien de financement		(97 942)
Société des casinos de l'Ontario		(874 557)
Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme		
Société Bombardier Inc. Prêts à recouvrer		49 000 000
Palladium Finance Corporation III		25 300 000
Développement du tourisme	1 000 000	
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Société de développement de North Pickering	632 541	750 117
	<u>2 615 494 142</u>	<u>1 929 915 779</u>
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Ville de Toronto	100 000 000	
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	8 730 800	9 022 200
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	533 500	171 819
	<u>109 264 300</u>	<u>9 194 019</u>
AUTRES PRÊTS		
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Prêts au Collège Sheridan	6 000 000	
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 150 300	
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
Musée des beaux-arts de l'Ontario		3 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts au titre du drainage dans les territoires non-organisés	20 000	19 300
	<u>7 170 300</u>	<u>3 019 300</u>
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u><u>2 731 928 742</u></u>	<u><u>1 942 129 098</u></u>

PRODUIT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéances et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-11 à 3-13) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
EXIGIBLES AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
CP652	5,810	5 mars 2019	40 000 000
CP653	5,840	8 mars 2019	5 270 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS - NON PUBLICS			45 270 000

ÉMISSIONS PUBLIQUES

LV	10,756	28 janv. 2000	100 836 000
MA	Flottant	16 sept. 2003	100 000 000
MJ	5,000	1 ^{er} févr. 2006	90 000 000
LW	6,300	4 sept. 2008	50 000 000
LZ	5,700	1 ^{er} déc. 2008	1 000 000 000
LR	6,150	1 ^{er} avr. 2009	205 000 000
MD	5,40-6,10	13 nov. 2009	47 000 000
LY	6,300	4 sept. 2020	50 000 000
KR	8,000	2 déc. 2026	200 000 000
LF	8,000	2 déc. 2026	100 000 000
MH	7,000	2 déc. 2026	124 584 000
KY	7,500	3 févr. 2027	49 500 000
LA	7,500	3 févr. 2027	50 000 000
LQ	6,250	25 août 2028	146 243 000
LK	6,500	8 mars 2029	1 500 000 000

PRODUIT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
LS	5,750	13 juil. 2038	50 000 000
LT	6,000	25 août 2038	100 000 000
MK	5,650	13 juil. 2039	141 000 000
OÉO	Divers	1 ^{er} mars 2000 - 21 juin 2005	1 955 128 600
Bons du Trésor	Divers	1 ^{er} avr. 1999 - 31 mars 2000	290 441 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS — PUBLICS			6 349 732 600
EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
MC	5,00	6 nov. 2001	100 000 000
ME	5,00	27 nov. 2003	250 000 000
EMTN042	5,00	27 janv. 2009	250 000 000
			600 000 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS			6 995 002 600
EXIGIBLES AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS			
EFFETS DE COMMERCE			
AMÉRICAINS	DIVERS	11 juin 1999 - 17 juin 1999	180 000 000
			180 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	1,50820 \$	.....	271 475 625
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
MB	5,500	1 ^{er} oct. 2008	1 000 000 000
			1 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	1,5189 \$	.....	1 518 900 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS AMÉRICAINS			1 790 375 625

PRODUIT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
EXIGIBLES EN EUROPE EN EUROS			
EMTN043	3,500	17 févr. 2006	27 000 000
			27 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	1,6890 \$		45 603 000
EXIGIBLES EN EUROPE EN DRACHMES GRECS			
EMTN040	Flottant	19 juin 2001	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	0,00490 \$		49 031 053
EXIGIBLES EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN038	6,205	19 sept. 2005	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	0,01383 \$		138 312 586
EXIGIBLES AU JAPON EN YENS JAPONAIS			
YL013	2,060	31 août 2008	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	0,01076 \$		107 600 000
TOTAL DE L'EMPRUNT EN YENS JAPONAIS			245 912 586

PRODUIT DE LA DETTE (fin)

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
MF	6,250	3 déc. 2008	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	0,82770 \$	.....	206 925 000
EXIGIBLES EN EUROPE EN LIVRES STERLING			
EMTN039	6,375	10 juin 2004	200 000 000
			200 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	2,3635 \$	.....	472 700 000
EXIGIBLES EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
EMTN041	2,500	7 juil. 2003	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE	0,99726 \$	.....	249 315 000
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS EN DEVICES			3 059 862 264
PRODUIT BRUT DES PRÊTS			10 054 864 864
PLUS : RESTRUCTURATION DU SWAP ASSOCIÉ À L'ÉMISSION EN FRANCS FRANÇAIS			200 000 000
PLUS : REDRESSEMENTS NETS PROVENANT DE L'ARBITRAGE D'UNE DETTE LIBÉLLÉE EN DEVICES CONVERTIES EN DOLLARS CANADIENS			69 261 775
PRODUIT NET DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			10 324 126 639

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	\$	Valeur nominale \$
EXIGIBLES AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				
DETTE NON PUBLIQUE				
À rembourser au ministre des Finances du Canada				
Régime de pensions du Canada :				
CPP	9,35 à 10,16	1 ^{er} avril 1998 - 31 mars 1999	915 916 000	
<i>Loi sur le financement des travaux municipaux :</i>				
MW	5,625	1 ^{er} octobre 1998	4 970	915 920 970
À rembourser aux collèges d'arts appliqués et de technologie :				
CAAT	7,21	31 décembre 1998		1 848 533
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :				
MER	7,21	31 décembre 1998		31 251 467
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :				
CMHC	5,125 à 15,75	1 ^{er} avril 1998 - 31 mars 1999		7 746 818
À rembourser au Régime de retraite des fonctionnaires :				
PSPF	8,06 à 14,71	du 1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999		77 014 461
À rembourser au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :				
OPSEU	8,06 à 14,71	1 ^{er} avril 1998 - 31 mars 1999		36 586 075
À rembourser à la Caisse de retraite du Ryerson Polytechnical Institute :				
RYERS	10,07	31 mars 1999		455 953
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :				
TI	9,51 à 12,73	1 ^{er} avril 1998 - 31 mars 1999		609 888 869
REMBOURSEMENT DE LA DETTE NON PUBLIQUE - DOLLARS CANADIENS				1 680 713 146

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
DETTE PUBLIQUE			
GU	10,20	27 août 1998	500 000 000
LV	10,756	28 janvier 2000	836 000
JS	9,00	27 octobre 2005	55 000 000
KW	7,50	3 février 2007	49 500 000
KZ	7,50	3 février 2007	50 000 000
KL	4,35	2 décembre 2026	136 000 000
LF	8,00	2 décembre 2026	200 000 000
KN	7,50	3 février 2027	405 000
KY	7,50	3 février 2027	29 951 000
KQ	7,375	4 février 2027	96 670 000
LQ	6,25	25 août 2028	1 000 000
HZ	9,4688	10 janvier 2035	22 995 425
OÉO	Flottant	1 ^{er} mars 2000	255 720 700
OÉO	Flottant	21 juin 2001	54 054 400
OÉO	Flottant	21 juin 2000 au 21 juin 2004	69 612 200
OÉO	Flottant	21 juin 2001 au 21 juin 2005	170 664 800
			<u>1 692 409 525</u>
EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
GP	10,25	19 avril 1998	500 000 000
GR	10,625	17 juillet 199	500 000 000
			<u>1 000 000 000</u>
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DOLLARS CANADIENS			<u><u>4 373 122 671</u></u>
EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EMTN001	5,125	27 août 1998	241 800 000
HA	7,000	27 janvier 1999	1 000 000 000
			<u>1 241 800 000</u>
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,17807 \$			<u>1 462 926 000</u>
EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
JT	5,00	9 novembre 1998	600 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,93950 \$			<u>563 702 952</u>

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (fin)

Série	Taux d'intérêt %	Date d'échéance	Valeur nominale \$
EXIGIBLES AU JAPON EN DOLLARS AUSTRALIENS			
KK	5,20	13 novembre 1998	333 333 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,07147 \$			357 157 980
EXIGIBLES EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN002	Flottant	28 janvier 1999	10 000 000 000
EMTN017	5,65	18 septembre 2015	10 000 000 000
			20 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01283 \$			256 527 586
EXIGIBLES EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
EMTN029	7,15	24 novembre 1998	100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,95632 \$			95 631 900
REMBOURSEMENT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			7 109 069 089

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET)

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le ministre des Finances de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la Province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la Province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-7 à 3-10) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	1999 \$	1998 \$
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	<u>259 805 887</u>	<u>114 724 605</u>
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges provinciaux	22 115 197	20 323 812
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	11 340 204	3 774 364
Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres	1 565 336	1 794 172
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	226	
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF	(6 667)	(52 682)
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO	(39 814)	(16 581)
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative		(27 628)
	<u>34 974 482</u>	<u>25 795 457</u>
Autre passif :		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Programme d'assurance du revenu de marché	23 500 111	44 761 177
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 773	3 079
Caisse de fiducie R.B.Palmer	(5 516)	4 939
	<u>23 499 368</u>	<u>44 769 195</u>
Ministère du Procureur général		
Fonds d'aide aux victimes	8 674 894	8 543 569
Produits de la criminalité	190 981	301 917
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		21
	<u>8 865 875</u>	<u>8 845 507</u>
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(11 033)	(8 146)
	<u>(11 033)</u>	<u>(8 146)</u>
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Commissions des jeux — Fonds d'administration générale	1 835 937	(15 081 450)
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	335 726	301 872
Montants non réclamés	56 804	220 173
Dépôts de garantie - Commission des sports professionnels	11 023	(5 590)
<i>Loi sur les huissiers</i>	(459)	
Dédommagements	(4 000)	9 000
Obligations de garantie - <i>Loi sur le courtage commercial et immobilier</i>	(14 577)	(79 298)
Obligations de garantie - <i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	(20 580)	24 497
Obligations de garantie - <i>Loi sur la protection du consommateur</i>	(34 076)	(2 243)
Dépôts au titre des terres étrangères		(8 538)
	<u>2 165 798</u>	<u>(14 621 577)</u>

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

	1999 \$	1998 \$
Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme		
Palladium Finance Corporation III		25 300 000
		<u>25 300 000</u>
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	112 077	278 622
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	157	
Legs et bourses	(6 890)	1 637
Prix John C. Polanyi	(26 818)	(28 245)
Fonds en fiducie - Initiative du Central Eastern European Technology Institute	(124 332)	131 701
<i>Loi sur les écoles privées de formation professionnelle</i>	(238 299)	99 482
Devry Canada Incorporation in Trust	(1 439 554)	(145 467)
Bourses de la reine Élisabeth II		(128 925)
	<u>(1 723 659)</u>	<u>208 805</u>
Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie		
Taxe sur les produits et services	37	
Ministère de l'Environnement		
Fonds en fiducie d'assurance - <i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	815 153	720 588
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	198 206	247 822
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	44 940	37 447
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(160)	(21 248)
Agence ontarienne des eaux — payable		(107 351)
	<u>1 058 139</u>	<u>877 258</u>
Ministère des Finances		
Fonds des producteurs de lait et de crème	176 955	77 020
Obligations d'épargne de l'Ontario — Salaire	83 451	(119 200)
Dépôts de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail	10 062	19 469
Obligations d'épargne de l'Ontario — LCBO	2 175	(2 175)
Montants non - réclamés	175	10 700
Réserve pour chèques en circulation	(1 655 423)	(1 748 954)
Dédutions salariales	(2 209 909)	30 198 122
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	(3 209 464)	(5 355 089)
Divers	139 500 932	119 128 471
	<u>132 698 954</u>	<u>142 208 364</u>
Ministère de la Santé		
Fonds de recherche Terry Fox	23 986	(4 799)
Réserve pour des chèques en circulation	(597 375)	(930 345)
	<u>(573 389)</u>	<u>(935 144)</u>
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — Salaires non réclamés	(388 073)	(630 702)
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(294)
	<u>(388 073)</u>	<u>(630 996)</u>
Secrétariat du Conseil de gestion		
Biens du ministère de l'Environnement	136 165	176 500
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	4 800	(1 275 021)
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens - fonds	(253 950)	(39 742)
Biens du ministère des Transports		209 668

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (fin)

	1999 \$	1998 \$
Biens du ministère des Richesses naturelles		363
Société immobilière de l'Ontario - Exigible		(144 649)
	<u>(112 985)</u>	<u>(1 072 881)</u>
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	90 532	51 141
Taxe sur les produits et services perçues/versée	1	
	<u>90 533</u>	<u>51 141</u>
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		
Taxe sur les produits et services-perçue/versée	(55)	
Ministère des Richesses naturelles		
Pêche, faune et flore	7 494 009	(8 209 797)
Centre d'information sur le patrimoine naturel	136 802	
Fiducie pour opérations forestière	24 412	221 908
Dépôts garantis - Autres	19 112	(120 870)
Fond de réhabilitation des puits d'extraction et des carrières	(6 975)	(872 482)
<i>Loi sur les ressources en agrégats</i> - Palier supérieur	(36 437)	239 366
Dépôts garantis - Bois	(37 502)	(119 771)
<i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	(149 202)	(250 617)
<i>Loi sur les puits d'extractions et les carrières</i>	(257 935)	(59 866 199)
<i>Loi sur les ressources en agrégats</i> - Municipalités locales	(281 723)	(878 755)
Fiducie pour régénération forestière	(21 440 854)	6 245 503
	<u>(14 536 293)</u>	<u>(63 611 714)</u>
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Fonds de réhabilitation des mines	683 748	550 364
	<u>683 748</u>	<u>550 364</u>
Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels		
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	171 452	4 959 822
Fonds non-réclamés	31 420	20 455
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	2 750	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	123	(786)
Fonds commémoratif Craig Campbell	37	(9)
Legs et bourses	(1 000)	
Produits de la criminalité	(3 804)	353 106
Service de véhicules communautaires de détachement		(5 450)
Conseil public du commissaire des incendies sur la sécurité-incendie		(45 420)
Programme de formation au maniement et à l'usage sécuritaire des armes à feu		(79 162)
	<u>200 978</u>	<u>5 202 556</u>
Total de l'autre passif	<u>151 917 943</u>	<u>147 132 732</u>
Caisse d'épargne de l'Ontario, pensions et autre passif	<u>446 698 312</u>	<u>287 652 794</u>

section 3

Annexes — Actif et passif

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

Au 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Office ontarien de financement	1 590 944 626	1 566 552 423
Municipalités à propos des conseils scolaires	1 078 072 027	
Société de développement de l'Ontario	58 199 325	119 459 309
Société Bombardier Inc. - Prêts à recouvrer	49 000 000	49 000 000
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Société de développement de North Pickering	5 701 386	5 068 845
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	96 121	476 896
Agence ontarienne des eaux		55 720 117
	<u>2 842 521 420</u>	<u>1 856 785 525</u>

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de l'exercice 1998-1999.

Au nom de la province, de ses sociétés de la Couronne et d'autres organismes publics, l'Office ontarien de financement coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; fournit des conseils sur le financement de projets; et assure des services financiers et de gestion de la trésorerie centralisés. L'Office s'occupe également du fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario qui offre au public des services de recueil des dépôts. En tant que mandataire de la province, l'Office fournit des fonds à divers organismes publics, le remboursement de ces fonds devant provenir de tierces parties. Ces fonds sont empruntés à la province.

Les paiements d'impôt du 31 mars 1999 aux conseils scolaires ont été effectués par la province au nom des municipalités qui étaient toujours en voie d'appliquer les dispositions de plafonnement d'impôt de 1998 pour les immeubles résidentiels à logements multiples et commerciaux et, par conséquent, ne pouvaient facturer ces immeubles pour le prélèvement d'impôt intermédiaire de 1999, créant ainsi des problèmes de trésorerie. Les municipalités doivent rembourser ces prêts trente jours après l'envoi des avis de cotisation.

La Société de développement de l'Ontario a accordé des prêts en plus d'administrer les garanties provinciales des prêts d'institutions financières aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires au financement des programmes de prêts ont été avancés par la province qui couvre les frais reliés à l'administration des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais engagés pour honorer les garanties; ceci représente 10 547 113 \$ en 1999 (13 399 206 \$ en 1998). Des avances consenties à la Société, il faut retrancher les prêts non remboursables et les radiations dont le montant atteint 0,3 million de dollars en 1999 (13 millions de dollars en 1998).

On a enregistré le transfert d'un billet à ordre de 49 millions de dollars de la Société Bombardier Inc., détenu par la Société ontarienne de l'aérospatiale, au ministère dans le cadre du démantèlement de la Société.

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 \$ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 8 812 200 \$ pour l'exercice 1998-1999 (4 171 000 \$ en 1997-1998). Après versement des subsides, la perte nette enregistrée par la Commission s'est chiffrée à 20 340 000 \$ pour l'année 1998 (en 1997, elle avait été de 1 811 000 \$).

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (fin)

En 1997-98 un prêt à Palladium Finance Corporation III non réglé a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission d'une action privilégiée en détresse entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors du démantèlement de l'accord de restructuration.

La province a avancé à la Société de développement de North Pickering la somme de 5 701 386 \$ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

La Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

L'Agence ontarienne des eaux est une société de la Couronne de la province de l'Ontario qui exploite et finance les usines de filtration et d'épuration des eaux. Aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, l'actif lié à la filtration et à l'épuration des eaux usées a été transféré à l'Agence ontarienne des eaux le 15 novembre 1993. La province a prêté à l'Agence une somme de 499,9 millions de dollars durant les années 1993-1994 pour financer l'acquisition de ces éléments d'actif. Le solde du prêt a été remboursé en 1998-1999.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

Au 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Ville de Toronto	100 000 000	
Drainage au moyen de tuyaux	51 314 116	53 070 194
Prêts pour fins éducatives	1 939 600	5 582 903
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	951 768	748 045
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	218 468	805 772
Programme opération logement de l'Ontario	182 401	353 536
	<u>154 606 353</u>	<u>60 560 450</u>

Jusqu'à présent, la province a accordé un financement transitoire à la nouvelle ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursable au cours des cinq prochaines années.

En vertu de la *Loi sur le drainage agricole*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débetures se rapportant aux conseils scolaires.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

En vertu du Programme opération logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélérer ainsi la construction de nouveaux logements.

AUTRES PRÊTS

Au 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Société foncière de l'Ontario	7 234 264	7 393 728
Collège Sheridan	6 000 000	
<i>Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie</i>		
International Bridge Authority of Michigan - Obligations	3 924 531	4 788 108
St. Mary's River Bridge Company - Actions	1 370	1 370
Musée des beaux-arts de l'Ontario	3 000 000	3 000 000
Société d'hypothèques de l'Ontario, SCHL	1 228 483	1 460 182
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 149 400	
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	858 487	972 682
Prêts pour le drainage agricole dans le nord de l'Ontario	120 932	118 048
Science Nord - Cinéma Imax	75 837	75 837
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)	66 386	66 386
	<u>23 659 690</u>	<u>17 876 341</u>

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

Le prêt consenti au Collège Sheridan est pour la construction d'une installation à la fine pointe technologique appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET) qui doit ouvrir ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes. Le remboursement du prêt doit commencer en janvier 2001.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 \$ US, ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 \$. En 1998, des obligations d'une valeur de 575 000 \$ US ont été rachetées réduisant ainsi la valeur nominale nette en circulation à 2 805 000 \$ US au 31 mars 1999. En 1997, on en avait racheté 2 525 000 \$ US et, en 1996, 1 945 000 \$ US. La date d'échéance de ces obligations est le 1^{er} septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6 %, cumulés semi-annuellement, à la fin des mois de février et d'août, et payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Le solde accumulé des intérêts non payés au 31 mars 1999 est de zéro (31 mars 1998 - nul). La valeur des obligations est déterminée selon le taux de change de fin d'année.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Le ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs a contribué 3 millions de dollars à la tenue de l'exposition Courtauld au Musée des beaux-arts de l'Ontario.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le programme de Prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

AUTRES PRÊTS (fin)

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage agricole* et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord, pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50% des revenus annuels nets.

Les cotisations syndicales à recevoir servent au remboursement anticipé des cotisations syndicales au SEFPO en ce qui concerne le règlement négocié de 20 millions de dollars découlant du contrat social et portant sur des griefs non réglés. Ce compte est utilisé pour créditer les cotisations connexes qui sont déduites des paiements relatifs au règlement des griefs aux plaignants.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF

Au 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 515 376 528	2 255 570 641
Autre passif :		
Programme d'assurance du revenu du marché	348 502 315	325 002 205
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges provinciaux	231 239 405	209 124 208
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	33 410 900	31 845 564
Avantages sociaux supplémentaires	14 839 099	3 498 669
Prestations aux époux du même sexe		46 482
Déductions salariales	43 838 031	46 047 939
Fonds de la justice pour les victimes	40 759 051	32 084 157
Fonds en fiducie pour la régénération forestière	26 920 169	48 361 023
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Chèques en circulation	20 477 108	22 729 906
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	14 780 312	14 444 586
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	8 660 855	11 870 319
Pêche, faune et flore	8 623 793	1 129 785
Société de logement de l'Ontario - Compte spécial à court terme . .	6 759 944	6 669 412
Fonds en fiducie d'assurance - <i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	5 237 166	4 422 012
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 131 274	4 959 822
Dépôts - <i>Loi de 1992 sur la réglementation des jeux</i>	4 542 580	2 706 643
Fonds des producteurs de lait et de crème	3 981 237	3 804 282
Montants non réclamés - lois multiples	3 094 343	3 005 943
Produits de la criminalité	2 735 952	2 548 775
Fonds de réhabilitation des sites miniers	2 073 452	1 389 704
Fonds de recherche Terry Fox	1 820 072	1 796 087
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	1 640 678	1 442 472
Dépôts de garantie - Divers ministères	1 362 331	1 359 635
Fonds de fiducie des puits de vidange	1 233 842	1 188 902
Fonds de bourses d'études John C. Polanyi	1 108 314	1 135 132
Divers	478 925 836	342 191 969
	<u>1 336 998 059</u>	<u>1 150 105 633</u>

La Caisse d'épargne de l'Ontario compte vingt-trois succursales partout dans la province et cinq agences dans le Nord de l'Ontario. Elle recueille les dépôts du public, du gouvernement et d'autres organismes publics et dépose le produit ainsi obtenu dans le Trésor. Ces dépôts font partie du passif réel de la province. Le ministre des Finances paie des intérêts et rembourse les montants versés dans le Trésor en fonction des échéances des titres.

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent une contribution au titre des primes dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la Province. Ces comptes renferment toutes

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la Province constituent le seul actif de ces régimes.

Le montant net des déductions salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

Grâce au fonds de la justice pour les victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des « suramendes » fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la «Loi») afin de prévoir l'établissement de fonds en fiducie pour la régénération forestière. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, gérer ces forces de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour la régénération forestière sont fait au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

En 1997-98 un prêt à Palladium Finance Corporation III non réglé a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission d'une action privilégiée en détresse entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors du démantèlement de l'accord de restructuration.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'avaient pas encore été présentés au 31 mars 1999, par les bénéficiaires au ministre des Finances et au ministère de la Santé.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au registraire au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de trois sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire, les remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés) et le versement annuel d'intérêts sur le solde du Fonds au 31 décembre de chaque année. Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Un compte distinct figure dans le Fonds de revenu consolidé pour le programme des pêches et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de revenus. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

La Société de logement de l'Ontario a confié au ministre des Finances de la province, les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

Les individus et les sociétés sont tenus de fournir une garantie financière au ministère de l'Environnement pour le financement de tout assainissement environnemental et de remise en état des lieux liés aux décrets et aux autorisations du ministère. La part en espèces de la contribution de garantie financière est remboursable et rapporte des intérêts tant qu'elle reste en dépôt auprès du ministère des Finances.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études aux conjoints et enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus à l'avantage du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds de bourses d'études des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Les affaires du Fonds sont gérés par un

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux conditions et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

À la fin de l'exercice 1997-1998, la Commission des jeux et la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ont été fusionnées en un nouvel organisme, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Au même moment, l'article 3 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, a été abrogé et l'excédent accumulé de la Commission des jeux en date du 31 mars 1998 a été transféré dans le compte des recettes diverses. Par conséquent, à compter du 1^{er} avril 1998, il n'était plus possible de séparer les recettes générées en vertu de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* dans un fonds d'administration générale ni de payer les frais directs normaux de fonctionnement de ce nouvel organisme sur les recettes versées dans ce fonds. Toutefois, au cours des exercices précédents, le fonds d'administration générale de la Commission des jeux contenait également les sommes déposées selon le principe de la diligence raisonnable et celles affectées aux enquêtes prévues par l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*. Au 31 mars 1998, ces sommes s'élevaient à 2 706 643\$. Le 1^{er} avril 1998, le compte "Commission des jeux - Fonds d'administration générale" est devenu le compte "Dépôts - *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*" et, conformément à l'article 9, le nouvel organisme a continué de payer les frais des enquêtes sur les sommes déposées dans ce compte.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission de commercialisation des produits agricoles de l'Ontario gère la Caisse. Les intérêts sont portés au crédit de la Caisse tous les trois mois.

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent les actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au ministre des Finances de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les crédits unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

Le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent tous deux un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité recueillis par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale encourus lors de l'audition des causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes suivant les conditions stipulées, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Le Fonds de réhabilitation des sites miniers est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, ch. M.14 .

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de 1 000 000 \$ a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en oncologie et le traitement du cancer.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de remettre un dépôt de garantie pour les certificats d'autorisation qui sont émis par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts des intérêts tant qu'ils sont placés auprès du ministère des Finances. Ces dépôts assurent la conformité en termes d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les dépôts de garantie de contrat doivent être remis au ministre des Finances de l'Ontario aux fins des soumissions sur les contrats et de l'exécution d'une obligation envers le gouvernement de l'Ontario.

Les opérateurs des puits de vidange sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement, sur les déchets éliminés dans les puits de vidange autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les individus et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministère des Finances; ils

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (fin)

servent à dédommager toute personne ou société, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits de vidange à des étendues ou à des cours d'eau, qui les rendraient inutilisables.

Un fonds commémoratif de 1 000 000 \$ a été établi afin de rendre hommage au D^r John Charles Polanyi récipiendaire, en 1986, du Prix Nobel en chimie. Les prix sont accordés à partir des revenus du fonds, sur une base annuelle, aux personnes étudiant au niveau du doctorat dans les universités ontariennes.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le ministre des Finances de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis à des fins spéciales telles que bourses d'étude et fonds de titres de placement

Dans la catégorie Divers, figure l'intérêt sur les obligations d'épargne de l'Ontario et sur les débentures qui est dû, mais qui n'a pas à être versé au cours des 12 mois à venir.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 1999

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :

(a) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

	1999 \$	1998 \$
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	13 212 621 602	13 822 510 471
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	9 085 058 000	9 955 704 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	3 604 309 040	3 681 323 503
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 712 243 640	1 748 829 715
Société de logement de l'Ontario	1 157 212 297	1 157 212 297
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	665 474 339	696 725 806
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	227 129 246	232 189 936
Régime de retraite des collègues d'arts appliqués et de technologie	88 875 661	90 724 194
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	9 279 500	11 965 628
Régime de retraite de Ryerson	8 132 613	8 588 567
<i>Loi sur le financement des travaux municipaux</i>		4 970
	<hr/> 29 770 335 938	<hr/> 31 405 779 087
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	67 561 563 845	64 678 056 271
BONS DU TRÉSOR	1 158 786 000	868 345 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	271 475 625	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	4 927 565 800	3 522 489 300
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	<hr/> 103 689 727 208	<hr/> 100 474 669 658
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :		
(b) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
	<hr/> 2 747 746 000	<hr/> 2 747 746 000
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	1 500 000 000	
(c) EXIGIBLE À NEW YORK EN DOLLARS AMÉRICAINS		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1998		
TAUX DE CHANGE : 1,41660 \$		137 714 769
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	<hr/> 4 247 746 000	<hr/> 2 885 460 769
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE	<hr/> <hr/> 107 937 473 208	<hr/> <hr/> 103 360 130 427

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université Ryerson Polytechnic.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débetures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les créances de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en des débetures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons ... pour de bon ». Étant donné que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds ainsi mis en disponibilité, en échange de débetures provinciales. La dette est éliminée à la suite de la consolidation des états financiers des comptes publics.

La Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débetures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débetures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débetures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 représente les obligations qui étaient assumées par le ministre des Finances à l'endroit de la SCHL lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Les obligations émises en vertu de la *Loi sur le financement des travaux municipaux* sont des débetures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et dont les dates d'échéance peuvent varier jusqu'à 364 jours, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les émissions d'effets de commerce américains ne produisent pas d'intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en mars 1995 et viennent à échéance le 1^{er} mars 2000. Le taux d'intérêt de ces obligations peut changer en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 8 % la première année et de 7 % au cours des deuxième et troisième années. Le taux en vigueur du 1^{er} mars 1999 au 1^{er} septembre 1999 est de 4,75 %. La deuxième émission des obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable et à taux croissant, a eu lieu en juin 1996 et sera échu le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 4,5 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième année, de 7,25 % la quatrième année et de 9,0 % la dernière année. La troisième émission d'obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable, à taux croissant et à taux fixe, a eu lieu en juin 1997.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

Les obligations à taux variable et à taux croissant arriveront à échéance le 21 juin 2004, et les obligations à taux fixe le 21 juin 2000. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt sur les obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 3 % la première année, de 5,25 % la deuxième année, de 6 % la troisième année, de 6,5 % la quatrième année, de 7 % la cinquième année, de 7,5 % la sixième année et de 8 % la dernière année. Le taux d'intérêt sur les obligations à taux fixe sera de 5,25 % chaque année, jusqu'à la date d'échéance. La quatrième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1998. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2005, celles à taux croissant le 21 juin 2003 et celles à taux fixe le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être changé en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,50 % la troisième année, 5,75 % la quatrième année et 6 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. Toutes les émissions d'obligations d'épargne de l'Ontario, à l'exception des obligations à taux fixe de la série de 1997 et 1998, sont remboursables deux fois par an, au gré du porteur. Les obligations à taux fixe de la série de 1997 et 1998 ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

La province a emprunté la somme de 2 747 746 000 \$ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Elle a également procédé à des émissions publiques de débentures d'une valeur de 1 500 000 000 \$ CA. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en livres sterling, en francs suisses, en francs français, en deutsche marks, en dollars australiens, en dollars néo-zélandais, en couronnes norvégiennes, en florins néerlandais, en euros et en drachmes grecs.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 1999

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	\$	\$	

Montants des emprunts contractés pour les besoins de la province

(A) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE

À payer au ministre des Finances du Canada

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2000	1980	CPP	9,98 - 12,74	987 943 000	987 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 - 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 - 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 - 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 - 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 - 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 - 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 - 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
2012	1992	CPP	9,81 - 10,04	987 249 000	987 249 000	
2013	1993	CPP	9,17 - 9,45	700 137 000	700 137 000	
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000	45 270 000	
					9 085 058 000	(5)

À payer à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2000	1975-1991	TI	8,39 - 13,13	960 288 107	960 288 107
2001	1981-1991	TI	11,05 - 11,10	717 238 319	717 238 319
2002	1977-1991	TI	9,54 - 10,11	492 524 321	492 524 321
2003	1978-1991	TI	9,82 - 10,53	655 570 855	655 570 855
2004	1982-1984	TI	12,88 - 13,34	900 000 000	900 000 000
2005	1984-1991	TI	12,60 - 13,27	821 000 000	821 000 000
2006	1985-1991	TI	11,07 - 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
2007	1985-1991	TI	10,26 - 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1991	TI	10,15 - 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1991	TI	10,98 - 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1991	TI	10,22 - 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 - 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988-1991	TI	10,68 - 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989-1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000	625 000 000	
					<u>13 212 621 602</u>	(1)

À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2000	1996	MER	8,19	43 849 567	43 849 567	
2001	1996	MER	9,10	52 494 948	52 494 948	
2002	1996	MER	7,85	67 500 000	67 500 000	
2003	1996	MER	8,02 - 10,28	235 259 824	235 259 824	
2004	1996	MER	9,45	163 695 000	163 695 000	
2007	1996	MER	9,77	102 675 000	102 675 000	
					<u>665 474 339</u>	(1)(38)

À payer au Régime de retraite des Collèges d'arts appliqués et de technologie :

Exercice se terminant le 31 mars

2000	1996	CAAT	8,19	2 850 433	2 850 433	
2001	1996	CAAT	9,10	5 105 052	5 105 052	
2002	1996	CAAT	7,85	7 500 000	7 500 000	
2003	1996	CAAT	8,02 - 10,28	30 540 176	30 540 176	
2004	1996	CAAT	9,45	24 255 000	24 255 000	
2007	1996	CAAT	9,77	18 625 000	18 625 000	
					<u>88 875 661</u>	(1)(38)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
À payer au Régime de retraite de Ryerson :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000	1995	RRPF	11,53	494 883	494 883	
2001	1995	RRPF	13,40	586 257	586 257	
2002	1995	RRPF	16,95	732 095	732 095	
2003	1995	RRPF	14,65	926 036	926 036	
2004	1995	RRPF	12,78	1 081 061	1 081 061	
2005	1995	RRPF	13,33	1 229 597	1 229 597	
2006	1995	RRPF	11,16	1 464 199	1 464 199	
2007	1995	RRPF	9,64	1 618 485	1 618 485	
					<u>8 132 613</u>	(1)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000-2003	1971 - 1978	CMHC	5,375	688 415	167 157	
2000-2004	1974 - 1975	CMHC	5,125 - 7,875	1 296 489	418 546	
2000-2005	1971 - 1975	CMHC	5,125 - 8,625	2 754 646	1 060 838	
2000-2006	1973 - 1976	CMHC	5,125 - 10,375	2 200 837	1 125 966	
2000-2007	1974 - 1977	CMHC	5,375 - 10,375	6 049 712	3 411 142	
2000-2010	1970 - 1975	CMHC	5,75 - 6,875	4 312 601	2 244 439	
2000-2011	1971 - 1976	CMHC	5,375 - 8,25	5 876 136	3 716 413	
2000-2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	7 281 714	4 723 299	
2000-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	1 252 053	861 313	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	19 734 125	13 794 046	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	11 488 523	8 438 110	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	22 775 312	17 649 793	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	15 797 368	12 886 852	
2000-2018	1977 - 1978	CMHC	7,625 - 13,00	38 133 367	32 557 710	
2000-2019	1977 - 1980	CMHC	7,625 - 15,25	41 958 001	36 688 460	
2000-2020	1978 - 1980	CMHC	7,625 - 15,75	65 976 661	58 407 766	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	\$	\$	
2000-2021	1981	CMHC	9,50 - 15,75	30 946 135	27 886 449	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	1 177 064	1 090 947	
					<u>227 129 246</u>	(7)
Dettes contractées envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 :						
2002	1982	CMHC	7,099	36 967 243	9 279 500	
					<u>9 279 500</u>	(7)
Total à payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement					<u>236 408 746</u>	(2)
À payer à la Caisse de retraite des fonctionnaires :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000	1997	OPB	8,39 - 10,17	63 070 663	31 535 332	
2001	1997	OPB	10,04 - 11,61	75 635 207	75 635 207	
2002	1997	OPB	10,10 - 13,48	101 778 265	101 778 265	
2003	1997	OPB	9,81 - 17,11	128 554 996	128 554 996	
2004	1997	OPB	9,50 - 14,81	134 530 331	134 530 331	
2005	1997	OPB	9,82 - 12,89	160 431 479	160 431 479	
2006	1997	OPB	11,05 - 13,48	172 212 515	172 212 515	
2007	1997	OPB	11,16 - 13,47	188 766 466	188 766 466	
2008	1997	OPB	15,38 - 15,51	218 362 903	218 362 903	
2009	1997	OPB	12,79 - 12,89	264 512 886	264 512 886	
2010	1997	OPB	12,88 - 13,02	273 669 452	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33 - 13,48	282 994 558	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55 - 11,67	336 229 108	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38 - 10,40	374 479 804	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10 - 11,19	409 677 031	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19 - 11,31	450 938 707	450 938 707	
					<u>3 604 309 040</u>	(1)(23)(65)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
À payer au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000	1997	OPPT	8,39 - 10,17	29 962 010	14 981 005	
2001	1997	OPPT	10,04 - 11,61	35 930 854	35 930 854	
2002	1997	OPPT	10,10 - 13,48	48 350 235	48 350 235	
2003	1997	OPPT	9,81 - 17,11	61 070 644	61 070 644	
2004	1997	OPPT	9,50 - 14,81	63 909 254	63 909 254	
2005	1997	OPPT	9,82 - 12,89	76 213 714	76 213 714	
2006	1997	OPPT	11,05 - 13,48	81 810 350	81 810 350	
2007	1997	OPPT	11,16 - 13,47	89 674 381	89 674 381	
2008	1997	OPPT	15,38 - 15,51	103 734 305	103 734 305	
2009	1997	OPPT	12,79 - 12,89	125 658 067	125 658 067	
2010	1997	OPPT	12,88 - 13,02	130 007 936	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33 - 13,48	134 437 870	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55 - 11,67	159 727 189	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38 - 10,40	177 898 359	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10 - 11,19	194 618 964	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19 - 11,31	214 220 513	214 220 513	
					<u>1 712 243 640</u>	(1)(23)(65)
À payer à la Société de logement de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2010	1994	OHC	8,264 - 9,215	422 388 939	422 388 939	
2011	1994 - 1995	OHC	8,242 - 9,898	694 880 091	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	6 561 000	
					<u>1 157 212 297</u>	(1)(94)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					<u><u>29 770 335 938</u></u>	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(A) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE PUBLIQUE						
28 janv. 2000	26 août 1998	LV	10,756	100 836 000	100 000 000	(1)(44)
10 janv. 2001	10 janv. 1991	GH	10,875	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
12 déc. 2001	12 août 1991	GS	10,50	600 000 000	600 000 000	(1)
22 avril 2003	29 déc. 1992	HG	8,75	750 000 000	750 000 000	(1)
16 sept. 2003	16 sept. 1998	MA	Flottant	100 000 000	100 000 000	(1)(73)
15 sept. 2004	21 juin 1994	HU	9,00	1 450 000 000	1 450 000 000	(1)
12 oct. 2005	12 oct. 1995	JR	8,95	65 000 000	65 000 000	(45)
1 ^{er} déc. 2005	13 sept. 1995	JP	8,25	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
1 ^{er} févr. 2006	1 ^{er} févr. 1999	MJ	5,00	90 000 000	90 000 000	(1)
20 févr. 2006	20 févr. 1996	JZ	0,00-17,25	107 000 000	107 000 000	(1)(40)
24 juil. 2006	24 juil. 1996	KE	7,75	600 000 000	600 000 000	(1)
12 janv. 2007	12 janv. 1995	JF	9,50	200 000 000	200 000 000	(1)(21)
27 juin. 2007	27 juin 1997	LB	7,20	100 000 000	100 000 000	(68)
12 sept. 2007	12 sept. 1997	LE	6,125	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
10 déc. 2007	10 déc. 1997	LH	5,875	125 000 000	125 000 000	(1)
15 juil. 2008	6 févr. 1998	LM	5,50	75 000 000	75 000 000	(70)
4 sept. 2008	4 sept. 1998	LW	6,30	50 000 000	50 000 000	(86)
17 oct. 2008	17 oct. 1996	KH	6,75-9,375	65 000 000	65 000 000	(3)
1 ^{er} déc. 2008	15 sept. 1998	LZ	5,70	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
1 ^{er} avr. 2009	1 avril 1998	LR	6,15	205 000 000	205 000 000	(87)
4 sept. 2009	4 sept. 1997	LD	6,00-7,625	75 000 000	75 000 000	(71)
10 oct. 2009	10 oct. 1997	LG	5,875-7,00	50 000 000	50 000 000	(72)
13 nov. 2009	13 nov. 1998	MD	5,40-6,10	47 000 000	47 000 000	(88)
2 mars 2010	2 mars 1998	LP	6,15	60 000 000	60 000 000	(82)
4 sept. 2020	4 sept. 1998	LY	6,30	50 000 000	50 000 000	(89)
13 juil. 2022	13 juil. 1992	HC	9,50	1 850 000 000	1 850 000 000	(1)
8 sept. 2023	8 sept. 1993	HP	8,10	1 350 000 000	1 350 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
2 juin 2025	20 déc. 1994	JE	9,50	500 000 000	500 000 000	(1)
2 déc. 2025	5 oct. 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
6 févr. 2026	6 févr. 1996	JY	8,00	50 000 000	50 000 000	(1)
2 juin 2026	21 déc. 1995	JU	8,00	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
2 déc. 2026	2 déc. 1996	KL	4,35-7,04	162 000 000	26 000 000	(48)
2 déc. 2026	13 févr. 1997	KR	8,00	425 000 000	425 000 000	(1)(49)
2 déc. 2026	20 janv. 1999	MH	7,00	124 584 000	124 584 000	(1)(90)
3 févr. 2027	3 août 1997	KN	7,50	300 000 000	124 945 000	(74)
3 févr. 2027	3 août 1997	KT	6,95	200 000 000	50 975 000	(75)
3 févr. 2027	7 avril 1997	KY	7,50	68 000 000	19 549 000	(50)
3 févr. 2027	4 déc. 1998	LA	7,50	50 000 000	50 000 000	(1)(51)
4 févr. 2027	4 févr. 1998	KQ	7,375	125 000 000	28 330 000	(76)
2 juin 2027	17 oct. 1996	KJ	7,60	4 000 000 000	4 000 000 000	(1)(77)
25 août 2028	25 févr. 1998	LQ	6,25	645 243 000	645 243 000	(1)
8 mars 2029	8 janv. 1998	LK	6,50	3 500 000 000	3 500 000 000	(1)
13 janv. 2031	8 sept. 1995	JN	9,50	125 000 000	125 000 000	(1)
3 nov. 2034	3 nov. 1994	HY	9,75	280 000 000	280 000 000	(1)
10 janv. 1995	30 nov. 1994	HZ	9,4688	189 616 626	121 880 367	(1)(24)
10 janv. 2035	"	JA	9,4688	24 766 559	24 766 559	(1)(24)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	8 482 324	(1)(24)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	4 764 354	(1)(24)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	3 171 134	(1)(24)
8 févr. 2035	8 févr. 1995	JJ	9,875	73 000 000	73 000 000	(19)
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	211 000 000	(1)
20 juin 2038	16 sept. 1996	KG	8,10	120 000 000	120 000 000	(1)
13 juil. 2038	29 juil. 1998	LS	5,75	50 000 000	50 000 000	(1)
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	100 000 000	(91)
13 juil. 2039	2 févr. 1999	MK	5,65	141 000 000	141 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
10 janv. 2045	25 mai 1995	JL	8,39	35 531 176	35 531 176	(1)(41)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	<u>150 000 000</u>	(20)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					<u>25 207 221 914</u>	
BONS DU TRÉSOR					<u>1 158 786 000</u>	(84)
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO						
1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Annuel	Variable	789 297 500	545 280 900	(29)
1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Composé	Variable	817 902 500	526 354 800	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	Fixe	281 498 800	286 033 800	(6)(30)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	Fixe	168 756 600	162 649 100	(30)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Croissant	279 338 000	274 164 100	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Croissant	337 518 000	306 825 300	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	219 990 000	62 571 800	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	194 579 100	59 109 900	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	Fixe	101 725 500	102 258 500	(6)(30)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	Fixe	78 706 000	77 960 500	(30)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Croissant	439 199 300	431 170 300	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Croissant	404 053 600	397 981 400	(62)(92)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Croissant	447 763 300	448 017 800	(6)(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Croissant	451 525 200	399 806 900	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	107 533 500	41 567 400	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	80 484 400	30 720 200	(62)(67)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	495 453 600	419 621 000	(62)(93)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	435 985 400	<u>355 472 100</u>	(62)(93)
					<u>4 927 565 800</u>	(1)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					<u><u>31 293 573 714</u></u>	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(B) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS CANADIENS						
11 mars 2003	11 mars 1993	HK	8,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
8 déc. 2003	20 juil. 1993	HM	7,75	1 250 000 000	1 250 000 000	
19 janv. 2006	19 janvier 1996	JV	7,50	1 250 000 000	1 250 000 000	
7 févr. 2024	7 févr. 1994	HS	7,50	1 250 000 000	<u>1 250 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS					<u>5 250 000 000</u>	(1)
(C) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS						
22 juil. 1999	22 juil. 1996	EMTN020	6,25	100 000 000	100 000 000	
5 avr. 2001	22 févr. 1996	JW	6,23	510 125 000	510 125 000	(42)
29 oct. 2001	29 oct. 1991	GX	9,75	750 000 000	750 000 000	
6 nov. 2001	6 nov. 1998	MC	5,00	100 000 000	100 000 000	
27 nov. 2003	27 nov. 1998	ME	5,00	250 000 000	250 000 000	
27 sept. 2005	27 sept. 1993	HQ	7,25	500 000 000	500 000 000	
27 janv. 2009	27 janv. 1999	EMTN042	5,00	250 000 000	250 000 000	
13 juil. 2034	13 juil. 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	<u>300 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					<u>2 760 125 000</u>	(1)
(D) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS						
18 févr. 2013	18 févr. 1993	HM	9,24	250 000 000	<u>250 000 000</u>	(1)
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					<u>250 000 000</u>	
(E) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 oct. 2001	17 oct. 1991	GY	8,00	750 000 000	<u>750 000 000</u>	(1)
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					<u>750 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,18125 \$					<u>885 937 495</u>	(10)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(F) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 août 1999	17 févr. 1994	HT	Flottant	2 000 000 000	2 000 000 000	(34)
28 juin 2000	28 juin 1993	HL	6,125	2 000 000 000	2 000 000 000	
4 juin 2002	4 juin 1992	HB	7,75	2 000 000 000	2 000 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 1993	HH	7,375	3 000 000 000	3 000 000 000	
22 juin 2004	22 juin 1994	HV	7,625	1 000 000 000	1 000 000 000	
4 août 2005	4 août 1995	JM	7,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
21 févr. 2006	21 févr. 1996	KA	6,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
1 ^{er} oct. 2008	1 ^{er} oct. 1998	MB	5,50	1 000 000 000	<u>1 000 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					<u>13 500 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,32586 \$					<u>17 899 132 500</u>	(43)
(G) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS						
24 avril 2005	24 avril 1995	DMTN1	Flottant	100 000 000	100 000 000	
1 ^{er} mai 2005	1 ^{er} mai 1995	DMTN2	Flottant	100 000 000	100 000 000	
9 mai 2005	9 mai 1995	DMTN3	Flottant	100 000 000	100 000 000	
16 mai 2005	16 mai 1995	DMTN4	Flottant	100 000 000	<u>100 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					<u>400 000 000</u>	(35)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,36625 \$					<u>546 500 000</u>	(9)
(H) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS						
18 nov. 1999	18 nov. 1996	EMTN027	6,00	60 000 000	60 000 000	(1)
18 nov. 1999	18 nov. 1996	EMTN028	5,15	¥10 000 000 000	89 007 600	(8)
17 déc. 1999	17 déc. 1996	EMTN030	6,00	¥5 000 000 000	44 648 800	(1)(25)
27 janv. 2000	30 janv. 1997	EMTN032	5,60	70 000 000	70 000 000	(1)
7 nov. 2000	7 nov. 1995	EMTN018	5,75	200 000 000	200 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
28 févr. 2001	28 févr. 1991	GL	8,50	600 000 000	600 000 000	(1)
10 janv. 2002	10 janv. 1997	EMTN031	Flottant	50 000 000	<u>50 000 000</u>	(26)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					<u>1 113 656 400</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,23095 \$					<u>1 370 850 401</u>	(11)
(I) EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 juil. 2001	17 juil. 1997	LC	3,25	285 714 000	<u>285 714 000</u>	(78)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS					<u>285 714 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,25980 \$					<u>359 942 263</u>	(85)
(J) EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS						
28 janv. 2003	28 janv. 1993	YL001	5,50	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
24 mars 2003	22 mars 1993	YL002	4,80	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 août 2003	25 août 1993	YL003	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(4)
22 sept. 2003	22 sept. 1993	YL004	5,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
6 juil. 2004	6 juil. 1994	YL005	4,40	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
21 juil. 2004	21 juil. 1994	YL006	4,53	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
28 juil. 2004	27 juil. 1994	YL007	4,55	7 000 000 000	7 000 000 000	(22)
8 sept. 2004	7 sept. 1994	YL008	4,71	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 oct. 2004	25 oct. 1994	YL009	5,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
20 déc. 2004	20 déc. 1994	YL010	4,80	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)
31 août 2005	31 août 1995	YL011	3,10	25 000 000 000	25 000 000 000	(1)
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25	15 000 000 000	15 000 000 000	(1)(55)
18 juil. 2007	18 juil. 1997	YL012	2,615	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
31 août 2008	28 août 1998	YL013	2,06	10 000 000 000	<u>10 000 000 000</u>	(1)(39)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					<u>151 000 000 000</u>	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
--------------------	--------------------	-------	------------------------	----------------------------	---------------	------------

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS

TAUX DE CHANGE : 0,01291 \$ 1 949 116 728 (14)

(K) EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

27 mai 1999	27 mai 1994	EMTN003	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(31)
20 sept. 1999	20 sept. 1994	EMTN010	4,24	10 000 000 000	10 000 000 000	
21 sept. 1999	26 sept. 1994	EMTN011	4,43	10 000 000 000	10 000 000 000	
29 nov. 1999	29 nov. 1994	EMTN013	4,50	2 000 000 000	2 000 000 000	
25 janv. 2000	30 janv. 1995	EMTN014	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(28)
5 juil. 2000	5 juil. 1996	EMTN019	2,05	5 000 000 000	5 000 000 000	
19 sept. 2000	19 sept. 1996	EMTN023	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
26 sept. 2000	26 sept. 1996	EMTN024	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
20 juin 2001	11 juil. 1994	HW	4,40	100 000 000 000	100 000 000 000	
12 juil. 2001	12 juil. 1994	EMTN006	3,90	5 000 000 000	5 000 000 000	(32)
10 nov. 2001	10 nov. 1994	EMTN012	4,75	3 000 000 000	3 000 000 000	
15 mars 2005	15 mars 1995	EMTN015	6,00	2 000 000 000	2 000 000 000	(33)
8 sept. 2005	23 mars 1998	EMTN037	6,21	10 000 000 000	10 000 000 000	(37)
19 sept. 2005	4 sept. 1998	EMTN038	6,205	10 000 000 000	10 000 000 000	
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avr. 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	10 000 000 000	(79)
25 févr. 2008	25 févr. 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	7 100 000 000	(80)

TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS..... 224 100 000 000 (1)

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS

TAUX DE CHANGE : 0,01450 \$..... 3 249 192 777 (15)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(L) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS						
18 nov. 1999	18 nov. 1996	EMTN026	5,72	¥ 7 000 000 000	79 293 060	(58)
15 oct. 2001	15 oct. 1996	EMTN025	5,00	125 000 000	125 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					204 293 060	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,00613 \$					205 544 546	(18)
(M) EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AUSTRALIENS						
26 août 1999	29 août 1996	KF	6,00	¥ 25 000 000 000	296 271 500	(1)(60)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AUSTRALIENS					296 271 500	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,07269 \$					317 808 410	(52)
(N) EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS						
27 janv. 2000	27 janv. 1995	JH	Flottant	500 000 000	500 000 000	(46)
15 févr. 2001	15 févr. 1996	JX	5,00	500 000 000	500 000 000	
13 janv. 2004	13 janv. 1994	HR	6,25	1 500 000 000	1 500 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS					2 500 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,89250 \$.....					2 231 254 639	(16)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(O) EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS						
17 févr. 2006	17 févr. 1999	EMTN043	3,50	27 000 000	27 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS					27 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,6890 \$					45 603 000	(27)
(P) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS						
29 juil. 2008	29 juil. 1996	KD	6,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
21 juil. 2009	21 juil. 1997	EMTN035	5,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS					6 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,28491 \$					1 709 459 932	(53)
(Q) EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS						
19 juin 2001	19 juin 1998	EMTN040	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(36)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS					10 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,004903 \$					49 031 053	(59)
(R) EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS						
27 sept. 2004	27 sept. 1994	HX	7,75	500 000 000	500 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS					500 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,77542 \$					387 710 000	(17)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
--------------------	--------------------	-------	------------------------	----------------------------	---------------	------------

(S) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS

3 déc. 2008	3 déc. 1998	MF	6,25	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					250 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,82770 \$					206 925 000	(69)

(T) EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES

29 déc. 2004	13 sept. 1996	EMTN022	7,00	300 000 000	300 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES ..					300 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,21235 \$					63 704 048	(61)

(U) EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

15 sept. 2000	15 sept. 1993	HN	6,875	255 000 000	255 000 000	
14 févr. 2001	14 févr. 1991	GK	11,125	100 000 000	100 000 000	
30 juil. 2002	30 juil. 1992	HD	9,375	200 000 000	200 000 000	
10 juin 2004	10 juin 1998	EMTN039	6,375	200 000 000	200 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					755 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 2,18238 \$					1 647 700 000	(12)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
(V) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES						
29 juin 2001	29 mars 1996	KB	4,00	250 000 000	250 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 1993	HF	6,25	400 000 000	400 000 000	
7 juil. 2003	7 juil. 1998	EMTN041	2,50	250 000 000	<u>250 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					<u>900 000 000</u>	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,07645 \$					<u>968 804 139</u>	(13)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS					<u>180 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,50820 \$					<u>271 475 625</u>	(81)
TOTAL DE LA DETTE PUBLIQUE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					<u>73 919 391 270</u>	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					<u>103 689 727 208</u>	(83)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Émission initiale \$	Encours \$	Références
--------------------	--------------------	-------	------------------------	----------------------------	---------------	------------

Dettes contractées pour le compte d'Ontario Hydro

(A) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada

2001	1981	CPP	11,61 - 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 - 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 - 9,72	302 278 000	302 278 000	
2009	1989	CPP	9,62 - 10,31	675 756 000	675 756 000	
2010	1990	CPP	9,61 - 10,31	650 712 000	650 712 000	
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					<u>2 747 746 000</u>	(5)

(B) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE PUBLIQUE

2 juin 2004	9 déc. 1998	HC-MG	4,875	1 000 000 000	1 000 000 000	
1 ^{er} déc. 2008	22 janv. 1999	HC-LZ	5,70	500 000 000	500 000 000	
					<u>1 500 000 000</u>	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					<u>4 247 746 000</u>	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					<u><u>107 937 473 208</u></u>	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Références:

1. Non remboursable par anticipation.
2. Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prise en charge par le ministère des Finances lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.
3. Remboursables à vue, en entier et non en partie, le 17 octobre à chaque année entre 1999 et 2007, au pair. L'intérêt exigible est de 6,75 % pour les quatre premières années, de 7,25 % pour les cinquième et sixième années, de 8 % pour la septième année, de 8,25 % pour la huitième année, de 8,75 % pour la neuvième année, de 9 % pour la dixième année, de 9,25 % pour la onzième année et de 9,375 % pour la douzième année.
4. L'intérêt exigible est le taux 6 mois TIOL yens.
5. Les titres de placement vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances du Canada l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit du fonds représenté par des titres de l'Ontario.
6. La conversion des obligations à intérêt composé en obligations à intérêt annuel fait que la valeur nominale des obligations en circulation dépasse leur valeur nominale initiale.
7. Les conditions relatives à ces débetures stipulent que des paiements égaux, constitués de capital et intérêts, doivent être effectués annuellement jusqu'à échéance.
8. Le produit a été reçu en yens japonais. Le capital est racheté en dollars américains à un taux de change de 112,35 yens par dollar américain. L'intérêt est exigible en yens japonais et calculé sur la base d'un capital théorique de 10 000 millions de yens japonais au taux de 5,15 %.
9. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars américains ont été converties en dollars canadiens à un taux de change de 1,36625. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 8,64 %.
10. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars américains ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,18125. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur toute cette dette a été converti en un taux fixe de 9,69 %.
11. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars américains ont toutes été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,23095. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 10,98 % sur 963 millions de dollars et un taux BA canadien flottant sur 408 millions de dollars.
12. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en livres sterling ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,18238. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 7,54 %.
13. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en francs suisses ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,07645. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 7,28 % sur 720 millions de dollars et un taux BA canadien flottant sur 249 millions de dollars.
14. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en yens japonais ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01291. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 7,16 % sur 1 841 millions de dollars canadiens et un taux BA canadien flottant sur 108 millions de dollars.
15. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en yens japonais ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01450. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 7,79 % sur 3 060 millions de dollars et un taux BA canadien flottant sur 189 millions de dollars.
16. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en deutsche marks ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,89250. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 7,40 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

17. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en florins néerlandais ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,77542. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 8,49 %.
18. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars australiens ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,00613. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA canadien flottant.
19. Encaissables par anticipation, en tout ou en partie, le 8 février 2007 si le porteur le désire pourvu qu'un avis à cet effet soit donné pendant la période allant du 15 juillet 2006 au 15 janvier 2007 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
20. Encaissables par anticipation, en tout ou en partie, le 1^{er} mars 2010 si le porteur le désire pourvu qu'un avis à cet effet soit donné pendant la période allant du 1^{er} mars 1995 au 12 février 2010 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
21. Échangeable en tout temps, en tout ou en partie, si le porteur le désire pour un montant équivalent en capital aux obligations à 9,50 % de la série JG venant à échéance le 12 janvier 2035.
22. Remboursables à vue, en entier et non en partie, le 27 juillet 2001, au pair.
23. Les conditions de ces débentures exigent que le capital soit repayé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant l'échéance.
24. Les conditions de ces débentures exigent que des versements non égaux, constitués du capital et des intérêts, soient effectués à intervalles irréguliers, déterminés à l'avance. Au 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture s'élèvera à 2,3 millions de dollars.
25. Les conditions de ces débentures permettent le repaiement du capital soit par 44,6 millions de dollars américains, soit par 55,0 millions de dollars australiens, au choix de la province.
26. L'intérêt exigible est le taux 6 mois TIOL américain + 0,3 %, avec un taux maximum de 6,8 %. Remboursable à vue, en tout et non en partie, au pair, le 10 janvier 2000 et tous les six mois par la suite.
27. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en euros ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,6890. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA canadien flottant.
28. L'intérêt exigible est le taux 12 mois TIOL yens + 0,3 %.
29. Obligations d'épargne de l'Ontario, série 1995 : remboursables si le porteur le désire le 1^{er} mars ou le 1^{er} septembre ou lors du décès du propriétaire réel. Le ministre des Finances peut changer le taux d'intérêt de temps à autre jusqu'à l'échéance. Du 1^{er} mars 1999 au 31 août 1999, le taux d'intérêt est fixé à 4,75 %. Le taux d'intérêt sera à nouveau changé le 1^{er} septembre 1999.
30. Le taux d'intérêt a été établi à 5,25 % durant les trois années de l'obligation.
31. L'intérêt exigible est de 4,5 % jusqu'au 27 mai 1996, puis 1,0 % + 5 fois (taux de swap 7 ans Yens moins 3 mois TIOL yens moins 1,28 %) jusqu'à l'échéance, avec un minimum de 1,0 %.
32. L'intérêt est exigible en dollars australiens fondé sur un capital théorique de 66 millions de dollars australiens à un taux de 3,9 %.
33. L'intérêt est exigible en dollars australiens fondé sur un capital théorique de 27,2 millions de dollars australiens à un taux de 6,0 %.
34. L'intérêt exigible est le taux 3 mois TIOL américain.
35. L'intérêt exigible est le taux 6 mois TIOL américain + 0,0475 %.
36. L'intérêt exigible est le taux 3 mois TIO à Athènes - 0,75 %
37. L'intérêt est exigible en dollars australiens fondé sur un capital théorique de 149,3 millions de dollars australiens à un taux de 5,50 %.
38. Les débentures originales payables à la CREMO ont été remplacées à compter du 31 décembre 1995 par des débentures payables à la CREMO et au Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie aux montants de 741,6 millions et 90,9 millions de dollars respectivement. Les conditions sont les mêmes que pour les débentures originales.
39. Remboursables au pair le 31 août 2000.
40. Aucun intérêt n'est dû dans les cinq premières années, ensuite, l'intérêt est exigible mensuellement à un taux annuel de 17,25 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

41. Les conditions de ces débetures exigent que des versements non égaux, constitués du capital et des intérêts, soient effectués à intervalles irréguliers, déterminés à l'avance. Au 10 janvier 2045, le capital à rembourser s'élèvera à 1 325 millions de dollars.
42. Les conditions de ces débetures n'exigent aucun paiement d'intérêt avant l'échéance, à cette date un simple paiement constitué du capital et de l'intérêt sera émis d'un montant de 700 millions de dollars.
43. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars américains ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,32586. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 8,07 % sur 15 199 millions de dollars et un taux BA canadien flottant sur 2 700 millions de dollars.
44. Les conditions de ces débetures exigent qu'un paiement soit effectué le 28 août 1998 d'un montant de 836 000 \$, constitué de l'intérêt et du remboursement partiel du capital, suivi de paiements mensuels.
45. Remboursables à vue, en entier et non en partie, le 12 octobre 2000, au pair.
46. L'intérêt exigible est le taux 3 mois TIOL deutsche mark + 0,0625 %.
47. Les intérêts sont payables en dollars australiens en fonction d'un capital théorique de 103,2 millions de dollars australiens, à un taux de 3,2 % payable annuellement.
48. Les conditions de ces débetures exigent qu'un paiement spécial unique d'intérêt d'un montant de 6,5 millions de dollars soit effectué à l'échéance. L'intérêt exigible est au taux de 4,35 % pour les sept premières années, par la suite, l'intérêt exigible est au taux de 7,04 %. Les débetures sont encaissables, en tout et non en partie, le 2 décembre 2003 si le détenteur le désire, pourvu qu'un avis d'encaissement ait été émis au cours de la période allant du 31 octobre 2003 au 12 novembre 2003, inclusivement. Cette décision est irrévocable et si invoquée, le paiement d'intérêt unique est déchu.
49. Le 25 septembre 1998, les détenteurs d'obligations de 30 ans de la série LF ont exercé leur option d'achat d'obligations supplémentaires de cette série au prix de 120 \$ plus les intérêts courus. Le 29 septembre 1998, toutes les obligations de 30 ans de la série LF avaient été échangées contre des obligations de 30 ans de la série KR au taux de 8 % et arrivant à échéance le 2 décembre 2026. Cet échange s'est élevé à 200 millions de dollars.
50. Les investisseurs ont exercé leur option d'échange des obligations de 10 ans au taux de 7,5 % le 27 mars 1998 contre des obligations d'un montant égal, au taux de 7,5 %, arrivant à échéance le 3 février 2027.
51. Le 4 décembre 1998, les investisseurs ont exercé leur option d'échanger les obligations de 10 ans de la série KZ au taux de 7,5 % contre des obligations d'un montant égal, au taux de 7,5 % et arrivant à échéance le 3 février 2027.
52. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars australiens ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,07269. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA flottant canadien.
53. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en francs français ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,28491. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 6.19 %.
54. L'intérêt est exigible en dollars australiens fondé sur un capital théorique de 52,5 millions de dollars australiens à un taux de 3,10 %.
55. L'intérêt est exigible en dollars américains fondé sur un capital théorique de 120,8 millions de dollars américains à un taux de 3,25 %.
56. L'intérêt exigible est le taux 3 mois TIOL yens + 0,1%.
57. L'intérêt est exigible en dollars australiens fondé sur un capital théorique de 121,1 millions de dollars australiens à un taux de 4,28 %.
58. Les conditions de ces débetures sont : le produit reçu à l'émission était de 7 000 millions de yens japonais, l'obligation doit être remboursée au montant de 79,3 millions de dollars australiens et l'intérêt est exigé en yens japonais fondé sur un capital théorique de 7 000 millions de yens japonais à un taux de 5,72 %.
59. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en drachmes grecs ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,004903. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA flottant canadien.
60. Les conditions de ces débetures sont : le produit reçu à l'émission était de 25 000 millions de yens japonais, l'obligation doit être remboursée au montant de 296,3 millions de dollars australiens et l'intérêt est exigé en yens japonais fondé sur un capital théorique de 25 000 millions de yens japonais à un taux de 6,00 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

61. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en couronnes norvégiennes ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,21235. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA flottant canadien.
62. Obligations d'épargne de l'Ontario, séries 1996, 1997 et 1998 : remboursables si le porteur le désire le 21 juin ou le 21 décembre ou lors du décès du propriétaire réel. Le ministre des Finances peut changer le taux d'intérêt de temps à autre jusqu'à l'échéance.
63. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,50 % pour la première année. L'intérêt minimum exigible est de 5,75 % la seconde année, de 6,25 % la troisième année, de 7,25 % la quatrième année et de 9,00 % la dernière année.
64. Le ministre des Finances changera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux d'intérêt initial a été fixé à 4,75 %. Entré en vigueur le 21 décembre 1998, le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 %.
65. Conformément à la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et à l'*Asset Transfer Agreement du 12 décembre 1994*, la province est obligée de diviser à nouveau les débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario, compte tenu des données exactes, lorsqu'elles sont disponibles. Le 13 juin 1997, un accord intitulé *Restated Sponsorship Amendment and Asset Transfer Agreement* a été signé. Il remplace l'accord de 1994. Conformément à cet accord, la nouvelle division des débentures a pris fin le 17 septembre 1997. Pour mettre en vigueur cette nouvelle distribution de l'actif, le montant de 3 745,8 millions de dollars en débentures détenues par la Caisse de retraite des fonctionnaires et le montant de 1 751,4 millions de dollars en débentures détenues par le fonds en fiducie ont été supprimés et remplacés par les montants de 3 726,8 millions de dollars et de 1 770,4 millions de dollars en débentures détenues respectivement par la caisse de retraite et le fonds en fiducie.
66. Le taux d'intérêt a été fixé à 3,00 % pour la première année. Le taux d'intérêt minimum payable est de 5,25 % la deuxième année, de 6,00 % la troisième année, de 6,50 % la quatrième année, de 7,00 % la cinquième année, de 7,50 % la sixième année et de 8,00 % la dernière année.
67. Le ministre des Finances fixera de nouveau le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux d'intérêt initial a été fixé à 4,25 %. Entré en vigueur le 21 décembre 1998, le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 %.
68. Remboursables à vue par la province, en entier et non en partie, le 27 juin 2001, au pair.
69. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles les obligations en dollars néo-zélandais ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,82770. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêt en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux BA flottant canadien.
70. Le 8 janvier 2001, les investisseurs ont le droit d'acheter un montant égal d'obligations du 15 juillet 2028, au taux de 6,25 %, et ce, au prix de 105,66.
71. Les obligations sont reconductibles au choix de la province le 4 septembre 2000, 2003 et 2006 jusqu'à la date d'échéance finale, soit le 4 septembre 2009. L'intérêt des coupons est payé semestriellement au taux de 6,00 % au cours des années 1 à 3, de 6,125 % au cours des années 4 à 6, de 6,35 % au cours des années 7 à 9 et de 7,625 % au cours des années 10 à 12.
72. Les obligations sont reconductibles au choix de la province, à chaque date de paiement des coupons, à compter du 10 octobre 1999 jusqu'au 10 octobre 2009, sauf durant la cinquième année. L'intérêt des coupons est payé semestriellement au taux de 5,875 % au cours des années 1 et 2, de 6 % au cours des années 3 et 4, de 6,25 % au cours des années 5 et 6, de 6,375 % au cours des années 7 et 8, de 6,5 % au cours des années 9 et 10 et de 7 % au cours des années 11 et 12.
73. L'intérêt est exigible trimestriellement au taux BA canadien de -0,05 %.
74. Les obligations de la série KN à la valeur nominale de 169,7 millions de dollars ont été achetées et remboursées par la province. Les obligations de la série LQ ont été rouvertes pour financer le remboursement des obligations de la série KN.
75. Les obligations de la série KT à la valeur nominale de 149 millions de dollars ont été achetées et remboursées par la province. Les obligations de la série LQ ont été rouvertes pour financer le remboursement des obligations de la série KT.
76. Le 4 février 1998, les investisseurs ont exercé leurs options et ont échangé leurs obligations de 5 ans de la série KP contre des obligations de 30 ans de la série KQ, au taux de 7,375 %, obligations dues le 4 février 2027.
77. Durant l'exercice 1997-1998, les obligations de la série KJ ont été rouvertes sept fois, pour une émission totale de 4 000 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

78. Le produit est reçu en yens japonais. Le rachat du capital se fait en dollars américains, au taux de change de 105 yens par dollar américain. Les intérêts sont payables en yens japonais, compte tenu d'un capital théorique de 30 000 millions de yens japonais, au taux de 3,25 %.
79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. Les intérêts sont payables en dollars américains, compte tenu d'un capital théorique de 86,3 millions de dollars américains, au taux de 3,58 % payable chaque année.
80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. Les intérêts sont payables en dollars américains semestriellement, compte tenu d'un capital théorique de 57,1 millions de dollars, au taux de 2,6 % payable semestriellement.
81. Les émissions d'effets de commerce américains ne produisent pas d'intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.
82. Reconductibles, au choix de la province, le 2 mars 2000 et tous les 6 mois par la suite, à l'exception du 2 septembre 2002 et du 2 mars 2003. La date d'échéance finale est fixée au 2 mars 2010. Les intérêts s'accumulent au taux de 6,15 % semestriellement et sont versés à la date d'échéance.
83. Le total de la dette contractée pour les besoins de la province, sur une base consolidée, ne comprend pas la dette à long terme de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (le Réseau GO), d'un montant de 444 millions de dollars, et celle de la Société de logement de l'Ontario, d'un montant de 2 319 millions de dollars.
84. Le solde des bons du Trésor ne comprend pas 209 millions de dollars en bons du Trésor détenus par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario éliminés par regroupement.
85. La province a conclu des ententes d'échange de devises en vertu desquelles ces obligations en dollars américains ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,2598. De plus, la province a conclu des ententes portant sur les taux d'intérêts en vertu desquelles l'intérêt sur cette dette a été converti en un taux fixe de 5,37 %.
86. Ces obligations peuvent être changées, entre le 1^{er} août 2001 et le 28 août 2001, contre des obligations à 6,30 % arrivant à échéance le 4 septembre 2020.
87. L'obligation est remboursable le 1^{er} avril 2003 au choix de la province.
88. La date d'échéance de cette obligation peut être prolongée tous les six mois à compter du 13 novembre 2001 jusqu'au 13 novembre 2009, à l'exclusion de la période allant de mai 2002 à mai 2003.
89. Rachetable entre le 1^{er} août 2001 et le 28 août 2001 pour remboursement au pair le 4 septembre 2008.
90. Les conditions de ces débetures exigent qu'un paiement spécial unique d'intérêt d'un montant de 31,1 millions de dollars soit effectué à l'échéance.
91. Les investisseurs ont le droit d'acheter jusqu'à 100 millions de dollars d'obligations de ce type par trimestre pendant un an, à compter de novembre 1998, au prix de 103,375 dollars plus l'intérêt couru.
92. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. Le taux minimum d'intérêt exigible est de 5,00 % la deuxième année, 5,50 % la troisième année, 5,75 % la quatrième année et 6,00 % la dernière année.
93. Le ministre des Finances changera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux d'intérêt initial était de 5,00 %. Le 21 décembre 1998, le taux avait été changé à 4,75 %.
94. Les débetures émises pour le compte de la Société de logement de l'Ontario ne sont ni négociables, ni cessibles, mais remboursables, en tout ou en partie, au choix de la Société de logement de l'Ontario, sur préavis écrit de six mois.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L' ONTARIO

Au 31 mars 1999

DÉBENTURES, OBLIGATIONS, ACTIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Date d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1999	Références
		%	\$	\$	
ONTARIO HYDRO					
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS MARCHÉ CANADIEN					
3 août 1999	3 août 1989	9,625	300 000 000	300 000 000	(2)
3 août 1999	12 oct. 1989	9,625	350 000 000	350 000 000	(2)
31 janv. 2000	31 janv. 1995	9,375	500 000 000	500 000 000	(2)
8 août 2000	7 nov. 1990	11,20	300 000 000	300 000 000	(2)
8 août 2000	8 août 1990	11,20	300 000 000	251 550 000	(2)
16 avr. 2002	7 janv. 1992	9,00	500 000 000	500 000 000	(2)
30 nov. 2002	30 nov. 1982	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(9)
30 nov. 2002	17 août 1983	12,50	100 000 000	97 984 000	(3)(9)
1 mai 2003	1 mai 1984	13,50	150 000 000	148 000 000	(3)
2 juin 2003	8 déc. 1997	5,375	500 000 000	500 000 000	(2)
2 juin 2003	3 juin 1998	5,375	500 000 000	500 000 000	(2)
3 nov. 2005	3 nov. 1995	7,75	500 000 000	500 000 000	(2)
21 avr. 2006	21 avr. 1981	14,25	225 000 000	216 000 000	(4)
27 juin 2008	27 juin 1978	9,75	200 000 000	107 835 000	(6)
8 juil. 2008	8 juil. 1997	5,95	45 000 000	45 000 000	(15)
18 juil. 2008	26 fév. 1998	5,600	75 000 000	75 000 000	(7)
30 août 2008	30 août 1978	9,50	200 000 000	102 567 000	(6)
4 avr. 2009	4 avr. 1979	10,25	300 000 000	237 770 000	(6)
10 mai 2009	10 mai 1979	10,00	300 000 000	264 139 000	(6)
15 janv. 2010	12 déc. 1985	10,50	250 000 000	248 000 000	(4)
25 mars 2010	25 mars 1980	13,375	150 000 000	125 155 000	(5)
14 mai 2010	14 mai 1980	13,25	325 000 000	290 498 000	(5)
29 janv. 2011	29 janv. 1981	13,00	325 000 000	322 664 000	(5)
17 oct. 2014	11 janv. 1990	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
17 oct. 2014	17 oct. 1989	10,00	350 000 000	348 000 000	(2)
6 fév. 2020	6 fév. 1990	10,00	500 000 000	500 000 000	(2)
1 oct. 2020	18 déc. 1990	11,00	250 000 000	250 000 000	(2)
27 nov. 2020	27 nov. 1990	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
6 août 2021	6 août 1991	10,75	350 000 000	350 000 000	(2)
18 août 2022	18 août 1992	8,90	750 000 000	541 000 000	(2)
18 août 2022	7 déc. 1992	8,90	500 000 000	417 100 000	(2)
26 mai 2025	26 mai 1995	8,50	500 000 000	500 000 000	(2)
26 mai 2025	7 sept. 1995	9,00	500 000 000	500 000 000	(2)
22 juin 2026	21 juin. 1996	8,25	500 000 000	500 000 000	(2)
22 juin 2026	4 sept. 1996	8,25	500 000 000	500 000 000	(2)

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

DÉBENTURES, OBLIGATIONS, ACTIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Date d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1999	Références
ONTARIO HYDRO		%	\$	\$	
17 oct. 2031	23 janv. 1998	6,00	59 000 000	59 000 000	(2)
17 oct. 2031	25 mars 1998	6,00	41 000 000	41 000 000	(2)
				<u>11 288 262 000</u>	
Billets à court terme au 31 mars 1999		variable		2 220 500 000	
				<u>13 508 762 000</u>	
MARCHÉ INTERNATIONAL					
19 mars 2001	19 mars 1991	10,000	1 000 000 000	1 000 000 000	(2)
6 fév. 2002	6 fév. 1992	8,625	1 500 000 000	1 500 000 000	(2)
24 juin 2002	24 juin 1992	9,000	2 000 000 000	2 000 000 000	(2)
2 juin 2008	8 avr. 1998	5,600	750 000 000	750 000 000	(2)
2 juin 2008	22 juin 1998	5,600	600 000 000	600 000 000	(2)
15 oct. 2021	15 oct. 1991	10,125	1 250 000 000	1 250 000 000	(2)
11 avr. 2031	11 avr. 1991	10,800	750 000 000	750 000 000	(2)
				<u>7 850 000 000</u>	
MARCHÉ EUROPÉEN					
12 fév. 2001	12 fév. 1997	TSE35	25 000 000	25 000 000	(1)
17 avr. 2003	17 mars 1998	5,375	250 000 000	250 000 000	(2)
18 juil. 2003	18 juil. 1997	5,682	75 000 000	100 000	(13)
25 oct. 2005	25 oct. 1995	8,875	30 000 000	30 000 000	(4)
25 oct. 2005	25 oct. 1995	8,875	100 000 000	100 000 000	(4)
4 avr. 2007	4 avr. 1997	6,000	25 000 000	25 000 000	(14)
18 juil. 2007	18 juil. 1997	5,650	50 000 000	50 000 000	(12)
26 mars 2012	26 mars 1997	7,350	25 000 000	25 000 000	(11)
6 nov. 2020	6 nov. 1995	8,400	75 000 000	75 000 000	(8)
18 juil. 2027	18 juil. 1998	6,594	114 900 000	114 900 000	(13)
				<u>695 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				<u>22 053 762 000</u>	

(b) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS (10)

MARCHÉ INTERNATIONAL					
30 janv. 2008	30 janv. 1998	6,100	750 000 000	750 000 000	(2)
				<u>750 000 000</u>	
MARCHÉ EUROPÉEN					
31 août 1999	26 sept. 1997	5,920	82 000 000	82 000 000	(2)
21 nov. 2001	21 nov. 1991	8,250	500 000 000	500 000 000	(2)
				<u>582 000 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				<u>1 332 000 000</u>	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

DÉBENTURES, OBLIGATIONS, ACTIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Date d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1999	Références
ONTARIO HYDRO		%	\$	\$	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999					
TAUX DE CHANGE : \$ 1,5092				<u>2 010 254 400</u>	
EXIGIBLE À NEW YORK EN DOLLARS AMÉRICAINS					
31 mars 2013	31 mars 1993	7,45	750 000 000	<u>750 000 000</u>	(2)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK EN DOLLARS AMÉRICAINS				750 000 000	
Billets américains à court terme au 31 mars 1999 variable				<u>351 500 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK EN DOLLARS AMÉRICAINS				<u>1 101 500 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999					
TAUX DE CHANGE : 1,5092 \$				<u>1 662 383 800</u>	
(c) EXIGIBLE À ZURICH, SUISSE, EN FRANCS SUISSES (10)					
9 janv. 2001	9 janv. 1991	7,375	150 000 000	<u>150 000 000</u>	(2)
TOTAL EXIGIBLE À ZURICH EN FRANCS SUISSES				<u>150 000 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999					
TAUX DE CHANGE : 1,0221 \$				<u>153 315 000</u>	
(d) EXIGIBLE EN YEN (10)					
28 mars 2004	28 mars 1994	4,300	5 000 000 000	<u>5 000 000 000</u>	(2)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999					
TAUX DE CHANGE : 0,01275 \$				<u>63 750 000</u>	
(f) EXIGIBLE EN DOLLARS AUSTRALIENS (10)					
07 déc. 1999	06 déc. 1996	5,450	568 308 000	<u>308 284 153</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999					
TAUX DE CHANGE : 0,9570 \$				<u>295 027 934</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS DU TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS, EN FRANCS SUISSES, EN YENS ET EN DOLLARS AUSTRALIENS				<u>4 184 731 134</u>	
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				<u>26 238 493 134</u>	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS				<u>26 238 493 134</u>	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt %	Encours au 31mars 1999 \$	Références
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garantie de prêts des marchandises agricoles	1997	variable	4 890 458	(16)
Régime agriPLUS	1994	variable	9 406 126	(17)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins	1990	préférentiel	7 499 317	(18)
Commission du marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	préférentiel	<u>286 704</u>	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			<u>22 082 605</u>	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME				
Société ontarienne de l'aérospatiale	1995	S.O.	2 792 020	(19)
Société de développement du transport urbain Ltée - Installation de garantie	1996	S.O.	9 060 477	(20)
Programme jeunes entrepreneurs	1997	préférentiel+2	<u>714 767</u>	(21)
TOTAL DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME			<u>12 567 264</u>	
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario:				
Classe «A»	variable	préférentiel	1 028 159 939	
Classe «B»	variable	préférentiel+1	1 100 626 704	
Classe «C»	variable	préférentiel+1	<u>511 402 325</u>	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION			<u>2 640 188 968</u>	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION				
Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario.	1971-1976	S.O.	<u>184 407</u>	(22)
TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION			<u>184 407</u>	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt %	Encours au 31 mars 1999 \$	Références
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements	1985	S.O.	923 821	
Société de logement de l'Ontario Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme «Maisons... pour de bon»	1989	variable	<u>166 127 703</u>	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			<u>167 051 524</u>	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	5,320	<u>1 000 000</u>	(24)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			<u>1 000 000</u>	
SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
<i>Loi sur les sociétés de développement</i>				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	variable	préférentiel	10 060 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	variable	préférentiel+1	10 784 000	
Nouvelles entreprises	variable	préférentiel+1	9 682 000	
Jeunes entrepreneurs	variable	préférentiel+1	<u>855 000</u>	
TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			<u>31 381 000</u>	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			<u><u>2 874 455 768</u></u>	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

AUTRES

	Année d'émission	Taux d'intérêt %	Encours au 31 mars 1999 \$	Références
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Société pour l'expansion des exportations	1993	S.O.	13 079 000	(25)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			<u>13 079 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS			<u>13 079 000</u>	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1999				
TAUX DE CHANGE : 1,5092 \$			<u>19 738 827</u>	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DES FINANCES				
Refinancement du Réseau GO	1994	S.O.	480 064 000	(26)
Société ontarienne d'aménagement municipal.	1991	S.O.	<u>79 021 000</u>	(27)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES			<u>559 085 000</u>	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			<u>559 085 000</u>	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			<u>578 823 827</u>	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			<u><u>29 691 772 729</u></u>	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

Références:

- (1) Il s'agit d'une note indicielle relative aux actions, liée à l'indice du TSE 35 (Bourse de Toronto). Le capital et les intérêts, lesquels sont calculés d'après le pourcentage de changement de l'indice du TSE 35, entre la date de règlement et celle de l'échéance, sont payables à la date d'échéance.
- (2) Non remboursables par anticipation.
- (3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
- (4) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
- (5) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
- (6) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
- (7) L'investisseur a le choix d'échanger son portefeuille d'obligations OH 5,6 % de dix ans en vigueur jusqu'au 18 juillet 2008, contre des obligations OH 5,8 % de trente ans de valeur nominale équivalente en vigueur jusqu'au 18 juillet 2028, durant la période de levée (du 26 janvier 1999 au 26 février 1999).
- (8) Remboursables au pair, 19 ans avant la date d'échéance.
- (9) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 millions de dollars, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 millions de dollars.
- (10) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation est exprimée dans la devise d'émission et la devise canadienne équivalente en utilisant le cours comptant à midi au 31 mars 1999.
- (11) Euro-obligation à moyen-terme, remboursable par anticipation après 4 ans. Les intérêts courus et composés sont calculés semi-annuellement, et sont payables en bloc, à la date de rachat ou d'échéance.
- (12) La date d'échéance initiale est fixée au 18 juillet 1999, et peut être reportée, à la discrétion d'OH, jusqu'au 18 juillet 2007. Les intérêts sont augmentés chaque année, de 5,60 % à 7,75 % et sont payables annuellement à terme échu.
- (13) Il s'agit d'obligations de six ans qui peuvent être échangées contre une obligation de 30 ans de Ontario Hydro. Le 18 juillet 1998, l'investisseur a le choix d'échanger son portefeuille d'obligations OH 5,682 % en vigueur jusqu'au 18 juillet 2003, contre des obligations OH 6,594 % en vigueur jusqu'au 18 juillet 2027, de valeur nominale équivalente. Sauf pour un montant de 100 000 \$, les obligataires actuels peuvent choisir d'échanger 114 900 000 \$ d'obligations GQ6 contre des obligations GR4.
- (14) Obligation reconductible à taux d'intérêt croissant dont la date d'échéance initiale est le 4 avril 1999. Hydro peut exercer l'option annuelle de prolonger la date d'échéance d'un an, jusqu'à concurrence du 4 avril 2007, date d'échéance finale. Le taux d'intérêt nominal passe de 5,7 % à 10 % la dernière année.
- (15) Obligation reconductible à taux d'intérêt croissant dont la date d'échéance initiale est le 8 juillet 2000. Hydro peut exercer l'option annuelle de prolonger la date d'échéance d'un an, jusqu'à concurrence du 8 juillet 2008, date d'échéance finale. Le taux d'intérêt nominal passe de 5,95 % à 8,50 % la dernière année.
- (16) La province garantit le solde en circulation ou un maximum de 25 % de 24 452 291 \$.
- (17) La dette de la province pour le programme se situe à 47 030 630 \$.
- (18) La dette de la province pour le programme se situe à 29 997 267 \$.
- (19) Garantie exigée seulement en cas de défaut de paiement par l'acquéreur de l'aéronef et si la vente de l'aéronef repris en possession ne couvre pas intégralement la dette liée au financement de la vente.
- (20) La province a garanti un montant maximal de 75 million de dollars pour une obligation relative à une installation de garantie de la Société de développement du transport urbain Ltée.
- (21) La province garantit 85 % des intérêts et du capital sur le solde du prêt impayé de 840 902 \$.
- (22) Le ministère des Finances a assumé la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
- (23) Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 000 \$ tirés du RPC par la SLO aux fins du projet «Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Le total des débentures du gouvernement provincial au 31 mars 1999 était de 1 157 000 \$ et a été déduit de la garantie.
- (24) L'engagement de la province est limité à un maximum de 1 million de dollars, incluant le capital et les intérêts.
- (25) La province a accordé une indemnité pour les obligations de la Société pour l'expansion des exportations relativement à une garantie de prêt de 60 millions de dollars américains dans le cadre d'un plan financier pour un projet de construction d'un métro à Ankara, Turquie, de la Société de développement du transport urbain. La réclamation ne sera exigible de l'Ontario qu'en cas de défaut du gouvernement turc.
- (26) Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (fin)

l'exercice 1993-1994 avec option de rachat en 2006. Le Réseau Go maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.

- (27) À l'origine, la dette a été contractée par la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la SOAM a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 1999

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et de dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
3. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake N° 58.
4. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
5. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
6. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
7. Première Nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
8. Première Nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
9. Première Nation de Beaver House contre Sa majesté la Reine.
10. Apotex Inc. et ACIC Limited contre Burroughs Wellcome Inc. et le procureur général de l'Ontario et le ministère de la Santé.
11. Les Premières Nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
12. Falloncrest Financial Corporation et autres en ce qui concerne la cessation des activités des compagnies du groupe Fallon.
13. Canadian Agra Corporation et autres contre Ontario Hydro, la Société de l'énergie de l'Ontario, Sa majesté la Reine, le ministre de l'Énergie.
14. Première Nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
15. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
16. La Première Nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
17. Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Eahametoong et Première Nation de Marten Falls.
18. L'Hôpital Perley c. Sa Majesté la Reine, dont se charge le cabinet d'avocats extérieur Beard, Winter.
19. Contrat d'indemnisation - la Société canadienne de la Croix-Rouge et la province de l'Ontario.
20. Betty Stone et autres c. la ville de Guelph, Sa majesté la Reine et autres.
21. Jane Doe I - VI c. Sa Majesté la Reine - six actions en justice présentées par les victimes du violeur de Scarborough.
22. Recours collectif de Jay Cotter c. Sa Majesté la Reine et autres en ce qui concerne l'incendie de Plastimet le 9 juillet 1997, à Hamilton.
23. Jerry Levitan et autres c. Mike Harris pour annonces diffamatoires et calomnieuses envers les enseignants et enseignantes durant la grève.
24. Nevada Depot Inc. c. Sa Majesté la Reine en ce qui concerne une erreur d'acheminement des demandes d'inscription en vertu de la *Loi sur la réglementation des jeux*.
25. Dianna Louise Parsons et autres c. la Croix-Rouge et autres en ce qui concerne les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C entre 1986 et 1990.
26. Michael McCarthy et autres c. la Croix-Rouge et autres en ce qui concerne les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C, autres que celles couvertes par l'action entamée par Parsons.
27. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
28. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
29. Bande indienne de Mikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
30. Poursuite de la société d'habitation sans but lucratif de la Ville de Toronto en ce qui concerne l'annulation des projets de logement social.
31. Poursuites des promoteurs, fournisseurs de services et coopératives/sociétés sans but lucratif en ce qui concerne l'annulation des projets de logement social.
32. Les Chippewas de Sarnia.
33. Nash et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Brian Cass concernant la perte sur placement dans Master's Management Limited.
34. Doris et al. contre Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre de la Santé.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (fin)

35. Watt, D^r James (recours collectif) par un radiologue au nom de toutes les personnes qui possèdent des densitomètres périphériques servant à mesurer la teneur minérale de l'os.
36. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
37. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
38. Northern Diamond Casino Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
39. Diamond Gaming of Ontario et al. concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
40. Fundtime Corp., Trillium Gaming Inc. et Star of Fortune Management Limited concernant les casinos à des fins de bienfaisance.
41. Revenue Properties Co. Ltd., Anchor Gaming Canada Inc., RPC Gaming Ltd. et Anchor Gaming faisant des affaires sous le nom de RPC Anchor Gaming.
42. CBC North Inc. concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
43. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
44. CBC Casinos Corp. concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
45. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
46. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministre du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
47. Peter Fallon Sr. et al. c. Sa Majesté la Reine, Ontario concernant des demandes relativement à des poursuites abusives à l'égard de toutes les entités gouvernementales en cause.
48. Stephen Vassilev et al. c. la Police provinciale de l'Ontario, Sa Majesté la Reine, Ontario concernant l'extraction minière de l'uranium à Elliot Lake.
49. Mariette Wiedmer, William Donald Lilly, Marney Sue Lilly, Lorenzo Lisi, Brian C. Pel et Robert W. F. Stephenson c. Sa Majesté la Reine, Ontario. Les exécuteurs testamentaires demandeurs ont intenté un recours collectif pour le remboursement des droits d'homologation qui ont été déclarés inconstitutionnels par la Cour suprême du Canada.
50. Maryan Koval's'kyj et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et al. concernant la mort tragique de Jennifer Koval's'kyj-England.
51. Powerhouse Technologies Inc. et Video Lottery Consultants Inc. c. la Société des loteries de l'Ontario, Christopher Hodgson et Sa Majesté la Reine.
52. Première Nation de Temagami et Teme-Augoma Anishnabai.
53. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning(Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première Nation de Scugog Island.
54. Lovelace et al. c. Ontario et les chefs de l'Ontario pour une partie des profits du Casino Rama.
55. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministre du Procureur général concernant une poursuite criminelle abusive, décision rendue par le juge Borkovich en 1998.
56. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.

section 4

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$
Affaires civiles, Culture et Loisirs	320 973 400	44 152	321 017 552
Affaires intergouvernementales	4 521 500	32 997	4 554 497
Affaires municipales et Logement	1 682 754 400	10 055 307	1 692 809 707
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	305 332 900	11 856 307	317 189 207
Bureau de l'Assemblée législative	103 996 200	50 000	104 046 200
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	21 033 200		21 033 200
Bureau du Conseil des ministres	16 293 600		16 293 600
Bureau du directeur général des élections	907 300		907 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	676 500		676 500
Bureau du vérificateur provincial	7 558 300	155 000	7 713 300
Cabinet du Premier ministre	2 891 200	73 015	2 964 215
Consommation et Commerce	140 648 100	559 152	141 207 252
Développement du Nord et Mines	278 137 000	44 152	278 181 152
Développement économique, Commerce et Tourisme ...	174 850 200	9 969 807	184 820 007
Éducation et Formation	11 687 612 700	1 135 260 507	12 822 873 207
Énergie, Sciences et Technologie	383 697 900	44 152	383 742 052
Environnement	293 315 300	44 152	293 359 452
Finances	2 012 622 200	9 396 070 284	11 408 692 484
Office des affaires francophones	2 708 700		2 708 700
Ombudsman Ontario	7 993 000		7 993 000
Procureur général	885 935 500	46 152	885 981 652
Richesses naturelles	687 457 800	44 152	687 501 952
Santé	20 562 936 100	59 129	20 562 995 229
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	23 140 800	11 155	23 151 955
Secrétariat du Conseil de gestion	2 235 431 000	4 059 129	2 239 490 129
Services sociaux et communautaires	8 153 623 600	70 284	8 153 693 884
Solliciteur général et Services correctionnels	1 420 324 600	47 152	1 420 371 752
Transports	2 469 634 400	44 152	2 469 678 552
Travail	119 353 500	45 152	119 398 652
Total des ministères	54 006 360 900	10 568 685 441	64 575 046 341

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES

le 31 mars 1999

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
319 649 869	44 152	319 694 021	319 694 021		319 694 021
4 461 650	32 997	4 494 647	4 494 647		4 494 647
1 570 595 169	588 807	1 571 183 976	1 470 017 935	101 166 041	1 571 183 976
287 984 403	8 786 107	296 770 510	288 019 710	8 750 800	296 770 510
99 142 881	30 283	99 173 164	99 173 164		99 173 164
20 009 064		20 009 064	20 009 064		20 009 064
14 497 254		14 497 254	14 497 254		14 497 254
697 914	4 387 369	5 085 283	5 085 283		5 085 283
671 637		671 637	671 637		671 637
7 245 916	154 485	7 400 401	7 400 401		7 400 401
2 825 032	73 015	2 898 047	2 898 047		2 898 047
136 433 097	544 152	136 977 249	136 977 249		136 977 249
264 050 726	27 654	264 078 380	264 078 380		264 078 380
161 754 461	396 463	162 150 924	161 150 924	1 000 000	162 150 924
11 446 245 616	3 570 257 228	15 016 502 844	12 546 376 062	2 470 126 782	15 016 502 844
332 497 064	44 152	332 541 216	332 541 216		332 541 216
213 189 068	44 152	213 233 220	213 233 220		213 233 220
1 570 015 931	8 907 836 651	10 477 852 582	10 477 852 582		10 477 852 582
2 614 321		2 614 321	2 614 321		2 614 321
7 989 320		7 989 320	7 989 320		7 989 320
855 997 193	5 641 149	861 638 342	861 638 342		861 638 342
678 045 346	44 152	678 089 498	678 089 498		678 089 498
19 847 073 100	93 751	19 847 166 851	19 847 166 851		19 847 166 851
19 817 384	11 155	19 828 539	19 828 539		19 828 539
687 759 890	1 670 361	689 430 251	689 430 251		689 430 251
7 873 971 821	70 284	7 874 042 105	7 874 042 105		7 874 042 105
1 366 131 155	7 902 067	1 374 033 222	1 374 033 222		1 374 033 222
2 454 327 378	44 152	2 454 371 530	2 454 371 530		2 454 371 530
114 040 329	44 152	114 084 481	114 084 481		114 084 481
50 359 733 989	12 508 768 890	62 868 502 879	60 287 459 256	2 581 043 623	62 868 502 879

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	315 973 400	44 152	316 017 552
Affaires intergouvernementales	4 521 500	32 997	4 554 497
Affaires municipales et Logement	1 508 224 700	10 055 307	1 518 280 007
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	305 332 900	11 856 307	317 189 207
Bureau de l'Assemblée législative	103 996 200	50 000	104 046 200
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine ..	21 033 200		21 033 200
Bureau du Conseil des ministres	16 293 600		16 293 600
Bureau du directeur général des élections	907 300		907 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	676 500		676 500
Bureau du vérificateur provincial	7 558 300	155 000	7 713 300
Cabinet du Premier ministre	2 891 200	73 015	2 964 215
Consommation et Commerce	140 648 100	559 152	141 207 252
Développement du Nord et Mines	64 842 700	44 152	64 886 852
Développement économique, Commerce et Tourisme ...	174 850 200	9 969 807	184 820 007
Éducation et Formation	11 140 979 600	1 135 260 507	12 276 240 107
Énergie, Sciences et Technologie	338 697 900	44 152	338 742 052
Environnement	174 599 700	44 152	174 643 852
Finances	2 012 622 200	9 396 070 284	11 408 692 484
Office des affaires francophones	2 708 700		2 708 700
Ombudsman Ontario	7 993 000		7 993 000
Procureur général	794 174 000	46 152	794 220 152
Richesses naturelles	473 374 100	44 152	473 418 252
Santé	20 093 285 900	59 129	20 093 345 029
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	11 140 800	11 155	11 151 955
Secrétariat du Conseil de gestion	2 210 931 000	4 059 129	2 214 990 129
Services sociaux et communautaires	8 127 049 000	70 284	8 127 119 284
Solliciteur général et Services correctionnels	1 348 048 600	47 152	1 348 095 752
Transports	1 554 953 000	44 152	1 554 997 152
Travail	119 353 500	45 152	119 398 652
Total des ministères	51 077 660 800	10 568 685 441	61 646 346 241

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - FONCTIONNEMENT

le 31 mars 1999

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
315 412 320	44 152	315 456 472	315 456 472		315 456 472
4 461 650	32 997	4 494 647	4 494 647		4 494 647
1 408 531 409	588 807	1 409 120 216	1 307 954 175	101 166 041	1 409 120 216
287 984 403	8 786 107	296 770 510	288 019 710	8 750 800	296 770 510
99 142 881	30 283	99 173 164	99 173 164		99 173 164
20 009 064		20 009 064	20 009 064		20 009 064
14 497 254		14 497 254	14 497 254		14 497 254
697 914	4 387 369	5 085 283	5 085 283		5 085 283
671 637		671 637	671 637		671 637
7 245 916	154 485	7 400 401	7 400 401		7 400 401
2 825 032	73 015	2 898 047	2 898 047		2 898 047
136 433 097	544 152	136 977 249	136 977 249		136 977 249
58 423 644	27 654	58 451 298	58 451 298		58 451 298
161 754 461	396 463	162 150 924	161 150 924	1 000 000	162 150 924
10 979 105 999	3 570 257 228	14 549 363 227	12 079 236 445	2 470 126 782	14 549 363 227
332 497 064	44 152	332 541 216	332 541 216		332 541 216
169 206 319	44 152	169 250 471	169 250 471		169 250 471
1 570 015 931	8 907 836 651	10 477 852 582	10 477 852 582		10 477 852 582
2 614 321		2 614 321	2 614 321		2 614 321
7 989 320		7 989 320	7 989 320		7 989 320
782 601 456	5 641 149	788 242 605	788 242 605		788 242 605
464 955 954	44 152	465 000 106	465 000 106		465 000 106
19 675 080 125	93 751	19 675 173 876	19 675 173 876		19 675 173 876
10 094 867	11 155	10 106 022	10 106 022		10 106 022
676 059 890	1 670 361	677 730 251	677 730 251		677 730 251
7 847 397 221	70 284	7 847 467 505	7 847 467 505		7 847 467 505
1 335 958 068	7 902 067	1 343 860 135	1 343 860 135		1 343 860 135
1 546 987 745	44 152	1 547 031 897	1 547 031 897		1 547 031 897
114 040 329	44 152	114 084 481	114 084 481		114 084 481
48 032 695 291	12 508 768 890	60 541 464 181	57 960 420 558	2 581 043 623	60 541 464 181

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

Pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$
Affaires civiles, Culture et Loisirs	5 000 000		5 000 000
Affaires municipales et Logement	174 529 700		174 529 700
Développement du Nord et Mines	213 294 300		213 294 300
Éducation et Formation	546 633 100		546 633 100
Énergie, Sciences et Technologie	45 000 000		45 000 000
Environnement	118 715 600		118 715 600
Procureur général	91 761 500		91 761 500
Richesses naturelles	214 083 700		214 083 700
Santé	469 650 200		469 650 200
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	12 000 000		12 000 000
Secrétariat du Conseil de gestion	24 500 000		24 500 000
Services sociaux et communautaires	26 574 600		26 574 600
Solliciteur général et Services correctionnels	72 276 000		72 276 000
Transports	914 681 400		914 681 400
Total des ministères	2 928 700 100		2 928 700 100

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - CAPITAL

le 31 mars 1999

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 237 549		4 237 549	4 237 549		4 237 549
162 063 760		162 063 760	162 063 760		162 063 760
205 627 082		205 627 082	205 627 082		205 627 082
467 139 617		467 139 617	467 139 617		467 139 617
43 982 749		43 982 749	43 982 749		43 982 749
73 395 737		73 395 737	73 395 737		73 395 737
213 089 392		213 089 392	213 089 392		213 089 392
171 992 975		171 992 975	171 992 975		171 992 975
9 722 517		9 722 517	9 722 517		9 722 517
11 700 000		11 700 000	11 700 000		11 700 000
26 574 600		26 574 600	26 574 600		26 574 600
30 173 087		30 173 087	30 173 087		30 173 087
907 339 633		907 339 633	907 339 633		907 339 633
2 327 038 698		2 327 038 698	2 327 038 698		2 327 038 698

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-12
AFFAIRES CIVIQUES	4-14
CULTURE	4-16
SPORTS ET DES LOISIRS	4-18
ARCHIVES PUBLIQUES	4-20
SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	4-22
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-12
SOMMAIRE	4-11
ÉTAT DES RECETTES	4-24
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	4-24

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
21 847 958	Administration du ministère	22 855 652	22 804 404
44 862 930	Affaires civiques	52 033 600	51 861 588
174 739 832	Culture	209 218 300	209 193 606
16 776 134	Sports et des loisirs	13 327 900	13 313 553
7 124 629	Archives publiques	7 224 900	7 166 296
8 707 824	Services régionaux et Ontario 2000	11 357 200	11 117 025
<u>274 059 307</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>316 017 552</u>	<u>315 456 472</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
271 059 307	Total des dépenses	316 017 552	315 456 472
3 000 000	Total des prêts et dotations en capital		
<u>274 059 307</u>		<u>316 017 552</u>	<u>315 456 472</u>
		CAPITAL	
3 157 675	Affaires civiques	4 000 000	3 237 549
	Sports et des loisirs	1 000 000	1 000 000
<u>3 157 675</u>	Total (Capital) du ministère	<u>5 000 000</u>	<u>4 237 549</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>3 157 675</u>	Total des dépenses	<u>5 000 000</u>	<u>4 237 549</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	19 582 400	3 229 100	22 811 500	Administration du ministère	22 760 252
	<u>19 582 400</u>	<u>3 229 100</u>	<u>22 811 500</u>		<u>22 760 252</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>19 626 552</u>	<u>3 229 100</u>	<u>22 855 652</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>22 804 404</u>

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère a pour objet de fournir des services administratifs efficaces, y compris des services de planification des activités stratégiques et des ressources et des services consultatifs et de soutien aux cadres, tout en réalisant les objectifs du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires	7 574 312		Transports et communications	10 542
Avantages sociaux	2 055 082		Services	906 080
Transports et communications	771 144		Fournitures et matériel	21 020
Services	11 892 691			<u>937 642</u>
Fournitures et matériel	467 023		<i>Systèmes informatiques</i>	
	<u>22 760 252</u>		Traitements et salaires	1 515 525
			Avantages sociaux	240 737
			Transports et communications	516 772
			Services	2 164 007
			Fournitures et matériel	345 271
				<u>4 782 312</u>
<i>Bureau principal</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	1 145 411		Traitement versé au ministre en vertu de	
Avantages sociaux	369 542		la <i>Loi sur le Conseil</i>	
Transports et communications	106 690		<i>exécutif</i>	
Services	54 917		32 997	
Fournitures et matériel	32 920	1 709 480	Traitement versé à l'adjoint	
			parlementaire en vertu de la	
			<i>Loi sur le Conseil</i>	
			<i>exécutif</i>	
			<u>11 155</u>	
<i>Services administratifs</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
<i>et financiers</i>			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU	
Traitements et salaires	2 090 286		MINISTÈRE	
Avantages sociaux	600 610		<u><u>22 804 404</u></u>	
Transports et communications	61 838			
Services	7 792 871	10 557 448		
Fournitures et matériel	11 843			
<i>Ressources humaines</i>				
Traitements et salaires	874 637			
Avantages sociaux	445 328			
Transports et communications	18 219			
Services	151 680			
Fournitures et matériel	21 132	1 510 996		
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	1 208 326			
Avantages sociaux	201 306			
Transports et communications	38 574			
Services	477 963			
Fournitures et matériel	16 379	1 942 548		
<i>Analyse et planification</i>				
Traitements et salaires	740 127			
Avantages sociaux	197 559			
Transports et communications	18 509			
Services	345 173			
Fournitures et matériel	18 458	1 319 826		

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
602					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES	
1	35 616 900	3 539 300	39 156 200	Affaires civiles	39 138 979
2	11 162 600	756 100	11 918 700	Commission ontarienne des droits de la personne	11 903 026
3	958 700		958 700	Commission d'enquête	819 583
	<u>47 738 200</u>	<u>4 295 400</u>	<u>52 033 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	<u>51 861 588</u>
CAPITAL					
4	4 000 000		4 000 000	Affaires civiles	3 237 549
	<u>4 000 000</u>		<u>4 000 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	<u>3 237 549</u>

Description du programme:

Le programme des affaires civiles protège les droits de la personne. Il appuie et encourage l'égalité des chances, la responsabilité chez les citoyens, et les actions volontaires visant au bien-être économique et social des communautés de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES--CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

FONCTIONNEMENT	\$	\$	CAPITAL		
Affaires civiles (Poste 1)			Affaires civiles (Poste 4)		
Traitements et salaires		6 169 087	Paiements de transfert		
Avantages sociaux		1 550 105	Subventions d'immobilisations		
Transports et communications		533 615	aux communautés autochtones	1 637 549	
Services		3 904 018	Subventions communautaires ..	1 600 000	3 237 549
Fournitures et matériel		265 752			<u>3 237 549</u>
Paiements de transfert					
Subventions d'établissement et					
d'intégration	6 607 823				
Subventions aux projets des					
communautés autochtones ...	1 450 947				
Fondation Trillium de					
l'Ontario	11 960 800				
Fondation Trillium de					
l'Ontario-Initiatives					
spéciales	4 000 000				
Subventions versées pour le					
compte d'autres ministères ...	2 132 554				
Projets de partenariat	322 783				
Initiatives de bénévolat	2 656 676	29 131 583			
		<u>41 554 160</u>			
Moins : recouvrements d'autres					
ministères		2 415 181			
		<u>39 138 979</u>			
Commission ontarienne des droits de la					
personne (Poste 2)					
Traitements et salaires		6 951 396			
Avantages sociaux		1 797 655			
Transports et communications		663 768			
Services		2 192 392			
Fournitures et matériel		297 815			
		<u>11 903 026</u>			
Commission d'enquête (Poste 3)					
Traitements et salaires		548 348			
Avantages sociaux		90 750			
Transports et communications		34 282			
Services		130 892			
Fournitures et matériel		15 311			
		<u>819 583</u>			
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE					
PROGRAMME DES AFFAIRES					
CIVIQUES		<u>51 861 588</u>			

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
603					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA CULTURE	
1	197 946 900	11 271 400	209 218 300	Culture	209 193 606
	<u>197 946 900</u>	<u>11 271 400</u>	<u>209 218 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE LA CULTURE	<u>209 193 606</u>

Description du programme:

Le programme de la culture encourage les arts et les industries culturelles. Il protège le patrimoine ontarien et veille au développement du système public de bibliothèques, de manière à maximiser la contribution de ces secteurs à la vitalité économique et sociale de la province.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE LA CULTURE--CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 085 043
Avantages sociaux		976 629
Transports et communications		234 839
Services		490 859
Fournitures et matériel		121 703
Paiements de transfert		
Soutien du secteur des arts	1 797 440	
Soutien du secteur du		
patrimoine	3 645 307	
Soutien du secteur des		
industries culturelles	17 040	
Soutien du secteur des		
bibliothèques	32 312 060	
Réparation et entretien pour		
les organismes	2 556 925	
Musée des beaux-arts de		
l'Ontario	11 298 600	
Collection McMichael d'art		
canadien	2 771 000	
Conseil des arts de l'Ontario ...	25 189 300	
Société de développement de		
l'industrie		
cinématographique ontarienne	6 270 303	
Fondation du patrimoine		
ontarien	2 153 800	
Centre des sciences de		
l'Ontario	17 100 558	
Jardins botaniques royaux	1 617 800	
Musée royal de l'Ontario	18 708 100	
Science Nord	2 806 200	
TVOntario	47 540 100	
Fonds de dotation pour les		
arts	12 500 000	
Fonds fiduciaire pour les		
manifestations culturelles	15 000 000	203 284 533
		<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA CULTURE		<u>209 193 606</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
604					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS	
1	13 009 600	318 300	13 327 900	Sports et loisirs	13 313 553
	<u>13 009 600</u>	<u>318 300</u>	<u>13 327 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SPORTS ET LES LOISIRS	<u>13 313 553</u>
CAPITAL					
2	1 000 000		1 000 000	Sports et loisirs	1 000 000
	<u>1 000 000</u>	<u></u>	<u>1 000 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SPORTS ET LES LOISIRS	<u>1 000 000</u>

Description du programme:

Le programme des sports et des loisirs encourage la participation aux activités sportives, récréatives et physiques, pour la santé et le bien-être économique et social des Ontariennes et des Ontariens et des communautés auxquelles ceux-ci appartiennent.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS--CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Sports et loisirs (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 769 296
Avantages sociaux		444 786
Transports et communications		165 461
Services		394 521
Fournitures et matériel		119 177
Paiements de transfert		
Soutien aux loisirs		
communautaires	1 375 738	
Soutien aux activités		
sportives et récréatives		
provinciales	9 044 574	10 420 312
		<u>10 420 312</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DES SPORTS ET DES		
LOISIRS		<u>13 313 553</u>
CAPITAL		
Sports et loisirs (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Jeux du Canada		1 000 000
		<u>1 000 000</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE		
PROGRAMME DES SPORTS ET DES		
LOISIRS		<u>1 000 000</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
605					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES	
1	6 853 800	371 100	7 224 900	Archives publiques	7 166 296
	<u>6 853 800</u>	<u>371 100</u>	<u>7 224 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ARCHIVES PUBLIQUES	<u>7 166 296</u>

Description du programme:

Le programme des Archives publiques identifie et préserve les dossiers permanents officiels du gouvernement ontarien, et il fournit accès à ces dossiers. Il encourage la sensibilisation du public ainsi que l'utilisation du patrimoine documentaire de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES--CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Archives publiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 202 747
Avantages sociaux	680 431
Transports et communications	99 243
Services	2 898 625
Fournitures et matériel	239 550
Paiements de transfert	
Subventions des soutien aux	
Archives	45 700
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES	7 166 296
	<hr/> <hr/>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
606 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	
1	7 158 200	596 200	7 754 400	Services régionaux	7 745 686
2	147 700	3 455 100	3 602 800	Ontario 2000	3 371 339
	<u>7 305 900</u>	<u>4 051 300</u>	<u>11 357 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	<u>11 117 025</u>

Description du programme:

Les services régionaux fournissent un point de contact au niveau local pour la prestation des programmes et des services du ministère aux communautés de toute la province.

Ontario 2000 effectue des recherches et élabore des propositions de projets et de partenariats appropriés pour des activités marquant le début du nouveau millénaire dans la province.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS
PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000--CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 861 779
Avantages sociaux	1 235 680
Transports et communications	537 569
Services	890 739
Fournitures et matériel	219 919
	<u>7 745 686</u>
Ontario 2000 (Poste 2)	
Traitements et salaires	572 897
Avantages sociaux	113 598
Transports et communications	46 177
Services	1 154 531
Fournitures et matériel	51 636
Paiements de transfert	
Les initiatives de l'Ontario	
2000	1 432 500
	<u>3 371 339</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	<u><u>11 117 025</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Autres remboursements	2 027 293	372 500
VENTES ET LOCATIONS		
Archives	106 538	92 481
Autres	402	
	106 940	92 481
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	561 071	1 053 650
Recouvrements du Conseil de l'artisanat de l'Ontario	24 000	24 000
	585 071	1 077 650
DIVERS		
Divers	1 446	4 715
Pénalités -intérêt	152 648	
	154 094	4 715
TOTAL DES RECETTES	2 873 398	1 547 346

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Science North - Salle IMAX		8 441
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		8 441

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-28
RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	4-30
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-28
SOMMAIRE	4-27
ÉTAT DES RECETTES	4-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
1 767 980	Administration du ministère	1 738 597	1 719 096
3 801 269	Relations fédérales et interprovinciales	2 815 900	2 775 551
<u>5 569 249</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>4 554 497</u>	<u>4 494 647</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>5 569 249</u>	Total des dépenses	<u>4 554 497</u>	<u>4 494 647</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1501 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	1 705 600		1 705 600	Administration du ministère	1 686 099
	<u>1 705 600</u>		<u>1 705 600</u>		<u>1 686 099</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le</i> <i>Conseil exécutif</i>	32 997
	<u>1 738 597</u>		<u>1 738 597</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>1 719 096</u>

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités mises en oeuvre par les bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation stratégique et des conseils pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième est responsable des services administratifs à l'appui des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		663 859
Avantages sociaux		269 449
Transports et communications		65 259
Services		542 851
Fournitures et matériel		144 681
		<u>1 686 099</u>
 <i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires	572,538	
Avantages sociaux	145,243	
Transports et communications .	44,655	
Services	92,268	
Fournitures et matériel	<u>31,283</u>	<u>885,987</u>
 <i>Coordination administrative et services informatiques</i>		
Traitements et salaires	91,321	
Avantages sociaux	124,206	
Transports et communications .	20,604	
Services	450,583	
Fournitures et matériel	<u>113,398</u>	<u>800,112</u>
 Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
		<u>32 997</u>
 TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
		<u><u>1 719 096</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1502 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	
1	2 815 900		2 815 900	Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales- provinciales	2 775 551
	<u>2 815 900</u>	<u></u>	<u>2 815 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	<u>2 775 551</u>

Description du programme:

Le programme reflète les activités de base du ministère relatives à l'élaboration de politiques d'orientation portant sur les principales questions fédérales-provinciales et intergouvernementales importantes pour l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES--CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales provinciales (Poste 1)				
Traitements et salaires		1 585 643		
Avantages sociaux		308 178		
Transports et communications		240 181		
Services		419 884		
Fournitures et matériel		102 065		
Paiements de transfert				
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	90 600			
Institut des relations intergouvernementales	24 000			
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	5 000	119 600		
		<u>2 775 551</u>		
<i>Relations fédérales-provinciales</i>				
Traitements et salaires	617 831			
Avantages sociaux	140 430			
Transports et communications .	193 907			
Services	350 058			
Fournitures et matériel	94 333			
Paiements de transfert				
Secrétariat des Conférences in- tergouvernementales canadiennes	90 600	1 487 159		
<i>Politiques intergouvernementales et affaires constitutionnelles</i>				
Traitements et salaires	870 891			
Avantages sociaux	148 465			
Transports et communications .	29 148			
Services	14 036			
Fournitures et matériel	436			
Paiements de transfert				
Institut des rela- tions intergou- vernementales	24 000			
Subventions visant à à promouvoir les relations fédérales- provinciales	5 000	1 091 976		
		<u>1 091 976</u>		
			<i>Bureau de Québec</i>	
			Traitements et salaires	96 921
			Avantages sociaux	19 283
			Transports et communications .	17 126
			Services	55 790
			Fournitures et matériel	7 296
				<u>196 416</u>
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	<u><u>2 775 551</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	500	
ENTES ET LOCATIONS	<u>10</u>	<u>20</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>50 668</u>	<u>11 183</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>51 178</u></u>	<u><u>11 203</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-36
ADMINISTRATION LOCALE	4-39
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	4-41
LOGEMENT SOCIAL	4-43
RÉGLEMENTATION DES LOGEMENTS LOCATIFS PRIVÉS	4-45
ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION	4-47
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-36, 4-39
SOMMAIRE	4-35
ÉTAT DES RECETTES	4-49
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-51
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-51

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
35 504 035	Administration du ministère	37 124 007	35 045 911
732 590 897	Administration locale	430 105 400	363 760 683
17 616 081	Aménagement du territoire	16 563 200	15 549 115
1 161 380 341	Logement social	1 007 391 000	968 343 129
21 042 274	Réglementation des logements locatifs privés	22 380 400	22 303 345
4 127 272	Élaboration de règlements de construction	4 716 000	4 118 033
<u>1 972 260 900</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>1 518 280 007</u>	<u>1 409 120 216</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 971 338 964	Total des dépenses	1 407 361 007	1 307 954 175
921 936	Total des prêts et dotations en capital	110 919 000	101 166 041
<u>1 972 260 900</u>		<u>1 518 280 007</u>	<u>1 409 120 216</u>
		CAPITAL	
182 265 020	Administration locale	126 329 700	122 863 760
72 600 000	Logement social	48 200 000	39 200 000
<u>254 865 020</u>	Total (Capital) du ministère	<u>174 529 700</u>	<u>162 063 760</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>254 865 020</u>	Total des dépenses	<u>174 529 700</u>	<u>162 063 760</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1901 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	37 068 700		37 068 700	Administration du ministère	34 990 604
	<u>37 068 700</u>		<u>37 068 700</u>		<u>34 990 604</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>37 124 007</u>		<u>37 124 007</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>35 045 911</u>

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent: à assurer un leadership et une orientation ainsi que des services de coordination et de gestion pour l'ensemble des programmes et activités du ministère; à fournir des conseils stratégiques efficaces, des services de planification des activités et des ressources et le soutien nécessaire au ministère pour la gestion de la prestation des services; à établir des mécanismes de contrôle, les normes de gestion et de présentation des rapports et des méthodes d'évaluation des résultats; enfin, à surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Ce programme assure également des services de gestion et de soutien technique aux organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 990 552
Traitements et salaires		13 903 888	Avantages sociaux	483 522
Avantages sociaux		3 053 355	Transports et communications	31 967
Transports et communications		1 312 528	Services	184 602
Services		20 605 792	Fournitures et matériel	30 966
Fournitures et matériel		1 374 897		<u>2 721 609</u>
		<u>40 250 460</u>	Moins : recouvrements d'autres activités	1 103 800
Moins : recouvrements d'autres activités		5 259 856		<u>1 617 809</u>
		<u>34 990 604</u>		
			<i>Services juridiques</i>	
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	48 739
Traitements et salaires	992 237		Avantages sociaux	4 101
Avantages sociaux	211 590		Transports et communications	18 610
Transports et communications	56 451		Services	4 107 117
Services	101 616		Fournitures et matériel	40 116
Fournitures et matériel	28 005	1 389 899		<u>4 218 683</u>
			Moins : recouvrements d'autres activités	1 333 500
				<u>2 885 183</u>
			<i>Services de vérification</i>	
<i>Services de communication</i>			Traitements et salaires	855 872
Traitements et salaires	1 912 462		Avantages sociaux	137 822
Avantages sociaux	444 982		Transports et communications	22 435
Transports et communications	37 235		Services	463 134
Services	365 185		Fournitures et matériel	21 193
Fournitures et matériel	59 222			<u>1 500 456</u>
	<u>2 819 086</u>		Moins : recouvrements d'autres activités	441 300
Moins : recouvrements d'autres activités	322 300	2 496 786		<u>1 059 156</u>
			<i>Systèmes informatiques</i>	
<i>Services administratifs et financiers</i>			Traitements et salaires	3 246 599
Traitements et salaires	4 857 427		Avantages sociaux	732 143
Avantages sociaux	1 039 195		Transports et communications	939 849
Transports et communications	205 981		Services	2 482 361
Services	12 901 777		Fournitures et matériel	1 057 950
Fournitures et matériel	137 445			<u>8 458 902</u>
	<u>19 141 825</u>		Moins : recouvrements d'autres activités	822 800
Moins : recouvrements d'autres activités	1 236 156	17 905 669		<u>7 636 102</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Crédits législatifs

Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	32 997
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	22 310
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>35 045 911</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1902				PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE	
FONCTIONNEMENT					
1	7 721 600	707 100	8 428 700	Administration du programme	8 003 146
2	242 969 600	12 707 100	255 676 700	Services d'administration locale	254 365 825
3	156 000 000		156 000 000	Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario	100 858 212
	<u>406 691 200</u>	<u>13 414 200</u>	<u>420 105 400</u>		<u>363 227 183</u>
L	10 000 000		10 000 000	Prêts - <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	533 500
	<u>416 691 200</u>	<u>13 414 200</u>	<u>430 105 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	<u>363 760 683</u>
CAPITAL					
4	126 329 700		126 329 700	Services d'administration locale	122 863 760
	<u>126 329 700</u>		<u>126 329 700</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	<u>122 863 760</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objectif de fournir aux administrations locales le cadre de travail nécessaire pour exercer leur autorité et gérer leurs finances.

Les rôles clés de ce programme sont: l'élaboration de politiques, de lois et de règlements visant à rendre les administrations locales plus efficaces et responsables; la définition des rôles et des responsabilités afin de réduire le double emploi et le chevauchement entre les différents paliers de gouvernement; la promotion de la viabilité financière des municipalités; le soutien des administrations municipales dans leurs efforts de restructuration (en vue de réduire l'administration et de fournir des services plus efficaces) et leurs activités financières et administratives; l'administration des paiements de transfert et des recouvrements des municipalités, organismes et propriétaires fonciers privés; la collecte et la gestion des données financières et administratives municipales pour l'usage du ministère et d'autres clients; l'élaboration de méthodes d'évaluation des résultats et la promotion de leur utilisation par les municipalités; le maintien et la surveillance de l'application des exigences réglementaires; le soutien des municipalités dans les efforts qu'elles font pour redistribuer les rôles en matière de prestation des services; enfin, la prestation de services de soutien et de conseils techniques aux municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1903					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
1	1 730 700	291 500	2 022 200	Administration du programme	1 907 639
2	4 875 800	241 600	5 117 400	Services provinciaux d'aménagement	4 873 972
3	7 663 000	841 600	8 504 600	Organismes municipaux	8 134 963
4	919 000		919 000	Société d'aménagement de North Pickering	632 541
	<u>15 188 500</u>	<u>1 374 700</u>	<u>16 563 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE . .	<u>15 549 115</u>

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent à élaborer et à administrer le cadre stratégique et législatif nécessaire à l'aménagement du territoire ainsi qu'à définir et à protéger les intérêts provinciaux.

Les rôles clés de ce programme sont l'élaboration des politiques qui permettront d'avoir un système d'aménagement du territoire efficient, responsable et efficace en Ontario; la protection et la réalisation des intérêts provinciaux en matière d'aménagement; l'optimisation des processus municipaux de prises de décisions; la prestation des services de révision des plans, de commentaires, d'examen et d'appel à guichet unique, qui permettent au ministère d'assurer l'accès par un point unique à l'examen provincial des plans; la coordination de l'examen municipal des plans, qui permettra aux municipalités choisies de fournir un service à guichet unique parallèle; l'exemption et la délégation des approbations du ministre aux termes de la *Loi sur l'aménagement du territoire*; la formation, la sensibilisation et la commercialisation liées aux services provinciaux d'aménagement du territoire; la gestion des données et des systèmes d'information liés aux bien-fonds; l'établissement d'un cadre de surveillance des résultats en matière d'aménagement du territoire pour la province et les municipalités; l'élaboration et la mise en oeuvre des plans provinciaux conformément à la *Loi sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*.

Ce programme comprend la Commission des affaires municipales de l'Ontario, un tribunal administratif indépendant qui entend les demandes et les appels concernant les questions d'aménagement du territoire municipal.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE--CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 383 521
Avantages sociaux	420 488
Transports et communications	60 568
Services	151 620
Fournitures et matériel	23 236
	<u>2 039 433</u>
Moins: recouvrements d'autres activités	131 794
	<u>1 907 639</u>
Services provinciaux d'aménagement (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 252 788
Avantages sociaux	798 718
Transports et communications	241 659
Services	503 650
Fournitures et matériel	77 157
	<u>4 873 972</u>
Organismes municipaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 556 867
Avantages sociaux	829 710
Transports et communications	658 642
Services	728 415
Fournitures et matériel	110 200
Paiements de transfert Fiducie de régénération du secteur riverain	1 251 129
	<u>8 134 963</u>
Société d'aménagement de North Pickering (Poste 4)	
Prêts et dotations en capital Avances à la Société d'aménagement de North Pickering	632 541
	<u>632 541</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	<u><u>15 549 115</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1904					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL	
1	6 228 700		6 228 700	Administration du programme	5 559 715
2	11 432 800		11 432 800	Activités régionales	9 680 631
3	797 152 300		797 152 300	Logements à but non lucratif	760 525 639
4	192 577 200		192 577 200	Société de logement de l'Ontario	192 577 144
	<u>1 007 391 000</u>		<u>1 007 391 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE LOGEMENT SOCIAL	<u>968 343 129</u>
CAPITAL					
5	<u>48 200 000</u>		<u>48 200 000</u>	Société de logement de l'Ontario	<u>39 200 000</u>
	<u>48 200 000</u>		<u>48 200 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LE LOGEMENT SOCIAL	<u>39 200 000</u>

Description du programme:

L'objectif de ce programme consiste à établir et à gérer le cadre stratégique, financier et administratif du logement social.

Les rôles clés de ce programme sont l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, lois, règlements et processus administratifs qui faciliteront la réalisation des objectifs du programme.

Ce programme est responsable de l'administration rentable des logements sociaux existants pendant la période de transfert de la responsabilité d'administration au palier municipal; de l'élaboration d'un programme de logement social réformé et simplifié pour faciliter l'administration par le palier municipal; de la délégation au palier municipal; de l'obligation de financer et d'administrer les logements sociaux; et de l'établissement d'un cadre de normes et de processus provinciaux et fédéraux pour l'exécution par le palier municipal.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL--CRÉDIT 1904

**Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999**

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			CAPITAL	
Administration du programme (Poste 1)			Société de logement de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires		1 912 455	Paiements de transfert	
Avantages sociaux		484 493	Dépenses en immobilisations	
Transports et communications		247 396	pour les réparations et les	
Services		2 836 619	améliorations des logements	
Fournitures et matériel		78 752	publics	39 200 000
		<u>5 559 715</u>		<u>39 200 000</u>
Activités régionales (Poste 2)			TOTAL (CAPITAL) POUR LE	
Traitements et salaires		8 825 617	PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL .	39 200 000
Avantages sociaux		1 922 757		<u><u>39 200 000</u></u>
Transports et communications		786 975		
Services		1 262 136		
Fournitures et matériel		146 146		
		<u>12 943 631</u>		
Moins : recouvrements d'autres				
activités		3 263 000		
		<u>9 680 631</u>		
Logements à but non lucratif (Poste 3)				
Traitements et salaires		2 187 017		
Avantages sociaux		453 627		
Transports et communications		76 769		
Services		1 473 943		
Fournitures et matériel		134 733		
Paiements de transfert				
Programme Partenaires				
communautaires	2 492 356			
Subventions pour				
l'exploitation de logements				
à but non lucratif	753 707 194	756 199 550		
		<u>760 525 639</u>		
Société de logement de l'Ontario (Poste 4)				
Traitements et salaires		2 261 425		
Avantages sociaux		447 262		
Transports et communications		280 745		
Services		9 797 254		
Fournitures et matériel		97 010		
Paiements de transfert				
Paiements à titre de				
supplément au loyer	62 373 244			
Fonds d'exploitation des				
logements publics	130 203 900	192 577 144		
		<u>205 460 840</u>		
Moins : recouvrements d'autres				
activités		12 883 696		
		<u>192 577 144</u>		
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE				
PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL .		<u><u>968 343 129</u></u>		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1905 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES LOGEMENTS LOCATIFS PRIVÉS	
1	20 235 100	2 145 300	22 380 400	Réglementation des loyers	22 303 345
	<u>20 235 100</u>	<u>2 145 300</u>	<u>22 380 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DES LOGEMENTS LOCATIFS PRIVÉS	<u>22 303 345</u>
	<u><u>20 235 100</u></u>	<u><u>2 145 300</u></u>	<u><u>22 380 400</u></u>		<u><u>22 303 345</u></u>

Description du programme:

L'objectif de ce programme consiste à élaborer et à administrer un cadre de réglementation des logements locatifs privés en Ontario.

Les rôles clés de ce programme sont : l'élaboration et le maintien du cadre stratégique, législatif et de réglementation des logements locatifs en Ontario; la réglementation des loyers sur le marché locatif privé et le règlement des différends découlant de ces règlements; les enquêtes sur les infractions à la *Loi de 1992 sur le contrôle des loyers* et à la *Loi sur la protection des logements locatifs*; et la communication de renseignements concernant les lois. La réglementation des loyers sera effectuée par la suite dans le cadre de la nouvelle *Loi sur la protection des locataires*, qui devrait être adoptée en 1998. Cette loi regroupe l'ensemble de la réglementation relative aux propriétaires et aux locataires de logements et à la réglementation des loyers.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES LOGEMENTS LOCATIFS PRIVÉS--CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Réglementation des loyers (Poste 1)	
Traitements et salaires	13 992 443
Avantages sociaux	3 272 344
Transports et communications	1 990 654
Services	2 406 548
Fournitures et matériel	641 356
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES LOGEMENTS LOCATIFS PRIVÉS	<hr/> 22 303 345 <hr/> <hr/>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1906				PROGRAMME D'ÉLABORATION DE	
FONCTIONNEMENT				RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION	
1	4 716 000		4 716 000	Aménagement et bâtiment	4 118 033
	<u>4 716 000</u>		<u>4 716 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				L'ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS	
				DE CONSTRUCTION	4 118 033
	<u><u>4 716 000</u></u>	<u><u></u></u>	<u><u>4 716 000</u></u>		<u><u>4 118 033</u></u>

Description du programme:

Ce programme fournit le cadre d'élaboration des règlements de construction.

Les objectifs de ce programme sont : l'élaboration et le maintien de règlements relatifs à la construction qui sont efficaces en termes de coûts, qui protègent la santé et la sécurité des occupants et qui assurent l'accessibilité des bâtiments; la promotion de nouvelles constructions grâce à l'administration du code du bâtiment de l'Ontario et des autres règlements liés à la construction et à la promotion immobilière.

Les rôles clés de ce programme sont la coordination de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements régissant la construction et la remise en état d'immeubles dans la province de l'Ontario, et la prestation de conseils et de services de formation relativement au code du bâtiment aux agents publics chargés de la construction et de l'application des règlements.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION--CRÉDIT 1906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement et bâtiment (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 571 659
Avantages sociaux	532 965
Transports et communications	191 324
Services	759 721
Fournitures et matériel	62 364
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION ...	<hr/> 4 118 033 <hr/>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario -1	28 988 964	71 194 227
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario		
recouvrement des coûts d'administration	378 434	351 632
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario -2	27 576 752	19 444 264
Remboursements de dépenses pour logements sans but		
lucratifs	133 195 360	161 044 958
Régime Canada/Ontario de construction de logements		
locatifs	41 968	230 843
Tempête de verglas de l'Ontario 1998		25 000 000
	<u>190 181 478</u>	<u>277 265 924</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres-villes	1 519 842	1 124 600
Rénovation urbaine	61 260	75 548
Subventions des années précédentes	85 582	219 965
Particuliers résidant dans des territoires non		
érigés en municipalités	67 349	84 928
Programme de rénovation des logements de l'Ontario -		
Municipalités	2 346 123	2 768 436
Aide à la création de logements sociaux Incluant		
P3000	2 955	159 900
Remaniement des services locaux	807 484 939	
Subventions	267 653	5 020 174
Programme de rénovation des logements de		
l'Ontario-Personnes handicapées	13 958	34 674
Programme de remise en état des petits immeubles	417 294	382 844
Prêts pour la construction de logements locatifs de		
l'Ontario	12 270 971	18 655 732
Programme ontarien d'accession à la propriété	227 048	2 078 435
Programme de conversion en logement locatifs	3 491 338	26 198 278
Subventions pour l'exploitation de logements sans		
but lucratif	2 003 430	968 075
	<u>830 259 742</u>	<u>57 771 589</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Évaluation de matériaux de construction	6 908	14 235
Frais de cours de formation en administration du		
bâtiment	11 995	19 005
Commission des Affaires municipales de l'Ontario	295 878	496 951
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	228 635	443 574
Droits - Tribunal du logement de l'Ontario	2 902 757	
Frais - Système d'égouts privé	208 209	22 000
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	14 053	
	<u>3 668 435</u>	<u>995 765</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	33 971	147 082
CBO et Guide	273 875	
SDLO - Profit net de la vente de logements		1 325 114
Société de logement de l'Ontario - Conversion de baux	11 463 682	9 386 630
Société de logement de l'Ontario - Recettes provenant des	849 734	1 341 945
Société de logement de l'Ontario - Hypothèque différée	211 555	1 323 381
Autres	1 278	3 076
	<u>12 834 095</u>	<u>13 527 228</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subsides	97 906	467 951
Autres	108 516	1 030 624
	<u>206 422</u>	<u>1 498 575</u>
DIVERS		
Sociétés d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net	700 000	3 080 895
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	49 595	110 024
Intérêts gagnés sur prêts	51 302	88 381
Tempête de verglas de l'Ontario - Autres dons	64 890	7 000
Pénalités - intérêts	114 042	
Autres	27 750	12 874
	<u>1 007 579</u>	<u>3 299 174</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>1 038 157 751</u></u>	<u><u>354 358 255</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Programme Opération Logement	171 135	346 453
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	329 777	546 873
Crédits d'impôts pour les écoles - Principal	114 196	138 611
Financement des travaux municipaux - Principal		37 056
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	587 304	895 905
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>1 202 412</u>	<u>1 964 898</u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Taxe sur les produits et services perçues/versée	1	
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	90 532	51 141
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>90 533</u>	<u>51 141</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-56
SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES	4-58
L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	4-60
ÉDUCATION, RECHERCHE ET SERVICES DE LABORATOIRE	4-62
POLITIQUES ET FINANCEMENT AGRICOLE	4-64
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-56, 4-58
SOMMAIRE	4-55
ÉTAT DES RECETTES	4-66
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-67
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-67

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
21 021 940	Administration du ministère	19 879 407	19 318 503
63 155 200	Services agricoles et des affaires rurales	70 519 300	59 238 274
21 442 042	L'industrie alimentaire	21 650 800	21 609 998
63 470 428	Éducation, recherche et services de laboratoire	69 494 400	69 476 432
273 593 402	Politiques et financement agricole	135 645 300	127 127 303
<u>442 683 012</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>317 189 207</u>	<u>296 770 510</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
433 641 512	Total des dépenses	305 189 207	288 019 710
9 041 500	Total des prêts et dotations en capital	12 000 000	8 750 800
<u>442 683 012</u>		<u>317 189 207</u>	<u>296 770 510</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	15 873 800	3 950 300	19 824 100	Administration du ministère	19 263 196
	<u>15 873 800</u>	<u>3 950 300</u>	<u>19 824 100</u>		<u>19 263 196</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>15 929 107</u>	<u>3 950 300</u>	<u>19 879 407</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>19 318 503</u>

Description du programme:

Ce programme assure la coordination du processus décisionnel du ministère par l'entremise de ses cadres dirigeants; il assure aussi les services essentiels de soutien administratif nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	25 512
Traitements et salaires	8 048 852		Transports et communications	17 022
Avantages sociaux	2 077 156		Services	739 875
Transports et communications	1 782 441		Fournitures et matériel	19 094
Services	7 399 228			<u>801 503</u>
Fournitures et matériel	418 320		Moins : recouvrements	80 000
	<u>19 725 997</u>			<u>721 503</u>
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités	462 801		<i>Services de vérification</i>	
	<u>19 263 196</u>		Traitements et salaires	490 294
			Avantages sociaux	89 928
			Transports et communications	46 825
			Services	32 772
			Fournitures et matériel	15 844
				<u>675 663</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires	927 523		Traitements et salaires	2 091 407
Avantages sociaux	223 251		Avantages sociaux	396 858
Transports et communications	148 469		Transports et communications	889 904
Services	481 670		Services	2 400 667
Fournitures et matériel	30 333	1 811 246	Fournitures et matériel	46 722
				<u>5 825 558</u>
			Moins : recouvrements	70 423
				<u>5 755 135</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	2 617 601		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	
Avantages sociaux	925 686			
Transports et communications	534 794			
Services	2 778 353		Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	
Fournitures et matériel	204 161			
	<u>7 060 595</u>			
Moins : recouvrements	309 878	6 750 717		
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Traitements et salaires	733 760			
Avantages sociaux	174 184			
Transports et communications	26 466			
Services	22 722			
Fournitures et matériel	7 504	964 636		
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	1 162 755			
Avantages sociaux	267 249			
Transports et communications	118 961			
Services	943 169			
Fournitures et matériel	94 662			
	<u>2 586 796</u>			
Moins : recouvrements	2 500	2 584 296		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
102				PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET	
FONCTIONNEMENT				DES AFFAIRES RURALES	
1	55 533 100	3 185 200	58 718 300	Services agricoles et affaires rurales	50 507 474
	<u>55 533 100</u>	<u>3 185 200</u>	<u>58 718 300</u>		<u>50 507 474</u>
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, <i>Loi</i> <i>sur l'administration</i> <i>financière</i>	
L	11 800 000		11 800 000	Débitures pour le drainage par tuyaux, <i>Loi sur le drainage</i> <i>au moyen de tuyaux</i>	8 730 800
	<u>67 334 100</u>	<u>3 185 200</u>	<u>70 519 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET LES AFFAIRES RURALES	<u>59 238 274</u>

Description du programme:

Ce programme offre un soutien permanent à l'industrie agricole par des programmes de gestion financière des exploitations agricoles et d'autres programmes qui lui sont rattachés, par des services techniques et de consultation et par l'inspection de marchandises comme les céréales et le miel. Le programme encourage aussi l'expansion économique des collectivités rurales de l'Ontario en favorisant le leadership rural, en encourageant l'innovation dans l'établissement d'entreprises rurales et en incitant à la protection des terres par la planification judicieuse de leur utilisation.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES--CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

FONCTIONNEMENT	\$	\$	Crédits législatifs
Services agricoles et affaires rurales (Poste 1)			Prêts et dotations en capital
Traitements et salaires		18 672 780	Débitures pour le drainage
Avantages sociaux		4 484 231	par tuyaux, <i>Loi sur</i>
Transports et communications		2 361 319	<i>le drainage au</i>
Services		7 490 808	<i>moyen de tuyaux</i>
Fournitures et matériel		1 011 463	8 730 800
Paiements de transfert			8 730 800
Canaux de drainage municipaux	6 950 597		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
Programme des bovins			PROGRAMME DES SERVICES
d'engraissement	19 769		AGRICILES ET DES AFFAIRES
Diversification économique			RURALES
régions productrices de			59 238 274
tabac	379 000		
Dairy Farmers of Ontario	268 158		
Association pour			
l'amélioration des sols et			
des cultures de l'Ontario	127 500		
Sociétés agricoles et			
horticoles	1 145 880		
Technologie pour les			
municipalités	1 358 751		
Amélioration génétique du			
bétail	3 340 000		
Autre aide à l'agriculture et			
aux affaires rurales	406 959		
Fondation pour la vie à la			
campagne	77 000		
Stratégie de création			
d'emplois en milieu rural	1 098 390		
Farmers' Markets Ontario	81 000		
Association pour la sécurité à			
la ferme	90 000		
Éducation agro-alimentaire de			
l'Ontario	517 100		
Aide aux ruchers	115 000		
Conseil 4H de l'Ontario	168 000	16 143 104	
Autres opérations			
Bonification d'intérêts sur			
les débitures et prêts pour			
installations de drainage au			
moyen de tuyaux		348 669	
Prêts et dotations en capital			
Prêts pour le drainage au			
moyen de tuyaux dans les			
territoires non érigés en			
municipalités		20 000	
		50 532 374	
Moins : recouvrements d'autres			
ministères		24 900	
		50 507 474	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
103					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	
1	19 596 400	2 054 400	21 650 800	L'industrie alimentaire	21 609 998
	<u>19 596 400</u>	<u>2 054 400</u>	<u>21 650 800</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u><u>19 596 400</u></u>	<u><u>2 054 400</u></u>	<u><u>21 650 800</u></u>	L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	<u><u>21 609 998</u></u>

Description du programme:

Ce programme contribue au maintien du système agro-alimentaire ontarien en aidant à assurer la compétitivité des entreprises ontariennes de conditionnement et de distribution d'aliments. Il assure aussi la prestation de programmes visant le développement et l'expansion des marchés canadiens et internationaux pour les aliments frais et transformés produits en Ontario. Ce programme s'occupe également de l'inspection et de la classification des fruits, des légumes, des produits laitiers et carnés de façon à maintenir la confiance des consommateurs dans la qualité et l'innocuité des produits alimentaires de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE--CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
L'industrie alimentaire (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 317 659
Avantages sociaux	1 395 895
Transports et communications	1 170 493
Services	13 169 079
Fournitures et matériel	560 122
Paiements de transfert	
Autre soutien à l'industrie	
alimentaire	26 750
	<u>21 639 998</u>
Moins : recouvrements d'autres	
ministères	30 000
	<u> </u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DE L'INDUSTRIE	
ALIMENTAIRE	<u><u>21 609 998</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
104 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE	
1	68 992 200	502 200	69 494 400	Éducation, recherche et services de laboratoire	69 476 432
	<u>68 992 200</u>	<u>502 200</u>	<u>69 494 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE ET LES SERVICES DE LABORATOIRE ..	<u>69 476 432</u>

Description du programme:

Ce programme assure un soutien continu à l'industrie agro-alimentaire grâce à la recherche dans le domaine de l'agriculture, du conditionnement des aliments et de la médecine vétérinaire, à des cours menant à un diplôme, à l'éducation permanente et à des services techniques connexes. Ses laboratoires offrent également des services d'analyse du lait et des autres produits laitiers. On analyse les produits alimentaires pour voir s'ils contiennent des résidus de pesticides ou d'autres contaminants et on procède aussi à l'analyse des animaux pour dépister les maladies.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE--CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Éducation, recherche et services de laboratoire (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 690 342
Avantages sociaux		899 743
Transports et communications		160 521
Services		9 323 728
Fournitures et matériel		64 032
Paiements de transfert		
Université de Guelph	54 000 000	
Partenariat stratégique	700 000	
Foire agricole royale d'hiver	140 000	
Autre appui à l'éducation et à la recherche	89 000	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	59 066	
Recherche d'affaires compétitive	2 350 000	57 338 066
	<u>2 350 000</u>	<u>57 338 066</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE		
		<u><u>69 476 432</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
105				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU	
FONCTIONNEMENT				FINANCEMENT AGRICOLE	
1	123 959 200	11 686 100	135 645 300	Politiques et financement agricole	127 127 303
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	123 959 200	11 686 100	135 645 300	LES POLITIQUES ET LE	
				FINANCEMENT AGRICOLE	127 127 303

Description du programme:

Ce programme offre des services et des programmes à l'agriculture par l'entremise d'organismes et de directions du ministère qui assurent et coordonnent l'élaboration des politiques ministérielles, qui supervisent la commercialisation collective des produits agricoles, qui entendent les appels des décisions rendues dans les cas de commercialisation et de délivrance de permis, et qui administrent les programmes d'assurance-récolte, de stabilisation des revenus agricoles et d'autre aide au secteur agricole.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE--CRÉDIT 105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et financement agricole (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 889 536
Avantages sociaux		1 174 267
Transports et communications		1 025 388
Services		4 406 991
Fournitures et matériel		213 004
Paiements de transfert		
Soutien de protection du		
revenu pour les programmes		
d'assurance-récolte, de		
stabilisation du revenu net		
et de revenu marché	71 000 000	
Programme d'investissement		
Croissance Ontario	4 413 209	
Secours aux sinistrés de l'Est		
de l'Ontario	2 712 502	
Remise fiscale aux exploitants		
agricoles	481 041	
Stratégie d'emploi pour les		
jeunes en milieu rural	1 453 288	
Service d'emplois d'été	1 969 508	
Indemnisation des dommages		
causés par les loups et les		
coyotes	617 356	
Programme d'indemnisation		
contre la rage	8 755	
Subventions et subsides pour		
le bétail	178 193	
Autre soutien	128 834	
Agricorp	7 846 000	
Programme de secours global		
aux exploitations agricoles ...	23 706 000	114 514 686
Autres opérations		
Taxes municipales sur les		
propriétés appartenant au		
programme d'aménagement		
rural et du développement		
agricole		5 095
		<u>127 228 967</u>
Moins: recouvrements		<u>101 664</u>
 TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE		 <u><u>127 127 303</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme d'indemnisation contre la rage	4 310	4 716
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	244 369	242 787
Enseignement et recherche sous contrat		468 156
	<u>244 369</u>	<u>710 943</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	413 185	632 379
VENTES ET LOCATIONS	639 760	399 106
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	510 325	532 441
DIVERS		
Autres	139 708	483 208
TOTAL DES RECETTES	<u><u>1 951 657</u></u>	<u><u>2 762 793</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux	10 486 877	11 874 732
Prêts au parc aux bestiaux de l'Ontario - Principal		3 946 269
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario - Principal	17 115	40 842
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>10 503 992</u>	<u>15 861 843</u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Caisse de fiducie R.B. Palmer	(5 516)	4 939
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 773	3 079
Programme d'assurance du revenu de marché	23 500 111	44 761 177
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>23 499 368</u>	<u>44 769 195</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	4-72
COMMISSION	4-74
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-74
SOMMAIRE	4-71
ÉTAT DES RECETTES	4-76

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
89 338 098	Bureau de L'Assemblée législative	94 259 100	90 573 010
8 420 200	Commission	9 787 100	8 600 154
<u>97 758 298</u>	Total (Fonctionnement) pour le Bureau de l'Assemblée législative	<u>104 046 200</u>	<u>99 173 164</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>97 758 298</u>	Total des dépenses	<u>104 046 200</u>	<u>99 173 164</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	\$	\$	\$		\$
201 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
1	676 500		676 500	Bureau du président de l'Assemblée législative	640 125
2	558 600	270 000	828 600	Bureau du greffier	828 162
3	10 105 300	(385 000)	9 720 300	Services parlementaires	8 585 014
4	7 358 900	100 000	7 458 900	Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative	7 356 610
5	3 563 300	(9 000)	3 554 300	Services administratifs	3 146 055
6	14 996 800	124 000	15 120 800	Sergent d'armes et gestion des locaux	15 120 764
7	10 313 600		10 313 600	Services de soutien aux groupes parlementaires	10 183 404
8	14 951 000		14 951 000	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	14 692 630
9	30 119 100		30 119 100	Services de soutien des bureaux des députés	28 531 951
10	166 000		166 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	166 000
11	1 350 000		1 350 000	Coûts de restructuration	1 322 295
12	100 000	(100 000)		Amélioration des ordinateurs des députés	
	<u>94 259 100</u>	<u></u>	<u>94 259 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	<u>90 573 010</u>

Description du programme:

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

Note: Les prévisions et les dépenses réelles pour le poste 12, Amélioration des ordinateurs des députés, sont compris dans le total et les dépenses réelles du poste 9, Services de soutien des bureaux des députés.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			Moins : recouvrements d'autres activités	17 983
Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)				<u>15 120 764</u>
Traitements et salaires	200 323		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Avantages sociaux	36 206		Traitements et salaires	5 789 505
Transports et communications	148 903		Avantages sociaux	1 025 039
Services	223 060		Transports et communications	695 129
Fournitures et matériel	31 633		Services	1 644 492
	<u>640 125</u>		Fournitures et matériel	1 029 239
Bureau du greffier (Poste 2)				<u>10 183 404</u>
Traitements et salaires	309 114		Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 8)	
Avantages sociaux	105 738		Traitements et salaires	10 477 784
Transports et communications	18 233		Avantages sociaux	1 637 587
Services	376 798		Transports et communications	1 523 202
Fournitures et matériel	18 279		Services	1 038 666
	<u>828 162</u>		Fournitures et matériel	15 391
Services parlementaires (Poste 3)				<u>14 692 630</u>
Traitements et salaires	5 151 938		Services de soutien des bureaux des députés (Poste 9)	
Avantages sociaux	1 003 642		Traitements et salaires	16 983 226
Transports et communications	405 283		Avantages sociaux	3 198 574
Services	985 649		Transports et communications	2 800 342
Fournitures et matériel	1 140 687		Services	3 352 553
	<u>8 687 199</u>		Fournitures et matériel	2 197 256
Moins : recouvrements d'autres activités	102 185			<u>28 531 951</u>
	<u>8 585 014</u>		Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 10)	
Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 4)			Paiements de transfert	
Traitements et salaires	4 545 302		Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	166 000
Avantages sociaux	885 545			<u>166 000</u>
Transports et communications	95 827		Coûts de restructuration (Poste 11)	
Services	474 402		Traitements et salaires	643 980
Fournitures et matériel	1 355 534		Avantages sociaux	652 549
	<u>7 356 610</u>		Services	25 766
Services administratifs (Poste 5)				<u>1 322 295</u>
Traitements et salaires	2 300 283		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	<u>90 573 010</u>
Avantages sociaux	452 845			
Transports et communications	46 823			
Services	229 451			
Fournitures et matériel	116 653			
	<u>3 146 055</u>			
Sergent d'armes et gestion des locaux (Poste 6)				
Traitements et salaires	4 321 252			
Avantages sociaux	929 800			
Transports et communications	809 070			
Services	6 594 110			
Fournitures et matériel	2 484 515			
	<u>15 138 747</u>			

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	\$	\$	\$		\$
202				PROGRAMME DE LA COMMISSION	
FONCTIONNEMENT					
1	1 692 000		1 692 000	Commissaire à l'environnement	1 689 821
2	1 203 500		1 203 500	Commission sur le financement des élections	949 237
3	6 510 200	(32 100)	6 478 100	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	5 567 390
4	331 400	32 100	363 500	Bureau du commissaire à l'intégrité	363 423
	<u>9 737 100</u>		<u>9 737 100</u>		<u>8 569 871</u>
L	50 000		50 000	Le financement des élections, la <i>Loi sur le</i> <i>financement des élections</i>	30 283
	<u>9 787 100</u>		<u>9 787 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION	<u>8 600 154</u>

Description du programme:

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, qui veille à l'application de la Charte des droits environnementaux; la Commission sur le financement des élections, chargée d'assurer l'application de la *Loi sur le financement des élections*; le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, qui surveille l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le Bureau du commissaire à l'intégrité chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DE LA COMMISSION--CRÉDIT 202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 009 484
Avantages sociaux	175 118
Transports et communications	53 438
Services	363 229
Fournitures et matériel	88 552
	<u>1 689 821</u>
Commission sur le financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	421 646
Avantages sociaux	84 701
Transports et communications	22 076
Services	352 863
Fournitures et matériel	79 908
	<u>961 194</u>
Moins : recouvrements d'autres activités	11 957
	<u>949 237</u>
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 742 553
Avantages sociaux	785 622
Transports et communications	116 980
Services	686 797
Fournitures et matériel	235 438
	<u>5 567 390</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 4)	
Traitements et salaires	232 034
Avantages sociaux	19 969
Transports et communications	4 424
Services	64 523
Fournitures et matériel	42 473
	<u>363 423</u>
Crédits législatifs	
Le financement des élections, la Loi sur le financement des élections	
	<u>30 283</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION	
	<u><u>8 600 154</u></u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	13 320	13 020
VENTES ET LOCATIONS	<u>87 118</u>	<u>98 137</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>51 894</u>	<u>52 174</u>
DIVERS	<u>1 629</u>	<u>4 127</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>153 961</u></u>	<u><u>167 458</u></u>

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE	4-80
SOMMAIRE	4-79
ÉTAT DES RECETTES	4-82

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
18 606 166	Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine	21 033 200	20 009 064
	Total (Fonctionnement) pour le Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine	21 033 200	20 009 064
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
18 606 166	Total des dépenses	21 033 200	20 009 064

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2801				PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE	
FONCTIONNEMENT				DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE	
1	373 400		373 400	Bureau principal	343 787
2	20 510 400	149 400	20 659 800	Direction générale de la condition féminine	19 665 277
	<u>20 883 800</u>	<u>149 400</u>	<u>21 033 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE	<u>20 009 064</u>

Description du programme:

La Direction générale de la condition féminine aide le gouvernement à respecter son engagement visant à atteindre l'égalité économique juridique et sociale des femmes. La Direction fournit une orientation et des conseils au gouvernement, encourage l'indépendance économique des ontariennes et veille à la sécurité des collectivités. Elle assure la coordination des programmes provinciaux de prévention de la violence envers les femmes et assume le rôle de principal conseiller du gouvernement sur les politiques touchant les femmes. De plus, la Direction joue le rôle de facilitateur des programmes destinées aux femmes grâce à des partenariats avec les secteurs public et privé.

Des conseils indépendants seront fournis dans le cadre d'un projet de partenariat et de consultation mené par la ministre.

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE--CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		251 387
Avantages sociaux		35 447
Transports et communications		43 272
Services		11 500
Fournitures et matériel		2 181
		<u>343 787</u>
Direction générale de la condition féminine (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 100 406
Avantages sociaux		688 174
Transports et communications		332 509
Services		2 058 306
Fournitures et matériel		214 085
Paiements de transfert		
Subventions pour la prestation de services et programmes à l'intention des femmes	12 263 956	
Centres de femmes	<u>1 007 841</u>	13 271 797
		<u>19 665 277</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE		<u><u>20 009 064</u></u>

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 552	11 449
DIVERS	<u>5</u>	<u>528</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>10 557</u>	<u>11 977</u>

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	4-86
SOMMAIRE	4-85
ÉTAT DES RECETTES	4-88

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
11 572 613	Bureau du Conseil des ministres	16 293 600	14 497 254
	Total (Fonctionnement) pour le Bureau du Conseil		
<u>11 572 613</u>	des ministres	<u>16 293 600</u>	<u>14 497 254</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>11 572 613</u>	Total des dépenses	<u>16 293 600</u>	<u>14 497 254</u>

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
401				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES	
FONCTIONNEMENT				MINISTRES	
1	10 910 100	400 000	11 310 100	Bureau principal	10 922 021
2	283 100		283 100	Leader parlementaire	221 473
3	739 800		739 800	Secrétariat des nominations	673 923
4	3 960 600		3 960 600	Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario	2 679 837
	<u>15 893 600</u>	<u>400 000</u>	<u>16 293 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE BUREAU DU CONSEIL DES	
				MINISTRES	<u>14 497 254</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire et le Secrétariat des nominations et le Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES--CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 363 045
Avantages sociaux	1 281 560
Transports et communications	280 962
Services	2 384 803
Fournitures et matériel	611 651
	<u>10 922 021</u>
Leader parlementaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	172 578
Avantages sociaux	28 243
Transports et communications	2 703
Services	14 950
Fournitures et matériel	2 999
	<u>221 473</u>
Secrétariat des nominations (Poste 3)	
Traitements et salaires	436 279
Avantages sociaux	73 470
Transports et communications	27 892
Services	130 827
Fournitures et matériel	5 455
	<u>673 923</u>
Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	791 292
Avantages sociaux	136 385
Transports et communications	98 409
Services	1 493 098
Fournitures et matériel	160 653
	<u>2 679 837</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	<u><u>14 497 254</u></u>

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 125	12
DIVERS	664	531
TOTAL DES RECETTES	1 789	543

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	4-92
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-92
SOMMAIRE	4-91
ÉTAT DES RECETTES	4-94

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
<u>3 630 851</u>	Bureau du directeur général des élections	<u>907 300</u>	<u>5 085 283</u>
	Total (Fonctionnement) pour le Bureau du directeur		
<u>3 630 851</u>	général des élections	<u>907 300</u>	<u>5 085 283</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>3 630 851</u>	Total des dépenses	<u>907 300</u>	<u>5 085 283</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	\$	\$	\$		\$
501				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR	
FONCTIONNEMENT				GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	
1	907 300		907 300	Bureau du directeur général des élections	697 914
	<u>907 300</u>		<u>907 300</u>		<u>697 914</u>
L				<i>Loi électorale</i>	4 387 369
	<u>907 300</u>		<u>907 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE BUREAU DU DIRECTEUR	
				GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	<u>5 085 283</u>

Description du programme:

Le bureau du Directeur général des élections assure la direction et la formation des directeurs et directrices du scrutin des 130 circonscriptions électorales de l'Ontario. Pendant les élections, il informe la population au sujet de la procédure électorale et des droits des électeurs et électrices. Il prépare et publie les cartes des sections de vote des circonscriptions électorales. Le bureau coordonne aussi la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral. De plus, il supervise l'acquisition des locaux, des fournitures et des équipements utilisés dans les bureaux des directeurs et directrices du scrutin de même que dans les bureaux de vote et il autorise le paiement.

En dehors des périodes électorales, le bureau du Directeur général des élections fournit des services aux ministères du gouvernement, aux organismes et aux citoyens et citoyennes de la province. Pour ce faire, il effectue des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral en plus de donner des conseils et des renseignements généraux au sujet de ce processus.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS--CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	599 776
Avantages sociaux	98 138
	<u>697 914</u>
Crédits législatifs	
<i>Loi électorale</i>	<u>4 387 369</u>
 TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	 <u><u>5 085 283</u></u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
DIVERS		1 200
TOTAL DES RECETTES	<u> </u>	<u>1 200</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	4-98
SOMMAIRE	4-97

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
<u>609 657</u>	Bureau du lieutenant-gouverneur	<u>676 500</u>	<u>671 637</u>
	Total (Fonctionnement) pour le Bureau du		
<u>609 657</u>	lieutenant-gouverneur	<u>676 500</u>	<u>671 637</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>609 657</u>	Total des dépenses	<u>676 500</u>	<u>671 637</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT- GOUVERNEUR	
1	676 500		676 500	Bureau du lieutenant-gouverneur	671 637
	676 500		676 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT- GOUVERNEUR	671 637

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir les services dont a besoin Son Honneur la lieutenant-gouverneure de l'Ontario.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR--CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	395 548
Avantages sociaux	82 138
Transports et communications	15 469
Services	49 006
Fournitures et matériel	23 676
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	105 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	<u>671 637</u>

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	4-104
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-104
SOMMAIRE	4-103

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
<u>7 570 621</u>	Bureau du vérificateur provincial	<u>7 713 300</u>	<u>7 400 401</u>
	Total (Fonctionnement) pour le Bureau du vérificateur		
<u><u>7 570 621</u></u>	provincial	<u><u>7 713 300</u></u>	<u><u>7 400 401</u></u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u><u>7 570 621</u></u>	Total des dépenses	<u><u>7 713 300</u></u>	<u><u>7 400 401</u></u>

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	\$	\$	\$		\$
2501 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	
1	7 558 300		7 558 300	Bureau du vérificateur provincial	7 245 916
	<u>7 558 300</u>		<u>7 558 300</u>		<u>7 245 916</u>
L	155 000		155 000	<i>Loi sur la vérification des comptes publics</i>	154 485
	<u>155 000</u>		<u>155 000</u>		<u>154 485</u>
	<u>7 713 300</u>		<u>7 713 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 400 401
	<u><u>7 713 300</u></u>		<u><u>7 713 300</u></u>		<u><u>7 400 401</u></u>

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités du vérificateur provincial sont énoncés dans la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Conformément à cette loi et à d'autres lois et textes, le vérificateur provincial, qui est un fonctionnaire de l'Assemblée, émet des opinions sur la vérification des états financiers de la province et des organismes de la Couronne. Il soumet un rapport annuel à l'Assemblée portant sur toute question importante dans le cadre de son travail de vérification ainsi que sur d'autres points particuliers pouvant faire l'objet d'un rapport en vertu de la *Loi sur la vérification des comptes publics*. En outre, le vérificateur provincial accomplit les tâches spéciales qui lui sont confiées par l'Assemblée, le Comité permanent des comptes publics ou un ministre de la Couronne du chef de l'Ontario.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL--CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 361 103
Avantages sociaux	875 784
Transports et communications	149 401
Services	1 676 856
Fournitures et matériel	132 772
Paiements de transfert	
CCAF - FCVI Inc.	50 000
	<u>7 245 916</u>
Crédits législatifs	
<i>Loi sur la vérification des</i> <i>comptes publics</i>	154 485
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	<u><u>7 400 401</u></u>

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
CABINET DU PREMIER MINISTRE	4-110
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-110
SOMMAIRE	4-109
ÉTAT DES RECETTES	4-112

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
2 674 613	Cabinet du premier ministre	2 964 215	2 898 047
	Total (Fonctionnement) pour le Cabinet du premier		
2 674 613	ministre	2 964 215	2 898 047
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 674 613	Total des dépenses	2 964 215	2 898 047

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2401 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	
1	2 891 200		2 891 200	Cabinet du premier ministre	2 825 032
	<u>2 891 200</u>		<u>2 891 200</u>		<u>2 825 032</u>
L	61 860		61 860	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	61 860
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>2 964 215</u>		<u>2 964 215</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	<u>2 898 047</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du Cabinet du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE--CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 012 644
Avantages sociaux	249 899
Transports et communications	177 560
Services	352 486
Fournitures et matériel	32 443
	<u>2 825 032</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le</i>	
<i>Conseil exécutif</i>	61 860
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i>	
<i>exécutif</i>	<u>11 155</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	<u><u>2 898 047</u></u>

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés	35	
RECouvreMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		9 780
DIVERS		
Autres	1 067	116
TOTAL DES RECETTES	1 102	9 896

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-116
REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES	4-118
PROTECTION DU CONSOMMATEUR DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES NORMES	
COMMERCIALES	4-120
STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	4-122
DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	4-124
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-116, 4-118
SOMMAIRE	4-115
ÉTAT DES RECETTES	4-126
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-128

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
32 540 694	Administration du ministère	40 468 252	40 076 669
42 518 984	Registres à des fins commerciales	45 474 000	43 909 764
13 400 501	Protection du consommateur, de sécurité publique et des normes commerciales	8 872 600	8 187 825
8 092 292	Statistiques de l'état civil	7 979 200	7 884 568
13 367 388	Réglementation des jeux et des alcools	38 413 200	36 918 423
<u>109 919 859</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>141 207 252</u>	<u>136 977 249</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>109 919 859</u>	Total des dépenses	<u>141 207 252</u>	<u>136 977 249</u>

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	36 603 300	3 820 800	40 424 100	Administration du ministère	40 032 517
	<u>36 603 300</u>	<u>3 820 800</u>	<u>40 424 100</u>		<u>40 032 517</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>36 647 452</u>	<u>3 820 800</u>	<u>40 468 252</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>40 076 669</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)				
Traitements et salaires	10 051 446		Traitements et salaires	12 048
Avantages sociaux	2 476 021		Transports et communications .	23 410
Transports et communications	1 519 372		Services	1 830 648
Services	25 191 607		Fournitures et matériel	66 002
Fournitures et matériel	935 226			<u>1 932 108</u>
	<u>40 173 672</u>			
Moins : recouvrements	141 155		<i>Services de vérification</i>	
	<u>40 032 517</u>		Traitements et salaires	389 171
			Avantages sociaux	124 275
			Transports et communications .	8 013
			Services	10 158
			Fournitures et matériel	6 170
				<u>537 787</u>
<i>Bureau principal</i>				
Traitements et salaires	910 085		<i>Systèmes informatiques</i>	
Avantages sociaux	196 780		Traitements et salaires	3 452 637
Transports et communications .	111 377		Avantages sociaux	806 882
Services	108 217		Transports et communications .	755 589
Fournitures et matériel	42 734	1 369 193	Services	4 454 894
			Fournitures et matériel	645 193
				<u>10 115 195</u>
			Moins : recouvrements	141 155
<i>Services administratifs et financiers</i>				<u>9 974 040</u>
Traitements et salaires	2 450 589		Crédits législatifs	
Avantages sociaux	712 180		Traitement versé au ministre en vertu de	
Transports et communications .	483 993		la <i>Loi sur le Conseil</i>	
Services	18 449 875		<i>exécutif</i>	32 997
Fournitures et matériel	38 806	22 135 443	Traitement versé à l'adjoint	
			parlementaire en vertu de la	
			<i>Loi sur le Conseil</i>	
			<i>exécutif</i>	<u>11 155</u>
<i>Ressources humaines</i>				
Traitements et salaires	1 263 301		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Avantages sociaux	293 482		PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU	
Transports et communications .	24 437		MINISTÈRE	<u>40 076 669</u>
Services	32 047	1 653 686		
Fournitures et matériel	40 419			
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	688 834			
Avantages sociaux	138 097			
Transports et communications .	73 919			
Services	242 042			
Fournitures et matériel	51 884	1 194 776		
<i>Analyse et planification</i>				
Traitements et salaires	884 781			
Avantages sociaux	204 325			
Transports et communications .	38 634			
Services	63 726			
Fournitures et matériel	44 018	1 235 484		

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
802				PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS	
FONCTIONNEMENT				COMMERCIALES	
1	856 500	37 400	893 900	Administration du programme	893 500
2	39 343 600		39 343 600	Services d'enregistrement	38 372 108
3	4 721 500		4 721 500	Entreprises branchées de l'Ontario	4 144 156
	<u>44 921 600</u>	<u>37 400</u>	<u>44 959 000</u>		<u>43 409 764</u>
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux <i>Loi sur l'enregistrement des actes</i>	
L	500 000		500 000	Caisse d'assurance des droits immobiliers	500 000
	<u>45 436 600</u>	<u>37 400</u>	<u>45 474 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES	<u><u>43 909 764</u></u>

Description du programme:

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement de biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portant sur des biens meubles donnés en garantie. Il assure également l'enregistrement et la constitution en société des entreprises de l'Ontario et veille à l'application des mesures législatives les concernant.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES--CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du programme (Poste 1)			Entreprises branchées de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires	630 197		Traitements et salaires	1 380 691
Avantages sociaux	116 376		Avantages sociaux	252 084
Transports et communications	125 626		Transports et communications	155 307
Services	190 390		Services	1 508 691
Fournitures et matériel	106 780		Fournitures et matériel	847 383
				<u>4 144 156</u>
		1 169 369	Crédits législatifs	
Moins : recouvrements		275 869	Caisse d'assurance des droits immobiliers	500 000
		<u>893 500</u>		<u>500 000</u>
Services d'enregistrement (Poste 2)			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES	43 909 764
Traitements et salaires	26 187 512			<u><u>43 909 764</u></u>
Avantages sociaux	6 003 643			
Transports et communications	1 136 838			
Services	3 143 662			
Fournitures et matériel	1 950 303			
		38 421 958		
Moins : recouvrements		49 850		
		<u>38 372 108</u>		
<i>Compagnies</i>				
Traitements et salaires	3 460 478			
Avantages sociaux	673 700			
Transports et communications ..	161 186			
Services	668 883			
Fournitures et matériel	252 439	5 216 686		
		<u>5 216 686</u>		
<i>Enregistrement immobilier</i>				
Traitements et salaires	20 872 584			
Avantages sociaux	4 837 568			
Transports et communications ..	711 151			
Services	1 329 206			
Fournitures et matériel	1 547 752			
		29 298 261		
Moins : recouvrements		20 023		
		<u>29 278 238</u>		
<i>Enregistrement des sûretés mobilières</i>				
Traitements et salaires	1 854 450			
Avantages sociaux	492 375			
Transports et communications ..	264 501			
Services	1 145 573			
Fournitures et matériel	150 112			
		3 907 011		
Moins : recouvrements		29 827		
		<u>3 877 184</u>		

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
803 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	
1	485 900	125 000	610 900	Administration du programme	582 932
2	7 590 300		7 590 300	Normes et services relatives au marché	6 943 958
3	621 700	49 700	671 400	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	660 935
	<u>8 697 900</u>	<u>174 700</u>	<u>8 872 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	<u>8 187 825</u>

Description du programme:

Ce programme procède à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection des consommateurs tout en confiant à certains groupes au sein des industries la responsabilité de se réglementer eux-mêmes, en leur donnant les outils nécessaires pour le faire. De plus, il organise les audiences relatives à la délivrance de permis en vertu de diverses lois, par le biais de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES
COMMERCIALES--CRÉDIT 803Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	419 532
Avantages sociaux	112 872
Transports et communications	20 667
Services	17 668
Fournitures et matériel	12 193
	<u>582 932</u>
Normes et services relatives au marché (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 987 063
Avantages sociaux	1 072 619
Transports et communications	406 446
Services	1 195 105
Fournitures et matériel	282 725
	<u>6 943 958</u>
Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	238 257
Avantages sociaux	45 439
Transports et communications	45 357
Services	309 303
Fournitures et matériel	22 579
	<u>660 935</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	<u><u>8 187 825</u></u>

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
804 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	
1	7 471 100	508 100	7 979 200	Régistrare général de l'état civil	7 884 568
	<u>7 471 100</u>	<u>508 100</u>	<u>7 979 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	<u>7 884 568</u>
	<u><u>7 471 100</u></u>	<u><u>508 100</u></u>	<u><u>7 979 200</u></u>		<u><u>7 884 568</u></u>

Description du programme:

Ce programme administre la *Loi sur les statistiques de l'état civil*, la *Loi sur le mariage* et la *Loi sur le changement de nom* et fournit des renseignements exacts sur les enregistrements de naissance, d'adoption, de mariage, et de décès pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'exécution de la loi.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL--CRÉDIT 804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Régistraire général de l'état civil (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 583 759
Avantages sociaux	1 124 629
Transports et communications	839 156
Services	790 891
Fournitures et matériel	546 133
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	<hr/> 7 884 568 <hr/>

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
805				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX	
FONCTIONNEMENT				ET DES ALCOOLS	
1	4 268 400		4 268 400	Commission des courses de l'Ontario	4 175 475
2	34 144 800		34 144 800	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	32 742 948
	<u>38 413 200</u>	<u></u>	<u>38 413 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POUR LA RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	<u>36 918 423</u>

Description du programme:

Ce programme établit un cadre réglementaire et il fixe et fait appliquer des normes dans des secteurs d'affaires particuliers par le biais de ses organismes, la Commission des courses de l'Ontario et la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs, il effectue des inspections et mène des enquêtes relativement aux pratiques d'affaires suspectes et il prend des mesures d'application si nécessaire. Il répond également à un besoin clair de protection des consommateurs et d'établissement de normes dans des secteurs d'affaires où le risque d'activités criminelles et le coût social potentiel sont élevés (casinos et alcools, par exemple).

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE R ÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS--CRÉDIT 805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des courses de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 599 378
Avantages sociaux	461 146
Transports et communications	457 875
Services	419 772
Fournitures et matériel	237 304
	<u>4 175 475</u>
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	18 593 077
Avantages sociaux	3 473 503
Transports et communications	3 400 612
Services	6 294 969
Fournitures et matériel	2 632 748
	<u>34 394 909</u>
Moins : recouvrements	1 651 961
	<u>32 742 948</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	<u><u>36 918 423</u></u>

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
RECETTES FISCALES		
Imposition - Commission des sports professionnels	68 851	3 918
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Subvention afférente à des travaux statistiques	118 835	151 063
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario	776 000 000	745 000 000
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs - Provinciaux (droits et prélèvements)	459 687 044	453 784 545
Brasseurs - Hors province (droits et prélèvements)	3 194 005	5 242 834
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	7 013 972	7 655 856
Fabrication - Pubs de brassage (droits et prélèvements)	125 651	
Achat en gros - Bière et vin	38 317 469	
Permis - Brasseurs provinciaux	317 036	136 029
Permis - Vineries ontariennes	76 690	
Permis - Fabricants de spiritueux	13 860	13 860
Droits de cession de permis	1 526 890	1 320 212
Permis pour occasions spéciales	4 023 027	4 509 764
Permis - Permis de vente pour une occasion unique	420 907	
Permis - Permis de vente pour un an	3 800	
Permis - Permis de vente pour deux ans	1 337 317	
Permis - Permis de vente pour trois ans	3 405 377	
Droits d'enregistrement - Agents/Représentants	8 539	17 440
Droits d'enregistrement		32 976 043
Jeux - Droits d'inscription	8 249 657	
Jeux - Licences de loterie	7 691 540	
Jeux - Programme provincial des billets à fenêtres	3 772 488	
Jeux - Droits du programme provincial des billets à fenêtres	39 778 065	
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)	54 614	53 982
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	2 475	10 424
<i>Loi sur la protection du consommateur</i>	950	122 575
<i>Loi sur le courtage commercial et immobilier</i>		309 820
<i>Loi sur les commerçants de véhicules automobiles</i>		(9 620)
<i>Loi sur les huissiers</i>	3 245	2 700
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	393 200	345 800
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i>	10 960	12 845
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	3 990	5 090
<i>Loi sur les agences de voyage</i>		83 855
<i>Loi sur les cimetières</i>	747 939	731 265
Constitutions en société	19 911 605	20 336 824
Déclarations annuelles obligatoires	252 493	519 390
Recherches, certificats et hypothèques	3 222 183	3 376 128

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Enregistrement de noms commerciaux	10 001 637	10 286 222
En dehors de la province	113 449	104 007
Sociétés en nom collectif	158 132	182 689
<i>Loi sur l'enregistrement des droits</i>		
<i>immobiliers</i>	33 361 788	42 523 739
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	40 146 460	36 558 203
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	10 679 325	9 940 483
<i>Loi sur le mariage</i>	3 036 998	2 903 865
<i>Loi sur le changement de nom</i>	912 834	878 479
<i>Loi sur les mécaniciens d'exploitation</i>		98 102
<i>Loi sur les chaudières et appareils sous</i>		
<i>pression</i>		369 459
<i>Loi sur les ascenseurs et appareils de</i>		
<i>levage</i>		861 114
<i>Loi sur les attractions</i>		23 836
<i>Loi sur les hydrocarbures et Loi sur</i>		
<i>la manutention de l'essence</i>		421 343
<i>Loi sur les articles remboursés</i>		114 311
<i>Loi sur la Commission des courses de chevaux</i>	4 166 517	4 154 987
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	59 210	44 779
<i>Loi sur les cinémas</i>	2 929 667	2 929 224
Paiements des organismes d'application	2 843 932	2 103 680
	<u>711 976 937</u>	<u>646 056 183</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	142 590	107 556
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	22 198	271 133
Publications	20 100	2 525
	<u>42 298</u>	<u>273 658</u>
REDEVANCES		
Redevances Teranet - FIEF	10 270 787	12 257 832
Intérêts reportés - FIEF		510 805
	<u>10 270 787</u>	<u>12 768 637</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	672 862	183 177
DIVERS		
Commission des jeux - Surplus	450 351	21 669 227
Autres	352 641	89 410
	<u>802 992</u>	<u>21 758 637</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>1 500 096 152</u>	<u>1 426 302 829</u>

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	335 726	301 872
Montants non réclamés	56 804	220 173
Dépôt de garantie - Commission des sports professionnels	11 023	(5 590)
Dépôts au titre de terres étrangères		(8 538)
<i>Loi sur les huissiers</i>	(459)	
Obligations de garantie - <i>Loi sur la protection du consommateur</i>	(34 076)	(2 243)
Obligations de garantie - <i>Loi sur le courtage commercial et immobilier</i>	(14 577)	(79 298)
Obligations de garantie - <i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	(20 580)	24 497
Dédommagements	(4 000)	9 000
Commission des jeux - Fonds d'administration générale	1 835 937	(15 081 450)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>2 165 798</u>	<u>(14 621 577)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-132
DÉVELOPPEMENT DU NORD	4-134
MINES ET MINÉRAUX	4-136
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-132
SOMMAIRE	4-131
ÉTAT DES RECETTES	4-138
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-138

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
10 738 904	Administration du ministère	9 393 752	8 988 718
18 138 310	Développement du Nord	22 879 900	22 761 301
22 571 810	Mines et minéraux	32 613 200	26 701 279
<u>51 449 024</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>64 886 852</u>	<u>58 451 298</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>51 449 024</u>	Total des dépenses	<u>64 886 852</u>	<u>58 451 298</u>
		CAPITAL	
203 202 288	Développement du Nord	213 294 300	205 627 082
<u>203 202 288</u>	Total (Capital) du ministère	<u>213 294 300</u>	<u>205 627 082</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>203 202 288</u>	Total des dépenses	<u>213 294 300</u>	<u>205 627 082</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2201 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	9 003 100	346 500	9 349 600	Administration du ministère	8 961 064
	<u>9 003 100</u>	<u>346 500</u>	<u>9 349 600</u>		<u>8 961 064</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 499
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>9 047 252</u>	<u>346 500</u>	<u>9 393 752</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>8 988 718</u>

Description du programme:

Ce programme assure l'orientation collective, fournit des conseils et de l'aide pour la planification des activités et des ressources et veille à la prestation efficace des services administratifs.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	545 782
Traitements et salaires		4 296 726	Avantages sociaux	104 059
Avantages sociaux		884 508	Transports et communications	47 320
Transports et communications		1 726 183	Services	25 574
Services		7 029 403	Fournitures et matériel	14 561
Fournitures et matériel		507 139		<u>737 296</u>
		<u>14 443 959</u>	<i>Services juridiques</i>	
Moins: recouvrement d'autres activités		5 482 895	Traitements et salaires	2 559
		<u>8 961 064</u>	Transports et communications	8 382
			Services	473 489
			Fournitures et matériel	5 631
				<u>490 061</u>
			<i>Services de vérification</i>	
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	123 511
Traitements et salaires	1 122 087		Avantages sociaux	20 834
Avantages sociaux	252 778		Transports et communications	20 740
Transports et communications	309 525		Services	1 738
Services	181 093		Fournitures et matériel	1 470
Fournitures et matériel	245 593	2 111 076		<u>168 293</u>
			<i>Systèmes informatiques</i>	
<i>Services administratifs et financiers</i>			Traitements et salaires	498 521
Traitements et salaires	953 659		Avantages sociaux	99 943
Avantages sociaux	204 805		Transports et communications	1 111 432
Transports et communications	96 595		Services	697 265
Services	5 491 273		Fournitures et matériel	51 145
Fournitures et matériel	59 326			<u>2 458 306</u>
	<u>6 805 658</u>		Moins : recouvrements d'autres activités	883 400
Moins : recouvrements d'autres activités	4 599 495	2 206 163		<u>1 574 906</u>
			<i>Crédits législatifs</i>	
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 499
Traitements et salaires	434 612		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
Avantages sociaux	90 095			<u>27 654</u>
Transports et communications	54 238		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Services	13 695	605 867		<u><u>8 988 718</u></u>
Fournitures et matériel	13 227			
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	615 995			
Avantages sociaux	111 994			
Transports et communications	77 951			
Services	145 276			
Fournitures et matériel	116 186	1 067 402		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2202					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
1	18 904 500	3 975 400	22 879 900	Développement économique du Nord	22 761 301
	<u>18 904 500</u>	<u>3 975 400</u>	<u>22 879 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u>18 904 500</u>	<u>3 975 400</u>	<u>22 879 900</u>	LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	<u>22 761 301</u>
CAPITAL					
2	213 294 300		213 294 300	Développement économique du Nord	205 627 082
	<u>213 294 300</u>	<u></u>	<u>213 294 300</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR	
	<u>213 294 300</u>	<u></u>	<u>213 294 300</u>	LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	<u>205 627 082</u>

Description du programme:

Ce programme permet de recueillir les commentaires et observations des résidents du Nord et de tenir compte de leurs vues et des questions qui les préoccupent au moment d'élaborer les politiques provinciales; diriger les investissements du gouvernement provincial dans l'infrastructure du Nord par le biais du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et du Programme des routes du Nord; fournir une aide aux entreprises; appuyer le commerce, les investissements et les activités de commercialisation; et, grâce à un réseau de bureaux locaux assurer la prestation d'un ensemble de programmes et de services du gouvernement dans le Nord.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD--CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 388 520
Avantages sociaux		1 444 763
Transports et communications		1 414 758
Services		2 925 983
Fournitures et matériel		419 906
Paiements de transfert		
Développement économique . . .	1 515 552	
Services d'emplois d'été	2 919 331	
Fonds de partenariat sectoriel . .	269 500	
Services communautaires	735 492	
Commission de transport		
Ontario Northland	8 812 200	14 252 075
		<u>26 846 005</u>
Moins: recouvrement d'autres ministères		4 084 704
		<u>4 084 704</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		<u><u>22 761 301</u></u>
 CAPITAL		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Acquisition/construction de biens immobiliers	159 484 820	
Acquisition/construction de biens immobiliers - Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario - 2	3 155 726	162 640 546
		<u>162 640 546</u>
Paiements de transfert		
Infrastructure communautaire . .	4 170 883	
Infrastructure de la communauté autochtone	5 200 000	
Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario-2	5 115 225	
Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario	1 002 578	
Routes d'hiver	2 697 850	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000	48 186 536
		<u>210 827 082</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 200 000
		<u>5 200 000</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		<u><u>205 627 082</u></u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2203					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	
1	32 613 200		32 613 200	Compétitivité du secteur minier	26 701 279
	<u>32 613 200</u>		<u>32 613 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	<u>26 701 279</u>

Description du programme:

Ce programme permet de financer l'accès aux droits miniers de la Couronne; faciliter la réalisation de projets par la prestation de services à guichet unique; délivrer des permis; gérer un programme de règlement des différends; surveiller les sites miniers; assurer la prestation de programmes, services et renseignements par le biais de bureaux locaux répartis dans la province et diffuser les données sur les conditions géologiques et l'industrie minière.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX--CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur minier (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 341 072
Avantages sociaux		2 183 852
Transports et communications		1 461 403
Services		8 549 849
Fournitures et matériel		1 865 211
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat sectoriel ..	160 000	
Nord du 51° parallèle	306 983	
Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario	1 992 909	
	<u> </u>	<u>2 459 892</u>
		26 861 279
Moins : recouvrements d'autres ministères		<u>160 000</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		<u><u>26 701 279</u></u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière - <i>Loi sur les mines</i>	1 578 952	1 614 508
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario-1	78 359	7 028 452
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario-2	3 993 092	
	4 071 451	7 028 452
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	18 545	57 177
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>)	698 129	794 199
Frais pour chèques refusés	350	945
	717 024	852 321
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 590	1 765
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	179 682	232 676
Concessions minières	1 172 578	298 503
Permis d'occupation des exploitations minières	112 279	114 537
	1 464 539	645 716
REDEVANCES	3 275 122	1 813 641
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	125 127	71 038
DIVERS		
Autres	51 168	24 454
TOTAL DES RECETTES	11 284 973	12 051 895

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Fonds de réhabilitation des mines	683 748	550 364
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	683 748	550 364

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DU COMMERCE ET DU TOURISME**

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-142
SOUTIEN À L'INDUSTRIE AU COMMERCE ET AU TOURISME	4-144
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-142, 4-144
SOMMAIRE	4-141
ÉTAT DES RECETTES	4-147
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-148
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-148

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
13 861 052	Administration du ministère	13 346 307	13 353 105
237 568 561	Soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme	171 473 700	148 797 819
<u>251 429 613</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>184 820 007</u>	<u>162 150 924</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
177 129 613	Total des dépenses	183 252 707	161 150 924
74 300 000	Total des prêts et dotations en capital	1 567 300	1 000 000
<u>251 429 613</u>		<u>184 820 007</u>	<u>162 150 924</u>
		CAPITAL	
437 044	Soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme		
<u>437 044</u>	Total (Capital) du ministère		
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>437 044</u>	Total des dépenses		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
901 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	12 091 000	1 200 000	13 291 000	Administration du ministère	13 290 211
	<u>12 091 000</u>	<u>1 200 000</u>	<u>13 291 000</u>		<u>13 290 211</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	22 310		22 310	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	29 897
	<u>12 146 307</u>	<u>1 200 000</u>	<u>13 346 307</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>13 353 105</u>

Description du programme:

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	268 147
Traitements et salaires	6 501 930		Avantages sociaux	44 286
Avantages sociaux	1 441 357		Transports et communications	10 508
Transports et communications	651 012		Services	92 122
Services	4 167 181		Fournitures et matériel	11 502
Fournitures et matériel	876 582			<u>426 565</u>
	<u>13 638 062</u>		<i>Services juridiques</i>	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	347 851		Transports et communications	23 001
	<u>13 290 211</u>		Services	1 195 166
			Fournitures et matériel	16 770
				<u>1 234 937</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires	1 503 126		Traitements et salaires	292 219
Avantages sociaux	292 080		Avantages sociaux	49 571
Transports et communications	184 241		Transports et communications	21 042
Services	501 974		Services	92 733
Fournitures et matériels	51 698	2 533 119	Fournitures et matériel	11 097
				<u>466 662</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires	1 274 011		Traitements et salaires	1 046 931
Avantages sociaux	320 651		Avantages sociaux	209 618
Transports et communications	106 737		Transports et communications	181 444
Services	760 519		Services	478 904
Fournitures et matériel	124 935		Fournitures et matériel	568 545
	<u>2 586 853</u>			<u>2 485 442</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	254 200	2 332 653	<i>Crédits législatifs</i>	
			Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	
<i>Ressources humaines</i>				
Traitements et salaires	1 167 437			
Avantages sociaux	213 112			
Transports et communications	72 083			
Services	353 565			
Fournitures et matériel	38 260			
	<u>1 844 457</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	93 651	1 750 806		
<i>Services des communications</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Traitements et salaires	950 059			
Avantages sociaux	312 039			
Transports et communications	51 956			
Services	692 198			
Fournitures et matériel	53 775	2 060 027		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
902 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE AU COMMERCE ET AU TOURISME	
1	49 999 000		49 999 000	Développement des entreprises et de l'emploi	41 779 568
2	33 013 500		33 013 500	Investissement	28 510 995
3	53 999 600	3 400 000	57 399 600	Tourisme	57 294 079
4	10 555 600		10 555 600	Commerce	10 332 495
5	10 591 500		10 591 500	Les Sociétés de développement de l'Ontario	10 547 113
	<u>158 159 200</u>	<u>3 400 000</u>	<u>161 559 200</u>		<u>148 464 250</u>
L				Prêt et dotations <i>Loi sur les sociétés de développement</i>	
L	<u>9 914 500</u>		<u>9 914 500</u>	Perte sur prêts <i>Loi sur L'administration financière</i>	<u>333 569</u>
	<u><u>168 073 700</u></u>	<u><u>3 400 000</u></u>	<u><u>171 473 700</u></u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN À L'INDUSTRIE AU COMMERCE ET AU TOURISME	<u><u>148 797 819</u></u>

Description du programme:

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario en favorisant l'innovation et l'esprit d'entreprise, en gérant les relations de secteurs, en encourageant la suppression des barrières dans le monde des affaires en fournissant des conseils sur les questions liées aux affaires et en prenant l'initiative en matière de politique de développement économique au sein du gouvernement. Ce programme assure la promotion de l'Ontario auprès des grands preneurs de décisions du monde entier, en tant que lieu de choix en matière d'investissements et il travaille en collaboration avec certains investisseurs potentiels envisageant de s'installer en Ontario. Ce programme fait également la promotion de l'Ontario comme destination touristique de choix; il travaille avec l'industrie du tourisme afin de développer l'infrastructure touristique de la province; il gère les organismes et les attractions touristiques du gouvernement, ainsi que ses centres de renseignements touristiques. Ce programme appuie le développement d'une culture dynamique de l'exportation et il travaille avec certaines entreprises ontariennes en vue d'augmenter le nombre d'exportateurs et d'étendre les marchés d'exportation de ces derniers. Ce programme gère également les engagements financiers en cours des programmes d'aide aux entreprises qui ont pris fin, y compris les Sociétés de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Développement des entreprises et de l'emploi (Poste 1)			Investissements stratégiques- Mesures initiatives relatives à l'intérêt	2 633 726 3 092 526
Traitements et salaires		7 210 096		<u>28 510 995</u>
Avantages sociaux		1 393 235	Tourisme (Poste 3)	
Transports et communications		866 007	Traitements et salaires	8 748 587
Services		4 342 169	Avantages sociaux	1 991 265
Fournitures et matériel		538 646	Transports et communications	2 660 582
Paiements de transfert			Services	30 755 757
Aide à l'industrie			Fournitures et matériel	1 252 459
aérospatiale	3 000 000		Paiements de transfert	
Programme d'action communautaire	564 055		Subventions aux associations touristiques	587 800
Programme Canada-Ontario d'aide à la relance des entreprises	4 245 316		Subventions en faveur du développement du tourisme	52 500
Subventions pour appuyer le développement des entreprises	377 000		Société d'exploitation de la Place Ontario	2 890 000
Service ontarien d'innovation et de productivité	222 189		Commission des parcs du Saint- Laurent	4 615 600
Fonds de partenariat sectoriel	977 500		Programme d'encouragement au développement du tourisme	5 232
Programme de dotation en personnel technique	541 923		Subventions pour l'organisation d'événements spéciaux	945 765
Ortech Corporation	12 496 956			<u>9 096 897</u>
Investissement dans les compétences stratégiques	4 985 832		Autres opérations	
Programme de relance du secteur manufacturier	3 216		Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme	1 770 779
Assistance provisoire aux petits entrepreneurs et exploitants du secteur touristique	3 375 081	30 789 068	Prêts de développement touristique - intérêts de productivité	17 753
Autres opérations				<u>1 788 532</u>
Garanties honorées - Programme Étudiants entrepreneurs	218 666		Prêts et dotations en capital	
Garanties honorées - Programme jeunes entrepreneurs	19 298	237 964	Développement du tourisme	1 000 000
		<u>45 377 185</u>		<u>57 294 079</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		3 597 617	Commerce (Poste 4)	
		<u>41 779 568</u>	Traitements et salaires	3 404 731
Investissement (Poste 2)			Avantages sociaux	731 328
Traitements et salaires		3 931 747	Transports et communications	1 059 644
Avantages sociaux		882 366	Services	4 309 313
Transports et communications		1 350 448	Fournitures et matériel	264 890
Services		18 700 291	Paiements de transfert	
Fournitures et matériel		496 196	Secours international en cas de catastrophe	503 953
Paiements de transfert			Jiangsu, China, Ontario Canada-Centre des sciences et de technologie	58 636
Subventions en faveur du développement des investissements		57 421		<u>562 589</u>
Autres opérations			Les Sociétés de développement de l'Ontario (Poste 5)	
Fonds de développement économique-Mesures initiatives relatives à l'intérêt		458 800	Traitements et salaires	2 244 638
			Avantages sociaux	954 296
			Transports et communications	80 674
			Services	4 378 331
			Fournitures et matériel	11 000
			Autres opérations	
			Bonifications d'intérêts- Agence	5 232

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Garanties honorées - Nouvelles entreprises	1 712 529	
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs	62 704	
Garanties honorées - Directe ..	1 102 940	
Garanties honorées - Agence ..	1 770 779	4 654 184
		<u>12 323 123</u>
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités - Dépenses		1 776 010
		<u>10 547 113</u>
Crédits législatifs		
Perte sur prêts-Direct		333 569
		<u>333 569</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME		148 797 819
		<u><u>148 797 819</u></u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord sur le bois d'oeuvre	10 936 855	9 782 380
Canada-Ontario Business Recovery Assistance Program	1 420 152	
	<u>12 357 007</u>	<u>9 782 380</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Fonds d'appui à l'exportation et à l'expansion du commerce - Subventions		58 655
Remboursements de dépenses	107 402	397 084
Sociétés de développement - Traitements et avantages sociaux	757 982	812 637
Sociétés de développement - Recouvrements	972	
Autres	67 577	45 377
	<u>933 933</u>	<u>1 313 753</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	40 420	17 196
Permis d'établissements touristiques	28 580	1 640
Parcs historiques de la Huronie	701 374	538 387
Vieux Fort William	407 781	449 881
Frais pour chèques refusés	140	280
	<u>1 178 295</u>	<u>1 007 384</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	87 381	36 545
Vieux Fort William	203 456	124 055
Autres	17 914	8 916
	<u>308 751</u>	<u>169 516</u>
REDEVANCES		
Redevances		39 725
Dehavilland-redevances	480 920	1 095 819
	<u>480 920</u>	<u>1 135 544</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	897 672	94 816
Remboursements de dépôts de garantie	214	8 764
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	188 754	87 636
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	189 709	152 784
	<u>1 276 349</u>	<u>344 000</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
DIVERS		
Intérêts bancaires		7 779
Vieux Fort William	13 188	6 464
Parcs historiques de la Huronie	8 354	
Société de développement de l'Ontario - Dividendes		40 000 000
Société Bombardier - Intérêts	3 429 990	3 430 000
Société Bombardier inc. Prêts à recouvrer		49 000 000*
Société de développement du transport urbain - Dividendes	17 010 503	
Autres	30 222	68 726
	<u>20 492 257</u>	<u>92 512 969</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>37 027 512</u>	<u>106 265 546</u>

* Afin d'enregistrer le transfert d'un billet à ordre de 49 millions de dollars de la Société Bombardier Inc, détenu par la Société ontarienne de l'aérospatiale, au ministère dans le cadre du démantèlement de la Société.

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Développement du tourisme	1 000 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>1 000 000</u>	<u></u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Palladium Finance Corporation III		25 300 000
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u></u>	<u>25 300 000</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-152
FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	4-154
FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	4-156
FORMATION ET PRÉPARATION À L'EMPLOI	4-158
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-152, 4-154
SOMMAIRE	4-151
ÉTAT DES RECETTES	4-160
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-162
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-162

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
28 337 302	Administration du ministère	28 652 107	26 837 102
6 725 981 812	Formation à l'éducation élémentaire et secondaire	8 843 613 500	11 193 567 617
2 919 151 262	Formation à l'éducation postsecondaire	3 127 962 000	3 103 293 196
251 459 563	Formation et préparation à l'emploi	276 012 500	225 665 312
<u>9 924 929 939</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>12 276 240 107</u>	<u>14 549 363 227</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
9 924 929 939	Total des dépenses	12 276 240 107	12 079 236 445
	Total des prêts et dotations en capital		2 470 126 782
<u>9 924 929 939</u>		<u>12 276 240 107</u>	<u>14 549 363 227</u>
		CAPITAL	
215 184 324	Formation à l'éducation élémentaire et secondaire	429 581 100	356 441 556
91 170 227	Formation à l'éducation postsecondaire	117 052 000	110 698 061
<u>306 354 551</u>	Total (Capital) du ministère	<u>546 633 100</u>	<u>467 139 617</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>306 354 551</u>	Total des dépenses	<u>546 633 100</u>	<u>467 139 617</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1001 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	23 750 000	4 846 800	28 596 800	Administration du ministère	26 781 795
	<u>23 750 000</u>	<u>4 846 800</u>	<u>28 596 800</u>		<u>26 781 795</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>23 805 307</u>	<u>4 846 800</u>	<u>28 652 107</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>26 837 102</u>

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation et de la Formation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation et de la Formation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Services de vérification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	502 256
Traitements et salaires	11 658 770		Avantages sociaux	110 496
Avantages sociaux	3 362 643		Transports et communications	21 325
Transports et communications	1 474 184		Services	59 259
Services	9 280 869		Fournitures et matériel	5 273
Fournitures et matériel	1 005 329			<u>698 609</u>
	<u>26 781 795</u>		<i>Systèmes informatiques</i>	
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	1 625 672
Traitements et salaires	1 681 024		Avantages sociaux	357 648
Avantages sociaux	369 825		Transports et communications	475 375
Transports et communications	151 816		Services	3 338 080
Services	299 953		Fournitures et matériel	351 255
Fournitures et matériel	61 526	2 564 144		<u>6 148 030</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires	3 021 051		Traitement versé au ministre en vertu de	
Avantages sociaux	664 631		la <i>Loi sur le Conseil</i>	
Transports et communications	597 912		<i>exécutif</i>	32 997
Services	3 729 928		Traitement versé aux adjoints	
Fournitures et matériel	337 555	8 351 077	parlementaires en vertu de la	
			<i>Loi sur le Conseil</i>	
<i>Ressources humaines</i>			<i>exécutif</i>	<u>22 310</u>
Traitements et salaires	2 455 108		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Avantages sociaux	1 337 838		PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU	
Transports et communications	66 493		MINISTÈRE	
Services	121 633			<u><u>26 837 102</u></u>
Fournitures et matériel	61 436	4 042 508		
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	2 238 966			
Avantages sociaux	492 573			
Transports et communications	125 358			
Services	465 045			
Fournitures et matériel	161 621	3 483 563		
<i>Services juridiques</i>				
Traitements et salaires	134 693			
Avantages sociaux	29 632			
Transports et communications	35 905			
Services	1 266 971			
Fournitures et matériel	26 663	1 493 864		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1002 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
1	7 643 593 300		7 643 593 300	Politiques et prestation des programmes	7 560 685 298
2	3 817 600	4 720 500	8 538 100	Centre d'études indépendantes	7 652 172
3	53 984 100	2 292 800	56 276 900	Écoles provinciales	55 028 226
	<u>7 701 395 000</u>	<u>7 013 300</u>	<u>7 708 408 300</u>		<u>7 623 365 696</u>
				Contributions gouvernementales <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	
L	1 135 205 200		1 135 205 200		1 107 225 439
	<u>8 836 600 200</u>	<u>7 013 300</u>	<u>8 843 613 500</u>		<u>8 730 591 135</u>
L				Palements aux conseils scolaires	2 462 976 482
	<u>8 836 600 200</u>	<u>7 013 300</u>	<u>8 843 613 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	<u>11 193 567 617</u>
CAPITAL					
4	429 581 100		429 581 100	Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire	356 441 556
	<u>429 581 100</u>		<u>429 581 100</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	<u>356 441 556</u>

Description du programme:

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario dans le but de soutenir la prestation d'une éducation de qualité supérieure pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. L'objectif est de créer, en Ontario un système d'éducation et de formation de haute qualité qui aurait un double avantage: la promotion de l'excellence dans le rendement des élèves et, pour l'Ontario, une plus grande compétitivité sur le marché mondial.

Les éléments-clés du programme sont les suivants: la coordination d'un enseignement et d'un contenu d'apprentissage rigoureux avec des normes de rendement stimulantes, la responsabilité du financement et de l'éducation élémentaire et secondaire et l'administration d'écoles provinciales pour les élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ainsi que pour les élèves en difficulté d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE--CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Paiements de transfert	
Traitements et salaires	18 563 023		Contributions gouvernementales	
Avantages sociaux	5 159 079		<i>Loi sur le régime de</i>	
Transports et communications	6 322 807		<i>retraite des enseignants</i>	1 108 511 921
Services	52 554 805		Moins : recouvrements d'autres	
Fournitures et matériel	6 635 958		ministères	1 286 482
Paiements de transfert				<u>1 107 225 439</u>
Subventions de fonctionnement			Crédits législatifs	
des conseils scolaires	7 094 116 210		Prêts et dotations en capital	
Programmes d'éducation-Autres	361 179 579		Paiements aux conseils	
Subvention à l'Association			scolaires	2 462 976 482
canadienne de l'éducation	137 200			<u>2 462 976 482</u>
Subvention au Centre franco-			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
ontarien de ressources			PROGRAMME DE FORMATION À	
pédagogiques	453 900		L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET	
Subvention au Conseil des			SECONDAIRE	11 193 567 617
ministres de l'éducation				<u><u>11 193 567 617</u></u>
Canada	656 669		CAPITAL	
Subvention à l'Ontario			Soutien à la formation aux paliers	
Federation of School			élémentaire et secondaire (Poste 4)	
Athletic Associations	45 000		Acquisition/construction des	
Projets en langues officielles ..	2 448 665		biens immobiliers	5 610 380
Centre d'animation scolaire de			Paiements de transfert	
l'Ontario	174 300		Subventions d'immobilisations	
Jeunes voyageurs de l'Ontario ..	283 120		-Élémentaire/secondaire	350 525 445
L'Office de la qualité et de			Programme Travaux	
la responsabilité en			d'infrastructure Canada-	
éducation	11 785 600		Ontario 1	305 731
Autres subventions	169 383	7 471 449 626		<u>350 831 176</u>
		<u>7 560 685 298</u>		<u>356 441 556</u>
Centre d'études indépendantes (Poste 2)			TOTAL (CAPITAL) POUR LE	
Traitements et salaires	2 619 520		PROGRAMME DE FORMATION À	
Avantages sociaux	565 889		L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET	
Transports et communications	692 596		SECONDAIRE	356 441 556
Services	2 601 261			<u><u>356 441 556</u></u>
Fournitures et matériel	1 172 906			
		<u>7 652 172</u>		
Écoles provinciales (Poste 3)				
Traitements et salaires	35 074 537			
Avantages sociaux	6 724 605			
Transports et communications	1 486 036			
Services	7 878 925			
Fournitures et matériel	3 811 248			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt				
aux municipalités	52 875			
		<u>55 028 226</u>		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1003 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	
1	2 360 920 400	10 074 300	2 370 994 700	Colleges et universités	2 370 532 030
2	752 723 600	4 243 700	756 967 300	Soutien aux étudiants	732 761 166
	<u>3 113 644 000</u>	<u>14 318 000</u>	<u>3 127 962 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	<u>3 103 293 196</u>
CAPITAL					
3	117 052 000		117 052 000	Soutien à la formation postsecondaire	110 698 061
	<u>117 052 000</u>		<u>117 052 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	<u>110 698 061</u>

Description du programme:

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier dans le but d'aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs du gouvernement en matière de politiques économiques et sociales en vue de fournir une éducation postsecondaire de qualité supérieure qui soit responsable, pertinente et accessible à tous.

Les éléments-clés du programme incluent la gestion d'un programme d'aide financière aux étudiants de l'Ontario l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités, l'élaboration de politiques et de programmes liés au financement, à la gestion et aux programmes des collèges et des universités, et la réglementation des collèges et des écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE--CRÉDIT 1003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			CAPITAL	
Colleges et universités (Poste 1)			Soutien à la formation postsecondaire (Poste 3)	
Traitements et salaires		4 572 783	Paiements de transfert	
Avantages sociaux		993 334	Subventions d'immobilisations-	
Transports et communications		793 133	postsecondaire	75 469 601
Services		1 696 089	Programme Travaux	
Fournitures et matériel		127 755	d'infrastructure Canada/	
Paiements de transfert			Ontario-2	35 228 460
Groupe d'étude sur les				<u>110 698 061</u>
programmes d'aide à				<u>110 698 061</u>
l'apprentissage	5 239 087		TOTAL (CAPITAL) POUR LE	
Subventions pour les coûts de			PROGRAMME DE FORMATION À	
fonctionnement des collèges ..	727 576 500		L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	<u><u>110 698 061</u></u>
Subventions pour les coûts de				
fonctionnement des				
universités	1 596 513 999			
Subventions versées en				
compensation des impôts aux				
municipalités	26 999 250			
Autres subventions	20 100	2 356 348 936		
Prêts et dotations en capital				
Prêts au Collège Sheridan		6 000 000		
		<u>2 370 532 030</u>		
Soutien aux étudiants (Poste 2)				
Traitements et salaires		3 921 505		
Avantages sociaux		952 802		
Transports et communications		1 642 982		
Services		3 918 091		
Fournitures et matériel		1 357 009		
Paiements de transfert				
Programme de soutien aux				
étudiants	629 770 777			
Bourses d'échange Ontario-				
Québec	86 000			
Programme de langue seconde ..	1 164 960			
Fonds fiduciaire d'initiative				
pour les étudiantes et				
étudiants de l'Ontario	89 947 040	720 968 777		
		<u>732 761 166</u>		
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE				
PROGRAMME DE FORMATION À				
L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		<u><u>3 103 293 196</u></u>		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1004				PROGRAMME DE FORMATION ET DE	
FONCTIONNEMENT				PRÉPARATION À L'EMPLOI	
1	4 553 000	870 600	5 423 600	Politiques et relations intergouvernementales	5 329 891
2	209 363 800		209 363 800	Préparation à l'emploi	159 516 406
3	58 391 900	2 833 200	61 225 100	Services d'apprentissage et de formation	60 819 015
	<u>272 308 700</u>	<u>3 703 800</u>	<u>276 012 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LA FORMATION ET LA	
				PRÉPARATION À L'EMPLOI	<u>225 665 312</u>

Description du programme:

Ce programme appuie la prestation de programmes et de services visant à : préparer les Ontariennes et Ontariens qui sont sans emploi notamment les jeunes, à se joindre à la population active ou à réintégrer celle-ci; aider les étudiantes et étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer l'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintégration; fournir un apprentissage et une formation de base ainsi que des à l'appui d'un système efficace de formation professionnelle; fournir des services de soutien en matière de politique, de planification, de recherche et d'évaluation des questions afférentes aux marchés du travail et à la formation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI--CRÉDIT 1004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 884 235
Avantages sociaux		639 819
Transports et communications		440 846
Services		1 245 368
Fournitures et matériel		119 623
		<u>5 329 891</u>
Préparation à l'emploi (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 477 532
Avantages sociaux		950 203
Transports et communications		1 843 763
Services		1 480 126
Fournitures et matériel		217 301
Paiements de transfert		
Service d'emploi d'été	23 829 334	
Préparation au milieu de travail	<u>126 718 147</u>	<u>150 547 481</u>
		<u>159 516 406</u>
Services d'apprentissage et de formation (Poste 3)		
Traitements et salaires		11 106 014
Avantages sociaux		2 548 012
Transports et communications		2 970 398
Services		4 500 982
Fournitures et matériel		1 171 639
Paiements de transfert		
Préparation à l'emploi		37 371 670
Prêts et dotations en capital		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		1 150 300
		<u>60 819 015</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		<u><u>225 665 312</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente en vertu de la <i>Loi nationale sur la formation</i>		5 129 771
Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure	33 030 001	35 989 915
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire	6 097 260	5 890 372
Entente spéciale - Initiatives touchant les collèges	3 898 142	9 574 566
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	18 000 000	
Programme travaux d'infrastructure Canada-Ontario	237 593	6 353 451
Programme travaux d'infrastructure Canada-Ontario-2	16 766 764	2 607 454
Commission du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario - Ministère de la Défense nationale	34 156	37 407
Programme canadien de prêts aux étudiants	4 041 750	8 099 549
Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanents	60 379 086	6 251 734
Subventions à des écoles pour élèves aveugles et pour élèves sourds-Indiens visés par un traité	129 600	281 233
Autres		3 304
	<u>142 614 352</u>	<u>80 218 756</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie - Université	79 863	364 523
Autres		25 375
	<u>79 863</u>	<u>389 898</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	701 067	578 928
Certificats - Enseignants, étudiants		8 830
d'études indépendantes - Droits versés pour le Test d'évaluation en éducation générale	138 249	115 257
Système de réponse téléphonique automatisé	311 513	309 446
Droits versés pour les cours de jour	300 970	106 425
Droits de scolarité	289 253	1 710
Droit de dépôt des demandes RAFEO	1 224 913	
Frais pour chèques refusés	31 507	105
Gens de métiers et apprentis	5 768 545	3 497 101
Autres	63 304	64 832
	<u>8 829 321</u>	<u>4 682 634</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	45 883	594 254
Avantages, accessoires	18 350	21 091
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	309 865	6 774
Autres		17 585
	<u>374 098</u>	<u>639 704</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Programme de compensation de dettes par		
remboursements	281 105	
Bourses étudiantes prêts étudiants non remboursés	48 192 915	6 681 476
Fournisseurs	352 483	448 738
Subventions remboursées - Autres	6 336 573	4 021 147
Recouvrement de dépenses des années précédentes -		
Autres	20 009	2 559 789
	<u>55 183 085</u>	<u>13 711 150</u>
DIVERS		
Pénalités -intérêt	904 375	
Autres	18 813	139 047
	<u>923 188</u>	<u>139 047</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>208 003 907</u></u>	<u><u>99 781 189</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Remboursements faits par les municipalités relatifs aux conseils scolaires	1 384 904 455	
Remboursement - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	900	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>1 384 905 355</u>	<u> </u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Taxe sur les produits et services-perçue/versée	157	
Legs et bourses	(6 890)	1 637
Bourses de la reine Élisabeth II		(128 925)
Prix John C. Polanyi	(26 818)	(28 245)
<i>Loi sur les écoles privées de formation professionnelle</i>	(238 299)	99 482
Fonds en fiducie-Initiative du Central Eastern European Technology Institute	(124 332)	131 701
Devry Canada Incorporation in Trust	(1 439 554)	(145 467)
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	112 077	278 622
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(1 723 659)</u>	<u>208 805</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-166
DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	4-168
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	4-170
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-166
SOMMAIRE	4-165
ÉTAT DES RECETTES	4-172
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-172

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
5 291 179	Administration du ministère	7 957 052	7 779 961
9 578 891	Développement et gestion des sources d'énergie	16 840 800	14 872 355
54 122 983	Sciences et technologie	313 944 200	309 888 900
<u>68 993 053</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>338 742 052</u>	<u>332 541 216</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>68 993 053</u>	Total des dépenses	<u>338 742 052</u>	<u>332 541 216</u>
		CAPITAL	
	Sciences et technologie	45 000 000	
<u></u>	Total (Capital) du ministère	<u>45 000 000</u>	<u></u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u></u>	Total des dépenses	<u>45 000 000</u>	<u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2901 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	7 912 900		7 912 900	Administration du ministère	7 735 809
	<u>7 912 900</u>		<u>7 912 900</u>		<u>7 735 809</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>7 957 052</u>		<u>7 957 052</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>7 779 961</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers et de vérification administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires	1 766 112		Services	90 700
Avantages sociaux	337 545			90 700
Transports et communications	395 480		<i>Services informatiques</i>	
Services	4 897 085		Transports et communications .	57 259
Fournitures et matériel	339 587		Services	493 078
	<u>7 735 809</u>		Fournitures et matériel	36 468
				<u>586 805</u>
<i>Bureau principal</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	1 116 696		Traitement versé au ministre en vertu de	
Avantages sociaux	239 180		la <i>Loi sur le Conseil</i>	
Transports et communications .	209 864		<i>exécutif</i>	32 997
Services	79 232		Traitement versé à l'adjoint	
Fournitures et matériel	81 341	1 726 313	parlementaire en vertu de la	
			<i>Loi sur le Conseil</i>	
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>exécutif</i>	11 155
Transports et communications .	8 911			
Services	3 175 836		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Fournitures et matériel	37 028	3 221 775	PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU	
			MINISTÈRE	7 779 961
<i>Ressources humaines</i>				<u><u>7 779 961</u></u>
Services	353 000	353 000		
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	401 259			
Avantages sociaux	64 567			
Transports et communications .	46 450			
Services	430 095			
Fournitures et matériel	20 081	962 452		
<i>Analyse et planification</i>				
Traitements et salaires	248 157			
Avantages sociaux	33 798			
Transports et communications .	72 996			
Services	32 401			
Fournitures et matériel	164 669	552 021		
<i>Services juridiques</i>				
Services	242 743	242 743		

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2902 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	
1	6 165 800		6 165 800	Politiques et programmes	5 627 403
2	6 772 200	2 421 300	9 193 500	Commission de l'énergie de l'Ontario	7 952 553
3	1 481 500		1 481 500	Comité d'établissement de règles du marché	1 292 399
	<u>14 419 500</u>	<u>2 421 300</u>	<u>16 840 800</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	<u>14 872 355</u>

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'élaboration d'un cadre réglementaire et de politiques énergétiques efficaces visant à assurer des prix énergétiques compétitifs, des approvisionnements en énergie sûrs et fiables, ainsi qu'une production et une utilisation d'énergie écologiquement durables.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE--CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 064 071
Avantages sociaux	532 244
Transports et communications	169 224
Services	1 916 424
Fournitures et matériel	187 240
	<u>5 869 203</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères	241 800
	<u>5 627 403</u>
Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 745 047
Avantages sociaux	585 365
Transports et communications	169 839
Services	3 618 197
Fournitures et matériel	834 105
	<u>7 952 553</u>
Comité d'établissement de règles du marché (Poste 3)	
Traitements et salaires	439 288
Avantages sociaux	66 554
Transports et communications	126 004
Services	539 763
Fournitures et matériel	120 790
	<u>1 292 399</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	<u><u>14 872 355</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2903 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	
1	140 694 200	173 250 000	313 944 200	Recherche et développement des technologies	309 888 900
	<u>140 694 200</u>	<u>173 250 000</u>	<u>313 944 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	<u>309 888 900</u>
CAPITAL					
2	45 000 000		45 000 000	Recherche et développement des technologies	
	<u>45 000 000</u>	<u></u>	<u>45 000 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	<u></u>

Description du programme:

Ce programme veille à ce que le développement et l'infrastructure des sciences et de la technologie de l'Ontario soient à la pointe, et à ce qu'ils encouragent des mesures novatrices qui permettront de soutenir la croissance économique, les possibilités d'investissement et la création d'emplois.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE--CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Recherche et développement des technologies (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 427 909
Avantages sociaux		218 317
Transports et communications		153 151
Services		2 016 140
Fournitures et matériel		408 009
Paievements de transfert		
Subventions aux Centres d'excellence		
	32 300 000	
Subventions aux ententes internationales		
	406 471	
Subventions au programmes de sensibilisation aux sciences et à la technologie		
	3 084 500	
Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications		
	6 888 879	
Subventions au Programme de recherche industrielle		
	4 554 492	
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement		
	8 425 902	
Subventions au Programme d'investissement dans le réseau télématiques de l'Ontario		
	5 130	
Fonds ontarien pour l'innovation		
	250 000 000	305 665 374
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
		<u><u>309 888 900</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commision de l'énergie de l'Ontario - Frais d'audience	9 536 830	5 195 081
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	<u>3 350</u>	<u> </u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>1 561</u>	<u> </u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>10 664</u>	<u> </u>
DIVERS	<u>14 014 990</u>	<u> </u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>23 567 395</u></u>	<u><u>5 195 081</u></u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF-NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Taxe sur les produits et services	<u>37</u>	<u> </u>
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u><u>37</u></u>	<u><u> </u></u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-176
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	4-178
CONSERVATION	4-180
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	4-182
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-176
SOMMAIRE	4-175
ÉTAT DES RECETTES	4-184
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-184

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
37 479 778	Administration du ministère	43 775 452	43 686 869
116 874 778	Protection de l'environnement	122 968 900	118 329 403
10 088 530	Conservation	7 899 500	7 234 199
<u>164 443 086</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>174 643 852</u>	<u>169 250 471</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>164 443 086</u>	Total des dépenses	<u>174 643 852</u>	<u>169 250 471</u>
		CAPITAL	
2 482 558	Protection de l'environnement	6 715 600	1 772 477
182 136	Conservation		
87 436 794	Développement des infrastructures	112 000 000	42 210 272
<u>90 101 488</u>	Total (Capital) du ministère	<u>118 715 600</u>	<u>43 982 749</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>90 101 488</u>	Total des dépenses	<u>118 715 600</u>	<u>43 982 749</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	38 716 700	5 014 600	43 731 300	Administration du ministère	43 642 717
	<u>38 716 700</u>	<u>5 014 600</u>	<u>43 731 300</u>		<u>43 642 717</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>38 760 852</u>	<u>5 014 600</u>	<u>43 775 452</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>43 686 869</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, et de vérification administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 399 507
Traitements et salaires	11 564 234		Avantages sociaux	307 710
Avantages sociaux	2 702 260		Transports et communications	39 832
Transports et communications	2 400 139		Services	530 622
Services	26 679 549		Fournitures et matériel	93 382
Fournitures et matériel	1 959 236			<u>2 371 053</u>
	<u>45 305 418</u>		<i>Services juridiques</i>	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 662 701		Transports et communications	98 533
	<u>43 642 717</u>		Services	2 900 496
			Fournitures et matériel	61 466
				<u>3 060 495</u>
<i>Bureau principal</i>			Moins : recouvrements d'autres ministères	242 300
Traitements et salaires	761 875			<u>2 818 195</u>
Avantages sociaux	163 849		<i>Services de vérification</i>	
Transports et communications	145 037		Traitements et salaires	435 227
Services	60 060		Avantages sociaux	103 556
Fournitures et matériel	59 962	1 190 783	Transports et communications	22 278
			Services	56 626
			Fournitures et matériel	24 563
<i>Services administratifs et financiers</i>				<u>642 250</u>
Traitements et salaires	2 403 308		Moins : recouvrements d'autres ministères	90 700
Avantages sociaux	654 480			<u>551 550</u>
Transports et communications	1 680 901		<i>Systèmes informatiques</i>	
Services	19 460 280		Traitements et salaires	1 578 540
Fournitures et matériel	689 372		Avantages sociaux	354 081
	<u>24 888 341</u>		Transports et communications	102 204
Moins : recouvrements d'autres ministères	500 501	24 387 840	Services	2 229 692
			Fournitures et matériel	793 987
				<u>5 058 504</u>
<i>Ressources humaines</i>			Moins : recouvrements d'autres ministères	476 200
Traitements et salaires	2 512 992			<u>4 582 304</u>
Avantages sociaux	644 232		Crédits législatifs	
Transports et communications	133 921		Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
Services	262 533			
Fournitures et matériel	160 782		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
	<u>3 714 460</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères	353 000	3 361 460		
<i>Services des communications</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Traitements et salaires	2 472 785			
Avantages sociaux	474 352			
Transports et communications	177 433			
Services	1 179 240			
Fournitures et matériel	75 722	4 379 532		
			<u><u>43 686 869</u></u>	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1102 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	
1	5 070 400		5 070 400	Administration du programme	3 498 001
2	42 340 800	16 843 000	59 183 800	Services environnementaux	59 179 342
3	58 714 700		58 714 700	Observation des lois	55 652 060
	<u>106 125 900</u>	<u>16 843 000</u>	<u>122 968 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	<u>118 329 403</u>
CAPITAL					
4	6 715 600		6 715 600	Observation des lois	1 772 477
	<u>6 715 600</u>		<u>6 715 600</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	<u>1 772 477</u>

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base liées à la protection de l'environnement en élaborant des plans, des programmes et des partenariats dans le but d'améliorer la qualité de l'air, de l'eau, des terres et des écosystèmes, et en mettant en oeuvre des programmes visant à surveiller, à évaluer et à assurer l'application des règlements et des politiques du ministère.

Le Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 h sur 24 pour recueillir des renseignements sur les déversements et coordonner les enquêtes en la matière. Un fonds de remise en état de l'environnement appuie les activités d'assainissement, et un laboratoire central apporte son soutien au programme.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT--CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Protection des écosystèmes</i>	
Administration du programme (Poste 1)			Traitements et salaires	14 741 122
Traitements et salaires		1 516 451	Avantages sociaux	3 132 894
Avantages sociaux		398 835	Transports et communications	660 110
Transports et communications		559 043	Services	2 893 382
Services		592 916	Fournitures et matériel	2 391 870
Fournitures et matériel		430 756	Paiements de transfert	
		<u>3 498 001</u>	Subventions à	
Services environnementaux (Poste 2)			Ridgetown	
Traitements et salaires		24 793 746	College, Uni-	
Avantages sociaux		5 306 834	versité de	
Transports et communications		1 064 067	Guelph	41 000
Services		19 253 684		<u>23 860 378</u>
Fournitures et matériel		3 720 011	Observation des lois (Poste 3)	
Paiements de transfert			Traitements et salaires	34 715 542
Subventions à Ridgetown			Avantages sociaux	7 688 358
College, Université de			Transports et communications	1 899 043
Guelph	41 000		Services	5 059 630
Foundation ontarienne de			Fournitures et matériel	4 097 915
régénération des Grand Lacs	5 000 000	5 041 000	Paiements de transfert	
		<u>59 179 342</u>	Subventions pour les ententes	
			en vertu de la partie	
<i>Assainissement de l'air</i>			de la Loi sur la	
Traitements et salaires	4 776 539		protection de	
Avantages sociaux	1 037 692		l'environnement	2 191 572
Transports et communications	235 315			<u>55 652 060</u>
Services	14 943 295		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Fournitures et matériel	824 973	21 817 814	PROGRAMME DE PROTECTION DE	
			L'ENVIRONNEMENT	<u>118 329 403</u>
			CAPITAL	
<i>Assainissement de l'eau</i>			Observation des lois (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 365 857		Services	506 412
Avantages sociaux	909 375		Acquisition/construction de	
Transports et communications	164 450		biens immobiliers	1 266 065
Services	1 382 968			<u>1 772 477</u>
Fournitures et matériel	438 010		TOTAL (CAPITAL) POUR LE	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE PROTECTION DE	
Foundation ontarienne de régé-			L'ENVIRONNEMENT	<u>1 772 477</u>
nération des Grands Lacs	5 000 000	12 260 660		
<i>Assainissement des sols</i>				
Traitements et salaires	910 228			
Avantages sociaux	226 873			
Transports et communications	4 192			
Services	34 039			
Fournitures et matériel	65 158	1 240 490		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1103					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CONSERVATION	
1	1 466 100		1 466 100	Administration du programme	802 591
2	5 524 000	909 400	6 433 400	Conservation et gestion responsable des ressources	6 431 608
	<u>6 990 100</u>	<u>909 400</u>	<u>7 899 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CONSERVATION	<u>7 234 199</u>

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de conservation en encourageant l'utilisation durable de l'eau, des terres, de l'énergie et des ressources matérielles.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONSERVATION--CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du programme (Poste 1)				
Traitements et salaires		455 059		
Avantages sociaux		81 051		
Transports et communications		9 477		
Services		245 988		
Fournitures et matériel		11 016		
		<u>802 591</u>		
Conservation et gestion responsable des ressources (Poste 2)				
Traitements et salaires		4 018 260		
Avantages sociaux		844 522		
Transports et communications		188 549		
Services		1 210 650		
Fournitures et matériel		169 627		
Paiements de transfert Subventions pour le partenariat sectoriel		493 000		
		<u>6 924 608</u>		
Moins : recouvrements d'autres ministères		493 000		
		<u>6 431 608</u>		
 <i>Conservation</i>				
Traitements et salaires	3 079 749			
Avantages sociaux	652 164			
Transports et communications	141 912			
Services	789 077			
Fournitures et matériel	103 266	4 766 168		
 <i>Intendance environnementale</i>				
Traitements et salaires	494 605			
Avantages sociaux	112 316			
Transports et communications	15 124			
Services	296 441			
Fournitures et matériel	24 400	942 886		
		<u>942 886</u>		
			<i>Efficacité des infrastructures</i>	
			Traitements et salaires	443 906
			Avantages sociaux	80 042
			Transports et communications	31 513
			Services	125 132
			Fournitures et matériel	41 961
			Paiements de transfert Subventions pour le partenariat sectoriel	493 000
				<u>1 215 554</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères	493 000
				<u>722 554</u>
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION	<u><u>7 234 199</u></u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1104 CAPITAL				PROGRAMME DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	
1	112 000 000		112 000 000	Infrastructure d'eau et d'égout	42 210 272
	112 000 000		112 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE	42 210 272

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de protection de l'environnement et de conservation en aidant les municipalités à mettre sur pied des installations d'eau et d'eaux usées et à maximiser la capacité et la performance de ces installations

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES--CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
CAPITAL		
Infrastructure d'eau et d'égout (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions-Projets de construction d'aqueducs et d'égouts	29 873 308	
Subventions-Études techniques sur le traitement de l'eau et l'épuration des eaux d'égout	1 242 570	
Fonds provincial de protection des eaux	11 094 394	42 210 272
	<u> </u>	<u>42 210 272</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES		<u>42 210 272</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage	170 490	18 378
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits permis et autorisations	745 088	673 362
Certificats d'autorisation	4 935 788	4 753 125
Frais de laboratoire		25 048
Air pur Ontario	745 234	
	<u>6 426 110</u>	<u>5 451 535</u>
VENTES ET LOCATIONS	82 020	52 715
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	3 346 388	288 906
Autres	617 649	417 382
	<u>3 964 037</u>	<u>706 288</u>
DIVERS		
Autres	473 723	217 662
TOTAL DES RECETTES	<u><u>11 116 380</u></u>	<u><u>6 446 578</u></u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Taxe sur les produits et services-perçue/versée	(160)	(21 248)
Agence ontarienne des eaux - payable		(107 351)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets		
dans des puits à remblai	44 940	37 447
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	198 206	247 822
Fonds en fiducie d'assurance - <i>Loi sur la</i> <i>protection de l'environnement</i>	815 153	720 588
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u><u>1 058 139</u></u>	<u><u>877 258</u></u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-188
BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION	4-190
POLITIQUES ÉCONOMIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	4-193
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	4-195
ÉVALUATION FONCIÈRE	4-197
TRÉSOR	4-199
BUREAU DE LA PRIVATISATION	4-201
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-188, 4-199
SOMMAIRE	4-187
ÉTAT DES RECETTES	4-203
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-205
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-206

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
65 911 418	Administration du ministère	73 940 684	73 623 421
239 551 388	Bureau du budget et de la taxation	378 010 700	344 022 515
16 954 533	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 292 757 000	885 982 273
49 532 276	Réglementation de l'industrie des services financiers	39 284 300	38 969 975
154 916 923	Évaluation foncière	219 560 400	218 365 941
8 191 790 385	Trésor	9 396 000 000	8 907 766 367
3 512 044	Bureau de la privatisation	9 139 400	9 122 090
<u>8 722 168 967</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>11 408 692 484</u>	<u>10 477 852 582</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>8 722 168 967</u>	Total des dépenses	<u>11 408 692 484</u>	<u>10 477 852 582</u>
		CAPITAL	
<u>4 662 152</u>	Politiques économiques, budgétaires et financières		
<u>4 662 152</u>	Total (Capital) du ministère		
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>4 662 152</u>	Total des dépenses		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1201 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	62 515 100	11 355 300	73 870 400	Administration du ministère	73 553 137
	<u>62 515 100</u>	<u>11 355 300</u>	<u>73 870 400</u>		<u>73 553 137</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 977
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>62 585 384</u>	<u>11 355 300</u>	<u>73 940 684</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>73 623 421</u>

Description du programme:

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre, et du sous-ministre des Finances s'occupe des fonctions de planification de consultation et de contrôle pour assurer une direction et une gestion des programmes conformes aux orientations politiques et législatives du gouvernement. Il fournit aussi des services de soutien à l'ensemble du gouvernement, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 258 819
Traitements et salaires	24 161 359		Avantages sociaux	227 369
Avantages sociaux	4 908 540		Transports et communications	17 194
Transports et communications	3 615 131		Services	560 089
Services	30 574 200		Fournitures et matériel	116 746
Fournitures et matériel	10 521 455			<u>2 180 217</u>
		73 780 685	<i>Services juridiques</i>	
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités	227 548		Traitements et salaires	7 346
		<u>73 553 137</u>	Transports et communications	21 922
			Services	2 723 693
			Fournitures et matériel	116 621
				<u>2 869 582</u>
			<i>Services de vérification</i>	
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	1 155 275
Traitements et salaires	1 513 991		Avantages sociaux	238 597
Avantages sociaux	331 662		Transports et communications	36 271
Transports et communications	154 129		Services	70 519
Services	121 906		Fournitures et matériel	73 365
Fournitures et matériel	72 283	2 193 971		<u>1 574 027</u>
			<i>Systèmes d'information</i>	
<i>Services administratifs et financiers</i>			Traitements et salaires	4 652 359
Traitements et salaires	3 519 542		Avantages sociaux	826 382
Avantages sociaux	850 234		Transports et communications	2 105 752
Transports et communications	153 206		Services	15 227 786
Services	6 751 829		Fournitures et matériel	6 650 986
Fournitures et matériel	2 256 064			<u>29 463 265</u>
	13 530 875		<i>Administration des recettes et services à la clientèle</i>	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	227 548	13 303 327	Traitements et salaires	7 297 090
			Avantages sociaux	1 465 469
			Transports et communications	614 012
			Services	2 993 483
			Fournitures et matériel	868 079
				<u>13 238 133</u>
<i>Ressources humaines</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires	3 360 352		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
Avantages sociaux	685 591		Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 977
Transports et communications	84 784		Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
Services	655 226	4 919 848		
Fournitures et matériel	133 895			
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	1 396 585			
Avantages sociaux	283 236			
Transports et communications	427 861			
Services	1 469 669			
Fournitures et matériel	233 416	3 810 767		
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>73 623 421</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1202 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION	
1	9 007 700	518 600	9 526 300	Bureau du budget et de la taxation	9 165 165
2	368 484 400		368 484 400	Recettes fiscales	334 857 350
	<u>377 492 100</u>	<u>518 600</u>	<u>378 010 700</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION	<u>344 022 515</u>

Description du programme:

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales d'une part et les recettes fiscales de l'autre. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales appuie le ministre des Finances et le gouvernement dans l'élaboration des politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et les lois fiscales, les politiques des finances fédérales-provinciales, et les politiques en matière de pensions et de sécurité du revenu; il élabore le budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il gère l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage le respect de la loi en informant les contribuables, en procédant à l'examen indépendant des objections présentées et, pour décourager la fraude et l'évasion fiscale, à des vérifications et au recouvrement des sommes dues. Le programme administre également les subventions et crédits d'impôts.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Impôt-santé des employeurs</i>	
Bureau du budget et de la taxation (Poste 1)			Traitements et salaires	5 675 112
Traitements et salaires		4 917 202	Avantages sociaux	1 224 706
Avantages sociaux		905 734	Transports et communications	1 202 051
Transports et communications		252 242	Services	255 579
Services		2 021 249	Fournitures et matériel	334 008
Fournitures et matériel		1 068 738		<u>8 691 456</u>
		<u>9 165 165</u>	<i>Taxes sur les carburants pour véhicules automobiles et autres taxes et impôts</i>	
Recettes fiscales (Poste 2)			Traitements et salaires	5 662 648
Traitements et salaires		78 861 198	Avantages sociaux	1 154 951
Avantages sociaux		17 277 963	Transports et communications	367 327
Transports et communications		7 297 421	Services	1 476 279
Services		25 557 989	Fournitures et matériel	994 302
Fournitures et matériel		8 550 681		<u>9 655 507</u>
Paiements de transfert			<i>Subventions fiscales et crédits d'impôt</i>	
Régime de revenu annuel garanti	82 772 018		Traitements et salaires	4 578 234
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	114 040 080		Avantages sociaux	909 157
Hommage à Diana, princesse de Galles	500 000	197 312 098	Transports et communications	566 355
		<u>334 857 350</u>	Services	11 956 812
			Fournitures et matériel	2 936 724
<i>Orientation stratégique</i>			Paiements de transfert	
Traitements et salaires	1 070 460		Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	114 040 080
Avantages sociaux	195 656		Régime de revenu annuel garanti	82 772 018
Transports et communications	11 960	1 436 652		<u>217 759 380</u>
Services	44 725		<i>Perception</i>	
Fournitures et matériel	113 851		Traitements et salaires	6 998 610
			Avantages sociaux	1 387 355
<i>Taxes de vente au détail et autres taxes et impôts</i>			Transports et communications	235 833
Traitements et salaires	12 590 619		Services	328 250
Avantages sociaux	2 632 031		Fournitures et matériel	248 591
Transports et communications	2 616 588			<u>9 198 639</u>
Services	985 875		<i>Services aux entreprises</i>	
Fournitures et matériel	1 111 804		Traitements et salaires	3 977 247
Paiements de transfert			Avantages sociaux	717 066
Hommage à Diana, princesse de Galles	500 000	20 436 917	Transports et communications	15 192
			Services	8 206 346
			Fournitures et matériel	416 641
				<u>13 332 492</u>
<i>Impôts des corporations et autres taxes et impôts</i>				
Traitements et salaires	14 764 609			
Avantages sociaux	4 223 292			
Transports et communications	1 248 493			
Services	1 268 460			
Fournitures et matériel	1 379 526	22 884 380		

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Appels en matière fiscale

Traitements et salaires	3 619 507	
Avantages sociaux	702 998	
Transports et communications	45 787	
Services	207 265	
Fournitures et matériel	111 816	4 687 373
	<u> </u>	<u> </u>

Enquêtes spéciales

Traitements et salaires	2 335 103	
Avantages sociaux	420 482	
Transports et communications	147 900	
Services	170 297	
Fournitures et matériel	198 981	3 272 763
	<u> </u>	<u> </u>

*Bureaux régionaux des taxes
et impôts*

Traitements et salaires	17 589 049	
Avantages sociaux	3 710 269	
Transports et communications	839 935	
Services	658 101	
Fournitures et matériel	704 437	23 501 791
	<u> </u>	<u> </u>

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU BUDGET ET DE LA TAXATION		344 022 515
		<u><u> </u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1203 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	
1	11 553 000	348 100	11 901 100	Politiques économiques	11 425 480
2	9 760 700		9 760 700	Politiques budgétaires et financières	8 308 274
3	4 308 500	583 000	4 891 500	Politiques et projet des services financiers	4 665 253
4	866 203 700		866 203 700	Stratégie de réinvestissement communautaire	861 583 266
5	400 000 000		400 000 000	Restructuration et autres dépenses	
	<u>1 291 825 900</u>	<u>931 100</u>	<u>1 292 757 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES ...	<u>885 982 273</u>

Description du programme:

Ce programme élabore et met en oeuvre des stratégies économiques et financières saines de manière à stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il assure une planification et une gestion financières efficaces des dépenses publiques de manière à réaliser les objectifs du gouvernement en matière d'élimination du déficit; il élabore des politiques et un cadre législatif pour l'industrie des services financiers de l'Ontario; il veille à l'établissement de normes pour assurer la haute qualité des finances publiques par le biais de la mise en oeuvre de politiques, de pratiques et de contrôles financiers efficaces.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES--CRÉDIT 1203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 621 173
Avantages sociaux		1 001 043
Transports et communications		148 969
Services		5 214 649
Fournitures et matériel		418 446
Paiements de transfert		
Subvention de soutien à la		
recherche sur la politique		
économique		118 000
		<u>11 522 280</u>
Moins: recouvrements d'autres		
ministères		96 800
		<u>11 425 480</u>
Politiques budgétaires et financières (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 879 139
Avantages sociaux		1 172 171
Transports et communications		302 591
Services		1 587 059
Fournitures et matériel		367 314
		<u>8 308 274</u>
Politiques et projet des services		
financiers (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 636 854
Avantages sociaux		288 249
Transports et communications		78 748
Services		2 236 860
Fournitures et matériel		424 542
		<u>4 665 253</u>
Stratégie de réinvestissement		
communautaire (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Fonds de réinvestissement		
communautaire	860 778 750	
Autres subventions aux		
municipalités	<u>804 516</u>	861 583 266
		<u>861 583 266</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DES POLITIQUES		
ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET		
FINANCIÈRES		
		<u><u>885 982 273</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1204				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE	
FONCTIONNEMENT				L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	
1	34 182 200	942 800	35 125 000	Activités de réglementation des services	35 086 725
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
3	1 000	4 157 300	4 158 300	Soutien à la réglementation des valeurs mobilières	3 883 250
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LA RÉGLEMENTATION DE	
				L'INDUSTRIE DES SERVICES	
				FINANCIERS	38 969 975
	<u>34 184 200</u>	<u>5 100 100</u>	<u>39 284 300</u>		

Description du programme:

Les activités de réglementation de l'industrie des services financiers assurent la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des secteurs de l'assurance, des établissements de dépôt (compagnies de prêt et de fiducie de l'Ontario, coopératives de crédit, caisses populaires et courtiers en hypothèques) et des régimes de retraite privés de l'Ontario. Le principal objet du programme est de protéger l'intérêt du public, de renforcer la confiance de celui-ci, et de créer un climat d'affaires propice à l'augmentation de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et des préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

La réglementation relative aux valeurs mobilières, en Ontario, relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Le 1^{er} novembre 1997, la CVMO est devenue un organisme autofinancé; elle finance ses activités par le biais des droits qu'elle perçoit. En attendant que la Commission ait élaboré sa propre capacité de prestation, le ministère continuera de fournir les services réglementaires et connexes de soutien en vertu des modalités énoncées dans un accord de prestation de services, selon le principe de récupération des coûts. Depuis le 1^{er} novembre 1997, le ministère des Finances récupère les coûts engagés à l'occasion de la prestation de services réglementaires au nom de la CVMO. Cet accord se poursuivra en 1998-1999, jusqu'à la fin des négociations sur le transfert à la Commission du personnel et des éléments d'actifs.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS--CRÉDIT 1204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Activités de réglementation des services (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 445 057
Avantages sociaux	3 713 977
Transports et communications	1 021 932
Services	11 186 709
Fournitures et matériel	719 050
	<u>35 086 725</u>
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	834 718
Avantages sociaux	222 056
Transports et communications	33 393
Services	2 775 599
Fournitures et matériel	56 039
	<u>3 921 805</u>
Moins: recouvrements des dépenses administratives	3 921 805
	<u> </u>
Soutien à la réglementation des valeurs mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	9 414 434
Avantages sociaux	3 651 899
Transports et communications	398 661
Services	4 229 066
Fournitures et matériel	378 716
	<u>18 072 776</u>
Moins: recouvrements	14 189 526
	<u>3 883 250</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	<u><u>38 969 975</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1205					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	
1	115 520 500	97 486 100	213 006 600	Financement provisoire des services de soutien à l'évaluation foncière	211 812 877
2	6 553 800		6 553 800	Système d'évaluation foncière équitable de l'Ontario	6 553 064
	<u>122 074 300</u>	<u>97 486 100</u>	<u>219 560 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	<u>218 365 941</u>

Description du programme:

À la suite des recommandations et annonces faites devant l'Assemblée législative en janvier 1997 par le Comité chargé de déterminer qui fait quoi, deux nouvelles mesures importantes ont été ajoutées au programme. La première est une réévaluation à l'échelle de la province en vue d'établir le Système d'évaluation foncière équitable de l'Ontario. La deuxième concerne le transfert des responsabilités aux municipalités, en matière de prestation des services d'évaluation.

L'évaluation foncière en Ontario est du ressort de la Société ontarienne d'évaluation foncière depuis le 1^{er} janvier 1998. En attendant que la Société ait élaboré sa propre capacité de prestation, le ministère continuera de fournir des services de soutien en vertu des modalités énoncées dans un accord de prestation, de services, selon le principe de récupération des coûts. Cet accord se poursuivra en 1998-1999, jusqu'à la fin des négociations sur le transfert à la Société du personnel et des éléments d'actifs.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE--CRÉDIT 1205

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Financement provisoire des services de soutien à l'évaluation foncière (Poste 1)	
Traitements et salaires	71 534 961
Avantages sociaux	39 623 280
Transports et communications	2 978 643
Services	14 590 377
Fournitures et matériel	3 618 116
Paiements de transfert	
Société ontarienne	
d'évaluation foncière	79 467 500
	<u>211 812 877</u>
Système d'évaluation foncière équitable de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 282 053
Avantages sociaux	323 747
Transports et communications	34 756
Services	3 912 508
	<u>6 553 064</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	<u><u>218 365 941</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU TRÉSOR	
L	9 396 000 000		9 396 000 000	Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 907 766 367
	<u>9 396 000 000</u>	<u></u>	<u>9 396 000 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR	<u>8 907 766 367</u>

Description du programme:

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et le fonctionnement des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et d'autres tâches d'administration financière. Il s'occupe en outre d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province, de manière à faciliter les démarches d'emprunt; il assure la liaison avec les sociétés et organismes de la Couronne pour les questions de financement, y compris les garanties par la province des prêts accordés à ces sociétés et organismes, et agit à titre de gardien et d'agent financier des titres de la province et de certains de ses organismes. Il doit aussi veiller au fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui est une institution de dépôt, ainsi qu'émettre des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR--CRÉDIT L

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
Émis à des fins générales		5 508 194 527
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada		1 151 509 703
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario		1 583 110 326
Régime de retraite des fonctionnaires		427 361 982
Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique l'Ontario		203 020 281
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario		63 765 447
Société de logement de l'Ontario		102 149 233
Société canadienne d'hypothèques et de logement		22 667 413
Collèges des arts appliqués et de la technologie		8 448 038
Autres		1 063 058
		<u>9 071 290 008</u>
Intérêts sur les dépôt à la Caisse d'épargne de l'Ontario		111 222 694
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		(46 653 144)
		<u>9 135 859 558</u>
Moins: Intérêts sur les investissements		228 093 191
		<u>8 907 766 367</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		<u><u>8 907 766 367</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1206					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION	
1	4 135 500	5 003 900	9 139 400	Bureau de la privatisation	9 122 090
	<u>4 135 500</u>	<u>5 003 900</u>	<u>9 139 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u><u>4 135 500</u></u>	<u><u>5 003 900</u></u>	<u><u>9 139 400</u></u>	LE BUREAU DE LA PRIVATISATION . .	<u><u>9 122 090</u></u>

Description du programme:

Le Bureau de la privatisation passe en revue les entreprises publiques et les services gouvernementaux afin de déterminer si la participation du gouvernement demeure nécessaire et si oui, dans quelle mesure. Le processus de révision, auquel contribuent les ministères responsables pour le compte du Comité ministériel de la privatisation, consiste entre autres à recueillir les commentaires et les avis du public, des conseillers du secteur des affaires et d'autres parties intéressés. Une fois que le Conseil des ministres, à la lumière des recommandations du Comité ministériel de la privatisation, détermine l'orientation à prendre et que les autorisations nécessaires sont obtenus, le Bureau de la privatisation se charge des initiatives de mise en oeuvre.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION--CRÉDIT 1206

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de la privatisation (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 588 651
Avantages sociaux	185 319
Transports et communications	253 007
Services	7 012 713
Fournitures et matériel	82 400
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION	<hr/> 9 122 090 <hr/>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu		
des particuliers	17 752 363 683	17 479 107 410
Crédit d'impôt	(1 004 614 651)	(1 040 000 000)
Taxe de vente au détail	11 410 164 827	10 655 157 198
Impôt des sociétés	7 675 720 111	7 310 597 692
Impôt-santé des employeurs	2 864 422 616	2 733 060 425
Impôt-santé des autonomes	25 721 983	41 129 724
Impôt sur les bénéficiaires miniers	26 704 313	42 577 997
Taxe sur l'essence	2 141 556 268	2 005 130 335
Taxe sur les carburants	589 900 531	566 402 982
IFTA taxe sur les carburants		(3 571 563)
Taxe sur le tabac	471 870 793	431 387 212
Droits de cession immobilière	486 208 478	541 421 989
Impôt foncier provincial	10 327 413	7 227 345
Taxe sur le pari mutuel	5 245 868	5 352 528
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées	33 137 772	50 150 131
Impôt sur les concentrations commerciales	(1 505 533)	(1 573 175)
Droits de succession	1 630 304	2 686 198
Quote-part de l'impôt sur le revenu prélevé auprès		
des sociétés privées qui gèrent des services		
publics	(2 281 952)	24 223 914
Rentrées brutes de taxes-Loi sur les		
<i>municipalités</i>	51 145 081	48 973 699
Loi de 1998 sur l'administration des		
<i>successions</i>	63 632 061	
Autres		3 012 821
	<u>42 601 349 966</u>	<u>40 902 454 862</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Transfert canadien en matière de santé et de		
programmes sociaux	3 887 737 583*	3 899 160 000
Subvention annuelle par personne, <i>Loi de</i>		
<i>1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	7 157 739	7 157 739
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	79 860	79 860
	<u>3 894 975 182</u>	<u>3 906 397 599</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements des dépenses - Oshawa	119 437	44 348
Évaluation des coûts de système de santé-subrogation		
d'OHIP Commission d'assurance de l'Ontario	79 127 079	78 331 247
Remaniement des services locaux	124 165 456	
Remboursements des dépenses - Toronto	35 468	25 868
Coûts d'administration pour Ontario Hydro	24 523	3 109
	<u>203 471 963</u>	<u>78 404 572</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits Permis et Autorisations - Oshawa	21 935	26 430
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i>	38 267 479	67 157 103
<i>Loi sur les assurances</i>	21 648 999	22 471 980
<i>Loi sur les régimes de retraite</i>	7 935 029	8 165 902
<i>Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie</i>	1 167 250	1 145 858
<i>Loi sur les courtiers en hypothèques</i>	361 764	371 730
<i>Loi sur les sociétés coopératives</i>	7 820	7 525

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Frais pour chèques refusés - Oshawa	525	245
Frais pour chèques refusés - Toronto	16 890	11 375
Ontario Hydro - Droits de garantie des dettes	155 312 385	155 802 045
Autres - Droits de garantie des dettes	569 957	26 105
	<u>225 310 033</u>	<u>255 186 298</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités-Toronto	9 500	4 000
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Oshawa	378 602	410 436
Ventes et locations - Toronto	1 158 686	56 021
	<u>1 537 288</u>	<u>466 457</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes-Oshawa	979 105	1 250 211
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Toronto	127 139	40 150
Autres - recouvrements	480 268	
Société de développement du Nord de l'Ontario	1 676 663	1 838 437
Société de développement de l'Ontario	3 515 885	5 764 158
Société de développement de l'Est de l'Ontario	898 077	702 611
	<u>7 677 137</u>	<u>9 595 567</u>
DIVERS		
Autre revenus	82 132	11 774
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 680 366	2 721 729
Dons - Fonds ontarien d'initiative	164 365	14 825
Autre revenu-Oshawa	985 774	2 599 018
Autre revenu-Toronto	89 733	383 183
	<u>4 002 370</u>	<u>5 730 529</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>46 938 333 439</u></u>	<u><u>45 158 239 884</u></u>

* Le Ministère des services sociaux et communautaire a récupéré \$5.5M sous Le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) Part III - du Projet de l'activité de travail. Cette rectification a été enregistré sous Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Société de développement de l'Ontario	6 070 158	11 460 822
Société de développement de l'Ontario - Pertes sur prêts	333 569	3 435 722
Société de développement de l'Ontario - Agence pertes sur prêts		9 610 375
Société de développement de l'Ontario - Agence - remboursement du principal	47 177 724	89 743 465
Société de développement de l'Ontario - Programme de relance du secteur manufacturier	584 139	913 036
Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 938 082	5 763 689
Société de développement du Nord de l'Ontario	3 156 312	6 308 328
Office ontarien de financement - financement non fondé sur prêts	126 177 380	1 600 820 009
Office ontarien de financement-Société ontarienne d'aménagement municipal	315 537	322 657
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	380 775	1 226 933
Agence ontarienne des eaux	55 720 117	233 850 209
<i>Loi de Sault Ste Marie</i> - Action	863 577	2 064 177
Bibliothèques publiques		103 000
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	231 699	689 736
Fins éducatives	3 643 304	5 519 887
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>248 592 373</u>	<u>1 971 832 045</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Caisse de retraite des juges provinciaux	22 115 197	20 323 812
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF	(6 667)	(52 682)
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO	(39 814)	(16 581)
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	11 340 204	3 774 364
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	226	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative		(27 628)
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	1 565 336	1 794 172
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	259 805 887	114 724 605
Dépôt de garantie pour contrats-Taxe de vente au détail	10 062	19 469
Montants non-réclamés	175	10 700
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	(3 209 464)	(5 355 089)
Déductions salariales	(2 209 909)	30 198 122
Fonds des producteurs de lait et de crème	176 955	77 020
Réserve pour chèques en circulation	(1 655 423)	(1 748 954)
Obligations d'épargne de l'Ontario - Salaire	83 451	(119 200)
Obligations d'épargne de l'Ontario - LCBO	2 175	(2 175)
Divers	139 500 932	119 128 471
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>427 479 323</u>	<u>282 728 426</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
AFFAIRES FRANCOPHONES	4-210
SOMMAIRE	4-209
ÉTAT DES RECETTES	4-212

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
<u>2 204 711</u>	Affaires francophones	<u>2 708 700</u>	<u>2 614 321</u>
	Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires		
<u>2 204 711</u>	francophones	<u>2 708 700</u>	<u>2 614 321</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>2 204 711</u>	Total des dépenses	<u>2 708 700</u>	<u>2 614 321</u>

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1301					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	
1	2 683 700	25 000	2 708 700	Coordination des Affaires francophones	2 614 321
	<u>2 683 700</u>	<u>25 000</u>	<u>2 708 700</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u><u>2 683 700</u></u>	<u><u>25 000</u></u>	<u><u>2 708 700</u></u>	LES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u><u>2 614 321</u></u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone. Il fournit également des renseignements, conseils d'experts et de l'aide par l'entremise du Fonds de développement économique à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES--CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	965 881
Avantages sociaux	174 959
Transports et communications	105 350
Services	1 005 874
Fournitures et matériel	77 257
Paiements de transfert	
Programme des services en	
français	285 000
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DES AFFAIRES	
FRANCOPHONES	2 614 321
	<hr/> <hr/>

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Mise en oeuvre de la <i>Loi sur les services</i>		
<i>en français</i>	1 061 129	239 879
RECouvreMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u> </u>	<u>2 520</u>
DIVERS	53	27
TOTAL DES RECETTES	<u>1 061 182</u>	<u>242 426</u>

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
OMBUDSMAN ONTARIO	4-216
SOMMAIRE	4-215
ÉTAT DES RECETTES	4-218

OMBUDSMAN ONTARIO
 ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
8 435 000	Ombudsman Ontario	7 993 000	7 989 320
8 435 000	Total (Fonctionnement) pour Ombudsman Ontario	7 993 000	7 989 320
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 435 000	Total des dépenses	7 993 000	7 989 320

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	\$	\$	\$		\$
2301					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO	
1	7 993 000		7 993 000	Ombudsman	7 989 320
	<u>7 993 000</u>		<u>7 993 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	<u>7 989 320</u>

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman règle, après enquête, les plaintes concernant le gouvernement provincial, ses organismes, conseils, commissions et tribunaux, et recommande les mesures correctrices à prendre dans les cas il est déterminé que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte. De plus, l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprendre une enquête lorsqu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO--CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 340 312
Avantages sociaux		958 913
Transports et communications		452 045
Services		1 641 404
Fournitures et matériel		596 646
		<u>7 989 320</u>
<i>Les frais du fonctionnement généraux</i>		
Traitements et salaires	4 189 761	
Avantages sociaux	843 926	
Transports et communications .	452 045	
Services	1 630 265	
Fournitures et matériel	596 646	7 712 643
<i>Coûts de restructuration</i>		
Traitements et salaires	150 551	
Avantages sociaux	114 987	
Services	11 139	276 677
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO		<u><u>7 989 320</u></u>

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS	7 680	
RECouvreMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	96 359	6 736
Autres	21 684	12 452
	<u>118 043</u>	<u>19 188</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>125 723</u>	<u>19 188</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-222
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	4-225
SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE	4-227
SERVICES JURIDIQUES ET AIDE AUX VICTIMES	4-229
DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	4-232
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-222, 4-229
SOMMAIRE	4-221
ÉTAT DES RECETTES	4-234
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-235

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
75 260 876	Administration du ministère	106 235 352	104 537 998
92 096 925	Poursuites contre les criminels	94 618 800	94 793 366
263 307 982	Services de justice familiale	298 816 100	296 436 555
62 890 530	Services juridiques et aide aux victimes	48 365 600	47 004 576
240 610 235	Services aux tribunaux	246 184 300	245 470 110
<u>734 166 548</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>794 220 152</u>	<u>788 242 605</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>734 166 548</u>	Total des dépenses	<u>794 220 152</u>	<u>788 242 605</u>
		CAPITAL	
2 200 000	Administration du ministère	3 261 500	3 253 302
44 589 952	Services aux tribunaux	88 500 000	70 142 435
<u>46 789 952</u>	Total (Capital) du ministère	<u>91 761 500</u>	<u>73 395 737</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>46 789 952</u>	Total des dépenses	<u>91 761 500</u>	<u>73 395 737</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
301 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	105 643 500	547 700	106 191 200	Administration du ministère	104 493 846
	<u>105 643 500</u>	<u>547 700</u>	<u>106 191 200</u>		<u>104 493 846</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>105 687 652</u>	<u>547 700</u>	<u>106 235 352</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>104 537 998</u>
CAPITAL					
2	2 200 000	1 061 500	3 261 500	Renouvellement des installations	3 253 302
	<u>2 200 000</u>	<u>1 061 500</u>	<u>3 261 500</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>3 253 302</u>

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère. La Division des politiques et de la planification opérationnelles offre un appui et des conseils stratégiques au ministère dans les domaines des politiques, de la planification des activités et des finances, des ressources humaines, de la recherche et de l'analyse, de la gestion de l'information, et de la coordination des principaux comités et projets stratégiques de haut niveau. La Division des services ministériels intégrés en matière de justice offre des services communs de vérification, d'assurance de la qualité, de gestion des immeubles, d'administration et de finances d'accès à l'information et de services en français au ministère du Procureur général et au ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Services des installations</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	900 283
Traitements et salaires		18 229 004	Avantages sociaux	201 112
Avantages sociaux		4 015 236	Transports et communications	60 782
Transports et communications		1 268 936	Services	793 911
Services		80 496 615	Fournitures et matériel	63 337
Fournitures et matériel		812 134		<u>2 019 425</u>
		<u>104 821 925</u>	<i>Loyer-Frais de bail</i>	
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		328 079	Services	77 073 889
		<u>104 493 846</u>		<u>77 073 889</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Planification opérationnelle</i>	
Traitements et salaires	2 024 789		Traitements et salaires	1 425 332
Avantages sociaux	509 828		Avantages sociaux	457 780
Transports et communications	265 643		Transports et communications	46 042
Services	251 968		Services	516 787
Fournitures et matériel	113 458	3 165 686	Fournitures et matériel	29 089
				<u>2 475 030</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires	6 745 659		Traitements et salaires	2 782 092
Avantages sociaux	1 595 614		Avantages sociaux	538 971
Transports et communications	614 582		Transports et communications	83 858
Services	526 553		Services	203 316
Fournitures et matériel	288 117		Fournitures et matériel	75 434
	<u>9 770 525</u>			<u>3 683 671</u>
Moins : recouvrements d'autres activités	328 079	9 442 446	<i>Élaboration des politiques</i>	
			Traitements et salaires	2 412 042
<i>Services des communications</i>			Avantages sociaux	289 430
Traitements et salaires	1 060 051		Transports et communications	90 077
Avantages sociaux	216 121		Services	233 042
Transports et communications	29 069		Fournitures et matériel	61 944
Services	742 366			<u>3 086 535</u>
Fournitures et matériel	79 739	2 127 346	Crédits législatifs	
			Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
<i>Services de vérification</i>				
Traitements et salaires	878 756			
Avantages sociaux	206 380			
Transports et communications	78 883			
Services	154 783			
Fournitures et matériel	101 016	1 419 818		
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
			<u><u>104 537 998</u></u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CAPITAL	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	3 253 302
	<u>3 253 302</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>3 253 302</u></u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
302 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	
1	2 197 300	115 000	2 312 300	Unité des enquêtes spéciales	2 304 478
2	89 409 600	2 895 900	92 305 500	Droit criminel	91 837 065
	<u>91 606 900</u>	<u>3 010 900</u>	<u>94 617 800</u>		<u>94 141 543</u>
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Paiements en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur le ministère du Trésor</i> <i>et de l'Économie</i>	<u>651 823</u>
	<u>91 607 900</u>	<u>3 010 900</u>	<u>94 618 800</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	<u>94 793 366</u>

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en matière criminelle. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS--CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 525 969
Avantages sociaux		171 326
Transports et communications		172 213
Services		331 390
Fournitures et matériel		103 580
		<u>2 304 478</u>
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		61 344 553
Avantages sociaux		10 792 267
Transports et communications		3 785 799
Services		11 874 290
Fournitures et matériel		2 252 583
Paiements de transfert		
Subventions - Projets spéciaux	375 850	
Projets de justice autochtone	210 067	
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	<u>1 201 656</u>	<u>1 787 573</u>
		<u>91 837 065</u>
Crédits législatifs		
Paiements en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur le ministère du Trésor</i> <i>et de l'Économie</i>		
		<u>651 823</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		<u><u>94 793 366</u></u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
303				PROGRAMME SERVICES DE JUSTICE	
FONCTIONNEMENT				FAMILIALE	
1	53 716 000	11 900 700	65 616 700	Services de justice familiale	65 364 194
2	230 129 900	3 069 500	233 199 400	Aide juridique	231 072 361
	<u>283 845 900</u>	<u>14 970 200</u>	<u>298 816 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE . . .	<u>296 436 555</u>

Description du programme:

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, les visites surveillées, la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario, l'exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, la cotisation de la province au Régime d'aide juridique de l'Ontario et le programme de libérations sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
304				PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES ET AIDE	
FONCTIONNEMENT				AUX VICTIMES	
1	9 140 100		9 140 100	Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales	9 137 596
2	6 588 100	3 962 000	10 550 100	Services juridiques	9 495 662
3	2 436 500		2 436 500	Services des conseillers législatifs	1 975 376
4	5 305 000	39 900	5 344 900	Aide aux victimes et aux témoins	5 127 170
5	19 826 000		19 826 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	15 261 658
6	1 067 000		1 067 000	Victimes de mauvais traitements	1 061 940
	<u>44 362 700</u>	<u>4 001 900</u>	<u>48 364 600</u>		<u>42 059 402</u>
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	4 945 174
	<u>44 363 700</u>	<u>4 001 900</u>	<u>48 365 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SERVICES JURIDIQUES ET AIDE AUX VICTIMES	<u>47 004 576</u>

Description du programme:

Ce programme conseille le gouvernement en matière de droit constitutionnel et de droit civil; il s'occupe des affaires de litige civil, du contentieux constitutionnel et des poursuites intentées en vertu des lois provinciales. Il offre des services législatifs et un soutien en matière de questions juridiques au gouvernement et à ses organismes, conseils et commissions. Le programme est chargé du fonctionnement de la Commission de révision de l'évaluation foncière et des commissions royales. Il offre également des services aux victimes et aux témoins d'actes criminels, de même qu'aux victimes de mauvais traitements.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES ET AIDE AUX VICTIMES--CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales (Poste 1)				
Traitements et salaires		3 852 751		
Avantages sociaux		786 913		
Transports et communications		1 200 235		
Services		2 227 202		
Fournitures et matériel		1 070 495		
		<u>9 137 596</u>		
<i>Commissions de révision de l'évaluation foncière</i>				
Traitements et salaires	3 851 221			
Avantages sociaux	786 913			
Transports et communications	1 199 833			
Services	2 226 471			
Fournitures et matériel	1 070 495	<u>9 134 933</u>		
<i>Commissions royales</i>				
Traitements et salaires	1 530			
Transports et communications	402			
Services	731	<u>2 663</u>		
Services juridiques (Poste 2)				
Traitements et salaires		35 894 971		
Avantages sociaux		7 051 803		
Transports et communications		343 186		
Services		1 176 606		
Fournitures et matériel		459 909		
		<u>44 926 475</u>		
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		35 430 813		
		<u>9 495 662</u>		
<i>Droit civil et constitutionnel</i>				
Traitements et salaires	6 431 048			
Avantages sociaux	1 481 397			
Transports et communications	342 211			
Services	963 898			
Fournitures et matériel	459 672			
	<u>9 678 226</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	192 154	<u>9 486 072</u>		
			<i>Services juridiques détachés</i>	
			Traitements et salaires	29 463 923
			Avantages sociaux	5 570 406
			Transports et communications	975
			Services	212 708
			Fournitures et matériel	237
				<u>35 248 249</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	9 590
				<u>9 590</u>
			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
			Traitements et salaires	2 903 913
			Avantages sociaux	536 117
			Transports et communications	52 756
			Fournitures et matériel	83 601
				<u>3 576 387</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 601 011
				<u>1 975 376</u>
			Aide aux victimes et aux témoins (Poste 4)	
			Traitements et salaires	3 736 417
			Avantages sociaux	769 888
			Transports et communications	153 956
			Services	346 422
			Fournitures et matériel	120 487
				<u>5 127 170</u>
			Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 5)	
			Traitements et salaires	1 529 593
			Avantages sociaux	300 225
			Transports et communications	283 228
			Services	522 344
			Fournitures et matériel	33 161
			Paiements de transfert Indemnisation des victimes d'actes criminels	12 593 107
				<u>15 261 658</u>
			Victimes de mauvais traitements (Poste 6)	
			Traitements et salaires	99 226
			Avantages sociaux	18 197
			Transports et communications	5 412
			Services	21 441
			Fournitures et matériel	6 678
			Paiements de transfert Indemnisation des victimes de mauvais traitements dans les établissements provinciaux	910 986
				<u>1 061 940</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES ET AIDE AUX VICTIMES--CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Crédits législatifs

Loi sur les actions contre la

Couronne 4 945 174

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES

ET AIDE AUX VICTIMES 47 004 576

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
305					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	
1	164 401 600	1 431 100	165 832 700	Administration de la justice	165 449 438
2	80 243 700	107 900	80 351 600	Services judiciaires	80 020 672
	<u>244 645 300</u>	<u>1 539 000</u>	<u>246 184 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>245 470 110</u>
CAPITAL					
3	88 500 000		88 500 000	Construction de tribunaux	70 142 435
	<u>88 500 000</u>	<u></u>	<u>88 500 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>70 142 435</u>

Description du programme:

Ce programme prévoit les services administratifs des cours civiles, criminelles et de la famille de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX--CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires		98 880 644
Avantages sociaux		21 246 782
Transports et communications		7 948 507
Services		28 212 230
Fournitures et matériel		9 075 175
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600	
Subvention-Service d'orientation aux familles de Frontenac	76 500	86 100
		<u>165 449 438</u>
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		55 415 302
Avantages sociaux		16 588 843
Transports et communications		2 794 657
Services		3 894 183
Fournitures et matériel		1 188 358
Paiements de transfert		
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques	3 300	
Association des juges de paix ..	1 000	
Institut national de la magistrature	125 029	139 329
		<u>80 020 672</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		<u><u>245 470 110</u></u>
CAPITAL		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		70 142 435
		<u>70 142 435</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		<u><u>70 142 435</u></u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique - Criminel	33 428 508	39 082 288
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	5 053 714	914 091
Travailleurs judiciaires autochtones	735 756	449 764
Autres	690 722	656 074
	<u>39 908 700</u>	<u>41 102 217</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime des obligations alimentaires envers la famille		40 829 096
Bureau du commissaire aux plaintes contre la police		523 681
Le tuteur et curateur public de l'Ontario	18 040 000	17 550 000
Avocat des enfants	84 259	154 457
Local Services Realignment	115 186 983	
Amendes municipales, frais d'administration - remaniement des services locaux	(26 522 858)	
Autres	67 710	
	<u>106 856 094</u>	<u>59 057 234</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Substitut/Frais homologués		67 924 855
Registraires locaux	40 153 329	37 223 542
Procédure/Recherche/Shérifs	4 257 878	10 052 988
Droits d'autres Cours	11 908 233	11 076 234
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	5 526 369	853 287
Frais pour chèques refusés	23 905	26 393
	<u>61 869 714</u>	<u>127 157 299</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	33 448 034	52 075 786
Frais d'administration, municipalités - Lois sur les infractions provinciales	26 522 858	
Cautionnements non réclamés et restitutions	128 746	88 386
Amendes provinciales - Division générale	413 115	578 053
Autres - Code de la Route		81 049 188
	<u>60 512 753</u>	<u>133 791 413</u>
VENTES ET LOCATIONS	210 496	298 318
REDEVANCES		
Redevances relatives aux brefs	918 935	
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	454 652	101 813
DIVERS		
Tuteur et curateur public - Biens en déshérence	1 256 800	226 609
Intérêt		1 700 000
Confiscations - Produits de la criminalité	1 507	
Fonds d'aide aux victimes	10 413 160	7 640 055
Autres	1 612 169	1 716 735
	<u>13 283 636</u>	<u>11 283 399</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>284 014 980</u>	<u>372 791 693</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Taxe sur les produits et services perçue/versée		21
Fonds d'aide aux victimes	8 674 894	8 543 569
Produits de la criminalité	190 981	301 917
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>8 865 875</u>	<u>8 845 507</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-240
RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES	4-242
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	4-244
SERVICES RÉGIONAUX	4-247
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-240
SOMMAIRE	4-239
ÉTAT DES RECETTES	4-250
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-251

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
45 797 522	Administration du ministère	54 669 452	53 517 976
55 523 996	Ressources scientifiques et informatiques	69 380 100	69 377 933
110 723 756	Gestion des richesses naturelles	146 166 300	145 649 532
168 361 702	Services régionaux	203 202 400	196 454 665
<u>380 406 976</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>473 418 252</u>	<u>465 000 106</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>380 406 976</u>	Total des dépenses	<u>473 418 252</u>	<u>465 000 106</u>
		CAPITAL	
26 239 377	Gestion des richesses naturelles	29 011 000	28 016 699
	Services régionaux	185 072 700	185 072 693
<u>26 239 377</u>	Total (Capital) du ministère	<u>214 083 700</u>	<u>213 089 392</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>26 239 377</u>	Total des dépenses	<u>214 083 700</u>	<u>213 089 392</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	54 625 300		54 625 300	Administration du ministère	53 473 824
	<u>54 625 300</u>		<u>54 625 300</u>		<u>53 473 824</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>54 669 452</u>		<u>54 669 452</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>53 517 976</u>

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services généraux, des conseils et de l'appui ainsi qu'une orientation sur plan de l'administration et de la gestion en vue de rehausser les activités fondamentales du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$			
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 055 917	
Traitements et salaires		16 654 341	Avantages sociaux	516 058	
Avantages sociaux		5 150 124	Transports et communications	61 327	
Transports et communications		2 542 539	Services	333 561	
Services		29 006 664	Fournitures et matériel	56 814	3 023 677
Fournitures et matériel		1 175 364			
		<u>54 529 032</u>	<i>Services juridiques</i>		
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		1 055 208	Traitements et salaires	283 154	
		<u>53 473 824</u>	Avantages sociaux	54 925	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications	32 231	
Traitements et salaires	1 832 878		Services	1 822 302	
Avantages sociaux	435 434		Fournitures et matériel	58 551	2 251 163
Transports et communications	951 258				
Services	660 144		<i>Services de vérification</i>		
Fournitures et matériel	344 793	<u>4 224 507</u>	Traitements et salaires	305 357	
<i>Services administratifs et financiers</i>			Avantages sociaux	62 325	
Traitements et salaires	4 963 274		Transports et communications	37 420	
Avantages sociaux	1 107 645		Services	19 162	
Transports et communications	856 576		Fournitures et matériel	1 921	426 185
Services	25 069 717				
Fournitures et matériel	527 559		<i>Crédits législatifs</i>		
	<u>32 524 771</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		32 997
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 055 208	<u>31 469 563</u>	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		11 155
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	5 599 044		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux	2 560 418				<u><u>53 517 976</u></u>
Transports et communications	539 330				
Services	775 946				
Fournitures et matériel	185 412	<u>9 660 150</u>			
<i>Services des communications</i>					
Traitements et salaires	1 614 717				
Avantages sociaux	413 319				
Transports et communications	64 397				
Services	325 832				
Fournitures et matériel	314	<u>2 418 579</u>			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2102 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES	
1	52 078 900	17 301 200	69 380 100	Ressources scientifiques et informatiques	69 377 933
	<u>52 078 900</u>	<u>17 301 200</u>	<u>69 380 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES	<u>69 377 933</u>
	<u><u>52 078 900</u></u>	<u><u>17 301 200</u></u>	<u><u>69 380 100</u></u>		<u><u>69 377 933</u></u>

Description du programme:

Le programme des ressources scientifiques et informatiques fournit une orientation pour le développement et l'application des connaissances scientifiques, la gestion de l'information et la technologie de l'information afin de renforcer la capacité du ministère de contribuer au développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES--CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Ressources scientifiques et informatiques (Poste 1)				
Traitements et salaires		26 183 419		
Avantages sociaux		5 494 067		
Transports et communications		5 369 460		
Services		31 884 081		
Fournitures et matériel		13 673 899		
		<u>82 604 926</u>		
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		<u>13 226 993</u>		
		<u>69 377 933</u>		
<i>Services informatiques</i>				
Traitements et salaires	4 906 647			
Avantages sociaux	1 618 271			
Transports et communications	2 781 024			
Services	19 239 986			
Fournitures et matériel	8 579 321			
	<u>37 125 249</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	4 845 493	<u>32 279 756</u>		
<i>Gestion des forêts</i>				
Traitements et salaires	9,792,594			
Avantages sociaux	1,405,085			
Transports et communications	1,061,211			
Services	3,670,302			
Fournitures et matériel	1,612,017			
	<u>17,541,209</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	3,000,000	<u>14,541,209</u>		
<i>Gestion des pêches et de la faune</i>				
Traitements et salaires	5 227 400			
Avantages sociaux	942 598			
Transports et communications	504 176			
Services	4 618 517			
Fournitures et matériel	2 133 730			
	<u>13 426 421</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	5 381 500	<u>8 044 921</u>		
			<i>Information sur les ressources naturelles</i>	
			Traitements et salaires	6 188 047
			Avantages sociaux	1 522 167
			Transports et communications	997 099
			Services	3 340 999
			Fournitures et matériel	1 314 598
				<u>13 362 910</u>
			<i>Information sur les terres provinciales</i>	
			Traitements et salaires	68 731
			Avantages sociaux	5 946
			Transports et communications	25 950
			Services	1 014 277
			Fournitures et matériel	34 233
				<u>1 149 137</u>
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES	<u><u>69 377 933</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2103 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	
1	81 540 400	52 313 900	133 854 300	Gestion des richesses naturelles	133 338 771
2	11 708 800	603 200	12 312 000	Parcs provinciaux	12 310 761
	<u>93 249 200</u>	<u>52 917 100</u>	<u>146 166 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	<u>145 649 532</u>
CAPITAL					
3	29 011 000		29 011 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	28 016 699
	<u>29 011 000</u>	<u></u>	<u>29 011 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	<u>28 016 699</u>

Description du programme:

Le programme de gestion des richesses naturelles fournit une orientation pour tous les programmes de ressources naturelles du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)				
Traitements et salaires		27 841 336	Traitements et salaires	11 605 520
Avantages sociaux		6 248 089	Avantages sociaux	2 354 795
Transports et communications		5 074 326	Transports et communications ..	2 178 426
Services		63 111 356	Services	24 107 483
Fournitures et matériel		4 705 845	Fournitures et matériel	2 116 879
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Remises fiscales sur les			Aide compensant l'annulation	
forêts aménagées	85 537		de la chasse à l'ours	
Paiements tenant lieu d'impôts			printanière	1 818 357
aux municipalités	4 444 558			<u>44 181 460</u>
Impôts acquittés sur les			Moins : recouvrements d'autres	
biens-fonds provinciaux			ministères et activités	12 220 500
occupés par des locataires ...	49 573			<u>31 960 960</u>
Subventions Office de				
Protection de la nature:			<i>Gestion des terres de</i>	
Frais d'administration	2 928 241		<i>la Couronne</i>	
Programmes relatifs aux			Traitements et salaires	5 617 760
opérations	5 257 560		Avantages sociaux	1 076 715
Réductions fiscales sur les			Transports et communications ..	681 573
terres protégées	49 361		Services	3 733 518
Aide compensant l'annulation			Fournitures et matériel	882 750
de la chasse à l'ours			Paiements de transfert	
printanière	1 818 357		Paiements tenant lieu	
Fonds de fiducie "Patrimoine			d'impôt aux municipalités ...	4 444 558
vital"	30 000 000	44 633 187	Impôts acquittés sur les	
		<u>151 614 139</u>	biensfonds provinciaux	
Moins : recouvrements d'autres			occupés par des locataires ...	49 573
ministères et activités		18 275 368	Subventions	
		<u>133 338 771</u>	Office de Protection de la	
			nature	
			Frais d'administration	2 928 241
			Programmes relatifs aux	
			opérations	5 257 560
			Réductions fiscales sur les	
			terres protégées	49 361
				<u>24 721 609</u>
<i>Gestion des forêts</i>			Parcs provinciaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	10 618 056		Traitements et salaires	26 505 796
Avantages sociaux	2 816 579		Avantages sociaux	4 179 329
Transports et communications ..	2 214 327		Transports et communications	1 739 693
Services	35 270 355		Services	6 154 055
Fournitures et matériel	1 706 216		Fournitures et matériel	9 110 654
Paiements de transfert				<u>47 689 527</u>
Remises fiscales sur les forêts			Moins : recouvrements d'autres	
aménagées	85 537		ministères et activités	35 378 766
Fonds de fiducie				<u>12 310 761</u>
"Patrimoine Vital"	30 000 000			
	<u>82 711 070</u>			
Moins : recouvrements d'autres			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
ministères et activités	6 054 868	76 656 202	PROGRAMME DE GESTION DES	
			RICHESSES NATURELLES	145 649 532
				<u><u>145 649 532</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CAPITAL	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)	
Transports et communications	406 341
Services	15 294 422
Fournitures et matériel	8 002 698
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 466 717
Paiements de transfert	
Office de protection de la nature de la région de Toronto	5 203 249
	<u>30 373 427</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 356 728
	<u>28 016 699</u>
 <i>Infrastructure - Parcs provinciaux</i>	
Transports et communications .	52 750
Services	6 279 291
Fournitures et matériel	5 157 435
Acquisition/construction de biens immobiliers	713 047
	<u>12 202 523</u>
 <i>Autres infrastructures</i>	
Transports et communications .	353 591
Services	9 015 131
Fournitures et matériel	2 845 263
Acquisition/construction de biens immobiliers	753 670
Paiements de transfert	
Office de protection de la nature de la région de Toronto	5 203 249
	<u>18 170 904</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 356 728
	<u>15 814 176</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	<u>28 016 699</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2104					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	
1	68 933 200	2 705 800	71 639 000	Activités régionales	71 509 844
2	42 689 400		42 689 400	Aviation et lutte contre les inondations et les incendies	36 119 546
3	18 000 000	70 874 000	88 874 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	88 825 275
	<u>129 622 600</u>	<u>73 579 800</u>	<u>203 202 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX	<u>196 454 665</u>
CAPITAL					
4	185 072 700		185 072 700	Infrastructure pour les services régionaux	185 072 693
	<u>185 072 700</u>		<u>185 072 700</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX	<u>185 072 693</u>

Description du programme:

Le programme des services régionaux assure la prestation efficace des services régionaux du ministère dans ses points de services.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX--CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Activités régionales (Poste 1)				
Traitements et salaires		62 984 670		
Avantages sociaux		14 986 815		
Transports et communications		5 818 298		
Services		18 729 520		
Fournitures et matériel		9 274 597		
Paiements de transfert				
Emplois d'été	292 929			
Aménagement des ressources des Premières nations	604 972	897 901		
		<u>112 691 801</u>		
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		41 181 957		
		<u>71 509 844</u>		
 <i>Administration régionale</i>				
Traitements et salaires	9 965 907			
Avantages sociaux	3 469 238			
Transports et communications ..	2 574 104			
Services	461 550			
Fournitures et matériel	1 445 459			
	<u>17 916 258</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 710 000	15 206 258		
		<u>15 206 258</u>		
 <i>Gestion des forêts</i>				
Traitements et salaires	17 854 214			
Avantages sociaux	4 178 978			
Transports et communications ..	1 018 469			
Services	9 546 260			
Fournitures et matériel	2 494 765			
	<u>35 092 686</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	7 643 657	27 449 029		
		<u>27 449 029</u>		
 <i>Gestion des pêches et de la faune</i>				
Traitements et salaires	20 893 730			
Avantages sociaux	4 297 055			
Transports et communications ..	1 347 671			
Services	4 723 876			
Fournitures et matériel	4 336 040			
	<u>35 598 372</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	30 828 300	4 770 072		
		<u>4 770 072</u>		
			<i>Gestion des terres de la Couronne</i>	
			Traitements et salaires	11 837 035
			Avantages sociaux	2 555 352
			Transports et communications ..	803 639
			Services	3 843 247
			Fournitures et matériel	932 272
			Paiements de transfert	
			Emplois d'été	292 929
			Aménagement des ressources des Premières nations	604 972
				<u>20 869 446</u>
			 <i>Information sur les ressources naturelles</i>	
			Traitements et salaires	2 433 784
			Avantages sociaux	486 192
			Transports et communications ..	74 415
			Services	154 587
			Fournitures et matériel	66 061
				<u>3 215 039</u>
			 Aviation et lutte contre les inondations et les incendies (Poste 2)	
			Traitements et salaires	20 782 216
			Avantages sociaux	4 755 200
			Transports et communications ..	3 177 456
			Services	16 290 228
			Fournitures et matériel	7 233 444
				<u>52 238 544</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	16 118 998
				<u>36 119 546</u>
			 Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	
			Traitements et salaires	29 590 010
			Avantages sociaux	2 139 341
			Transports et communications ..	2 090 779
			Services	49 191 345
			Fournitures et matériel	10 211 400
				<u>93 222 875</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	4 397 600
				<u>88 825 275</u>
			 TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	<u>196 454 665</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX--CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CAPITAL	
Infrastructure pour les services régionaux (Poste 4)	
Fournitures et matériel	185 072 693
	<u>185 072 693</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	<u><u>185 072 693</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Projet de gestion du Lac Supérieur	188 927	726 205
Agence canadienne de développement international	1 803 762	2 842 411
Affaires indiennes et Nord canadien - Protection contres les incendies de forêts	1 126 418	1 095 510
	<u>3 119 107</u>	<u>4 664 126</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>2 976 366</u>	<u>811 857</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	1 355 816	1 226 222
Autres	603 492	1 671 103
	<u>1 959 308</u>	<u>2 897 325</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>14 098</u>	<u>56 273</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Vente d'immobilisations	1 230 108	562 441
Gestion des biens - Fonds excédentaires	10 071 623	4 953 334
Gestion des biens - Vente d'aéronefs	29 978 136	
Autres	5 253 849	6 561 269
	<u>46 533 716</u>	<u>12 077 044</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	121 107 830	125 956 545
Droits de la Couronne	157 452 258	178 063 158
Ressources pétrolières en mer	3 344 756	3 866 852
Agrégats	864 754	409 365
Autres	358 976	197 717
	<u>283 128 574</u>	<u>308 493 637</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>562 173</u>	<u>1 238 932</u>
DIVERS		
Accès à l'information	3 900	5 471
Autres	973 547	1 483 096
	<u>977 447</u>	<u>1 488 567</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>339 270 789</u></u>	<u><u>331 727 761</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Dépôts garantis - Bois	(37 502)	(119 771)
Dépôts garantis - Autres	19 112	(120 870)
<i>Loi sur les puits d'extraction et les</i>		
<i> carrières</i>	(257 935)	(59 866 199)
<i>Loi sur les ressources en agrégats -</i>		
<i> Municipalités locales</i>	(281 723)	(878 755)
<i>Loi sur les ressources en agrégats - Palier</i>		
<i> supérieur</i>	(36 437)	239 366
Fond de réhabilitation des puits d'extraction et des		
<i> carrières</i>	(6 975)	(872 482)
Fiducie pour régénération forestière	(21 440 854)	6 245 503
Fiducie pour opérations forestière	24 412	221 908
Centre d'information sur le patrimoine naturel	136 802	
Pêche, faune et flore	7 494 009	(8 209 797)
<i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	(149 202)	(250 617)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(14 536 293)</u>	<u>(63 611 714)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-256
SOINS EN ÉTABLISSEMENT	4-259
ASSURANCE-SANTÉ	4-261
SANTÉ MENTALE	4-263
SANTÉ DE LA POPULATION ET SERVICES COMMUNAUTAIRES	4-265
SOINS DE LONGUE DURÉE	4-267
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	4-269
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-256
SOMMAIRE	4-255
ÉTAT DES RECETTES	4-271
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-272

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
124 095 367	Administration du ministère	193 358 829	188 607 945
7 439 752 064	Soins en établissement	8 685 282 500	8 400 950 868
6 500 837 877	Assurance-santé	6 698 829 100	6 696 805 131
732 738 583	Santé mentale	818 928 900	773 628 435
1 005 989 512	Santé de la population et services communautaires	886 873 600	843 637 684
2 456 313 510	Soins de longue durée	2 810 072 100	2 771 543 813
<u>18 259 726 913</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>20 093 345 029</u>	<u>19 675 173 876</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>18 259 726 913</u>	Total des dépenses	<u>20 093 345 029</u>	<u>19 675 173 876</u>
		CAPITAL	
<u>83 947 000</u>	Immobilisations dans le domaine de la santé	<u>469 650 200</u>	<u>171 992 975</u>
<u>83 947 000</u>	Total (Capital) du ministère	<u>469 650 200</u>	<u>171 992 975</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>83 947 000</u>	Total des dépenses	<u>469 650 200</u>	<u>171 992 975</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1401 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	127 106 000	63 880 700	190 986 700	Administration du ministère	186 201 347
2	1 903 000	410 000	2 313 000	Commission ontarienne	2 312 847
	<u>129 009 000</u>	<u>64 290 700</u>	<u>193 299 700</u>		<u>188 514 194</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	55 439
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	4 791
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
L				Pharmacie du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 211
	<u>129 068 129</u>	<u>64 290 700</u>	<u>193 358 829</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>188 607 945</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif à la Commission ontarienne, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services des communications</i>	
Traitements et salaires	42 751 047		Traitements et salaires	2 608 877
Avantages sociaux	9 705 334		Avantages sociaux	494 174
Transports et communications	8 954 826		Transports et communications	1 385 701
Services	69 142 513		Services	11 960 816
Fournitures et matériel	17 138 528		Fournitures et matériel	1 517 752
Paiements de transfert				<u>17 967 320</u>
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	34 208 759		<i>Analyse, recherche et planification</i>	
Projet (an 2000) du secteur de la santé	4 330 827	38 539 586	Traitements et salaires	5 052 639
		<u>186 231 834</u>	Avantages sociaux	949 088
Moins : recouvrements d'autres ministères		30 487	Transports et communications	73 248
		<u>186 201 347</u>	Services	1 620 487
			Fournitures et matériel	235 394
			Paiements de transfert	
			Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	34 208 759
<i>Bureau principal</i>			Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	4 330 827
Traitements et salaires	3 955 661			<u>46 470 442</u>
Avantages sociaux	1 325 874		<i>Services juridiques</i>	
Transports et communications	1 138 586		Traitements et salaires	388 478
Services	6 052 385		Avantages sociaux	49 045
Fournitures et matériel	325 823	12 798 329	Transports et communications	18 086
			Services	2 204 710
			Fournitures et matériel	50 940
				<u>2 711 259</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires	11 359 716		Traitements et salaires	1 181 225
Avantages sociaux	2 773 210		Avantages sociaux	452 256
Transports et communications	1 378 653		Transports et communications	24 112
Services	6 181 347		Services	233 541
Fournitures et matériel	1 005 748		Fournitures et matériel	5 875
	<u>22 698 674</u>			<u>1 897 009</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères	30 487	22 668 187	<i>Systèmes informatiques</i>	
			Traitements et salaires	12 812 675
			Avantages sociaux	2 604 518
			Transports et communications	4 782 727
			Services	40 123 216
			Fournitures et matériel	13 671 950
				<u>73 995 086</u>
<i>Ressources humaines</i>				
Traitements et salaires	5 391 776			
Avantages sociaux	1 057 169			
Transports et communications	153 713			
Services	766 011			
Fournitures et matériel	325 046	7 693 715		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Commission ontarienne (Poste 2)	
Traitements et salaires	508 189
Avantages sociaux	69 242
Transports et communications	222 652
Services	1 488 094
Fournitures et matériel	24 670
	2 312 847
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	55 439
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	4 791
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	22 310
Pharmacie du gouvernement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration</i> <i>financière</i>	11 211
	188 607 945
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	188 607 945

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1402					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT	
1	8 032 951 500	123 131 000	8 156 082 500	Hôpitaux et établissements connexes	8 152 596 652
2	529 200 000		529 200 000	Restructuration des hôpitaux	248 354 216
	<u>8 562 151 500</u>	<u>123 131 000</u>	<u>8 685 282 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LES SOINS EN ÉTABLISSEMENT	<u>8 400 950 868</u>

Description du programme:

Ce programme est responsable de la planification opérationnelle, de l'élaboration des politiques et du financement opérationnel des systèmes d'hôpitaux publics et d'établissements connexes. De plus, il favorise et coordonne la mise en oeuvre des recommandations de la Commission de restructuration des services de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT--CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Hôpitaux et établissements connexes (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 423 136
Avantages sociaux		1 261 880
Transports et communications		374 069
Services		3 688 251
Fournitures et matériel		414 813
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	7 077 078 570	
Exploitation des établissements connexes	876 022 426	
Subventions versées en compensation des taxes municipales-hôpitaux publics	3 829 875	
Enseignement clinique	184 503 632	8 141 434 503
		<u>8 152 596 652</u>
Restructuration des hôpitaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Restructuration des hôpitaux		248 354 216
		<u>248 354 216</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT		<u><u>8 400 950 868</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1403					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
1	5 400 747 700	24 176 200	5 424 923 900	Assurance-santé et prestations	5 424 917 918
2	1 226 455 200		1 226 455 200	Médicaments	1 224 439 839
3	41 178 000	6 272 000	47 450 000	Services de laboratoire	47 447 374
	<u>6 668 380 900</u>	<u>30 448 200</u>	<u>6 698 829 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ASSURANCE-SANTÉ	<u>6 696 805 131</u>

Description du programme:

Ce programme assure la gestion de l'Assurance-santé et des Programmes de médicaments de l'Ontario. L'Assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de service de santé. Les programmes de médicaments vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario. Ce programme assure aussi le fonctionnement des laboratoires de santé publique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ--CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé et prestations (Poste 1)		
Traitements et salaires		45 385 891
Avantages sociaux		10 023 458
Transports et communications		7 836 498
Services		16 930 143
Fournitures et matériel		5 962 593
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre		
des services et soins		
fournis par les médecins et		
autres praticiens	5 336 812 225	
Comité d'étude de la médecine	1 967 110	
		<u>5 338 779 335</u>
		<u>5 424 917 918</u>
Médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 078 119
Avantages sociaux		767 781
Transports et communications		5 451 119
Services		11 941 971
Fournitures et matériel		1 094 696
Paiements de transfert		
Programme de médicaments de		
l'Ontario		1 201 106 153
		<u>1 224 439 839</u>
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		20 425 324
Avantages sociaux		4 838 826
Transports et communications		1 084 297
Services		5 950 455
Fournitures et matériel		12 516 885
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des		
services de laboratoire		2 631 587
		<u>47 447 374</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ ..		<u><u>6 696 805 131</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1404					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE	
1	8 470 600		8 470 600	Administration du programme	5 349 260
2	242 750 200	6 807 100	249 557 300	Services communautaires	210 618 296
3	542 014 400	18 886 600	560 901 000	Services dans les hôpitaux	557 660 879
	<u>793 235 200</u>	<u>25 693 700</u>	<u>818 928 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ MENTALE	<u>773 628 435</u>

Description du programme:

Ce programme est responsable d'établir une structure de gestion unique pour le financement, l'élaboration de politiques et l'évaluation des services de santé mentale dans la collectivité et en établissement. Ces services de santé mentale se concentrent principalement sur les personnes atteintes de maladies mentales graves.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1405 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES	
1	18 258 600	6 400	18 265 000	Promotion de la santé et administration du programme	15 917 238
2	266 872 800	6 428 400	273 301 200	Services de santé communautaire	266 431 728
3	114 559 900	148 900	114 708 800	Santé publique	95 535 626
4	309 368 000		309 368 000	Services de santé d'urgence	298 930 588
5	14 923 300	1 360 400	16 283 700	Conseils régionaux de santé	13 312 685
6	148 190 500	6 756 400	154 946 900	Services des appareils et accessoires fonctionnels	153 509 819
	<u>872 173 100</u>	<u>14 700 500</u>	<u>886 873 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ DE LA POPULATION ET LES SERVICES COMMUNAUTAIRES .	<u>843 637 684</u>

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les collectivités, ainsi que la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, et la planification en cas de sinistre.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES--CRÉDIT 1405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Promotion de la santé et administration du programme (Poste 1)			Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	236 514
Traitements et salaires	1 856 700		Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	67 165
Avantages sociaux	376 696		Association pour la santé publique de l'Ontario	121 500
Transports et communications	190 291			90 344 329
Services	1 429 674			<u>95 535 626</u>
Fournitures et matériel	89 984		Services de santé d'urgence (Poste 4)	
Paiements de transfert			Traitements et salaires	39 852 290
Programme de promotion de la santé	11 973 893		Avantages sociaux	9 137 793
	<u>15 917 238</u>		Transports et communications	2 841 601
Services de santé communautaire (Poste 2)			Services	20 827 249
Traitements et salaires	1 464 788		Fournitures et matériel	11 945 283
Avantages sociaux	339 877		Paiements de transfert	
Transports et communications	58 406		Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux	10 722 342
Services	266 519		Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	203 604 030
Fournitures et matériel	68 104			<u>214 326 372</u>
Paiements de transfert				<u>298 930 588</u>
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	18 573 557		Conseils régionaux de santé (Poste 5)	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	8 591 852		Traitements et salaires	3 004 470
Établissements de santé autonomes	10 271 317		Avantages sociaux	760 390
Centres de santé communautaire	103 997 465		Transports et communications	176 712
Services de sages-femmes	17 813 255		Services	764 819
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord	4 837 500		Fournitures et matériel	271 205
Programme de lutte contre la toxicomanie	100 149 088		Paiements de transfert	
	<u>264 234 034</u>		Conseils régionaux de santé	8 335 089
	<u>266 431 728</u>			<u>13 312 685</u>
Santé publique (Poste 3)			Service des appareils et accessoires fonctionnels (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 754 119		Traitements et salaires	1 928 164
Avantages sociaux	599 538		Avantages sociaux	413 843
Transports et communications	508 191		Transports et communications	155 838
Services	981 282		Services	1 075 168
Fournitures et matériel	348 167		Fournitures et matériel	122 639
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Organismes locaux officiels			Services des appareils et accessoires fonctionnels	90 796 532
responsables de la santé	19 737 506		Programme d'oxygénothérapie à domicile	59 017 635
Planification familiale	118 291			<u>149 814 167</u>
Orthophonie et audiologie	17 096 196			<u>153 509 819</u>
Épidémies	39 567 177		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES	<u>843 637 684</u>
Prévention et contrôle du sida	11 512 921			
Prévention de la tuberculose	1 575 645			
Lutte contre les maladies vénéériennes	311 414			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1406					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE	
1	7 994 900		7 994 900	Administration des programmes et des projets	7 968 194
2	1 323 492 300	66 592 100	1 390 084 400	Établissements de soins de longue durée	1 354 847 387
3	1 351 260 500	60 732 300	1 411 992 800	Services communautaires	1 408 728 232
	<u>2 682 747 700</u>	<u>127 324 400</u>	<u>2 810 072 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS DE LONGUE DURÉE	<u>2 771 543 813</u>

Description du programme:

Il s'agit d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques et programmes destinés à offrir de façon efficace des services aux personnes âgées, aux adultes ayant un handicap physique et aux personnes qui ont besoin de services à domicile ou à l'école. Il offre, entre autres, des services de soutien en établissement et dans la collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE--CRÉDIT 1406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration des programmes et des projets (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 069 854
Avantages sociaux		924 762
Transports et communications		290 603
Services		849 755
Fournitures et matériel		340 419
Paiements de transfert		
Année internationale des personnes âgées		492 801
		<u>7 968 194</u>
Établissements de soins de longue durée (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 685 484
Avantages sociaux		329 455
Transports et communications		1 610 097
Services		1 501 622
Fournitures et matériel		844 620
Paiements de transfert		
Établissements de soins de longue durée		1 345 876 109
		<u>1 354 847 387</u>
Services communautaires (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 061 474
Avantages sociaux		1 703 731
Transports et communications		771 708
Services		568 391
Fournitures et matériel		293 319
Paiements de transfert		
Services professionnels	628 593 000	
Services d'aides familiales	427 503 484	
Logements avec services de soutien	39 440 749	
Services aux victimes de traumatismes crâniens	30 543 192	
Services d'auxiliaires à domicile	104 133 624	
Centres pédiatriques	30 043 992	
Services de soutien communautaire	141 071 568	
		<u>1 401 329 609</u>
		<u>1 408 728 232</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE		
		<u><u>2 771 543 813</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1407 CAPITAL				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	
1	469 650 200		469 650 200	Immobilisations dans le domaine de la santé	171 992 975
	469 650 200		469 650 200	TOTAL (CAPITAL) POUR L'IMMOBILISATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	171 992 975

Description du programme:

Ce programme est responsable du processus de planification des immobilisations et de l'élaboration des politiques en la matière; il accorde les subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres de santé communautaires et les centres de soins de longue durée.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ--CRÉDIT 1407

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
CAPITAL		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Acquisition/construction des biens immobiliers		1 802 093
Paiements de transfert		
Immobilisations dans le domaine de la santé	79 099 016	
Travaux d'infrastructure		
Canada /Ontario - 2	91 091 866	170 190 882
		<u>171 992 975</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		<u><u>171 992 975</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langue française	184 571	207 662
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées	24 300 000	25 122 347
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario-2	7 311 100	
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	7 851 615	3 408 584
Services sociaux dispensés aux Indiens	6 180 782	7 502 394
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	740 503	
	<u>46 568 571</u>	<u>36 240 987</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario - Subrogation	12 767 751	9 172 399
Renamiement des services locaux	206 622 046	
	<u>219 389 797</u>	<u>9 172 399</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Octroi de permis aux laboratoires	275 138	285 376
Vérification de la qualité des services des laboratoires	978 106	1 028 067
Quote-part des usagers des services d'ambulance	58 487	4 083 119
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	433 333	400 000
Services d'ambulance - Événements spéciaux		965
Frais Ambulancier	4 151 385	
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	703 738	814 337
Autres	279 460	293 062
	<u>6 879 647</u>	<u>6 904 926</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	129 091	118 718
Repas	696 598	688 710
Autres	556 968	248 205
	<u>1 382 657</u>	<u>1 055 633</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses	122 451	165 266
Programme de médicaments de l'Ontario	120 020	28 310
Laboratoires privés	348 049	687 605
Paievements d'entretien - Foyers pour soins spéciaux/Hôpitaux	6 493 261	9 299 390
Autres	8 294 802	2 945 668
	<u>15 378 583</u>	<u>13 126 239</u>
DIVERS		
Pénalités -intérêt	34 332	1 321
Autres	4 153 714	4 112 862
	<u>4 188 046</u>	<u>4 114 183</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>293 787 301</u></u>	<u><u>70 614 367</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Réserve pour chèques en circulation	(597 375)	(930 345)
Fonds de recherche Terry Fox	23 986	(4 799)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(573 389)</u>	<u>(935 144)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	4-276
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-276
SOMMAIRE	4-275
ÉTAT DES RECETTES	4-278
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-278

SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
<u>9 983 977</u>	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	<u>11 151 955</u>	<u>10 106 022</u>
	Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		
<u>9 983 977</u>		<u>11 151 955</u>	<u>10 106 022</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>9 983 977</u>	Total des dépenses	<u>11 151 955</u>	<u>10 106 022</u>
		CAPITAL	
<u>11 307 934</u>	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	<u>12 000 000</u>	<u>9 722 517</u>
	Total (Capital) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		
<u>11 307 934</u>		<u>12 000 000</u>	<u>9 722 517</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>11 307 934</u>	Total des dépenses	<u>12 000 000</u>	<u>9 722 517</u>

SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2001 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	
1	9 609 700	850 100	10 459 800	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	10 094 867
2	1 000	680 000	681 000	Revendications territoriales et initiatives de gouvernement autonome	
	<u>9 610 700</u>	<u>1 530 100</u>	<u>11 140 800</u>		<u>10 094 867</u>
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>9 621 855</u>	<u>1 530 100</u>	<u>11 151 955</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	<u>10 106 022</u>
CAPITAL					
3	12 000 000		12 000 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	9 722 517
	<u>12 000 000</u>	<u></u>	<u>12 000 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	<u>9 722 517</u>

Description du programme:

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario offre des services de soutien au ministre délégué aux Affaires autochtones. Le Secrétariat assure la coordination générale des affaires autochtones; il procède aux négociations entourant les revendications territoriales et règle ces questions. Il représente aussi l'Ontario dans le cadre des négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones, dirigées par le gouvernement fédéral.

SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

FONCTIONNEMENT	\$	\$	CAPITAL	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)			Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires		2 899 518	Paiements de transfert	
Avantages sociaux		532 308	Programme de subventions d'immobilisations aux communautés	9 722 517
Transports et communications		365 281		<u>9 722 517</u>
Services		1 965 469		
Fournitures et matériel		132 428		
Paiements de transfert			TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	<u><u>9 722 517</u></u>
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	717 030			
Chiefs of Ontario	201 885			
Ontario Native Women's Association	306 951			
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	368 266			
Stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse" ..	636 885			
Soutien pour les négociations communautaires	<u>1 968 846</u>	<u>4 199 863</u>		
		<u>10 094 867</u>		
Crédits législatifs				
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		<u>11 155</u>		
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		<u><u>10 106 022</u></u>		

SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	\$ 605 137	\$ 2 270
TOTAL DES RECETTES	<u>605 137</u>	<u>2 270</u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
Taxe sur les produits et services-perçue/versée	\$ (55)	\$
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(55)</u>	<u></u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-282
SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	4-285
SERVICES MINISTÉRIELS ET CONTRÔLE DE GESTION	4-287
SECRETARIAT DES JEUX	4-291
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-282, 4-287
SOMMAIRE	4-281
ÉTAT DES RECETTES	4-293
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN	
CAPITAL	4-294
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-294

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
23 752 719	Administration du ministère	32 826 429	31 385 213
243 735 609	Services des biens immobiliers	113 930 100	113 376 100
152 025 386	Services ministériels et contrôle de gestion	2 015 985 300	521 244 843
	Secrétariat des jeux	52 248 300	11 724 095
	Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat du conseil de gestion	2 214 990 129	677 730 251
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
419 513 714	Total des dépenses	2 214 990 129	677 730 251
		CAPITAL	
48 323 500	Services des biens immobiliers	24 500 000	11 700 000
	Total (Capital) pour le Secrétariat du conseil de gestion	24 500 000	11 700 000
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
48 323 500	Total des dépenses	24 500 000	11 700 000

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	30 215 100	2 352 200	32 567 300	Administration du ministère	31 226 697
2	200 000		200 000	Ministre sans portefeuille	115 885
	<u>30 415 100</u>	<u>2 352 200</u>	<u>32 767 300</u>		<u>31 342 582</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 499
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 977
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>30 474 229</u>	<u>2 352 200</u>	<u>32 826 429</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>31 385 213</u>

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels et de planification stratégique afin d'aider les divisions du ministère à réaliser leurs plans d'activités.

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Services de vérification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	668 038
Traitements et salaires	10 365 047		Avantages sociaux	130 537
Avantages sociaux	2 536 154		Transports et communications	23 235
Transports et communications	1 983 272		Services	579 299
Services	24 133 278		Fournitures et matériel	8 115
Fournitures et matériel	2 423 791			<u>1 409 224</u>
	<u>41 441 542</u>		Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	535 961
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	10 214 845			<u>873 263</u>
	<u>31 226 697</u>		<i>Systèmes informatiques</i>	
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	2 013 233
Traitements et salaires	1 498 712		Avantages sociaux	386 361
Avantages sociaux	320 167		Transports et communications	781 067
Transports et communications	58 801		Services	8 006 456
Services	284 236		Fournitures et matériel	1 326 056
Fournitures et matériel	46 360	2 208 276		<u>12 513 173</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 361 375
				<u>10 151 798</u>
<i>Services administratifs et financiers</i>			<i>Services des communications</i>	
Traitements et salaires	2 770 010		Traitements et salaires	1 286 982
Avantages sociaux	679 927		Avantages sociaux	391 362
Transports et communications	348 925		Transports et communications	620 889
Services	9 355 549		Services	2 824 091
Fournitures et matériel	182 575		Fournitures et matériel	547 162
	<u>13 336 986</u>			<u>5 670 486</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 300 277	11 036 709	Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 889 573
				<u>2 780 913</u>
<i>Services juridiques</i>			<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires	77 424		Traitements et salaires	2 050 648
Avantages sociaux	3 313		Avantages sociaux	624 487
Transports et communications	89 789		Transports et communications	60 566
Services	2 985 024		Services	98 623
Fournitures et matériel	201 146		Fournitures et matériel	112 377
	<u>3 356 696</u>			<u>2 946 701</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	818 760	2 537 936	Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 308 899
				<u>1 637 802</u>
			<i>Ministre sans portefeuille (Poste 2)</i>	
			Traitements et salaires	95 558
			Avantages sociaux	14 632
			Transports et communications	3 193
			Services	1 249
			Fournitures et matériel	1 253
				<u>115 885</u>

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Crédits législatifs

Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	16 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de <i>Loi</i> <i>sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	14 977
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	11 155
	<hr/>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 385 213
	<hr/> <hr/>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1802				PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS	
FONCTIONNEMENT				IMMOBILIERS	
1	113 930 100		113 930 100	Services des biens immobiliers	113 376 100
	<u>113 930 100</u>	<u></u>	<u>113 930 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	<u>113 376 100</u>
CAPITAL					
2	24 500 000		24 500 000	Services des biens immobiliers	11 700 000
	<u>24 500 000</u>	<u></u>	<u>24 500 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	<u>11 700 000</u>

Description du programme:

Le programme des services des biens immobiliers assure une gestion stratégique des biens immobiliers au nom du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en élaborant des politiques et des normes, et en négociant et en administrant des contrats de services et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure une utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement, ainsi que la prestation, de la manière la plus efficace possible en terme de coûts, des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaire pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux.

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS--CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Services des biens immobiliers (Poste 1)		
Services		109 432 900
Paievements de transfert		3 943 200
		<u>113 376 100</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		<u><u>113 376 100</u></u>
CAPITAL		
Services des biens immobiliers (Poste 2)		
Services		10 485 000
Acquisition/construction de biens immobiliers - Autres dépenses	1 125 000	
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres	90 000	
		<u>1 215 000</u>
		<u>11 700 000</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		<u><u>11 700 000</u></u>

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1803 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES MINISTÉRIELS ET CONTRÔLE DE GESTION	
1	70 133 100	15 225 600	85 358 700	Administration, fonctionnement et prestation du programme	82 140 626
2	220 247 200		220 247 200	Avantages sociaux et Régime de retraite (cotisations du gouvernement)	212 119 240
3	24 233 200		24 233 200	Programmes d'emplois spéciaux	11 020 065
4	36 699 700		36 699 700	Projets de restructuration administrative à l'échelle du gouvernement	22 169 865
5	26 667 000		26 667 000	Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière d'information et de technologie de l'information	11 617 564
6	77 000 000	104 740 000	181 740 000	Remaniement des administrations locales - Fonds pour circonstances particulières	180 549 753
7	1 437 039 500		1 437 039 500	Imprévus*	
	<u>1 892 019 700</u>	<u>119 965 600</u>	<u>2 011 985 300</u>		<u>519 617 113</u>
L	<u>4 000 000</u>		<u>4 000 000</u>	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	<u>1 627 730</u>
	<u>1 896 019 700</u>	<u>119 965 600</u>	<u>2 015 985 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES MINISTÉRIELS ET LE CONTRÔLE DE GESTION	<u><u>521 244 843</u></u>

Description du programme:

Ce programme englobe deux activités de base : les services ministériels et le contrôle de gestion. Les services ministériels assurent la gestion et la prestation d'un éventail de services communs de soutien aux activités et d'administration visant à aider les ministères et les organismes dans l'exécution de leurs programmes. Ces services sont fournis par prestation directe ou par une tierce partie dans le cadre de la gestion des marchés et des services. Le contrôle de gestion appuie le Conseil de gestion du gouvernement en fournissant un leadership aux ministères afin d'atteindre les objectifs du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropriée des ressources publiques en établissant, contrôlant et redressant au besoin les ressources du gouvernement, et en établissant des normes, des politiques et des stratégies, de façon à atteindre les objectifs généraux du gouvernement. Le programme prévoit en outre un financement visant à faire face à des dépenses imprévues, au chapitre des indemnités de cessation d'emploi, par exemple, ainsi qu'au coût d'autres initiatives de portée générale.

*Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 629 316 300 \$ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES MINISTÉRIELS ET CONTRÔLE DE GESTION--CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière d'information et de technologie de l'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 126 077
Avantages sociaux	173 480
Transports et communications	10 540
Services	9 163 399
Fournitures et matériel	1 144 068
	<u>11 617 564</u>
Remaniement des administrations locales - Fonds pour circonstances particulières (Poste 6)	
Paiements de transfert	180 549 753
	<u>180 549 753</u>
Crédits législatifs	
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	
	<u>1 627 730</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES MINISTÉRIELS ET CONTRÔLE DE GESTION	<u><u>521 244 843</u></u>

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1804					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU SECRETARIAT DES JEUX	
1	1 504 300	744 000	2 248 300	Administration du programme	1 724 095
2	10 000 000	40 000 000	50 000 000	Fonds provincial pour les priorités	10 000 000
	<u>11 504 300</u>	<u>40 744 000</u>	<u>52 248 300</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE SECRETARIAT DES JEUX	<u>11 724 095</u>

Description du programme:

Le gouvernement a récemment regroupé sous l'égide du Secrétariat du Conseil de gestion l'ensemble des opérations et des processus de mise en oeuvre relatifs aux activités de jeux. Le Secrétariat des jeux assure un leadership, une direction et l'élaboration de politiques pour l'avancement des opérations provinciales de jeux par le biais de la Société des loteries de l'Ontario et de la Société des casinos de l'Ontario. Il fournit également, les cas échéant, un soutien opérationnel dans le cadre de l'introduction de nouvelles initiatives importantes de jeux. Le Secrétariat des jeux est chargé de fournir une stratégie globale relative aux jeux, de même que des directives spécifiques pour la mise en oeuvre de l'initiative des casinos et des appareils à sous de bienfaisance. Il est aussi chargé d'élaborer des lignes directrices et des critères pour la mise sur pied du Fonds provincial pour les priorités.

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DU SECRETARIAT DES JEUX--CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	790 181
Avantages sociaux	112 600
Transports et communications	202 983
Services	567 238
Fournitures et matériel	51 093
	<u>1 724 095</u>
Fonds provincial pour les priorités (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Avance de Fonds Programme	10 000 000
	<u>10 000 000</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRETARIAT DES JEUX	<u><u>11 724 095</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	54 651	30 552
Société canadienne d'hypothèques et de logement-Partage de coûts pour le développement	902 656	16 692
	<u>957 307</u>	<u>47 244</u>
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	534 500 000	737 000 000
Taxe sur les recettes des casinos	394 095 400	326 374 512
Recettes des casinos	475 524 000	106 967 700
	<u>1 404 119 400</u>	<u>1 170 342 212</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés et employées de la Fonction publique de l'Ontario	32 956	19 000
	<u>769 761</u>	<u>752 619</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
VENTES ET LOCATIONS		
Locations - Terrains et bâtiments	19 156 749	25 003 227
Ventes et locations - Autres	1 327 318	1 114 725
Terrains et bâtiments - Ventes	64 120 930	24 679 904
	<u>84 604 997</u>	<u>50 797 856</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	49 671 368	41 001 266
DIVERS		
Service central de recouvrement	1 930 132	8 933 947
Société immobilière de l'Ontario	4 233 549	45 257
Ventes des publications gouvernementales	325 000	337 884
Autres	13 341	581 738
	<u>6 502 022</u>	<u>9 898 826</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>1 546 657 811</u></u>	<u><u>1 272 859 023</u></u>

SECRETARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Remboursement du capital pour le prêt à la Société immobilière de l'Ontario		94 300 000
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	159 463	304 942
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	<u>159 463</u>	<u>94 604 942</u>

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
Taxe sur les produits et services-perçue/versée	4 800	(1 275 021)
Biens du ministère de l'Environnement	136 165	176 500
Biens du ministère des Transports		209 668
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens-fonds	(253 950)	(39 742)
Biens du ministère des Richesses naturelles		363
Société immobilière de l'Ontario - Exigible		(144 649)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(112 985)</u>	<u>(1 072 881)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-298
SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	4-300
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-298
SOMMAIRE	4-297
ÉTAT DES RECETTES	4-304
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-305

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
32 763 960	Administration du ministère	36 277 784	36 118 251
7 993 395 153	Services aux adultes et aux enfants	8 090 841 500	7 811 349 254
<u>8 026 159 113</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>8 127 119 284</u>	<u>7 847 467 505</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>8 026 159 113</u>	Total des dépenses	<u>8 127 119 284</u>	<u>7 847 467 505</u>
		CAPITAL	
31 348 735	Services aux adultes et aux enfants	26 574 600	26 574 600
<u>31 348 735</u>	Total (Capital) du ministère	<u>26 574 600</u>	<u>26 574 600</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>31 348 735</u>	Total des dépenses	<u>26 574 600</u>	<u>26 574 600</u>

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	31 212 800	4 994 700	36 207 500	Administration du ministère	36 047 967
	<u>31 212 800</u>	<u>4 994 700</u>	<u>36 207 500</u>		<u>36 047 967</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portfeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 977
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>31 283 084</u>	<u>4 994 700</u>	<u>36 277 784</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>36 118 251</u>

Description du programme:

Appuyer la mise en oeuvre des priorités du ministère en matière de politiques et du programme d'action en assurant aux cadres supérieurs, au personnel du bureau central et au personnel des bureaux de secteur une orientation ferme en matière de direction et de politiques, des conseils sur la planification des activités, et des services de soutien administratif et technique.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)				
Traitements et salaires		17 180 288		
Avantages sociaux		3 665 217		
Transports et communications		1 894 292		
Services		12 032 940		
Fournitures et matériel		1 275 230		
		<u>36 047 967</u>		
<i>Bureau principal</i>				
Traitements et salaires	1 497 988			
Avantages sociaux	200 979			
Transports et communications	146 294			
Services	150 469			
Fournitures et matériel	51 475	2 047 205		
		<u>2 047 205</u>		
<i>Services administratifs et financiers</i>				
Traitements et salaires	5 113 738			
Avantages sociaux	1 199 451			
Transports et communications	424 449			
Services	1 555 682			
Fournitures et matériel	109 868	8 403 188		
		<u>8 403 188</u>		
<i>Ressources humaines</i>				
Traitements et salaires	3 861 278			
Avantages sociaux	902 643			
Transports et communications	78 212			
Services	774 190			
Fournitures et matériel	378 415	5 994 738		
		<u>5 994 738</u>		
<i>Services des communications</i>				
Traitements et salaires	1 328 358			
Avantages sociaux	359 719			
Transports et communications	54 396			
Services	535 099			
Fournitures et matériel	48 504	2 326 076		
		<u>2 326 076</u>		
<i>Services juridiques</i>				
Traitements et salaires	233 489			
Avantages sociaux	46 193			
Transports et communications	60 280			
Services	2 415 917			
Fournitures et matériel	58 332	2 814 211		
		<u>2 814 211</u>		
			<i>Services de vérification</i>	
			Traitements et salaires	1 167 500
			Avantages sociaux	265 726
			Transports et communications	74 498
			Services	198 423
			Fournitures et matériel	12 645
				<u>1 718 792</u>
			<i>Systèmes informatiques</i>	
			Traitements et salaires	3 977 937
			Avantages sociaux	690 506
			Transports et communications	1 056 163
			Services	6 403 160
			Fournitures et matériel	615 991
				<u>12 743 757</u>
			Crédits législatifs	
			Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	32 997
			Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 977
			Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	22 310
				<u>70 284</u>
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>36 118 251</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
702				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET	
FONCTIONNEMENT				AUX ENFANTS	
1	50 034 300		50 034 300	Administration du programme	49 611 584
2	21 965 300	558 700	22 524 000	Administration des bureaux de secteur	22 191 543
3	5 320 978 100		5 320 978 100	Aide sociale et emploi	5 045 998 422
4	147 471 500	40 668 800	188 140 300	Services sociaux aux adultes	188 044 362
5	1 485 365 800	119 795 500	1 605 161 300	Services à l'enfance	1 601 857 260
6	833 982 500	70 021 000	904 003 500	Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement	903 646 083
	<u>7 859 797 500</u>	<u>231 044 000</u>	<u>8 090 841 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	<u>7 811 349 254</u>
CAPITAL					
7	20 002 600	6 572 000	26 574 600	Services aux adultes et aux enfants	26 574 600
	<u>20 002 600</u>	<u>6 572 000</u>	<u>26 574 600</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	<u>26 574 600</u>

Description du programme:

Administrer un système de services sociaux grâce à la prestation de services directs et à des paiements de transfert aux municipalités, aux Premières nations et aux organismes communautaires, qui fournissent des services de soutien aux personnes dans le besoin, notamment les personnes handicapées, les victimes de violence familiale, les enfants et les jeunes vulnérables, les jeunes contrevenants et les personnes incapables de trouver un emploi.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Administration du programme (Poste 1)				
Traitements et salaires		17 217 627	Services	77 549 637
Avantages sociaux		3 731 588	Fournitures et matériel	6 415 678
Transports et communications		1 141 252	Paiements de transfert	
Services		25 644 476	Allocations et prestations	
Fournitures et matériel		1 433 035	versées par la province	2 690 622 479
Paiements de transfert			Allocations et prestations	
Projets d'élaboration des			versées par les	
politiques et des programmes		443 606	municipalités	1 693 160 198
		<u>49 611 584</u>	Programme de médicaments de	
			l'Ontario	365 533 893
			Programmes d'emploi	76 345 281
			Projets d'aide sociale	
			automatisée	2 483 152
				<u>4 828 145 003</u>
				<u>5 045 998 422</u>
<i>Soutien des programmes</i>			<i>Aide sociale</i>	
Traitements et salaires	14 160 235		Traitements et salaires	88 555 520
Avantages sociaux	3 013 319		Avantages sociaux	23 023 531
Transports et communications	894 671		Transports et communications	8 373 576
Services	22 789 712		Services	14 846 635
Fournitures et matériel	1 342 884		Fournitures et matériel	4 920 508
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Projets d'élaboration de poli-			Allocations et	
tiques et des programmes	443 606	42 644 427	prestations	
			versées par la	
			province	2 690 622 479
			Allocations et	
			prestations	
			versées par	
			les municipa-	
			lités	1 693 160 198
			Programme de	
			médicaments	
			l'Ontario	365 533 893
				<u>4 889 036 340</u>
<i>Projet des services sociaux</i>			<i>Projet d'aide sociale automatisée</i>	
<i>et de santé communautaire</i>			Traitements et salaires	5 392 894
Traitements et salaires	989 916		Avantages sociaux	855 178
Avantages sociaux	91 309		Transports et communications	1 422 219
Transports et communications	136 840		Services	54 910 317
Services	105 770		Fournitures et matériel	1 017 046
Fournitures et matériel	47 303	1 371 138	Paiements de transfert	
			Projet d'aide	
			sociale	
			automatisée	2 483 152
				<u>66 080 806</u>
<i>Planification relatif à la transition</i>			<i>Planification relative à</i>	
Traitements et salaires	2 067 476		<i>la transition</i>	
Avantages sociaux	626 960		Traitements et salaires	53 500
Transports et communications	109 741		Services	2 355 000
Services	2 748 994	5 596 019		<u>2 408 500</u>
Fournitures et matériel	42 848		<i>Programme d'emploi</i>	
			Traitements et salaires	2 764 766
			Avantages sociaux	619 806
Administration des bureaux de secteur (Poste 2)				
Traitements et salaires	14 212 790			
Avantages sociaux	3 141 124			
Transports et communications	176 786			
Services	4 442 988			
Fournitures et matériel	217 855	22 191 543		
Aide sociale et emploi (Poste 3)				
Traitements et salaires	98 572 437			
Avantages sociaux	24 781 815			
Transports et communications	10 533 852			

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Transports et communications	163 864				
Services	2 388 017				
Fournitures et matériel	62 033				
Paiements de transfert					
Programme d'emploi	76 345 281		82 343 767		
<i>Commission de révision de l'aide sociale/Tribunal de l'aide sociale</i>					
Traitements et salaires	1 859 258				
Avantages sociaux	283 300				
Transports et communications	520 693				
Services	3 049 668				
Fournitures et matériel	416 091		6 129 010		
Services sociaux aux adultes (Poste 4)					
Traitements et salaires		13 288 067			
Avantages sociaux		4 632 145			
Transports et communications		352 397			
Services		1 050 734			
Fournitures et matériel		129 952			
Paiements de transfert					
Aide à l'intégration communautaire	38 736 228				
Services et mesures de soutien spécialisés relatifs à l'emploi	45 793 806				
Violence faite aux femmes	72 040 679				
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	12 020 354		168 591 067		
					188 044 362
Services à l'enfance (Poste 5)					
Traitements et salaires		81 522 830			
Avantages sociaux		17 333 618			
Transports et communications		3 054 761			
Services		15 171 950			
Fournitures et matériel		5 442 176			
Paiements de transfert					
Services de soutien communautaire	20 809 620				
Services de bien-être de l'enfance	552 910 750				
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	197 837 047				
Services de garde d'enfants	593 284 278				
Services de traitement pour les enfants	25 601 352				
Services aux jeunes contrevenants	88 875 078				
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	13 800				
			1 479 331 925		
					1 601 857 260
<i>Service à l'enfance</i>					
Traitements et salaires	81 054 194				
Avantages sociaux	17 332 587				
Transports et communications	3 020 114				
Services	14 896 766				
Fournitures et matériel	5 339 441				
Paiements de transfert					
Services de soutien communautaire	20 809 620				
Services de bien-être de l'enfance	552 910 750				
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	197 837 047				
Services de garde d'enfants	593 284 278				
Services de traitement pour les enfants	25 601 352				
Services aux jeunes contrevenants	88 875 078				
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	13 800				
					1 600 975 027
<i>Secrétariat à l'enfance</i>					
Traitements et salaires	468 636				
Avantages sociaux	1 031				
Transports et communications	34 647				
Services	275 184				
Fournitures et matériel	102 735				
					882 233
Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement (Poste 6)					
Traitements et salaires			105 613 499		
Avantages sociaux			30 704 281		
Transports et communications			670 474		
Services			8 657 682		
Fournitures et matériel			11 056 600		
Paiements de transfert					
Services en établissement et ressources communautaires	350 324 875				
Services de soutien	396 306 559				
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	312 113				
					746 943 547
					903 646 083
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS					
					7 811 349 254

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CAPITAL	
Services aux adultes et aux enfants (Poste 7)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisations	26 574 600
	<u>26 574 600</u>
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	<u><u>26 574 600</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord sur les jeunes contrevenants	23 243 008	21 482 626
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées		30 712 783
L'aide à l'employabilité	41 062 001	
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	70 408 747	76 018 584
Programme de tribunaux autochtones	393 309	198 750
Services en français	57 500	410 563
Allocations spéciales	294 134	254 246
Entente concernant le supplément au revenu gagné et l'aide sociale	6 125 000	
	<u>141 583 699</u>	<u>129 077 552</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements d'Entretien - Prestations Familiales	46 428 583	
Remaniement des services locaux	700 598 329	176 002 573
	<u>747 026 912</u>	<u>176 002 573</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Garderies	37 502	38 209
Pensions	18 185	16 900
Entretien des installations pour les personnes atteintes d'un handicap de développement	686 385	868 207
Droits d'adoption	12 464	12 759
	<u>754 536</u>	<u>936 075</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages accessoires	15	13 581
Vente de véhicules	14 386	
Repas		3 158
Matériaux de récupération	1 903	1 622
Cantines/ateliers dans les établissements	320 599	611 915
Autres - ventes-générales	12 360	4 597
	<u>349 263</u>	<u>634 873</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements - Pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	37 875	3 489
Remboursements - Bourses et subventions pour la formation du personnel		20 388
Subventions de fonctionnement	1 305 295	2 156 341
Subventions d'immobilisation	151 719	127 668
Frais de fonctionnement	568 320	1 060 534
	<u>2 063 209</u>	<u>3 368 420</u>
DIVERS		
Fonctions de juré et indemnités de témoin	2 028	1 039
Intérêts bancaires	2 302	517
Comptes de subrogation	1 167 911	2 884 763
Pénalités -intérêt	7 329	
Autres	265 254	97 736
	<u>1 444 824</u>	<u>2 984 055</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>893 222 443</u>	<u>313 003 548</u>

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Legs et bourses	(11 033)	(8 146)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(11 033)</u>	<u>(8 146)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

**MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET
DES SERVICES CORRECTIONNELS**

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-310
SÉCURITÉ PUBLIQUE	4-313
SERVICES INTERNES DE LA POLICE	4-315
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	4-317
SERVICES CORRECTIONNELS	4-319
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4-321
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-310, 4-317, 4-321
SOMMAIRE	4-309
ÉTAT DES RECETTES	4-323
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-324

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
56 216 426	Administration du ministère	142 376 452	149 562 456
55 533 652	Sécurité publique	55 611 600	54 907 897
35 087 182	Services internes de la police	43 762 100	36 001 953
535 317 331	Police provinciale de l'Ontario	537 131 000	535 565 101
564 608 195	Services correctionnels	563 384 800	563 191 534
4 753 776	Organismes, conseils et commissions	5 829 800	4 631 194
<u>1 251 516 562</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>1 348 095 752</u>	<u>1 343 860 135</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>1 251 516 562</u>	Total des dépenses	<u>1 348 095 752</u>	<u>1 343 860 135</u>
		CAPITAL	
693 555	Sécurité publique		
437 542	Services internes de la police		
5 574 316	Police provinciale de l'Ontario		
5 146 957	Services correctionnels	72 276 000	30 173 087
<u>11 852 370</u>	Total (Capital) du ministère	<u>72 276 000</u>	<u>30 173 087</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>11 852 370</u>	Total des dépenses	<u>72 276 000</u>	<u>30 173 087</u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	78 006 200	49 440 000	127 446 200	Administration du ministère	127 387 300
2	14 885 100		14 885 100	Aide et services aux victimes	14 408 515
	<u>92 891 300</u>	<u>49 440 000</u>	<u>142 331 300</u>		<u>141 795 815</u>
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	7 719 506
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	24 825
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 310
	<u>92 936 452</u>	<u>49 440 000</u>	<u>142 376 452</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>149 562 456</u>

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère, et à fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	4 223
Traitements et salaires	18 384 102		Transports et communications	48 278
Avantages sociaux	3 660 938		Services	1 307 648
Transports et communications	15 982 825		Fournitures et matériel	75 278
Services	92 025 059			<u>1 435 427</u>
Fournitures et matériel	2 478 782		<i>Intégration du système judiciaire - La technologie de l'information</i>	
	<u>132 531 706</u>		Traitements et salaires	7 649 689
Moins : recouvrements d'autres activités	5 144 406		Avantages sociaux	1 620 345
	<u>127 387 300</u>		Transports et communications	13 839 097
<i>Bureau principal</i>			Services	14 392 253
Traitements et salaires	1 460 069		Fournitures et matériel	931 181
Avantages sociaux	254 377			<u>38 432 565</u>
Transports et communications	225 775		Moins : recouvrements d'autres activités	5 144 406
Services	394 527			<u>33 288 159</u>
Fournitures et matériel	100 933	2 435 681	<i>Bureau du système de communications mobile du gouvernement</i>	
			Traitements et salaires	413 865
<i>Planification des activités et élaboration des politiques</i>			Avantages sociaux	114 732
Traitements et salaires	2 558 343		Transports et communications	65 784
Avantages sociaux	588 280		Services	15 345 015
Transports et communications	217 538		Fournitures et matériel	12 034
Services	722 063	4 338 148		<u>15 951 430</u>
Fournitures et matériel	251 924		<i>Année 2000</i>	
			Traitements et salaires	2 257 375
<i>Ressources humaines</i>			Avantages sociaux	275 703
Traitements et salaires	3 011 536		Transports et communications	1 106 382
Avantages sociaux	628 549		Services	21 606 917
Transports et communications	452 988		Fournitures et matériel	800 721
Services	564 698	4 797 767		<u>26 047 098</u>
Fournitures et matériel	139 996		<i>Aide et services aux victimes (Poste 2)</i>	
			Traitements et salaires	777 391
<i>Services des communications</i>			Avantages sociaux	170 997
Traitements et salaires	1 029 002		Transports et communications	413 272
Avantages sociaux	178 952		Services	379 316
Transports et communications	26 983		Fournitures et matériel	17 739
Services	593 093	1 994 745	Paievements de transfert Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	9 546 562
Fournitures et matériel	166 715		Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes	2 878 983
<i>Loyer-Frais de bail</i>				
Services	37 098 845	37 098 845		

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Subventions pour les programmes communautaires de la justice pour les victimes . . .	224 255	12 649 800
		<u>14 408 515</u>
Crédits législatifs		
Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>		7 719 506
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		24 825
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 310
		<u>149 562 456</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		<u>149 562 456</u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2602					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	
1	672 000		672 000	Administration du programme	573 599
2	28 855 600	1 175 000	30 030 600	Services de médecine légale et du coroner	30 030 355
3	21 091 300	440 000	21 531 300	Services de sécurité - incendie	21 528 950
4	3 377 700		3 377 700	Mesures d'urgence	2 774 993
	<u>53 996 600</u>	<u>1 615 000</u>	<u>55 611 600</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	<u>54 907 897</u>

Description du programme:

Ce programme a comme but d'éliminer ou de réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE--CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		108 351
Avantages sociaux		24 578
Transports et communications		5 711
Services		433 237
Fournitures et matériel		1 722
		<u>573 599</u>
Services de médecine légale et du coroner (Poste 2)		
Traitements et salaires	12 369 395	
Avantages sociaux	2 394 680	
Transports et communications	903 552	
Services	10 403 740	
Fournitures et matériel	3 241 488	
Paiements de transfert Subventions pour les services dans le domaine de la médecine légale		717 500
		<u>30 030 355</u>
Services de sécurité - incendie (Poste 3)		
Traitements et salaires	12 120 225	
Avantages sociaux	2 689 020	
Transports et communications	1 736 798	
Services	2 861 393	
Fournitures et matériel	2 121 514	
		<u>21 528 950</u>
Mesures d'urgence (Poste 4)		
Traitements et salaires	1 281 617	
Avantages sociaux	255 750	
Transports et communications	181 503	
Services	933 244	
Fournitures et matériel	122 879	
		<u>2 774 993</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		<u><u>54 907 897</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2603 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE	
1	950 300	95 000	1 045 300	Administration du programme	1 041 741
2	10 663 500	895 000	11 558 500	Collège de police de l'Ontario	11 553 943
3	31 158 300		31 158 300	Normes policières et services de soutien	23 406 269
	<u>42 772 100</u>	<u>990 000</u>	<u>43 762 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	<u>36 001 953</u>

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services policiers de la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE--CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		606 193
Avantages sociaux		169 712
Transports et communications		100 287
Services		122 334
Fournitures et matériel		43 215
		<u>1 041 741</u>
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 169 048
Avantages sociaux		1 122 025
Transports et communications		522 970
Services		3 004 981
Fournitures et matériel		1 737 169
		<u>11 556 193</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 250
		<u>11 553 943</u>
Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 476 715
Avantages sociaux		980 413
Transports et communications		782 336
Services		2 939 086
Fournitures et matériel		2 776 589
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	8 768 010	
Paiements pour les opérations policières conjointes	1 242 361	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 139 759	
Subventions diverses	301 000	
		<u>11 451 130</u>
		<u>23 406 269</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE		<u><u>36 001 953</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2604 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
1	3 456 100		3 456 100	Bureau du commissaire	1 852 210
2	521 128 900	12 545 000	533 673 900	Police provinciale de l'Ontario	533 644 326
	<u>524 585 000</u>	<u>12 545 000</u>	<u>537 130 000</u>		<u>535 496 536</u>
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur les services</i> <i>policiers</i>	68 565
	<u>524 586 000</u>	<u>12 545 000</u>	<u>537 131 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	<u>535 565 101</u>

Description du programme:

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournit une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Bureau du commissaire (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 176 876
Avantages sociaux		312 665
Transports et communications		103 192
Services		186 796
Fournitures et matériel		72 681
		<u>1 852 210</u>
Police provinciale de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		343 249 635
Avantages sociaux		73 112 441
Transports et communications		22 760 161
Services		41 053 237
Fournitures et matériel		44 091 693
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur		
les services de maintien de		
l'ordre des autochtones		9 377 159
		<u>533 644 326</u>
<i>Services</i>		
Traitements et salaires	19 393 213	
Avantages sociaux	3 944 055	
Transports et communications .	16 243 657	
Services	26 315 977	
Fournitures et matériel	37 543 058	103 439 960
		<u>103 439 960</u>
<i>Opérations régionales</i>		
Traitements et salaires	323 856 422	
Avantages sociaux	69 168 386	
Transports et communications .	6 516 504	
Services	14 737 260	
Fournitures et matériel	6 548 635	
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur		
les services de maintien de		
l'ordre des autochtones	9 377 159	430 204 366
		<u>430 204 366</u>
Crédits législatifs		
Paiements effectués en vertu de la		
<i>Loi sur les services</i>		
<i>policiers</i>		68 565
		<u>68 565</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA POLICE		
PROVINCIALE DE L'ONTARIO		<u><u>535 565 101</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2605					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	
1	7 868 400	965 000	8 833 400	Administration du programme	8 832 802
2	2 936 800	214 000	3 150 800	Formation du personnel	3 147 061
3	401 946 700	39 895 000	441 841 700	Services en établissement	441 841 479
4	108 493 900	1 065 000	109 558 900	Services communautaires	109 370 192
	<u>521 245 800</u>	<u>42 139 000</u>	<u>563 384 800</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS . . .	<u>563 191 534</u>
CAPITAL					
5	<u>72 276 000</u>		<u>72 276 000</u>	Établissements de services correctionnels	<u>30 173 087</u>
	<u>72 276 000</u>		<u>72 276 000</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS . . .	<u>30 173 087</u>

Description du programme:

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et pour encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, et des services de surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; des centres de détention et des résidences communautaires ainsi que des services de probation pour les jeunes contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de développement des aptitudes de la vie quotidienne, et des services de counseling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2606				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET	
FONCTIONNEMENT				COMMISSIONS	
1	5 828 800		5 828 800	Organismes, conseils et commissions	4 564 333
	<u>5 828 800</u>		<u>5 828 800</u>		<u>4 564 333</u>
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	66 861
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>		<u>66 861</u>
	5 829 800		5 829 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4 631 194
	<u><u>5 829 800</u></u>		<u><u>5 829 800</u></u>		<u><u>4 631 194</u></u>

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes prévus par la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 2606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 497 760
Avantages sociaux		515 814
Transports et communications		432 026
Services		1 026 721
Fournitures et matériel		92 012
		<u>4 564 333</u>
 <i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles</i>		
Traitements et salaires	1 588 884	
Avantages sociaux	369 688	
Transports et communications .	322 505	
Services	685 922	
Fournitures et matériel	57 021	3 024 020
		<u>3 024 020</u>
 <i>Commission civile des services policiers de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	825 965	
Avantages sociaux	128 935	
Transports et communications .	74 163	
Services	195 116	
Fournitures et matériel	28 738	1 252 917
		<u>1 252 917</u>
 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	82 911	
Avantages sociaux	17 191	
Transports et communications .	35 358	
Services	145 683	
Fournitures et matériel	6 253	287 396
		<u>287 396</u>
 Crédits législatifs		
Audiences tenues en vertu de la		
<i>Loi sur les services</i>		
<i>policiers</i>		66 861
		<u>66 861</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS		<u><u>4 631 194</u></u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Recouvrements dans le cadre du partage des coûts -		
jeunes contrevenants	35 450 465	34 806 546
Agents de police des Premières Nations	3 666 166	6 546 828
Contrôle des armes à feu	2 011 795	
Planification des mesures d'urgence pour les		
communautés autochtones	600 000	
Département d'immigration - Expulsions	9 377 028	9 044 802
Indemnités spéciales	394 650	328 950
Centre de traitement du Nord	4 127 363	4 288 190
Accord de placement pénitentiaire	2 424 345	1 993 742
Programme conjoint de protection civile	162 637	619 663
	<u>58 214 449</u>	<u>57 628 721</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	43 845 073	29 026 814
Local services realignment	164 449 232	
Coopérative d'automatisation des services de police		
provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 006 179	2 050 609
Lieux de détention provisoire municipale	12 747	12 000
Acquittement - Compte Bell	745 693	761 951
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	655 000	655 000
Autres	480 699	377 823
	<u>212 194 623</u>	<u>32 884 197</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	4 267 920	4 092 896
Frais pour chèques refusés	3 434	3 535
	<u>4 271 354</u>	<u>4 096 431</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	4 419 248	4 187 492
Vente de véhicules	3 406 234	1 790 702
Les Industries Trilcor	958 576	746 631
	<u>8 784 058</u>	<u>6 724 825</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents - Association des		
chefs de police de l'Ontario	130 401	62 990
ECOUVREMENT DE D ÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>843 145</u>	<u>928 810</u>
DIVERS		
Pénalités -intérêt	25 520	
Autres	132 131	63 068
	<u>157 651</u>	<u>63 068</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>284 595 681</u></u>	<u><u>102 389 042</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	123	(786)
Fonds commémoratif Craig Campbell	37	(9)
Fonds non-réclamés	31 420	20 455
Legs et bourses	(1 000)	
Détachement des véhicules de service communautaire		(5 450)
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	171 452	4 959 822
Programme de formation au maniement et à l'usage sécuritaires des armes à feu		(79 162)
Conseil public du commissaire des incendies sur la sécurité-incendie		(45 420)
Produits de la criminalité	(3 804)	353 106
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	2 750	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>200 978</u>	<u>5 202 556</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-328
POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	4-331
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	4-334
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	4-336
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-328
SOMMAIRE	4-327
ÉTAT DES RECETTES	4-339

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
 ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
41 771 291	Administration du ministère	53 391 352	53 359 749
638 993 208	Politiques et planification des transports	1 102 901 700	1 094 980 155
129 536 805	Sécurité des usagers de la route	148 667 900	148 661 312
254 611 962	Gestion des routes provinciales	250 036 200	250 030 681
<u>1 064 913 266</u>	Total (Fonctionnement) du ministère	<u>1 554 997 152</u>	<u>1 547 031 897</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>1 064 913 266</u>	Total des dépenses	<u>1 554 997 152</u>	<u>1 547 031 897</u>
		CAPITAL	
459 168 407	Politiques et planification des transports	110 029 300	102 691 471
735 340 835	Gestion des routes provinciales	804 652 100	804 648 162
<u>1 194 509 242</u>	Total (Capital) du ministère	<u>914 681 400</u>	<u>907 339 633</u>
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
<u>1 194 509 242</u>	Total des dépenses	<u>914 681 400</u>	<u>907 339 633</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	51 794 700	1 552 500	53 347 200	Soutien opérationnel	53 315 597
	<u>51 794 700</u>	<u>1 552 500</u>	<u>53 347 200</u>		<u>53 315 597</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>51 838 852</u>	<u>1 552 500</u>	<u>53 391 352</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>53 359 749</u>

Description du programme:

Ce programme fournit aux trois activités de base du ministère des services de planification des ressources, de gestion et de consultation. Les services portent sur les finances, les ressources humaines, la santé et le sécurité au travail, la gestion et la technologie de l'information, la vérification, les installations, les acquisitions, les services juridiques, les politiques du ministère et les communications.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Soutien opérationnel (Poste 1)				
Traitements et salaires		16 754 880	Traitements et salaires	1 337 094
Avantages sociaux		3 970 540	Avantages sociaux	317 059
Transports et communications		3 570 871	Transports et communications ..	13 671
Services		27 352 980	Services	361 093
Fournitures et matériel		2 039 520	Fournitures et matériel	66 069
		<u>53 688 791</u>		<u>2 094 986</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères		373 194		
		<u>53 315 597</u>		
<i>Bureau principal</i>				
Traitements et salaires	1 176 202			
Avantages sociaux	214 476			
Transports et communications ..	133 982			
Services	98 197			
Fournitures et matériel	51 506			
	<u>1 674 363</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 444	1 672 919		
	<u>1 444</u>			
<i>Services financiers</i>				
Traitements et salaires	3 183 603			
Avantages sociaux	846 265			
Transports et communications ..	1 478 306			
Services	22 436 152			
Fournitures et matériel	895 280			
	<u>28 839 606</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères	94 788	28 744 818		
	<u>94 788</u>			
<i>Installations et services opérationnels</i>				
Traitements et salaires	3 352 770			
Avantages sociaux	817 180			
Transports et communications ..	1 558 362			
Services	304 054			
Fournitures et matériel	437 410			
	<u>6 469 776</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères	218 228	6 251 548		
	<u>218 228</u>			
			<i>Politiques ministérielles et services de communication</i>	
			<i>Ressources humaines</i>	
			Traitements et salaires	3 677 845
			Avantages sociaux	787 422
			Transports et communications ..	192 857
			Services	501 132
			Fournitures et matériel	238 291
				<u>5 397 547</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères	800
				<u>5 396 747</u>
			<i>Services informatiques</i>	
			Traitements et salaires	3 377 151
			Avantages sociaux	779 205
			Transports et communications ..	68 838
			Services	863 749
			Fournitures et matériel	223 856
				<u>5 312 799</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères	527
				<u>5 312 272</u>
			<i>Services de vérification</i>	
			Traitements et salaires	650 215
			Avantages sociaux	208 933
			Transports et communications ..	48 347
			Services	740 091
			Fournitures et matériel	29 820
				<u>1 677 406</u>
			<i>Services juridiques</i>	
			Transports et communications ..	76 508
			Services	2 048 512
			Fournitures et matériel	97 288
				<u>2 222 308</u>
			Moins : recouvrements d'autres ministères	57 407
				<u>2 164 901</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

Crédits législatifs

Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i> <i>exécutif</i>	11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>53 359 749</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2702				PROGRAMME DES POLITIQUES ET	
FONCTIONNEMENT				PLANIFICATION DES TRANSPORTS	
1	10 710 400	481 300	11 191 700	Politiques, planification et établissement des priorités	11 179 191
2	1 047 710 000	44 000 000	1 091 710 000	Transports urbains et régionaux	1 083 800 964
	<u>1 058 420 400</u>	<u>44 481 300</u>	<u>1 102 901 700</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	<u>1 094 980 155</u>
CAPITAL					
3	110 029 300		110 029 300	Transports urbains et régionaux	102 691 471
	<u>110 029 300</u>		<u>110 029 300</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR LES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	<u>102 691 471</u>

Description du programme:

Ce programme s'occupe de la planification d'un système de transport provincial sécuritaire, fiable, efficace et accessible et il veille à ce que les politiques et pratiques de la province en matière de transports contribuent au maintien de la compétitivité de l'Ontario. Il est chargé de la planification des immobilisations et de l'établissement des priorités à long terme en matière de réfection et d'expansion des autoroutes, ainsi que de la réglementation de l'utilisation des des voies routières provinciales. Sur une base transitoire, le programme administre le financement intérimaire du Réseau GO ainsi que certains engagements d'immobilisations en matière de transports en commun municipaux.

Le programme travaille en liaison avec les municipalités pour planifier une bonne intégration des systèmes de transport provincial et municipaux. Il assure aussi la liaison en matière de politiques et de planification avec d'autres juridictions ou modes de transport (transports ferroviaire, aérien, maritime, routier et de transit), son rôle étant d'exercer une influence sur les décisions affectant la compétitivité du système de transport de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			Transports urbains et régionaux (Poste 2)	
Politiques, planification et établissement des priorités (Poste 1)			Paiements de transfert	
Traitements et salaires		7 958 174	Obligations de refinancement du Réseau GO	35 104 942
Avantages sociaux		1 718 288	Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO ...	69 073 000
Transports et communications		245 747	Association des transports du Canada	268 462
Services		1 043 831	Études sur les transports urbains et régionaux	82 267
Fournitures et matériel		213 907	Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	106 500 000
		<u>11 179 947</u>		<u>211 028 671</u>
Moins : recouvrements d'autres ministères		756	Autres opérations	
		<u>11 179 191</u>	Versement visant le règlement d'une demande de résiliation anticipée de contrat avec la CTT et la ville de Toronto ...	829 228 198
			Ottawa Carleton Transpo	43 544 095
<i>Politiques de transports</i>				<u>872 772 293</u>
Traitements et salaires	3 051 927			<u>1 083 800 964</u>
Avantages sociaux	653 244		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	<u>1 094 980 155</u>
Transports et communications ..	86 562			
Services	577 378		CAPITAL	
Fournitures et matériel	83 543		Transports urbains et régionaux (Poste 3)	
	<u>4 452 654</u>		Services	544 147
Moins : recouvrements d'autres ministères	100	4 452 554	Paiements de transfert	
			Subventions - aéroports municipaux	882 573
<i>Planification des systèmes de transports</i>			Subventions - routes municipales	56 825 277
Traitements et salaires	3 124 868		Financement provisoire des immobilisations - Réseau GO ..	44 917 000
Avantages sociaux	687 302			<u>102 624 850</u>
Transports et communications ..	99 096			<u>103 168 997</u>
Services	311 762		Moins : recouvrements d'autres ministères	477 526
Fournitures et matériel	94 520			<u>102 691 471</u>
	<u>4 317 548</u>		<i>Transports en commun des municipalités</i>	
Moins : recouvrements d'autres ministères	75	4 317 473	Services	544 147
			Paiements de transfert	
<i>Politiques des affaires municipales et intergouvernementales</i>			Subventions pour les transports en commun des municipalités	56 825 277
Traitements et salaires	1 781 379			<u>57 369 424</u>
Avantages sociaux	377 742		Moins : recouvrements d'autres ministères	477 526
Transports et communications ..	60 089			<u>56 891 898</u>
Services	154 691			
Fournitures et matériel	35 844			
	<u>2 409 745</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères	581	2 409 164		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

<i>Réseau GO</i>		
Paiements de transfert		
Financement provisoire des immobilisations-Réseau		
GO	44 917 000	44 917 000
	<u> </u>	<u> </u>
 <i>Transport aérien</i>		
Paiements de transfert		
Subventions pour les aéroports municipaux		
	882 573	882 573
	<u> </u>	<u> </u>
 TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS		
		102 691 471
		<u> </u>
		<u> </u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2703				PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE	
FONCTIONNEMENT				LA ROUTE	
1	133 157 200	15 510 700	148 667 900	Sécurité et règlements	148 661 312
	<u>133 157 200</u>	<u>15 510 700</u>	<u>148 667 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u>133 157 200</u>	<u>15 510 700</u>	<u>148 667 900</u>	LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE	
	<u>133 157 200</u>	<u>15 510 700</u>	<u>148 667 900</u>	LA ROUTE	<u>148 661 312</u>

Description du programme:

Ce programme a comme objectif de faire en sorte que les routes de l'Ontario soient plus sécuritaires en rendant plus efficaces ses programmes de sécurité routière. Il veille également à assurer la prestation efficace des produits et services relatifs à la sécurité routière et à répondre aux besoins des consommateurs.

Les principales responsabilités de cette activité de base sont : l'établissement des normes, des politiques et des règlements en matière de sécurité pour tous les usagers de la route et les véhicules; la surveillance et l'observation des normes de sécurité; les examens de conduite et la délivrance des permis; l'inspection et le contrôle des transporteurs; ainsi que l'établissement de normes de sécurité pour les autres usagers de la route comme les piétons, les motoneigistes et les conducteurs de véhicules tout terrain. Le programme est également responsable de la gestion et de l'amélioration des services dispensés aux conducteurs et des produits et services liés aux véhicules et aux transporteurs. ServiceOntario est une initiative ministérielle de restructuration qui a pour objet d'améliorer la qualité du service aux consommateurs en donnant à ceux-ci davantage de choix et en augmentant leur accès aux opérations gouvernementales de routine.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE--CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$			
FONCTIONNEMENT					
Sécurité et règlements (Poste 1)			Subventions pour la sécurité dans les collectivités	201 213	
Traitements et salaires		76 892 040	Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	115 346	
Avantages sociaux		17 398 910	Ontario Safety League	1 080 000	
Transports et communications		8 633 870	Fondation de recherche sur les blessures de la route	30 000	
Services		40 868 482		<u>145 971 539</u>	
Fournitures et matériel		7 030 959	Moins : recouvrements d'autres ministères	3 960 135	142 011 404
Paiements de transfert					
American Association of Motor Vehicle Administrators	33 282		<i>Service Ontario</i>		
Conseil canadien de la sécurité	10 000		Traitements et salaires	1 944 870	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	322 020		Avantages sociaux	326 105	
Commercial Vehicle Safety Alliance	5 325		Transports et communications	96 180	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	115 346		Services	4 010 794	
Ontario Safety League	1 080 000		Fournitures et matériel	271 959	6 649 908
Fondation de recherche sur les blessures de la route	30 000				
Subventions pour la sécurité dans les collectivités	201 213	1 797 186	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		<u>148 661 312</u>
		<u>152 621 447</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 960 135			
		<u>148 661 312</u>			
<i>Sécurité et service à la clientèle</i>					
Traitements et salaires	74 947 170				
Avantages sociaux	17 072 805				
Transports et communications	8 537 690				
Services	36 857 688				
Fournitures et matériel	6 759 000				
Paiements de transfert					
American association of Motor Vehicle administrators	33 282				
Conseil canadien de la sécurité	10 000				
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	322 020				
Commercial Vehicle Safety Alliance	5 325				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2704				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES	
FONCTIONNEMENT				PROVINCIALES	
1	6 057 800	801 700	6 859 500	Gestion des programmes	6 855 252
2	234 311 900	8 864 800	243 176 700	Exploitation et entretien	243 175 429
	<u>240 369 700</u>	<u>9 666 500</u>	<u>250 036 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LA GESTION DES ROUTES	
				PROVINCIALES	250 030 681
CAPITAL					
3	25 549 100	2 438 600	27 987 700	Gestion des programmes	27 985 205
4	727 035 700	49 628 700	776 664 400	Génie et construction	776 662 957
	<u>752 584 800</u>	<u>52 067 300</u>	<u>804 652 100</u>	TOTAL (CAPITAL) POUR	
				LA GESTION DES ROUTES	
				PROVINCIALES	804 648 162

Description du programme:

Ce programme veille au bon état des routes provinciales et à la protection des investissements dans le réseau routier de la province. Grâce à des travaux d'ingénierie, de remise en état, de construction et d'entretien, le programme appuie les objectifs économiques et sociaux de la province.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT				
Gestion des programmes (Poste 1)				
Traitements et salaires		3 996 739	Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	394 626
Avantages sociaux		1 040 513		240 981 568
Transports et communications		304 938	Moins : recouvrements d'autres ministères	5 748 981
Services		1 555 134		235 232 587
Fournitures et matériel		352 819		
		7 250 143	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Moins : recouvrements d'autres ministères		394 891	Traitements et salaires	1 460 110
		6 855 252	Avantages sociaux	298 488
Exploitation et entretien (Poste 2)			Transports et communications ..	285 702
Traitements et salaires		61 896 579	Services	1 189 801
Avantages sociaux		20 788 822	Fournitures et matériel	1 217 218
Transports et communications		4 515 081		4 451 319
Services		97 811 452	Moins : recouvrements d'autres ministères	204 067
Fournitures et matériel		61 044 366		4 247 252
Paiements de transfert			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	250 030 681
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 713 569			
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par les locataires	394 626	3 108 195	CAPITAL	
		249 164 495	Gestion des programmes (Poste 3)	
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 989 066	Traitements et salaires	16 858 810
		243 175 429	Avantages sociaux	4 625 073
			Transports et communications	785 364
<i>Administration des routes</i>			Services	3 308 323
Traitements et salaires	2 257 818		Fournitures et matériel	2 470 761
Avantages sociaux	514 421			28 048 331
Transports et communications ..	496 086		Moins : recouvrements d'autres ministères	63 126
Services	252 068			27 985 205
Fournitures et matériel	211 215		<i>Construction et opérations</i>	
	3 731 608		Traitements et salaires	3 575 910
Moins : recouvrements d'autres ministères	36 018	3 695 590	Avantages sociaux	931 337
			Transports et communications ..	210 846
<i>Exploitation et entretien des routes</i>			Services	798 099
Traitements et salaires	58 178 651		Fournitures et matériel	1 409 372
Avantages sociaux	19 975 913			6 925 564
Transports et communications ..	3 733 293		Moins : recouvrements d'autres ministères	3 848
Services	96 369 583			6 921 716
Fournitures et matériel	59 615 933			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 713 569			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

<i>Génie du transport</i>			<i>Administration des routes</i>		
Traitements et salaires	11 217 802		Traitements et salaires	11 334 768	
Avantages sociaux	3 244 249		Avantages sociaux	2 675 279	
Transports et communications	424 024		Transports et communications	1 258 723	
Services	1 404 250		Services	1 653 923	
Fournitures et matériel	723 534		Fournitures et matériel	1 072 084	
	<u>17 013 859</u>			<u>17 994 777</u>	
Moins : recouvrements d'autres ministères	35 949	16 977 910	Moins : recouvrements d'autres ministères	358 368	17 636 409
	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>	<u> </u>
<i>Recherche et développement</i>			<i>Immobilisations et construction routières</i>		
Traitements et salaires	2 065 098		Traitements et salaires	59 939 513	
Avantages sociaux	449 487		Avantages sociaux	16 523 737	
Transports et communications	150 494		Transports et communications	4 979 799	
Services	1 105 974		Services	151 526 585	
Fournitures et matériel	337 855		Fournitures et matériel	21 846 498	
	<u>4 108 908</u>		Acquisition/construction de biens immobiliers	579 820 428	
Moins : recouvrements d'autres ministères	23 329	4 085 579		<u>834 636 560</u>	
	<u> </u>	<u> </u>	Moins : recouvrements d'autres ministères	173 562 930	661 073 630
				<u> </u>	<u> </u>
<i>Génie et construction (Poste 4)</i>			<i>Routes des territoires non-municipalisés</i>		
Traitements et salaires		73 114 674	Traitements et salaires	1 670 478	
Avantages sociaux		19 550 254	Avantages sociaux	337 591	
Transports et communications		6 578 300	Transports et communications	99 003	
Services		173 667 435	Services	7 959 340	
Fournitures et matériel		27 810 004	Fournitures et matériel	3 699 872	
Acquisition/construction de biens immobiliers		584 912 264		<u>13 766 248</u>	
Paiements de transfert			Moins : recouvrements d'autres ministères	4 663 025	9 103 259
Fonds de transition		70 034 174		<u> </u>	<u> </u>
		<u>955 667 105</u>			
Moins : recouvrements d'autres ministères		179 004 148			
		<u>776 662 957</u>			
<i>Travaux d'infrastructure Canada/Ontario-2</i>			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
Traitements et salaires	25 549		Traitements et salaires	144 366	
Transports et communications	8 381		Avantages sociaux	13 647	
Services	11 707 421		Transports et communications	232 394	
Fournitures et matériel	3 390		Services	820 166	
Acquisition/construction de biens immobiliers	5 091 836	16 836 577	Fournitures et matériel	1 188 160	
	<u> </u>	<u> </u>		<u>2 398 733</u>	
			Moins : recouvrements d'autres ministères	260 667	2 138 066
				<u> </u>	<u> </u>
<i>Fonds de transition</i>			TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		
Paiements de transfert					804 648 162
Fonds de transition	70 034 174				<u> </u>
	<u>70 034 174</u>				
Moins : recouvrements d'autres ministères	159 158	69 875 016			
	<u> </u>	<u> </u>			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario-2	1 438 712	14 067 457
Entente fédérale/provinciale	3 112 422	1 235 678
Autres	30 855 199	20 178 857
	<u>35 406 333</u>	<u>35 481 992</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	145 107	1 097 774
Remaniement des services locaux	110 682 991	
	<u>110 828 098</u>	<u>1 097 774</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	858 513 747	768 735 385
Frais pour chèques refusés	807 075	740 280
Autres	2 459 775	2 357 269
	<u>861 780 597</u>	<u>771 832 934</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages matériels	363 566	61 303
Indemnités de non-exécution	197 362	195 978
	<u>560 928</u>	<u>257 281</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Fonctionnement	13 686 143	11 878 847
Ventes et locations - Immobilisations	17 900 030	4 712 116
Refinancement de matériel routier lourd et de traversier	398 673	3 278 908
	<u>31 984 846</u>	<u>19 869 871</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>2 517 180</u>	<u>4 726 648</u>
DIVERS		
Pénalités -intérêt	789	
Autres	1 184 026	1 387 150
	<u>1 184 815</u>	<u>1 387 150</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>1 044 262 797</u>	<u>834 653 650</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1998-1999

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-344
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	4-346
RELATIONS DE TRAVAIL	4-348
POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	4-350
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE	
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	4-352
SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS	
DU TRAVAIL	4-354
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	4-344, 4-352
SOMMAIRE	4-343
ÉTAT DES RECETTES	4-356
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET)	4-357

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

1997-1998 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1998-1999	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
		FONCTIONNEMENT	
18 203 619	Administration du ministère	19 529 752	19 512 887
4 054 991	Commission de l'équité salariale	4 705 400	4 695 726
19 732 862	Relations de travail	22 599 900	22 366 033
3 618 005	Politiques relatives au travail	3 108 100	3 102 103
80 655 718	Droits et responsabilités en matière d'emploi et de santé	69 451 500	64 407 732
	Sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	4 000	
126 265 195	Total (Fonctionnement) du ministère	119 398 652	114 084 481
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
126 265 195	Total des dépenses	119 398 652	114 084 481

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	18 439 900	1 045 700	19 485 600	Administration du ministère	19 468 735
	<u>18 439 900</u>	<u>1 045 700</u>	<u>19 485 600</u>		<u>19 468 735</u>
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 155
	<u>18 484 052</u>	<u>1 045 700</u>	<u>19 529 752</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	<u>19 512 887</u>

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prises de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels afin que les programmes du ministère soient fournis de façon efficace. Ces programmes comportent le Bureau du ministre, le Bureau du sous-ministre, les services juridiques, les communications, les finances et l'administration, les ressources humaines ainsi que les services de vérification, et de la technologie de l'information.

De plus, le programme offre des services de soutien administratif et financier aux Commissions d'enquête du ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1602 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	
1	3 001 100	418 000	3 419 100	Commission de l'équité salariale	3 413 864
2	1 039 300	247 000	1 286 300	Tribunal de l'équité salariale	1 281 862
	<u>4 040 400</u>	<u>665 000</u>	<u>4 705 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	<u>4 695 726</u>

Description du programme:

La Commission de l'équité salariale est responsable de l'administration de la *Loi sur l'équité salariale* et assure l'instauration et le maintien de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé par le biais d'un processus indépendant appuyé par des activités de sensibilisation, des politiques et de la recherche, et des services de règlement des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi judiciaire, est chargé de statuer sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE--CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
 Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 201 031
Avantages sociaux	459 135
Transports et communications	251 605
Services	434 740
Fournitures et matériel	67 353
	<u>3 413 864</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	703 783
Avantages sociaux	104 067
Transports et communications	25 726
Services	381 232
Fournitures et matériel	67 054
	<u>1 281 862</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	<u><u>4 695 726</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1603					
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
1	13 238 900	536 600	13 775 500	Commission des relations de travail	13 775 105
2	1 158 100		1 158 100	Commission d'appel de la fonction publique	927 695
3	7 559 800	106 500	7 666 300	Relations patronales-syndicales	7 663 233
	<u>21 956 800</u>	<u>643 100</u>	<u>22 599 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	<u>22 366 033</u>

Description du programme:

Ce programme vise à promouvoir des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail dans la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal indépendant, quasi-judiciaire responsable de l'arbitrage et de la médiation de différends en vertu de la *Loi sur les relations de travail* et de nombreuses lois pertinentes. Elle s'occupe notamment de l'accréditation des syndicats, de la cessation du droit de négocier d'un syndicat, des pratiques déloyales de travail, de l'arbitrage de premiers contrats, des questions de grève ou de lock-out, des conflits de compétence et de l'arbitrage des griefs dans l'industrie de la construction. La Commission est également chargée des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario et de la protection des droits des employés qui sont garantis en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, de la *Loi sur les normes de travail* et de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Les commissions d'appel de la fonction publique sont formées de deux tribunaux indépendants quasi-judiciaires qui s'occupent des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario. Il s'agit de la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et de la Commission des griefs de la fonction publique.

Le programme des Relations patronales-syndicales fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs grâce à la conciliation et la médiation rattachées aux conventions collectives, à la nomination d'arbitres et aux renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL--CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 825 962
Avantages sociaux	1 649 110
Transports et communications	991 679
Services	3 674 292
Fournitures et matériel	634 062
	<u>13 775 105</u>
Commission d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	410 105
Avantages sociaux	114 398
Transports et communications	115 632
Services	1 122 719
Fournitures et matériel	26 287
	<u>1 789 141</u>
Moins: recouvrements d'autres ministères	861 446
	<u>927 695</u>
Relations patronales-syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 112 137
Avantages sociaux	799 487
Transports et communications	963 900
Services	1 599 412
Fournitures et matériel	188 297
	<u>7 663 233</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	<u><u>22 366 033</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1604 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	
1	3 108 100		3 108 100	Politiques relatives au travail	3 102 103
	<u>3 108 100</u>		<u>3 108 100</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	<u>3 102 103</u>

Description du programme:

Ce programme est chargé de fournir des conseils au ministre et au gouvernement sur les questions touchant les politiques relatives au travail et de faire des recherches en vue d'élaborer les politiques, les lois et les règlements pour le ministère dans les domaines des relations de travail, de la santé et de la sécurité, de l'indemnisation des accidents du travail, ainsi que des droits et des responsabilités reliés au travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL--CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$
FONCTIONNEMENT	
Politiques relatives au travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 862 038
Avantages sociaux	389 579
Transports et communications	89 128
Services	594 969
Fournitures et matériel	103 389
Paiements de transfert	
Subventions à la Société du barreau du Haut-Canada	63 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	<u><u>3 102 103</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1605 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	
1	3 016 800	178 700	3 195 500	Administration interne régionale	3 058 105
2	39 565 600	903 100	40 468 700	Santé et sécurité au travail	40 369 875
3	25 786 300		25 786 300	Normes d'emploi	20 979 752
	<u>68 368 700</u>	<u>1 081 800</u>	<u>69 450 500</u>		<u>64 407 732</u>
L	1 000		1 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	
	<u>68 369 700</u>	<u>1 081 800</u>	<u>69 451 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	<u>64 407 732</u>

Description du programme:

Ce programme assure l'administration et l'application de la *Loi sur les normes d'emploi* et de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* ainsi que de la législation et des règlements connexes.

Le programme des normes d'emploi assure la protection des travailleurs et travailleuses de l'Ontario grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il encourage le respect volontaire des normes par le biais d'initiatives de prévention et il en assure la mise en oeuvre par le biais d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application.

Le programme de la santé et sécurité assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, et aide à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. Par l'application de la Loi et des règlements y afférents, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et à la prévention des dangers pour la santé et la sécurité.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET
DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL--CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$		
FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Administration interne régionale (Poste 1)			Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires		1 786 496	Traitements et salaires	765 175
Avantages sociaux		383 824	Avantages sociaux	134 049
Transports et communications		389 955	Transports et communications	130 779
Services		431 222	Services	279 715
Fournitures et matériel		66 608	Fournitures et matériel	490 707
		<u>3 058 105</u>	Autres opérations	24 344
Santé et sécurité au travail (Poste 2)				<u>1 824 769</u>
Traitements et salaires		23 759 130	Moins : recouvrements	1 824 769
Avantages sociaux		5 497 857		
Transports et communications		2 603 467		
Services		7 095 884		
Fournitures et matériel		1 639 954		
Paiements de transfert			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Subventions à l'Institut canadienne de radioprotection		40 000	PROGRAMME DES DROITS ET	
		<u>40 636 292</u>	RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE	
Moins : recouvrements		266 417	D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET	
		<u>40 369 875</u>	SÉCURITÉ AU TRAVAIL	<u>64 407 732</u>
Normes d'emploi (Poste 3)				
Traitements et salaires		9 634 367		
Avantages sociaux		2 214 759		
Transports et communications		916 045		
Services		3 002 697		
Fournitures et matériel		562 775		
Paiements de transfert				
Programme d'adaptation des travailleurs âgés	40 682			
Programme de protection des salaires des employés	4 608 427	4 649 109		
		<u>20 979 752</u>		

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1606				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
FONCTIONNEMENT				PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE	
				CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	
1	1 000		1 000	Administration du programme	
2	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers du patronat	
4	1 000		1 000	Comité des maladies professionnelles	
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE	
				ET L'ASSURANCE CONTRE LES	
	4 000		4 000	ACCIDENTS DU TRAVAIL	

Description du programme:

Ce programme est constitué du Bureau des conseillers des travailleurs, du Bureau des conseillers du patronat et du Comité des maladies professionnelles.

Le programme fournit des services consultatifs et éducatifs aux employés et aux employeurs, et il représente ceux-ci devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Les fonctions du Comité des maladies professionnelles sont en train d'être regroupées sous la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE
LES ACCIDENTS DU TRAVAIL--CRÉDIT 1606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		453 900
Avantages sociaux		71 000
Transports et communications		5 500
Services		8 300
Fournitures et matériel		10 400
		<u>549 100</u>
Moins : recouvrements		<u>549 100</u>
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 304 435
Avantages sociaux		1 097 963
Transports et communications		422 435
Services		905 446
Fournitures et matériel		130 044
Paiements de transfert		
Paiements au titre des		
initiatives de formation de		
la Commission des accidents		
du travail	875 000	
Paiements aux groupes de		
travailleurs victimes		
d'accidents du travail	<u>362 124</u>	<u>1 237 124</u>
		<u>9 097 447</u>
Moins : recouvrements		<u>9 097 447</u>
Bureau des conseillers du patronat (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 786 075
Avantages sociaux		328 180
Transports et communications		165 266
Services		406 042
Fournitures et matériel		75 502
		<u>2 761 065</u>
Moins : recouvrements		<u>2 761 065</u>
Comité des maladies professionnelles (Poste 4)		
Avantages sociaux		13 053
Transports et communications		212
Services		2 799
Fournitures et matériel		139
		<u>16 203</u>
Moins : recouvrements		<u>16 203</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL		
		<u><u>16 203</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999 \$	1998 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections des mines d'uranium	9 329	21 314
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	28 272 800	12 702 600
Programme de protection des salaires des employés	890 105	1 828 847
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	708 448	819 231
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	108 158	129 659
Autres	12 654	
	<u>29 992 165</u>	<u>15 480 337</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les agences de placement</i>	390 900	565 450
Laboratoire de manipulation de matériau	423 659	442 190
Droits relatifs au programme de perfectionnement des arbitres	550	36 447
Étude de plans de bâtiments		867 523
Frais pour chèques refusés	265	455
	<u>815 374</u>	<u>1 912 065</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	438 075	253 356
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	45 120	69 544
Photocopies, prix	59 663	50 293
Autres	24 318	8 982
	<u>129 101</u>	<u>128 819</u>
RECouvreMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>125 045</u>	<u>49 761</u>
DIVERS		
Baux		1 270 011
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	6 464	17 457
Intérêts bancaires	395 694	4 283
Traitements non-réclamés et chèques périmés	383 339	808 102
Pénalités - intérêts		72
Autres	26 990	8 609
	<u>812 487</u>	<u>2 108 534</u>
TOTAL DES RECETTES	<u><u>32 321 576</u></u>	<u><u>19 954 186</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999

	1999	1998
	\$	\$
Taxe sur les produits et services-perçue/versée		(294)
Normes d'emploi - Salaires non réclamés	(388 073)	(630 702)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	<u>(388 073)</u>	<u>(630 996)</u>

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

A

Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones	4-318
Acquisition/construction de biens immobiliers - Autres dépenses	4-286
Acquisition/construction de biens immobiliers - Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2	4-135
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres	4-286
Acquisition/construction des biens immobiliers	4-135, 4-320
Activités régionales	4-43
Activités de réglementation des services	4-195
Administration de la justice	4-232
Administration des bureaux de secteur	4-300
Administration des programmes et des projets	4-267
Administration, fonctionnement et prestation du programme	4-287
Administration interne régionale	4-352
Administration locale	4-35, 4-39
Affaires civiques	4-11, 4-14
Affaires civiques, Culture et Loisirs (ministère)	4-9
Affaires francophones (Office des)	4-207, 4-209
Affaires intergouvernementales (ministère)	4-25
Affaire municipales et Logement	4-33
Agricorp	4-65
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales (ministère)	4-53
Aide compensant l'annulation de la chasse à l'ours printanière	4-245
Aide à l'industrie aérospatiale	4-145
Aide à l'intégration communautaire	4-302
Aide à la réinsertion sociale des détenus	4-320
Aide à la transition de la ville de Toronto	4-40
Aide à la transition pour les municipalités du Nord	4-40
Aide aux ruchers	4-59
Aide aux sinistrés	4-40
Aide aux victimes et aux témoins	4-229
Aide de transition pour le Nord	4-40
Aide et services aux victimes	4-310
Aide juridique	4-227
Aide sociale et emploi	4-300
Aide spéciale aux municipalités	4-40
Allocation discrétionnaire	4-99
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	4-320
Allocations et prestations versées par la province	4-301
Allocations et prestations versées par les municipalités	4-301
Amélioration des ordinateurs des députés	4-72
Amélioration génétique du bétail	4-59
Aménagement des ressources des Premières nations	4-248
Aménagement du territoire	4-35, 4-41
Aménagement et bâtiment	4-47
American Association of Motor Vehicle Administrators	4-335
Année internationale des personnes âgées	4-268
Archives publiques	4-11, 4-20
Assemblée législative (Bureau de l')	4-69, 4-71
Assistance provisoire aux petits entrepreneurs et exploitants du secteur touristique	4-145
Association des juges de paix	4-233
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	4-266
Association des transports du Canada	4-332

Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	4-266
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	4-59
Association pour la santé publique de l'Ontario	4-266
Association pour la sécurité à la ferme	4-59
Assurance-emploi	4-289
Assurance-santé	4-255, 4-261
Assurance-santé et prestations	4-261
Assurance-vie collective	4-289
Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	4-321, 4-322
Autre aide à l'agriculture et aux affaires rurales	4-59
Autre appui à l'éducation et à la recherche	4-63
Autre soutien	4-65
Autre soutien à l'industrie alimentaire	4-61
Autres	4-200, 4-289
Autres opérations	4-335
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	4-266
Autres subventions aux municipalités	4-194
Avance de Fonds Programme	4-292
Avances à la Société d'aménagement de North Pickering	4-42
Avantages sociaux et Régime de retraite (cotisations du gouvernement)	4-287
Aviation et lutte contre les inondations et les incendies	4-247

B

Bibliothèque des juges	4-233
Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative	4-72
Bibliothèques de droit de comté et de district	4-233
Bonification d'intérêts sur les débetures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	4-59
Bonifications d'intérêts-Agence	4-146
Bourses d'échange Ontario-Québec	4-157
Bureau de la privatisation	4-187
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales	4-30
Bureau des conseillers des travailleurs	4-354
Bureau des conseillers du patronat	4-354
Bureau du budget et de la taxation	4-187, 4-190
Bureau du commissaire	4-317
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	4-74
Bureau du commissaire à l'intégrité	4-74
Bureau du greffier	4-72
Bureau du président de l'Assemblée législative	4-72
Bureau principal	4-80, 4-86

C

Cabinet du premier ministre	4-107, 4-109, 4-110
Caisse d'assurance des droits immobiliers	4-118
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4-289
Canaux de drainage municipaux	4-59
CCAF - FCVI Inc	4-105
Centre d'animation scolaire de l'Ontario	4-155
Centre d'études indépendantes	4-154
Centre des sciences de l'Ontario	4-17
Centres de femmes	4-81
Centres de santé communautaire	4-266

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Centres pédiatriques	4-268
Certificats - Administration	4-228
Certificats - Services à la clientèle	4-228
Chiefs of Ontario	4-277
Cliniques d'aide juridique communautaire	4-228
Collection McMichael d'art canadien	4-17
Collège de police de l'Ontario	4-315
Collège des arts appliqués et de la technologie	4-200
Collèges et universités	4-156
Comité d'étude de la médecine	4-262
Comité des maladies professionnelles	4-354
Comité d'établissement de règles du marché	4-168
Commerce	4-144
Commercial Vehicle Safety Alliance	4-335
Commissaire à l'environnement	4-74
Commission	4-71, 4-74
Commission d'appel de la fonction publique	4-348
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	4-120
Commission d'enquête	4-14
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4-229
Commission de l'énergie de l'Ontario	4-168
Commission de l'équité salariale	4-343, 4-346
Commission de transport Ontario Northland	4-135
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	4-124
Commission des courses de l'Ontario	4-124
Commission des parcs du Saint-Laurent	4-145
Commission des relations de travail	4-348
Commission ontarienne	4-256
Commission ontarienne des droits de la personne	4-14
Commission sur le financement des élections	4-74
Compétitivité du secteur minier	4-136
Conseil 4H de l'Ontario	4-59
Conseil canadien de la sécurité	4-335
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	4-335
Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario	4-86
Conseil de la zone de développement de Moosonee	4-40
Conseil des arts de l'Ontario	4-17
Conseils des ministres (Bureau du)	4-83, 4-85
Conseils régionaux de santé	4-265, 4-266
Conservation	4-175, 4-180
Conservation et gestion responsable des ressources	4-180
Consommation et Commerce (ministère)	4-113
Construction de tribunaux	4-232
Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux <i>Loi sur l'enregistrement des actes</i>	4-118
Contributions gouvernementales, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	4-154, 4-155
Coordination des Affaires francophones	4-210
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires	4-289
Conseil des ministres (Bureau du)	4-83, 4-85, 4-86
Coûts de reconstruction	4-72
Culture	4-11, 4-16

D

Dairy Farmers of Ontario	4-59
Débitures pour le drainage par tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	4-58, 4-59
Dépenses en immobilisations pour les réparations et les améliorations des logements publics	4-44
Dette non provisionnée	4-289
Développement économique	4-135

Développement de l'infrastructure	4-182
Développement des entreprises et de l'emploi	4-144
Développement du Nord	4-131, 4-134
Développement du Nord et des Mines (ministère)	4-129
Développement économique, Commerce et Tourisme (ministère)	4-139
Développement économique du Nord	4-134
Développement et gestion des sources d'énergie	4-165, 4-168
Directeur général des élections (Bureau du)	4-89, 4-91, 4-92
Direction générale de la condition féminine	4-80
Diversification économique régions productrices de tabac	4-59
Droit criminel	4-225
Droits et responsabilités en matière d'emploi et de santé et sécurité au travail	4-343, 4-352

E

Écoles provinciales	4-154
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario	4-59
Éducation et Formation (ministère)	4-149
Éducation, recherche et services de laboratoire	4-55, 4-62
Élaboration de règlements de construction	4-35, 4-47
Emplois d'été	4-248
Énergie, Sciences et Technologie (ministère)	4-163
Enseignement clinique	4-260
Entreprises branchées de l'Ontario	4-118
Environnement (ministère)	4-173
Épidémies	4-266
Établissements de services correctionnels	4-319
Établissements de santé autonomes	4-266
Établissements de soins de longue durée	4-267, 4-268
Études sur les transports urbains et régionaux	4-332
Évaluation foncière	4-187, 4-197
Exploitation des établissements connexes	4-260
Exploitation des hôpitaux	4-260
Exploitation et entretien	4-336

F

Farmers' Markets Ontario	4-59
Fiducie de régénération du secteur riverain	4-42
Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO	4-332
Financement provisoire des services de soutien à l'évaluation foncière	4-197
Financement provisoire des immobilisations - Réseau GO	4-332
Finances (ministère)	4-185
Foire agricole royale d'hiver	4-63
Fondation de recherche sur les blessures de la route	4-335
Fondation du patrimoine ontarien	4-17
Fondation ontarienne de la santé mentale	4-264
Fondation pour la vie à la campagne	4-59
Fondation Trillium de l'Ontario	4-15
Fondation Trillium de l'Ontario-Initiatives spéciales	4-15
Fonds d'exploitation des logements publics	4-44
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	4-195
Fonds de développement économique-Mesures initiatives relatives à l'intérêt	4-145
Fonds de dotation pour les arts	4-17
Fonds de fiducie "Patrimoine vital"	4-245
Fonds de partenariat sectoriel	4-135, 4-137, 4-145

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	4-289	versées aux députés	4-72
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	4-200	Infrastructure communautaire	4-135
Fonds de réinvestissement communautaire	4-194	Infrastructure d'eau et d'égout	4-182
Fonds de restructuration des municipalités	4-40	Infrastructure de la communauté autochtone	4-135
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	4-332	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	4-244
Fonds de transition	4-338	Infrastructure pour les services régionaux	4-247
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	4-135	Initiatives de bénévolat	4-15
Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario	4-157	Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	4-31
Fonds fiduciaire pour les manifestations culturelles	4-17	Institut des relations intergouvernementales	4-31
Fonds ontarien pour l'innovation	4-171	Institut national de la magistrature	4-233
Fonds provincial de protection des eaux	4-183	Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	4-199
Fonds provincial pour les priorités	4-291	Intérêts sur les titres de l'Ontario émis à des fins générales	4-200
Formation à l'éducation élémentaire et secondaire	4-151, 4-154	Investissement	4-144
Formation à l'éducation postsecondaire	4-151, 4-156	Investissement dans les compétences stratégiques	4-145
Formation des équipes de sauvetage dans les mines, <i>Loi sur la santé et sécurité au travail</i>	4-352	Investissements stratégiques-Mesures initiatives relatives à l'intérêt	4-145
Formation du personnel	4-319	J	
Formation et préparation à l'emploi	4-151, 4-158	Jardins botaniques royaux	4-17
Foundation ontarienne de régénération des Grand Lacs	4-179	Jeunes voyageurs de l'Ontario	4-155
G		Jeux du Canada	4-19
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs	4-146	Jiangsu, China, Ontario, Canada-Centre des sciences et de technologie	4-145
Garanties honorées - Nouvelles entreprises	4-146	Juge en chef de l'Ontario-Conférences et colloques	4-233
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme	4-145	L	
Garanties honorées-Programme Étudiants entrepreneurs	4-145	L'équité salariale dans les municipalités	4-40
Garanties honorées-Programme jeunes entrepreneurs	4-145	L'industrie alimentaire	4-55, 4-60
Garanties honorées-Agence	4-146	L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	4-155
Garanties honorées-Directe	4-146	Le financement des élections, la <i>Loi sur le financement</i> <i>des élections</i>	4-74, 4-75
Génie et construction	4-336	Leader parlementaire	4-86
Gestion des programmes	4-336	Les initiatives de l'Ontario 2000	4-23
Gestion des richesses naturelles	4-239, 4-244	Les Sociétés de développement de l'Ontario	4-144
Gestion des routes provinciales	4-327, 4-336	Lieutenant-gouverneur (Bureau du)	4-95, 4-97, 4-98
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage	4-157	Logements à but non lucratif	4-43
H		Logements avec services de soutien	4-268
Hommage à Diana, princess de Galles	4-191	Logements social	4-35, 4-43
Hôpitaux et établissements connexes	4-259	<i>Loi électorale</i>	4-92, 4-93
I		<i>Loi sur la vérification des comptes publics</i>	4-104, 4-105
Immobilisations dans le domaine de la santé	4-255, 4-270, 4-269	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	4-229, 4-231
Impôt-santé des employeurs	4-289	Lutte contre les maladies vénériennes	4-266
Impôts acquités sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	4-245, 4-337	M	
Impôts sur les propriétés provinciales louées, en vertu de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i>	4-40	Médicaments	4-261
Imprévus	4-287	Mesures d'urgence	4-313
Indemnisation des dommages causés par les loups et les coyotes	4-65	Mines et minéraux	4-131, 4-136
Indemnisation des victimes d'actes criminels	4-230	Ministre déléguée à la condition féminine (Bureau de la)	4-77, 4-79, 4-80
Indemnisation des victimes de mauvais traitements dans les établissements provinciaux	4-230	Musée des beaux-arts de l'Ontario	4-17
Indemnités et allocations de déplacement		Musée royal de l'Ontario	4-17
		N	
		Nord du 51° parallèle	4-137
		Normes d'emploi	4-352

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Normes et services relatives au marché 4-120
Normes policières et services de soutien 4-315

O

Obligations de refinancement du Réseau GO 4-332
Observation des lois 4-178
Office de protection de la nature de la région
de Toronto 4-246
Ombudsman 4-216
Ombudsman Ontario 4-213, 4-215
Ontario 2000 4-20
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-277
Ontario Native Women's Association 4-277
Ontario Safety League 4-335
Organismes, conseils et commissions 4-309, 4-321
Organismes locaux officiels responsables de la santé 4-266
Organismes municipaux 4-41
Ortech Corporation 4-145
Orthophonie et audiologie 4-266
Ottawa Carleton Transpor 4-332

P

Paiement en vertu de la *Loi sur les subventions
tenant lieu d'impôts aux municipalités* 4-40
Paiements à titre de supplément au loyer 4-44
Paiements au titre des initiatives de formation de la
Commission des accidents du travail 4-355
Paiements aux conseils scolaires 4-154
Paiements aux groupes de travailleurs victimes d'accidents
du travail 4-355
Paiements de garanties, *Loi sur l'administration financière* . . 4-58
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les
médecins et autres praticiens 4-262
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur
les services policiers* 4-317, 4-318
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère
du Trésor et de l'Économie* 4-310, 4-312
Paiements pour les opérations policières conjointes 4-316

Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence
connexes: Services d'ambulance municipaux . . 4-266
Paiements tenant lieu d'impôts aux
municipalités 4-155, 4-245, 4-302, 4-337
Paiements versés à des agences de recouvrement
du secteur privé en vertu
de la *Loi sur l'administration financière* 4-287, 4-290
Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du
Trésor et l'Économie* 4-225, 4-226
Parcs provinciaux 4-244
Partenariat stratégique 4-63
Perte sur prêts-Direct 4-146
Pharmacie du gouvernement, *Loi sur
l'administration financière* 4-258
Plan de développement de ressources dans le domaine
de la santé 4-257
Planification familiale 4-266
Police provinciale de l'Ontario 4-309, 4-317
Politiques, économiques budgétaires et financières 4-187
Politiques et planification des transports 4-327
Politiques et financement agricole 4-55, 4-64

Politiques et prestation des programmes 4-154
Politiques et programmes 4-168
Politiques et projet des services financiers 4-193
Politiques et relations intergouvernementales 4-158
Politiques, planification et établissement des priorités 4-331
Politiques relatives au travail 4-343, 4-350
Poursuites contre les criminels 4-221, 4-225
Préparation à l'emploi 4-158, 4-159
Préparation au milieu de travail 4-159
Prestations aux employés retraités 4-289
Prêts à la nouvelle ville de Toronto 4-40
Prêts au Collège Sheridan 4-157
Prêts de développement touristique -
intérêts de productivité 4-145
Prêts - *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* 4-40
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail 4-159
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les
territoires non érigés en municipalités 4-59
Prévention de la tuberculose 4-266
Prévention et contrôle du sida 4-266
Procureur général (ministère) 4-219
Programme Canada-Ontario d'aide à la relance
des entreprises 4-145
Programme d'action communautaire 4-145
Programme d'adaptation des travailleurs âgés 4-353
Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario 4-137
Programme d'éducation - Autres 4-155
Programme d'encouragement au développement
du tourisme 4-145
Programme d'indemnisation contre la rage 4-65
Programme d'investissement Croissance Ontario 4-65
Programme d'oxygénothérapie à domicile 4-266
Programme de dotation en personnel technique 4-145
Programme de langue seconde 4-157
Programme de lutte contre la toxicomanie 4-266
Programme de médicaments de l'Ontario 4-262, 4-301
Programme de promotion de la santé 4-266
Programme de protection des salaires des employés 4-353
Programme de Protection du consommateur, de
sécurité publique et normes commerciales 4-120
Programme de réglementation de l'industrie
des services financiers 4-195
Programme de relance du secteur manufacturier 4-145
Programme de secours global aux exploitations agricoles . . 4-65
Programme de soutien aux étudiants 4-156, 4-157
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario . 4-72
Programme de subventions accordées aux résidents du
Nord de l'Ontario pour frais de
transport à des fins médicales 4-266
Programme de subventions d'immobilisations
aux communautés 4-277
Programme de travailleurs judiciaires autochtones 4-226
Programme des bovins d'engraissement 4-59
Programme des services aux régions insuffisamment
desservies 4-266
Programme des services de justice familiale 4-221
Programme des services en français 4-211
Programme des services régionaux et Ontario 2000 4-11
Programme des sports et loisirs 4-11
Programme juridiques et aide aux victimes 4-221
Programme Partenaires communautaires 4-44
Programme relatif aux opérations 4-245

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Programme Travaux d'infrastructure
Canada/Ontario-2 4-135, 4-157

Programme Travaux d'infrastructure
Canada-Ontario 4-135, 4-155

Programmes d'éducation-Autres 4-155

Programmes d'emploi 4-301

Programmes d'emplois spéciaux 4-287

Programmes de médicaments de l'Ontario 4-262

Projet (an 2000) de secteur de santé 4-257

Projets d'aide sociale automatisée 4-301

Projets d'élaboration des politiques et des programmes 4-301

Projets de justice autochtone 4-226

Projets de partenariat 4-15

Programme de relance du secteur manufacturier 4-145

Projets de restructuration administrative à l'échelle
du gouvernement 4-287

Projets en langues officielles 4-155

Promotion de la santé et administration du programme 4-265

Protection de l'environnement 4-175, 4-178

Protection du consommateur, de sécurité
publique et norme 4-115

Protection du revenu à long terme 4-289

R

Recettes fiscales 4-190

Recherche d'affaires compétitive 4-63

Recherche et développement des technologies 4-170

Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et
autres poursuivies dans le domaine de la santé 4-257

Réductions fiscales sur les terres protégées 4-245

Régime de pensions du Canada 4-289

Régime de retraite des fonctionnaires 4-200

Régime de retraite du syndicat des employés de
la fonction publique de l'Ontario 4-200, 4-289

Régime de revenu annuel garanti 4-191

Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires 4-289

Régime de soins dentaires 4-289

Régistrare général de l'état civil 4-122

Registres à des fins commerciales 4-115, 4-118

Réglementation de l'industrie des services financiers 4-187

Réglementation des jeux et des alcools 4-115, 4-124

Réglementation des logements locatifs privés 4-35, 4-45

Réglementation des loyers 4-45

Relations de travail 4-343, 4-348

Relations fédérales et interprovinciales 4-27

Relations patronales-syndicales 4-348

Remaniement des administrations locales - Fonds
pour circonstances particulières 4-287

Remise fiscale aux exploitants agricoles 4-65

Remises fiscales sur les forêts aménagées 4-245

Renouvellement des installations 4-222

Réparation et entretien pour les organismes 4-17

Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord 4-266

Ressources scientifiques et informatiques 4-239, 4-242

Ressources supplémentaires pour la lutte contre
les incendies 4-247

Restructuration des hôpitaux 4-259, 4-260

Restructuration et autres dépenses 4-193

Revendications territoriales et initiatives de
gouvernement autonome 4-276

Richesses naturelles (ministère) 4-237

Routes d'hiver 4-135

S

Santé (ministère) 4-253

Santé de la population et services communautaires 4-255

Santé et sécurité au travail 4-352

Santé mentale 4-255, 4-263

Santé publique 4-265

Science Nord 4-17

Sciences et technologie 4-165, 4-170

Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario 4-65

Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de
l'Est de l'Ontario 4-40

Secours international en cas de catastrophe 4-145

Secrétariat des affaires autochtones de
l'Ontario 4-273, 4-275, 4-276

Secrétariat des Conférences intergouvernementales
canadiennes 4-31

Secrétariat des jeux 4-281, 4-291

Secrétariat des nominations 4-86

Secrétariat du Conseil de gestion 4-279

Sécurité des usagers de la route 4-334

Sécurité et règlements 4-334

Sécurité professionnelle et l'assurance contre
les accidents du travail 4-343, 4-354

Sécurité publique 4-309, 4-313

Sergent d'armes et gestion des locaux 4-72

Service d'emploi d'été 4-65, 4-135, 4-159

Service de soutien 4-302

Service ontarien d'innovation et de productivité 4-145

Services à l'enfance 4-300

Services à la clientèle dans des résidences communautaires
ou services externes 4-320

Services administratifs 4-72

Services agricoles et affaires rurales 4-55, 4-58

Services aux adultes et aux enfants 4-297, 4-300

Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de
développement 4-300

Services aux jeunes contrevenants 4-302

Services aux tribunaux 4-221

Services aux victimes de traumatismes crâniens 4-268

Services communautaires 4-135, 4-263, 4-267, 4-319

Services communautaires de santé mentale 4-264

Services correctionnels 4-309, 4-319

Services d'administration locale 4-39

Services d'aides familiales 4-268

Services d'apprentissage et de formation 4-158

Services d'auxiliaires à domicile 4-268

Services d'enregistrement 4-118

Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés et lutte
contre la toxicomanie 4-264

Services d'intervention en faveur des enfants
et des familles 4-302

Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes 4-312

Services dans les hôpitaux 4-263

Services de bien-être de l'enfance 4-302

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Services de garde d'enfants	4-302	Statistiques de l'état civil	4-115
Services de justice familiale	4-221, 4-227	Stratégie - "Une économie autochtone plus vigoureuse" ...	4-277
Services de laboratoire	4-261	Stratégie d'emploi pour les jeunes en milieu rural	4-65
Services de médecine légale et du coroner	4-313	Stratégie de création d'emplois en milieu rural	4-59
Services de sages-femmes	4-266	Stratégie de réinvestissement communautaire	4-193
Services de santé communautaire	4-265	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	4-302
Services de santé d'urgence	4-265	Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière d'information et de technologie de l'information	4-287
Services de sécurité - incendie	4-313	Subvention à l'Association canadienne de l'éducation ...	4-155
Services de soutien aux groupes parlementaires	4-72	Subvention à l'Institut d'administration publique du Canada	4-288
Services de soutien communautaire	4-268, 4-302	Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	4-155
Services de soutien des bureaux des députés	4-72	Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	4-155
Services de traitement pour les enfants	4-302	Subvention au Conseil des ministres de l'éducation, Canada	4-155
Services des appareils et accessoires fonctionnels ...	4-265, 4-266	Subvention de soutien à la recherche sur la politique économique	4-194
Services des biens immobiliers	4-281, 4-285	Subvention-Service d'orientation aux familles de Frontenac	4-233
Services des conseillers législatifs	4-229	Subventions à l'Institut canadienne de radioprotection ...	4-353
Services en établissement	4-319	Subventions à la Société du barreau du Haut-Canada ...	4-351
Services en établissement et ressources communautaires ...	4-302	Subventions à Ridgeway College, Université de Guelph	4-179
Services environnementaux	4-178	Subventions - aéroports municipaux	4-332
Services et mesures de soutien spécialisés relatifs à l'emploi	4-302	Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement	4-171
Services internes de la police	4-309	Subventions au Programme d'investissement dans le réseau télématique de l'Ontario	4-171
Services judiciaires	4-232	Subventions au Programme de recherche industrielle ...	4-171
Services juridiques et aide aux victimes	4-221, 4-229	Subventions au programme de sensibilisation aux sciences et à la technologie	4-171
Services ministériels et contrôle de gestion	4-281, 4-287	Subventions aux associations touristiques	4-145
Services parlementaires	4-72	Subventions aux Centres d'excellence	4-171
Services professionnels	4-268	Subventions aux ententes internationales	4-171
Services provinciaux d'aménagement	4-41	Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications	4-171
Services régionaux	4-22, 4-239, 4-247	Subventions aux projets des communautés autochtones ...	4-15
Services sociaux aux adultes	4-300	Subventions communautaires	4-15
Services sociaux et communautaires (ministère)	4-295	Subventions d'établissement et d'intégration	4-15
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4-200	Subventions d'immobilisations	4-303
Société d'aménagement de North Pickering	4-41	Subventions d'immobilisations aux communautés autochtones	4-15
Société d'exploitation de la Place Ontario	4-145	Subventions d'immobilisations -Élémentaire/secondaire ...	4-155
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	4-17	Subventions d'immobilisations-postsecondaire	4-157
Société de logement de l'Ontario	4-43, 4-200	Subventions de fonctionnement des conseils scolaires ...	4-155
Société ontarienne d'évaluation foncière	4-198	Subventions des soutien aux Archives	4-21
Sociétés agricoles et horticolas	4-59	Subventions diverses	4-316
Soins de longue durée	4-255, 4-267	Subventions en faveur du développement des investissements	4-145
Soins en établissement	4-255	Subventions en faveur du développement du tourisme ...	4-145
Solliciteur général et Services correctionnels (ministère) ...	4-307	Subventions et subsides pour le bétail	4-65
Soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme ...	4-141, 4-144	Subventions - Études techniques sur le traitement de l'eau et l'épuration des eaux d'égout	4-183
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire	4-154	Subventions Office de la Protection de la nature: Frais d'administration	4-245
Soutien à la formation postsecondaire	4-156	Subventions pour appuyer le développement des entreprises	4-145
Soutien à la réglementation des valeurs mobilières	4-195	Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	4-44
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales ...	4-19	Subventions pour l'organisation d'événements spéciaux ...	4-145
Soutien aux loisirs communautaires	4-19		
Soutien de protection du revenu pour les programmes d'assurance-récolte, de stabilisation du revenu net et de revenu marché	4-65		
Soutien du secteur des arts	4-17		
Soutien du secteur des bibliothèques	4-17		
Soutien du secteur des industries culturelles	4-17		
Soutien du secteur du patrimoine	4-17		
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones ...	4-277		
Soutien opérationnel	4-328		
Soutien pour les négociations communautaires	4-277		
Sports et loisirs	4-11, 4-18		

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Subventions pour la prestation de services et programmes
à l'intention des femmes 4-81

Subventions pour la recherche sur la sécurité routière 4-335

Subventions pour la sécurité dans les collectivités 4-335

Subventions pour le partenariat sectoriel 4-181

Subventions pour les coûts de fonctionnement
des universités 4-157

Subventions pour les coûts de fonctionnement des collègues 4-157

Subventions pour les ententes en vertu de la partie de la
Loi sur la protection de l'environnement 4-179

Subventions pour les initiatives de lutte contre
l'agression sexuelle 4-312

Subventions pour les programmes communautaires de
la justice pour les victimes 4-312

Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-316

Subventions pour les services dans le domaine de la
médecine légale 4-314

Subventions pour les services de police communautaire et
les programmes de prévention du crime 4-316

Subventions pour les transports en commun
des municipalités 4-332

Subventions - Projet de construction d'aqueducs
et d'égouts 4-183

Subventions - Projets spéciaux 4-226

Subventions - routes municipales 4-332

Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités ... 4-63, 4-320

Subventions versées en compensation des impôts
aux municipalités 4-157

Subventions versées en compensation des taxes
municipales-hôpitaux publics 4-260

Subventions versées en compensation des impôts
municipaux-hôpitaux psychiatriques 4-264

Subventions versées pour le compte d'autres ministères 4-15

Supplément pour les familles travailleuses ayant des
frais de garde d'enfants 4-191

Système d'évaluation foncière équitable de l'Ontario 4-197

T

Taxes municipales sur les propriétés appartenant
au programme d'aménagement rural
et du développement agricole 4-65

Technologie pour les municipalités 4-59

Tourisme 4-144

Transports (ministère) 4-325

Transports urbains et régionaux 4-331

Travail (ministère) 4-341

Travaux d'infrastructure Canada-Ontario 4-40

Travaux d'infrastructure Canada /Ontario - 2 4-40, 4-270

Trésor 4-187, 4-199

Tribunal de l'équité salariale 4-346

TVOntario 4-17

U

Unité des enquêtes spéciales 4-225

Université de Guelph 4-63

V

Vérificateur provincial (Bureau du) 4-101, 4-103, 4-104

Vérification de la qualité des services de laboratoire 4-262

Vérification et supervision des libérations sous caution 4-228

Versement visant le règlement d'une demande
de résiliation anticipée de contrat
avec la CTT et la ville de Toronto 4-332

Victimes de mauvais traitements 4-229

Violence faite aux femmes 4-302

Visites surveillées-projet pilote 4-228